### ■ Baisse des taux européens

Les banques centrales européennes ont décidé à l'unanimité de baisser leurs taux directeurs, jeudi, marquant la dernière étape de la convergence avant le lancement de l'euro. p. 18

#### ■ Biens juifs : coup de théâtre russe

La conférence sur la spoliation des juifs s'est achevée, jeudi, sans qu'aucun document commun ait été signe. La Russie a créé la surprise, laissant entrevoir une possible restitution. p. 2 et notre éditorial p. 16

### Noël des chômeurs

Comme en 1997, la mobilisation des chômeurs, qui rédament une prime de 3 000 francs, a débuté à Marseille par . une manifestation qui a réuni entre 10 000 et 20 000 personnes. p. 9



#### L'histoire vraie du « Fugitif »

La série-culte puis le film se sont inspirés d'une histoire vraie. Le 4 juillet 1954. Ma Sheopard etait retrouvée assassinée ; son mari, accusé du meurtre, ne fut innocenté qu'en 1966. Le Monde a retrouvé leur fils, qui affirme avoir percé le mystère.p. 14 et 15

#### Gabon: vote sur fond de crise

Le président sortant Omar Bongo, est le favori des deuxièmes élections libres. qui auront lieu dimanche dans un climat de crise économique et poli-

#### Les déconvenues de Murdoch

Le groupe de Rupert Murdoch n'arrive pas à concrétiser son alliance avec Telecom ttalia. En France, son projet avec TF1 fait grincer des dents. p. 20

### Cinéma virtuel en solitaire

Une sorte de paire de lunettes futuriste reliée à un minifecteur vidéo : le Glasstron de Sony permet de visionner un film, seul, comme si l'on se trouvait installé à 2 mètres de l'écran. p. 24

#### **SOS** presse d'opinion

La disparition du Quotidien de la République, malgré toutes ses imperfections, rappelle que la survie de la presse d'opinion en France est mena-





# Jacques Chirac repart en campagne

◆ Le chef de l'Etat affirme, à Rennes, qu'il veut « libérer les nouvelles énergies démocratiques »

 Charles Pasqua annonce, dans « Le Monde », son départ de la direction du RPR pour combattre le traité d'Amsterdam • A l'extrême droite, la guerre fait rage entre MM. Le Pen et Mégret

APRÈS la clôture du sommet franco-britannique de Saint-Malo, le président de la République devait s'exprimer, vendredi 4 décembre dans l'après-midi, devant le conseil régional de Bretagne, à Rennes, Jacques Chirac entend relancer le débat sur la nécessaire « modernisation de la vie politique ». Partant du constat que « le système démocratique s'étiole, se fissure, que les Français ne se retrouvent plus dans leurs élus », le chef de l'Etat veut « libérer les nouvelles énergies démocratiques qui existent en Prance » et en appelle à une «revitalisation de la vie publique ». Il propose de « donner un nouveau souffle à la démocratie locale » et évoque la nécessité de « donner tout son sens » au service public « sur la base de la continuité, de la responsabilité et de l'adaptation ». Au moment où le Parlement s'apprête à engager le débat sur la parité homme-femme, M. Chirac a Pintention d'exprimer son souhait de voir se transformer « les conditions d'exercice de la vie politique ».



Enfin, selon son entourage, il veut insister sur le retour indispensable de la « morale publique ». Cette initiative du président de la

République intervient alors que le climat de la cohabitation s'est tendu, notamment à propos de la réforme de la justice, et alors que le gouvernement rencontre des difficultés sur plusieurs de ses projets. Mais les turbulences ne sont pas moindres à droite. Dans un entretien au Monde, le sénateur Charles Pasqua (RPR) critique vivement la politique européenne du chef de l'Etat. Numéro deux en titre du RPR, il annonce sa décision de quitter la direction nationale du mouvement gaulliste. Dans l'opposition, chacun espère tirer profit de la crise de plus en plus aiguê qui divise le Front national. Bruno Mégret, délégué général du FN, confirme au Monde sa volonté de s'appuyer sur les militants contre Jean-Marie Le

Lire pages 6 et 8

### Des droits toujours d'actualité

LA DÉCLARATION universelle des droits de l'homme aura cinquante ans le 10 décembre. La célébration de cet anniversaire donnera lieu, la semaine prochaine, à Paris, à plusieurs manifestations, d'ores et déjà marquées par une polémique sur le refus de l'Elysée dateur. Le Monde publie un cahier spécial de 64 pages en quart de format, préfacé par Robert Badinter. En asso ciation avec deux professeurs de droit public, Marlo Bettati et Olivier Duhamel, nous avons demandé à des juristes français de commenter les trente articles de la Déclaration et à des victimes d'atteintes aux droits de l'homme de témoigner.

Lire notre cuhier spécial et p. 32

### Pourquoi Michel Lafay, contrôleur SNCF et militant CFDT, est-il en grève?

#### de notre correspondante

Depuis une semaine, il est en grève. Contrôleur dans l'un des plus petits établissements de la SNCF - Montiucon (Allier), 350 agents -, Michel Lafay ne veut plus d'une vie « destructurée ». Pour garder des repères dans un emploi du temps morcelé, il consigne tout sur un agenda, son bréviaire. Avec l'exactitude d'un horaire de chemin de fer, il y a calculé toutes les heures passées loin de sa maison: «47 h'50 sur une semaine, 51 h 20 la suivante. > A écouter son témoignage, on comprend mieux les raisons de cette grève persistante (lire page 19): la crise d'identité d'un métier méprisé où le travail est disconti-

Le lundi matin, départ de Montluçon à 6 h 20 pour Vierzon, puis Commentry. Fin du lère : reprise du travail à 3 h 45 à bord du train de nuit qui va à Lyon et entre en gare à 9 heures. « Là, raconte Michel, on me file une piquie de deux mètres sur trois avec un lavabo. de préférence près des voies, sans doute pour qu'on puisse dormir plus facilement ! » Toute une journée à attendre son prochain train défile encore jusqu'à 20 h 40, où il sera vigilant jusqu'à 2 heures du matin. Terminus. « Je repique à 16 heures pour Bourges. Je dois y passer

la nuit pour assurer le train du lendemain. » Sa compagne doit, elle aussi, jongler avec le temps pour s'adapter et vivre en famille « seulement vingt week-ends par an ». Michel se sent « méprisé » : « La direction ne voit que le travail effectif et ne-prend pas en compte les heures de déplacement. C'est toute l'ambiguité. » Il y a aussi les vexations, comme cette note affichée il y a quinze jours annonçant une réduction du forfait attribué pour l'utilisation des téléphones portables des contrôleurs : « On nous passe de cent à cinquante minutes. On a pourtant bien le droit d'appeler nos femmes pour savoir si tout va bien lorsqu'on dort dans un foyer de gare! »

Michel Lafay sait bien qu'aux yeux des usamouvement de grève, il se contente de faire des trous dans des billets, bénéficie déjà des 35 heures, dispose de la sécurité de l'emploi et part en retraite plus tôt que les autres... Il rétorque qu'il est payé 10 000 francs net par mois avec vingt ans d'ancienneté pour une mission non négligeable : « Faire régner la loi et la sécurité, être le patron à bord. » Après dix années passées en région parisienne, il a pu rejoindre sa région natale mais, « même sur une ligne de province comme Montluçon-Commentry, on a de plus en plus de problèmes avec des groupes de jeunes ».

Militant CFDT, il se plaint des agressions verbales qui font particulièrement mal : « Ces jeunes cadres dynamiques qui nous regardent de haut, nous traitent comme des chiens simplement parce qu'on est fonctionnaire. L'humiliqtion laisse des traces. » Quelle que soit l'issue du conflit - les grévistes montiuçonnais réclament des emplois, trente contrôleurs contre vingt-deux aujourd'hui -, lorsqu'il remontera dans un train, un matin, à 6 h 20, en direction de Vierzon, Michel naviguera entre les récriminations caustiques - « Tiens, ça roule aujourd'hui » -, le silence désapprobateur des gers qui, par vengeance, refuseront de présenter leur billet. Mais ils ne seront pas verbalisés. Car Michel Lafay se bat aussi pour que son déroulement de carrière ne dépende pas du nombre de procès-verbaux qu'il dressera...

**Brigitte Cante** 

### L'immense fichier des suspects

LE MINISTÈRE de l'intérieur est en train de créer un gigantesque fichier qui rassemblera - ce qui est une première - tous les procès-verbaux de police dès leur rédaction. Il comprendra les noms de toutes les personnes « mises en cause » dans des procédures ainsi que ceux des victimes. Ces données pourront être conservées pendant vingt ans. Dans un entretien au Monde, Henri Leclerc, avocat et président de la Ligue des droits de l'homme, dénonce ce « fichier de suspects doté d'une mémoire très puissante et concernant des faits très anciens » : « On gardera la trace de fuits peu graves, tels que des contraventions de cinquième classe. En d'autres termes, il n'y aura plus de place pour l'oubli,

Lire page 10

# YACHT-MASTER ROLEX

Documentation sur demande à:

Rolex France - 3, avenue Ruysdaël - 75008 Paris

### Les trois premiers mois du diplomate Primakov

ALEXANDRE MOTORINE, quarante-trois ans, père de deux enfants, est mort, mardi 2 décembre, après dix jours de grève de la faim. Instituteur à Oulianovsk (la ville natale de Lénine, à 800 kilomètres au sud-est de Moscou), il avait suivi le mouvement de jeune commencé par plus de trois cents enseignants pour réclamer des salaires impayés depuis juillet. Son traitement était de 400 roubles (120 francs) par mois. Ce même 2 décembre arrivait à Moscou Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international (FMI). Le lendemain, il félicitait le premier ministre, Evgueni Primakov, pour son « pragmatisme » et louait « les efforts du gouvernement » russe, engagé sur la bonne voie.

La Russie sombre. Elle s'effondre, mais sans ces craquements et fracas qui, d'ordinaire, jetteut des milliers de personnes dans les rues ou font, durant de longs mois, chavirer les places financières et boursières. Tel est le principal résultat des trois premiers mois d'Evgueni Primakov au poste de premier ministre. Nommé le 10 septembre, à la suite d'une crise politique qui se surajoutait au désastre financier du 17 août, l'ancien ministre des affaires étrangères a méthodiquement neutralisé une

situation explosive. Il a surtout réta-bli le dialogue avec les institutions internationales, l'Europe et les Etats-Unis. La Russie peut aujourd'hui envisager une nouvelle aide financière de l'Occident ou, à tout le moins, une renégociation des 17,5 milliards de dollars (près de 100 milliards de francs) de dette extérieure qu'elle

doit rembourser en 1999. Pour cela, M. Primakov s'est employé a faire mentir bon nombre d'experts occidentaux. En politique, d'abord. Son cabinet avait été présenté comme une équipe de bric et de broc, dominée par quelques di-nosaures de l'ère soviétique : louri Maslioukov, communiste et ancien responsable du Gosplan sous Mikhail Gorbatchev; Vladimir Gustov, ancien gouverneur de la région de Leningrad, pilier du très conservateur Parti agrarien; Viktor Gueratchenko, brillant carriériste des banques d'Etat soviétiques...

Le soutien affirmé des communistes achevait de laisser penser que M. Primakov, prisonnier de son passé et de ses amis, ne ferait rien, sauf à s'engager résolument sur la voie « du retour en arrière ».

François Bonnet

Lire la suite page 16

### **Champions** d'automne



MALGRÉ leur défaite (1-2) à Lyon, jeudi 3 décembre, lors de la 17º journée du championnat de France de football, les Girondins de Bordeaux sont devenus champions d'automne, devant l'Olympique de Marseille, tenu en échec à Auxerre (1-1). Ce succès, le club bordelais le doit à son entraineur, Elie Baup, quarante-trois ans, dont les qualités n'avaient pas été reconnues à Saint-Etienne.

	Tableau de bord 21		
International 2	Tableau de bord21		
France 6	Aujourd'hul 23		
Société 10	Météorologie, Jessx 25		
Carnel12	Culture 27		
Régions13	Guide culturei		
Horizons14	Kiosque30		
Entreprises18	Abonnements30		
Communication 20	Radio-Télévision31		

Russes ont présenté une série de documents d'archives et laissé entrevoir la restitution ou de possibles dédommagements pour des œuvres passées sous propriété soviétique. • LA

QUESTION de la restitution des biens communautaires juifs dans les pays d'Europe centrale et orientale est ap-parue comme le prochain grand chantier d'investigation. • AUX

ÉTATS-UNIS, une polémique s'engag sur la participation des filiales alle mandes de Ford et de General Motors à l'effort de guerre nazi. (Lire aussi notre éditorial page 16.) paris et Londres

jue politique de

### Moscou crée la surprise à la conférence sur les spoliations des Juifs

La Russie a ouvert la porte à une possible restitution de biens et d'œuvres considérés jusqu'ici comme « prises de guerre ». La France et le Vatican ont été critiqués pour leur position défensive et leur refus de signer tout texte contraignant. Aucun nouveau rendez-vous international n'a été convenu

de notre envoyé spécial Il aurait été curieux que l'exercice international d'histoire et de diplomatie proposé à Washington sur la question des avoirs juifs spoliés pendant la seconde guerre mondiale s'achève, le jeudi 3 décembre, sans coup de théâtre. Beaucoup lci l'attendaient de la France, sous la forme d'une décision fracassante portant sur les deux mille tableaux en déshérence, les MNR (Musées nationaux récupération). Las ! la délégation française est restée évasive. se retranchant derrière la théorie chère à la mission Mattéoli, réaffirmée à Washington par le professeur Ady Steg: la recherche exhaustive doit précéder toute proposition de

Les organisations juives - au premier chef le Congrès Juif mondial (CJM) - auront d'ailleurs sans cesse tenté de profiter de ces débats, conçus pour n'être pas décisionnaires, pour faire souscrire aux participants des engagements fermes devant témoins. Cette tactique n'a pas entièrement réussi. Le principe d'un nouveau rendez-vous qui institutionnaliserait ces rencontres n'a même pas été adopté. La délégation française, qui a cherché à ne pas ap-

paraître sur la défensive, a fini par se retrouver dans le camp de la Suisse (et de l'Allemagne) pour neutraliser une déclaration de principes en onze points sur les œuvres d'art confisquées. Plus généralement, les délégués français n'ont guère apprécié l'internationalisation du problème des spoliations sous parapluie américain. Au risque d'apparaître, dans cette arène hautement médiatisée, comme un « mauvais élève », tant en matière de restitution que d'ouverture d'archives.

En privé, certains membres de la délégation française ont manifesté de l'agacement à voir l'Autriche, où les juifs furent obligés de nettoyer les rues avec des brosses à dents lors de l'Anschluss - en attendant pire -, sans cesse citée en exemple par les Américains et le CJM pour sa gestion de l'art spollé. Tout au plus le sous-secrétaire d'Etat à l'économie Stuart Eizenstat, chef de la délégation américaine, aura-t-il annoncé qu'à l'aventr les informations sur les œuvres spoliées seraient centralisées par des banques de données connectées entre elles.

L'effet d'annonce le plus prometteur est donc venu des Russes. Outre l'ouverture de leurs archives. ces demiers ont manifesté l'intention d'introduire un bémol dans la législation qui assimilait Jusque-là toutes les œuvres d'art prises aux Allemands à des « prises de guerre » (de même que, dans la Pologne d'après 1945, les biens juifs volés par les Allemands furent nationalisés comme « biens appartenant à l'ennemi »). A l'avenir, ont promis les délégués russes, les œuvres volées à des individus persécutés pour raison raciale ne seront plus considérées

### A l'Est, des chantiers s'ouvrent aux chercheurs et aux législateurs

section de restitution, a remis à M. Eizenstat trois documents qui permettront peut-être de retrouver la trace d'oeuvres volées : une liste de tableaux et d'objets d'art pris aux Juifs en Autriche; un document du 31 janvier 1941 de la direction du Kunsthistorisches Museum de Vienne où sont listées trois collecnu à Leo Fürst, Louis Rothschild et Alexandre Hauser: enfin une lettre de 1942 signalant la présence à la Bimanuscrits médiévaux allemands confisqués en 1938 au « Juif Rudolf Gutmann ». Où ces œuvres se trouvent-elles aujourd'hui? En Autriche? En Russie? Ces archives ne le disent pas. Pour Hector Feliciano, auteur du Musée disparu (éd. Austral, 1995), il est difficile, à partir des données rendues publiques à Washington, de décider si les Russes entendent détourner l'attention sur l'Autriche, ou s'ils souhaitent identifier les véritables propriétaires de

pièces sur leur sol. Toute différente a été l'attitude du Vatican face aux demandes répétées d'ouverture de ses archives. Pour toute réponse, ses représentants out produit une déclaration selon laquelle l'Eglise a « un devoir sacrosaint envers les personnes qui lui avaient confié leurs secrets et ne pouvait les trahir sous aucun prétexte ». Ce texte, qui semble mettre les archives du Vatican sous le régime de la confession, dénonce en outre les « insimuations » selon lesquelles les douze volumes des Actes et docuconde guerre mondiale auraient été composés de textes dûment sélec-

Est-ce désormais à l'Est que du nouveau serait à attendre? Là s'ouvrent en effet des chantiers aux chercheurs comme aux législateurs. moins spectaculaires peut-être que celui des ceuvres d'art, mais tout aussi fascinants par leur degré d'inachèvement. Celui du travail forcé. par exemple. Un esclavage brural et meurtrier dans les ghettos ou dans les camps était devenu entre les mains des Allemands une méthode d'humiliation, de torture, et finalement de mise à mort. Les plus grandes entreprises en ont profité Siemens, Daimler-Benz, Krupp, Volkswagen, Knorr, IG Parben, Dynamit Nobel, Dresdner Bank, BMW, AEG -, mais également la filiale allemande de Ford, qui faisait fabriquer des camions à Buchenwald. D'après une étude diffusée à Washington par l'Holocaust Educational Trust de Londres, un million de Tuifs out été assassinés de cette facon. Or les survivants du travail forcé ont été les parents pauvres des restitutions allemandes.

Enfin, les premiers bilans sur la question des assurances indiquent

où les polices souscrites par les Juifs ont été purement et simplement confisquées (Allemagne et Autriche) et ceux, comme la France, où les avoirs ont été bloqués et les primes non payées. Les chiffres fournis à Washington indiquent l'ampleur de la tâche. Près de cent mille polices que l'on peut rapporter à des victimes de la Shoah auraient été souscrites en Europe centrale et orien-Plusieurs dizaines de milliers de polices pour l'ex-UAP - aujourd'hui AXA -, souscrites avant le 1º janvier 1946, sont en déshérence. Parmi elles, celles de juifs dont les avoirs ont été bloqués. Les six grandes compagnies (Allianz, Wintherthur, Zurich, Generali, AXA et Basler Leben), qui ont d'ores et déjà accepté de verser 90 millions de dollars à un fonds de compensation, ne représentaient avant-guerre qu'un quart du marché de l'assurance en Europe de l'Est. Le reste était aux mains de compaguies locales. Ce que Washington a laissé entrevoir, c'est aussi qu'il fandra accepter de vivre encore quelques années avec ces plaies non

### Ford et General Motors sont soupçonnés d'avoir soutenu l'effort de guerre des nazis

prises allemandes et les compagnies d'assurances européennes ne sont plus seules à être mises en cause pour leur rôle au cours de la seconde guerre mondiale. Certaines grandes entreprises américaines font à leur tour l'objet d'interrogations soupçonneuses aux Etats-Unis. Accusées par des juristes et des historiens américains d'avoir soutenu l'effort de guerre des nazis, les constructeurs automobiles General Motors et Ford sont sur la défensive. Les deux entreprises, présentes en Allemagne depuis le milieu des années 20, reconnaissent avoir eu des intérêts importants outre-Rhin mais elles nient avoir collaboré de quelque manière que ce soit avec les dirigeants du III Reich ou avoir exploité une main-d'œuvre de travailleurs forcés.

« General Motors dément avoir aidé les nazis pendant la seconde guerre mondiale (...). GM et ses emplayes ont reçu une reconnaissance méritée pour leur contribution éminente et loyale à l'effort de guerre des

HiFi

Detroit réagit aux accusations selon lesquelles sa filiale allemande, Opel, aurait collaboré avec les nazis en leur fournissant des véhicules militaires, des moteurs d'avions et des matières premières indispensables à l'arsenai militaire allemand.

LES « AVOIRS ENNEMIS »

Ces accusations, reprises dans la presse américaine, ont été formulées par un historien, Bradford Snell. qui s'apprête à publier un livre consacré au passé de General Motors. Ce livre affirme notamment que l'entreprise de Detroit « a été beaucoup plus (mportante pour la machine de guerre nazie que la Suisse » et que « l'Allemagne n'aurait pas pu envahir la Pologne et la Russie sans General Motors \*.

A Rüsselsheim, siège d'Opel, on souligne que l'entreprise a cessé d'exercer souverainement ses activités après la déclaration de guerre de l'Allemagne aux Etats-Unis, le 7 décembre 1941. Si Opel a effective-Etats-Unis et de ses alliés », déclare ment livré du matériel aux nazis par

l'entreprise dans un communiqué la suite, c'est parce que « l'entreprise daté du 30 novembre. La firme de citait sous l'administration des nazis, avec un commissaire du Reich à sa tête », en vertu du gel de tous les « avoirs ennemis ».

> Cette analyse des faits correspond à celle des historiens spécialistes de la période, comme ceux de l'institut d'histoire militaire de Potsdam, qui insistent sur le fait qu'« après 1941, les droits de propriété des entreprises américaines ont été suspendus par les dirigeants du Reich ». Par allleurs, souligne un porte-parole d'Opel, « rien dans nos archives ne permet d'indiquer que nous ayions profité d'une main-d'œuvre de travailleurs forcés venue des camps de

Les dirigeants de Ford, pour leur part, viennent d'engager plusieurs experts pour répondre à une plainte en nom collectif récemment déposée à New York par des avocats, par ailleurs déjà actifs contre des banques ou compagnies d'assurances européennes qu'ils accusent de n'avoir pas restitué tous les biens spoliés aux Juifs pendant cette période. Ces avocats soulignent qu'Henry Ford était un admirateur de Mussolini et d'Hitler et qu'il a tenté lusqu'au bout de dissuader les dirigeants de Washington d'entrer en guerre contre l'Allemagne. Ils se basent sur des documents des archives nationales américaines pour affirmer que Ford a aidé les dirigeants du Reich à se procurer des matières premières stratégiques, notamment du caoutchouc, en échange d'achats de véhicules.

### Stuart Eizenstat, organisateur de la conférence de Washington « Les biens communautaires à l'Est doivent être restitués »

de notre envoyé spécial

« La conférence internationale sur les spoliations à Washington a amplement démontré l'engagement de l'administration américaine sur cette question. Votre gouvernement considère-t-il que cette cause est désormais la sienne, et plus celle des seules or-

ganisations juives on d'Israel? - Quand Jétais ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Union européenne, en 1995, j'ai reçu une mission spéciale : encourager les restitutions des propriétés juives et catholiques en Europe de l'Est. Quand la question de la Suisse est venue à l'ordre du jour, à la fin de cette même année, je l'al prise en charge. C'est désormais une priorité de l'administration américaine. Nous, c'est-à-dire le gouvernement, et le Congrès, ne considérons pas ce sujet comme un sujet juif, mais comme un problème humanitaire, une question de justice. C'est une priorité qui ne se limite d'ail-

leurs pas à cette conférence. - Que pensez-vous de l'attitude de la France, quelque peu criti-

quée à Washington? - Le président Chirac a montré un très grand courage en mettant en place la commission Mattéoli pour examiner, pour la première fois, le rôle de Vichy. J'ai rencontré Jean Mattéoli. Les recherches de sa commission sur les spoliations - inchiant les objets d'art volés - sont d'une importance considérable. A la fin de l'année, la commission et le gouvernement français vont éta-bir la liste des 2 000 œuvres confis-



STUART EIZENSTAT

ruées, actuellement en déshérence. L'identification de ces œuvres. même si elles ne sont pas récla-

mées, constitue un acte de instice. » D'autre part, Claude Martin, du Quai d'Orsay, a participé activement à la commission tripartite qui gérait l'or, comme à la création d'un fonds de compensation destiné aux victimes de la persécution nazie. Nous apprécions l'ouverture d'esprit exemplaire avec laquelle la France aborde cette douloureuse

- Pourtant, à Washington, la France a été mise en cause précisément pour sa gestion du probième des œuvres estampilées MNR (Musées nationaux Récupération)\_

- La publication de la liste des MNR constitue un extraordinaire acte de justice. Elle donne aux ayants droit la possibilité de réciamer leurs biens, ce qu'ils n'auraient pu faire autrement. C'est aussi une façon de rendre publique l'existence des œuvres d'art spoliées. L'Autriche a fait un pas supplémentaire en inscrivant dans sa législation le droit des propriétaires d'œuvres volées de les réclamer sans limitation. Cest au gouvernement français, à la communauté juive de France et aux autres parties trançaises intéressées de décider ce

qu'il convient de faire des MNR. - Quelle résolution vouliezvous voir adoptée à Washington en ce qui concerne les propriétés communautaires Juives, notam-

ment en Europe de l'Est? - Nous voulions que, comme pour les biens de l'Eglise catholique, les propriétés communautaires juives scient dûment restituées. L'état des cimetières, des synagogues, des écoles et des centres commimautaires est déplorable là-bas. Il y a bien eu quelques restitutions, mais dans chacun des onze pays d'Europe centrale et de l'ex-URSS, ce processus est pénible et lent. La plus grande partie de ces biens n'a pas été rendue. Dans la mesure où d'autres personnes occupent les lieux, au moins une forme de compensation devrait être payée. La restitution de ces propriétés communautaires est d'une importance capitale pour les restes du judaisme européen, qui a survécu à la Shoah et aux tragédies du siècle qu'ont été le fascisme et le communisme. Si les communautés juives de ces pays veulent survivre, elles ont besoin de retrouver des infrastructures pour leur pratique refigiense. L'Eglise a recouvré, dans la plupart de ces pays, son patrimoine. Certes pas intégralement : il y a encore des problèmes, notam-ment dans la restitution des établissements scolairés. Mais dans la majorité des cas, les biens ecclésiastiques ont été rendus. Ce n'est pas le cas des biens juifs.

- Le dossier des propriétés in-dividuelles des juifs pourra-t-il être également un jour rouvert dans ces pays?

- C'est un problème extrêmement difficile. Quand j'étais en Pologne, le ministre des affaires étrangères m'a assuré qu'une législation de reprivatisation seralt adoptée. Elle ne concernerait pas d'ailleurs que les propriétés juives, puisqu'il n'existe pas, à ce jour, en Pologne, de loi de ce genre. On m'a dit qu'elle serait présentée et que même ceux qui ne sont pas polonais, au même titre que les citoyens polonais et leurs familles, seraient en droit de présenter des de-

mandes.»

Propos recueillis par

# Tél.: 01.45,48.24.38

Simplicité Design Haute technologie Un grand son

BUSE

224, bd St-Germain PARIS 7

dans un tout petit volume!

Magasin ouvert les Dimanches 6, 13 et 20 Décembre 1998

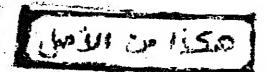
L'Autriche veut rendre aux Juifs les œuvres d'art en déshérence

de notre correspondante Après le choc provoqué à Vienne par la saisie, à New York, en janvier 1998, de deux tableaux d'Egon Schiele dont la provenance avait été contestée par des families juives, Elisabeth Gehrer, ministre autrichienne de l'éducation, chargée des musées nationaux, a demandé en mars aux directeurs des musées de dresser un inventaire des œuvres acquises dans des conditions douteuses. Le Parlement a voté à l'unanimité, jeudi 5 novembre, une loi qui permettra de restituer, à leurs propriétaires ou à l'héritiers, des œuvres d'art volées par les nazis et intégrées dans les collections natio-

Selon un premier bilan, 500 œuvres ont été recensées : essentiellement des tableaux et des objets d'art formellement rendus à leurs propriétaires au lendemain de la guerre, mais que ceux-ci avaient été obligés de confier aux musées nationaux sous forme de « dotation » pour obtenir en contrepartie l'autorisation d'expatrier le reste de leurs biens. Ainsi la famille Rothschild avait-elle du abandonner environ un tiers de sa précieuse collection. Parmi les œuvres précieuses dont l'origine reste à éclaireir figurent, notamment, des tableaux de Gustav Klimt en provenance de la collection d'Adèle Bloch-Bauer. ainsi que des gravures en possession de l'Albertina de Vienne.

Grâce aux archives disponibles, la restitution des œuvres entrant dans cette catégorie ne devrait pas poser de difficulté majeure. Autrement plus délicat pourrait se révéler le problème des œuvres acquises « de bonne foi » sur le marché aprèsguerre, non réclamées jusqu'ici, mais dont l'origine reste douteuse. Beaucoup de ces œuvres « en déshérence » sont encore entreposées dans les musées autrichiens, affirme Mª Gehrer. Après 1945, Vienne a restitué 13 000 des 18 500 objets d'art volés par les nazis. Une partie du reste a été vendue aux enchères en 1996 dans la capitale autri-

Waltraud Baryli



### Paris et Londres posent les bases Les élections consacrent l'enracinement d'une politique de défense commune

La France jugera aux actes l'« ouverture » de Tony Blair

Tout en rappelant leur fidélité à l'Alliance atlantique, les Britanniques sont d'accord pour définir le cadre d'une politique européenne de défense. La France est des la Fran

SAINT-MALO

France et le Valid

A cotemational na eté come

Company of the State of the Sta

the first strategy

1.0

And the second appropriate design

Complete of the Company

- NE W

A donnent eine restine

1000

1 1 10 10

Same way

MANA W.

20% A 250

海路 化电子

1 3 may 2 - 6

State Control

 $\sqrt{2} \, \mathrm{tr}^{2} \left( A_{1} \, \Phi_{1} \, \Phi_{2} \right)$ 

The Parish

\* 2 \* 77 \* \* \*

M. The Park

# 1 mag.

₹ভা কিক

THE WAY

· The section of the

Copy of the Party of

Color of Supple

With Straining

Commission, and

22.00

44.5

Company

# 15 May 2015 1

201.40

100

garage for

والمراجع بالمعاود

(4 Mg. 35%

Alleger (1947)

. . . . . . . . .

 $f_{i}^{(i)} = i^{i}, \quad i \in \mathbb{N}$ 

15 65 0

· 医抗糖 · \*\* · \*\*

 $R_{\rm c}(\frac{1}{2}R^{2}) \approx 10^{12}$ 

87.00 To San

2 2 1/2 1

1.24

State Seattle to

4- 14 A

V CONTRACT

. . . a grand

de notre envoyé spécial Poursuivant le travail de leurs ministres des affaires étrangères et de la défense, le président Jacques Chirac, le premier ministre, Lionel Jospin, et Tony Blair, le chef du gouvernement britannique, se sont entendus, vendredi 4 décembre, à Saint-Malo, sur certains des principes devant guider la réflexion européenne en matière de défense. Trois jours après le sommet de Potsdam, où Fran-çais et Allemands ont plaidé pour doter l'Union européenne « des capacités opérationelles qui lui font défaut », la cité corsaire devait laisser son nom à une déclaration conjointe des deux principales puissances militaires de l'Europe pour préciser le cadre d'une politique de défense européenne.

DIVERGENCES TRADITIONNELLES Le porte-parole de Tony Blair, Alistair Campbell, l'avait réaffirmé, jeudi soir, à l'issue des premiers entretiens : il n'est pas ques-

tion pour Londres de choisir entre deux fidélités, l'une atlantique, . l'autre continentale. L'Alliance euro-américaine reste pour les Britanniques le fondement de leur sécurité, même - et c'est le fait nouveau de ces dernières semaines - s'ils peuvent envisager aujourd'hui le développement en son sein d'une capacité d'action purement européenne. Ce développement est considéré comme sérieux par ses partenaires, comme l'a réaffirmé Catherine Colonna, porte-parole de la Présidence de la République, qui a sa-

lué « l'ouverture importante de la forces armées à coopérer sur des Grande-Bretagne ».

Bref, il s'agit pour le moment pour les Français de prendre Tony Blair au mot, de voir jusqu'où il peut aller dans l'élaboration des principes d'une politique de défense dont la mise en œuvre pratique, notamment sur le plon institutionnel, devra ensuite faire l'objet de discussions plus approfondies. Une avancée franco-britannique. compte tenu des divergences traditionnelles sur cette question de part et d'autre de la Manche, pourrait permettre au Sommet européen de Vienne, les 11 et 12 décembre, de progresser sur la voie d'une position commune avant le Sommet atlantique de Washington, en avril 1998.

Indépendemment de ce débat stratégique, Paris et Londres ont profité de ce sommet de Saint-Malo pour marquer leur volonté d'améliorer les capacités de leurs

théâtres d'opération, comme actuellement dans la crise du Kosovo. Au pied des murailles de la cité malouine, la marine nationale et la Royal Navy avaient ancré, côte à côte, deux frégates lance-missiles où a été signée, vendredi matin, une lettre d'intention sur la ges-

tion commune des crises.

A un mois du lancement de l'eu-10. qui se fera sans les Britanniques, Tony Blair a manifestement à cœur d'utiliser ces discussions pour confirmer l'ambition de son gouvernement de ne pas rester en marge de l'Europe. Les deux délégations ont indiqué qu'elles étaient d'accord pour aborder les négociations difficiles à venir sur le financement de l'Union et de ses politiques communes dans un esprit de « compromis ».

Henri de Bresson

#### Robin Cook: pas d'harmonisation fiscale dans l'UE « de mon vivant »

Le chef de la diplomatie britannique, Robin Cook, a durci, jeudi 3 décembre, l'opposition de son gouvernement à une harmonisation fiscale au sein de l'UE. « De mon vivant, a affirmé le ministre de cinquante-deux ans devant la Chambre des communes, les Etats membres de l'Union européenne vont avoir des systèmes fiscaux qui resteront distincts (...). Il n'y a pas de majorité en Europe pour une harmonisation des taux d'imposition, sans même parler de l'unanimité qui se-rait nécessaire pour décider d'une telle mesure.»

A Saint-Malo, le porte-parole de Tony Blair a cependant qualifié d'« hystérique » la campagne de la presse britannique contre les pro-jets de París et de Bonn de faire progresser l'harmonisation fiscale en Europe, estimant que « l'idée que la Grande-Bretagne est isolée [dans ce domaine] est ridicule ». – (AFP.)

### La France réduit ses dépenses de 36 % pour les opérations militaires extérieures

LA FRANCE devrait avoir très Communauté européenne), sans sensiblement réduit - de l'ordre oublier seize autres placées sous de 36 % - le coût de ses opérations commandement national outreextérieures en 1998, en comprimant ses dépenses de personnels envoyés en mission. La rigueur a: 155 gendarmes protègent l'ambasporté principalement sur les sadeur - ou pour évacuer des soldes et les indemnités diverses attribuées aux officiers et aux européens qui résidaient en sous-officiers. Ce qui ne manque Afrique. Au total, la France « expas de créer quelque amertume au porte » 32 000 de ses soldats si, à sein de la communauté militaire ces missions, on ajoute les forces où l'on se complaît à faire observer qu'aucune autre corporation. sauf celle qui est astreinte au sileuce parce qu'elle détient les armes de la République, n'accepterait, sans broncher, de perdre en moyenne jusqu'à 20 % de ses revenus par an.

Alors qu'elle avait consacré 3,45 milliards de francs à ses expéditions à l'étranger en 1997, le coût des opérations extérieures doit s'établir à 2,1 milliards de francs en 1998, dont un peu plus de 1 milliard pour la Bosnie. C'est la troisième année consécutive que cette « enveloppe » décroit.

1998, pas moins de huit opérations de maintien de la paix ont été décidées par l'ONU; cinq autres ont été déléguées à des instances in-

mer, pour y sécuriser des ambassades - notamment en Algérie où Français, voire des ressortissants basées en Afrique, au titre des accords d'assistance technique ou de défense, et les troupes en garnison dans les DOM-TOM.

RÉMUNÉRATION EN BAISSE Les économies en 1998 ne pro-

viennent pas seulement de la rétraction du dispositif militaire en Afrique, avec la fermeture des points d'appui de Bangui et Bouar, en Centrafrique, compensée par un déploiement permanent plus important au Tchad. Elles émanent majoritairement, à hauteur de 500 millions de francs pour l'année par rapport à 1997, de la Pourtant, les missions ne révision, à la baisse, des indemnimanquent pas : simultanément, en tés versées aux personnels en opérations extérieures. Désormais, quel que soit le « théâtre », la prime dite de sujétion pour ser-vice à l'étranger ne peut plus déternationales (OTAN, OSCE, passer 1,5 fois la solde de base des

intéressés, complétée par un supplément par enfant à charge. Si bien que, pour illustrer ce manque à gagner, la rémunération d'un capitaine, père de deux enfants, a chuté de 27 % s'il est affecté au Liban, où l'on compte 246 soldats français, de 16 % quand il servait encore en Centrafrique, ou de 14 % une fois stationné en Bosnie, où se trouvent 3 511 cadres fran-

Au ministère de la défense, on ne dissimule pas le fait que, dans le contexte actuel de rigueur budgétaire, il a fallu « adopter une approche plus réaliste du niveau des surrémunérations », c'est-à-dire atténuer le surcoût des soides et des charges sociales entraîné par les opérations extérieures, malgré « les risques et la pénibilité de ces

Il n'empêche que cette décision est mal perçue par la « base », surtout dans les unités telles que la légion ou les troupes de marine, qui s'étaient spécialisées dans ce genre d'interventions outre-mer et qui - autre fait nouveau doivent aujourd'hui apprendre à en partager la responsabilité avec tous les autres corps de métier soumis à la professionnalisation.

Jacques Isnard

### Affrontements armés dans le sud-ouest du Kosovo

HUIT ALBANAIS ont été tués, jeudi 3 décembre à l'aube, dans un affrontement avec l'armée yongoslave, dans le sud-ouest du Kosovo, seion des sources militaires serbes. Il s'agit de l'incident le plus grave depuis la conclusion, le 13 octobre, des accords sur le Kosovo entre le président yougoslave, Slobodan Milosevic, et la communauté internationale.

Alors que les incidents armés se multiplient, le médiateur amé- tant français, Hubert Védrine, a ricain, Christopher Hill, a rencontré jeudi à Belgrade le président serbe, Milan Milutinovic, pour lui remettre la dernière mouture du projet américain le terrain, où le cessez-le feu se d'accord prévoyant un haut de- trouve remis en cause par la multigré d'autonomie du Kosovo. Il plication des accrochages, du fait devait se rendre ensuite à Pristi- principalement de l'UCK, risque

na pour de nouveaux entretiens avec les responsables kosovars.

Réunie mercredi et jeudi à Oslo, l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a pressé les autorités serbes et les Kosovars de commencer des négociations politiques, afin d'éviter une reprise des combats au printemps.

Dans son discours, le représenattribué la responsabilité principale des accrochages aux séparatistes de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). « La situation sur

de se dégrader de nouveau sérieusement au printemps », a déclaré le ministre français.

Le déploiement en cours d'une mission de vérification de l'OSCE au Kosovo, destinée à y contrôler le respect du cessez-le-feu, « ne doit pas être pour les parties un alibi pour repousser toute négociation, mais bien le contraire », a-t-il dit.

Trente-quatre pays, l'Italie en tête, ont proposé de contribuer à cette mission, qui mobilisera deux mille « vérificateurs », a annoncé l'OSCE.

Cinq cents personnes sont déjà sur place. La Norvège, qui remplace la Pologne à la présidence annuelle, a estimé que tout sera en place vers la mi-janvier. -

# de la démocratie à Taïwan

Le score du courant indépendantiste à Taïpeh risque de peser sur le climat politique dans le détroit de Formose et sur les relations avec Pékin

le Nouveau Parti, un mouvement

de notre envoyé spécial Taiwan est un morceau du monde chinois qui, depuis quelques jours, résonne des clameurs d'une gigantesque kermesse électorale, Floraison de drapeaux, orgie d'affiches, battements de tambours juchés sur des camions. spots télévisés : les élections législatives et municipales du samedi 5 décembre consacrent l'enracinement de la démocratie à Taïwan.

Après les tatonnements et les pugilats de campagne du début de la décennie 90 durant laquelle le Kuomintang au pouvoir est entré dans l'ère post-autoritaire, l'électorat taïwanais a gagné en maturité. L'exercice n'est pas parfait : le débat frappe souvent par son indigence (les rumeurs d'alcève saturent la presse) et les « achats » de voix persistent malgré la volonté proclamée des autorités d'y mettre fin. Mais la forte mobilisation - rarement émaillée de violences - des troupes dans chaque camp indique que la culture des urnes s'est acclimatée à Taiwan.

Selon toute probabilité, le Kuomintang devrait conserver le contrôle de l'assemblée législative (appelée ici le yuan législatif). Sévèrement discrédité il y a six mois - en raison notamment d'une vague de criminalité qui a secoué l'île -, le parti du président Lee Teng-hui semble avoir enrayé l'érosion. L'électorat lui sait gré d'avoir bâti une économie qui résiste mieux que les pays voisins à la tourmente aslatique - même si la croissance se ralentit - et d'avoir renoué des contacts semiofficiels avec Pékin qui ont permis d'apaiser le climat dans le détroit. Le KMT a en outre réussi à cir-

dissident crée par des Taiwanais d'origine continentale hostiles à la « talwanisation » (c'est-à-dire la promotion des Taiwanais de souche) menée par un président Lee, souvent soupconné d'indépendantisme larvé par les nostalgiques de Chiang Kaï-chek. Même s'il ne remporte pas une majorité absolue, le Kuomintang devrait pouvoir diriger en s'assurant l'appoint d'élus du Nouveau Parti ou

MOUVANCE INDÉPENDANTISTE

d'indépendants.

La compétition est, en revanche, extrêmement serrée pour l'élection des maires de Taipeh et Kaohsiung, les deux principales villes de l'île. En dépit de son caractère local, ce scrutin est d'une telle importance pour le devenir de l'île qu'il a éclipsé les législatives. Les résultats à la mairie de Taipeh auront une incidence directe sur la présidentielle de 2000, la seule consultation qui compte à Taiwan et qui pourrait ouvrir les portes du pouvoir au camp indépendantiste. Si le maire sortant de la capitale, Chen Shui-bian, figure de proue du Parti démocrate progressiste (DPP, indépendantiste), devait être reconduit, il verrait ses chances dopées pour l'échéance de 2000. A l'inverse, son échec entraverait l'ascension de la mouvance indépendantiste, qui a engrangé ces dernières années de multiples succès locaux.

Le résultat du scrutin du 5 décembre pèsera donc sur l'atmosphère régnant sur le détroit, bien que la thématique de la réunification avec la Chine ait été quasi absente de la campagne. Soucieux

convenir le danger représenté par de ne pas affoler Pékin, le DPP a mis un bémol à sa rhétorique indépendantiste. Chen Shui-bian aime à rappeler l'objectif de l'indépendance, socie de l'identité de son mouvement, mais reste évasif sur les modalités d'un tel proces-

La réalité - non dite - est qu'un consensus rassemble le DPP et le Kuomintang autour du souhait de proroger aussi longtemps que possible le statut d'Etat indépendant de facto dont jouit Taiwan.

 Nous ne sommes pas irréalistes au point de provoquer la Chine pour la simple satisfaction de changer le nom de notre République alors que nous sommes déjà un pays indépendant, dit Hsiao Bikhim, directrice du département international du DPP. Nous n'excluons pas de recourir à un référendum dans l'avenir, mais uniquement quand les conditons seront mures. »

La réalité est aussi que la nouvelle donne géo-politique dans la région ne peut qu'inciter les indépendantistes à la prudence. Le réchauffement des relations sinoaméricaines s'est traduit par des pressions redoublées de Washington sur les Taiwanais pour qu'ils renouent le dialogue avec Pékin. Les Américains font passer le message qu'une éventuelle proclamation de l'indépendance susciterait une riposte militaire immédiate des Chinois. Or Taïwan ne peut se passer du parapluie américain. Le DPP ne peut qu'en prendre acte. D'où le polissage de son discours. Cela suffira-t-il pour autant à désarmer l'hostilité de

Frédéric Bobin



En vente exclusivement dans les boutiques Cartier : A Paris : 7, place Vendôme - 01 44 55 32 50 - 23, place Vendôme - 01 44 55 32 20 13, rue de la Pars - 01 42 18 53 70 - Saint-German-de-Prés - 41, rue de Fennes - 01 43 49 65 80 - 51 rui-Trançois 11 - 01 53 93 94 20 23, rue du Faubourg Saint-Honoré - 01 44 94 87 70 - Printemp- Haussmann - 11 Mage - 01 42 82 40 11 - Buideau si Cannes - Desurville

### La campagne pour l'élection présidentielle au Gabon s'est déroulée sur fond de crise économique

Le président sortant Omar Bongo est le favori de ce second scrutin libre

Sur fond de crise économique, les Gabonais vont, dimanche 6 décembre, choisir librement, pour la seconde fois de leur histoire, leur diri-

geant lors du premier tour de l'élection prési-dentielle. Ce scrutin se déroule dans un climat de suspicion, les états-majors politiques s'accusant et un ans au pouvoir, devrait être réélu.

LIBREVILLE

de notre envoyé spécial Un transfuge de l'opposition gabonaise, passé avec armes et bagages dans le camp du président Omar Bongo, l'a juré : Pierre Mamboundou, le principal challenger du chef de l'Etat, a acheté des milliers de kalachnikovs. Des hommes d'affaires venus de France, une équipe de rugby sud-africaine en ont fait l'amère expérience : même si la mesure n'était pas officielle avant samedi, les frontières du pays sont fermées « jusqu'à nouvel ordre ». Malgré des visas en bonne et due forme, ils ont été refoulés à l'aéroport de Libreville.

A s'en tenir aux rumeurs, aux mesures d'ordre public, l'élection présidentielle du dimanche 6 décembre apparaît comme un scrutin à haut risque dans une région où, de Kinshasa à Bangui en passant par Brazzaville, les querelles politiques se sont vidées, ces derniers mois, au son du mortier et du fusil d'assaut. Mais tout, dans Libreville, dément ces augures néfastes. Les rues sont calmes, couvertes d'affiches à l'effigie du président sortant, entre lesquelles pointent, deci-de-là, les visages des plus fortunés de ses concurrents. L'importante communauté francaise (onze mille ames) vaque normalement à ses occupations, sans être inquiétée, au contraire de ce

qui s'est passé en 1993. Certes, la vie des administrations s'est quasiment arrêtée. Mais c'est l'usage dans beaucoup de pays africains: la plupart des fonctionnaires sont partis en campagne avec leur autres sont en grève pour demander une revalorisation des traitements à un gouvernement en cessation d'activité pour cause de présidentielle. Devant le palais du président Bongo, une poignée de grévistes somnolent sous les arbres du front de mer.

Il y a cinq ans, le candidat Bongo n'avait quasiment pas fait campagne pour la première élection pluraliste qu'ait connue le pays, et la proclamation de son élection dès le premier tour avait été violemment contestée, aussi bien par l'opposition que par les observateurs internationaux. Cette fois, le président sortant n'a pas ménagé sa peine, ni les moyens matériels. Pour le dernier meeting en province de sa campagne, mercredi 2 décembre à Ntoum, une préfecture distante de 50 kilomètres de Libreville, le cortège présidentiel était constitué de quatre hélicoptères, une nécessité dans un pays dont le réseau routier reste embryonnaire. Devant le bâtiment de la préfecture, environ deux mille personnes attendaient le candidat depuis le matin. Leur tenue témoignait de la débauche de moyens textiles mis au service du candidat : robes et chemises étaient coupées dans une demi-douzaine de pagnes différents et les modèles de T-shirts se déclinaient par di-



DETTE EXTER. 21 milliards de F 28 000 F

PIB/HAB franc CFA MONNALE 16,3 milliards de F

zaines. Une jeune femme venue en curieuse regardait les femmes d'un groupe folklorique avec commisération: « Quand tu penses qu'elles ont dansé toute la journée pour une bière et un morceau de dindon... »

VICTOIRE À LA PYRRHUS

Mais les heures d'attente n'ont pas fait monter la passion. Lorsque la flotte aérienne a attent dans un nuage de poussière rouge, le public ne s'est pas précipité sur le candidat. Un homme décu et moqueur a constaté, après avoir comparé la stature de la garde rapprochée et trop court pour qu'on le voie. » Vide campagne et les quatre meetings qui avaient précédé dans la journée celui de Ntoum, le président Bongo s'est contenté de quelques recommandations paternelles: « Regardez-moi bien, et souvenez-vous: c'est le bulletin portant ce visage qu'il faut mettre dans l'urne » et de souvenirs attendris: «Le 2 décembre 1967, je prêtais serment comme chef d'Etat pour la première fois, l'étais

tout jeune, l'avais trente-deux ans », s'appuyant sur cet argument chronologique pour traiter ses sept concurrents d'« apprentis ».

PRODUCTION

CARACTÉRISTIQUES

NATURE DU RÉCIME

Libreville

267 667 km²

1.1 million

5 enfants

360 000 barils/1

1,3 milliard de barils

54 ans

CHEF DE L'ÉTAT

Il est vrai que les moyens dont disposent les sept hommes sont dérisoires comparés à ceux d'Omar Bongo. Le principal adversaire de 1993, le Père Paul Mba Abessole, chef du Rassemblement national des bûcherons (RNB), a remporté il y a deux ans une victoire à la Pyrrhus en enlevant an Parti démocratíque gabonais du président la mairie de Libreville. Une succession de querelles de compétence opposant le maire Abessole au pouvoir central a paralysé l'action de la municioù le cadre de vie s'est brutalement dégradé. A cet échec que ses partisans imputent entièrement au président Bongo se sont ajoutées les divisions internes du RNB qui font que trois candidats se réclamant du parti se présentent aujourd'hui à la présidence.

Du coup, c'est Pierre Mamboundou qui fait figure de challenger le plus sérieux. Le quotidien gouvernemental L'Union a publié deux

des candidats d'opposition, loin derrière le président Bongo, qui flirte, selon L'Union, avec la majorité absolue. M. Mamboundou, un ancien fonctionnaire international, qui porte les couleurs du Haut Conseil de la résistance, coalition de partis d'opposition, a aussitôt répliqué en faisant état d'un autre

sondage qui lui donnait la victoire dès le premier tour. L'existence de sondages - quelle que soit leur valeur scientifique rappelle que le Gabon n'est pas un pays africain comme les antres et que l'on y jouit de luxes incomnus illeurs sur le continent. Ses trois cent soixante mille barils de pétrole par jour, sa production de manganèse, son sous-peuplement (à peine plus d'un million d'habitants) en font un pays presque riche, où les fonctionnaires gagnent souvent l'équivalent d'un SMIC français. Mais la répartition de cette richesse est plus qu'inégale. Comme le dit le représentant d'un important ballleur de fonds : « si vous enlevez ce aui revient aux avelaves milliers de très riches, les autres disposent du

Ces inégalités sont lourdes de menaces, et le président Bongo tente de regagner un peu de terrain en la matière en proposant un « pacte de développement » pour son mandat à venir qui – il le jure – sera le dernier. Mais ces promesses laissent sceptiques de nombreux Gabonais, y compris parmi ceux qui affirment vouloir voter Bongo le 6 décembre. En fait, ce sont les présidents Lissouba et Sassou Ngnesso, du Congo-Brazzaville voisin, qui ont été les meilleurs agents électoraux du président sortant. Comme le dit un jeune professeur: «Ma grand-mère n'est jamais sortie du village, mais elle a la télévision, et quand elle volt les images de la guerre au Congo-Brazzaville, elle a peur du changement. »

même revenu que dans le reste de

Thomas Sotinel

### La Corée du Nord à l'école de l'économie de marché

PYONGYANG. La Corée du Nord devrait dépêther la semaine pro-chaine une délégation de cent experts économiques à Hongkong pour participer à un programme de recherches sur l'économie de marché organisé par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, a annoncé, jeudi 3 décembre, l'agence de presse sud-coréenne Yonhap citant des sources officielles à Séoul.

C'est la première fois que Pyongyang enverra une délégation aussi importante étudier le système capitaliste. La Corée du Nord, dont l'économie est en banqueroute et la population victime d'une grave pénnie alimentaire, compte surtout demander leurs aides au FMI et à la Banque mondiale. Pyongyang a fimogé, il y a quelques mois, son emis-saire le plus comu dans les milieux d'affaires internationanz : Kim Jong-ju, accusé de corruption. ~ (Corresp.)

### Un ancien premier ministre d'Ukraine interpellé en Suisse

GENÈVE. L'ancien premier ministre et député ukrainien Pavio Lazarenko, interpellé par la police à Bâle, devait être entendu, vendredi 4 décembre à Genève dans le cadre d'une procédure pour blanchiment d'argent, a indiqué le juge chargé du dossier. Le parquet ukrainien avait ouvert, il y a un an, one enquête contre M. Lazarenko pour détournement de fonds et ouverture illégale de comptes bancaires à l'étranger, demandant l'entraide pénale aux autorités suisses. M. Lazarenko, che du gouvernement ukrainien de mai 1996 à juillet 1997, est aujourd'hui chef du parti d'opposition Hromada au Parlement. Limogé par le président Leonid Koutchnia, qui l'avait jugé « incompétent et comonipu », l'ex-premier ministre s'était alors estimé victime d'une manocuvre poli-

### Öcalan peut être considéré comme un criminel de guerre, selon HRW

WASHINGTON. Le chef du Parti des travailleurs du Kundistan (PKK, sé paratistes kurdes de Turquie), Abdullah Ocalan, peut être considéré comme responsable de « crimes de guerre » et de « crimes contre l'humanité », a déclaré jeudi 3 décembre le directeur exécutif de Human Rights Watch (HRW), L'organisation de défense des droits de l'homme basée à New York dispose à cet égard d'une abondante documentation sur différentes « atrocités » perpétrées par le PKK contre des civils, a alouté Renneth Roth. Il s'est empressé de préciser qu'il ne voulait par la « en aucun cos minimiser les exactions très sévères » commises par les forces turques:

HRW, a-t-il poursuivi, a approuvé la décision de l'Italie, où Abdullah. Ocalan est assigné en résidence depuis novembre, de ne pas l'extrader vers la Turquie, en raison de l'application de la peine de mort et de la pratique de la torture dans ce pays. - (AFP.)

MALGÉRIE: un attentat à la bombe a fait au moins 14 morts et . 24 blessés jeudi 3 décembre près d'un marché de Khemis Miliana, au sud-ouest de la capitale, ont annoncé les forces de sécurité algériennes. Cet attentat pone à 37 le nombre de victimes de la violence dans le pays ces cinq detniers jours. Il y a deux semaines, huit personnes avaient été égorgées. A moins de deux semaines du début du ramadan, ces attentais inquiètent. Lors du précédent ramadan, phéside I 200 personnes (pour la plupart des civils) avaient été tuées lors d'attentats ou de massacres imputés par le pouvoir aux islamistes. - (Reuters.)

■ÉTATS-UNIS: la secrétaire d'État Madeleine Albright a déclaré, jeudi 3 décembre, que les Etats-Unis avaient commis de « terribles erreurs » en Amérique latine pendant la guerre froide, suggérant que le soutien à l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet était l'une de ces erreurs. Elle a exprimé ses regrets pour le rôle joué par Washington, ajoutant que les États-Unis pouvaient désormais promouvoir des principes démocratiques dans les forces armées du continent, même si tel n'a pas été le cas par le passé. « A propos de cette époque, je crois que beaucoup d'entre nous, en regardant le passé, pensent avoir commis beaucoup d'erreurs graves », a déclaré M™ Albright lors d'un discours à l'Uni-

versité Emory, à Atlanta. - (AFP, Reuters.)

Les Etats-Unis ont repoussé, jeudi 3 décembre, la proposition de l'Union européenne (UE) d'engager une procédure accélérée à l'OMC-(Organisation mondiale du commerce) pour parvenir à une solution dans le conflit sur la banane. Washington accuse l'UE de continuer, malgré une condamnation devant POMC, à privilégier les importations de bananes de leurs anciennes colonies (Caraïbes, Afrique), au détriment

des multinationales américaines. ■ INDONÉSIE : les élections législatives auront lieu le 7 juin 1999, a officiellement annoncé la présidence jeudi 3 décembre. L'Assemblée consultative du peuple, chargée de désigner un président, ouvrira sa session le 29 août 1999. En outre, un décret présidentiel a ordonné, jeudi, au procureur général de « prendre immédiatément des missures légales » pour enquêter sur l'ancien président Subarto, « soupçonné de corruption, collusion et népotisme ». - (Corresp.) ■ ISRAÉL: le syndicat national des étudiant à mis fin, Jeudi 3 dé-

cembre, à la grève de protestation contre les frais d'études sans avoir pu fléchir le gouvernement. La grève, accompagnée de manifestations réprimées sans complaisance, a duré quarante-quatre jours.

### A Libreville, le désarroi des jeunes chômeurs

LIBREVILLE de notre envoyé spécial « Je vais le voter, c'est le président que j'ai trouvé à ma naissance.» Paulin Abdul Matalas a trente ans.

REPORTAGE. La manne pétrolière n'a pas atteint les quartiers populaires

de la capitale

li est au chômage depuis cinq ans, depuis qu'il a été renvoyé de la Compagnie d'électricité lors d'une compression de personnel. Depuis, ii travaille de temps en temps dans

la mécanique. Il a deux enfants qui

dépendent essentiellement des revenus de leur mère, commerçante, pour se nourrir, se soigner, aller à l'école. Dans ce quartier populaire d'Akébé, à quelques kilomètres des immeubles de luxe du front de mer, il est impossible de deviner qu'au Gabon le PIB annuel par habitant dépasse 5 000 dollars.

Dès que l'on quitte la rue principale, on circule sur des voies boueuses et ravinées, les maisons sont couvertes de tôles rouillées et les ordures ne sont pas toujours enlevées. En milieu de journée, des hommes sirotent une bière dans une « boutique ». Plus que dans la capitale d'un émirat (une comparaison que le Gabon a souvent suscitée en raison du rapport entre le

nombre de ses habitants et celul des barils produits chaque jour), on se croirait à Conakry ou à Lagos. Paulin le reconnaît. « la vie est très difficile » mais il est sûr qu'Omar Bongo « a essayé de faire ce qu'il fallait » et que les autres « ne s'intéressent qu'à leur bien à eux ». Eric Mbina a vingt et un ans, il porte un T-shirt à l'effigie du candidat-président. Il est au chômage depuis qu'il a abandonné le collège, en quatrième. Il voudrait « investir » dans une affaire, sans trop savoir laquelle. Il vit toujours chez ses parents, son père appartient à la garde républicaine, anciennement présidentielle. Il reprend fidèlement le discours officiel de la campagne d'Omar Bongo : « Au Gabon on a toujours eu la paix » et quand on lui demande si, en plus, il ne serait pas intéressé par un emploi, il répond: « On ne peut pas satisfaire tout le monde, ici il y a trop de chô-

meurs. »

Peut-être parce qu'il est plus âgé, Emmanuel Ngua Obame ne partage pas cette résignation. Il habite quelques kilomètres plus loin, à Lalala-à-gauche, au bord d'un chemin boueux. Lui aussi a été « compres-. sé » et a renvoyé ses deux enfants, au village, où ils ne vont pas à l'école. Partisan du père Mba Abessole, le chef du Rassemblement national des bûcherons, il met tous ses maux sur le compte du président sortant. «Même le petit Burkina Faso sera bientôt plus développé que nous », s'énerve-t-il. Marie est plus calme mais tout aussi désabusée : « les gens de niveau terminale vont fouiller dans les ordures. » Mère de trois enfants, à trente-trois ans, sa seule aspiration est de trouver « un ami pour m'aider à me dé-brouiller ». Contemplant un foulard à l'effigie du président Bongo portant le sigle « 3 M » elle demande : « Pourquoi on est obligé de rentrer dans leur troisième millénaire ? Nos enfants vont y galérer encore plus. »



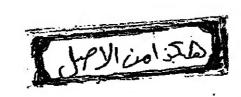
RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE

Traitement anti-chute au 2,4 DPO®

DIMINUE LA CHUTE DES CHEVEUX: en 6 semaines, 2 hommes sur 3 ont constaté son efficacité.\*

\*Etude européenne réalisée sur 394 hommes.





remier ministre terpellé en Suisse

MOYENS HUNIOUE

Maintenant avec Cegetel, vous maîtriser vos dépenses sur icas i monito. Tali



nie de marché

être considéré comme

de guerre, selon HRW

célérer et à renforcer son retour sur la scène politique intérieure. Vendredi 4 décembre, après la dôture du sommet franco-britannique de Saint-Malo (lire page 3), M. Chirac devait

prononcer, devant le conseil régional de Bretagne, à Rennes, un discours appelant à « libérer les nouvelles énergies démocratiques » et à la « revitalisation de la vie publique ». • LE CHEF DE L'ÉTAT devait évoquer, notamment, la simplification des divisions administratives du pays, au sujet de laquelle Alain Juppé se prononce pour la fin du département et

le renforcement des agglomérations et des régions. O CHARLES PASQUA annonce, de son côté, sa rupture avec M. Chirac et la direction du RPR

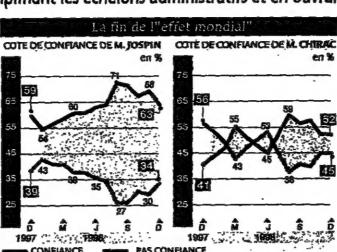
### Jacques Chirac se pose en modernisateur de la démocratie

A Rennes, vendredi 4 décembre, le président de la République devait appeler à « libérer les nouvelles énergies démocratiques » en faisant prévaloir la morale publique, en simplifiant les échelons administratifs et en ouvrant les responsabilités aux jeunes et aux femmes

de notre envoyée spéciale Revenu sur la scène politique intérieure depuis le début de la semaine, en s'opposant à Lionel Jospin sur la réforme du Conseil supérieur de la magistrature (Le Monde des 2 et 4 décembre), Jacques Chirac a décide de pousser son avantage sur un autre terrain, celui de la modernisation de la vie politique. L'opportunité lui en est donnée par l'invitation à venir s'exprimer, vendredi 4 décembre en milieu d'après-midi, devant le conseil régional de Bretagne, que dirige le président du groupe RPR du Sénat, Josselin de Rohan.

Le président de la République devait appeler, selon son entourage, à « une ambition simple : libérer les nouvelles énergies démocratiques qui existent en France ».

Partant du constat que le système démocratique est aujourd'hui «grippé» et qu'il «s'étiole», M. Chirac devait poser le probième de la « revitalisation de la vie publique ». Définissant une démarche \* pragmatique, volontaire et soucieuse de modernité », il prévoyalt d'exposer quatre nécessités : donner « un nouveau souffle à la démocratie locale » pour ou elle ait les moyens de mieux traiter les problèmes concrets des Français. tels que la sécurité, l'éducation, l'exclusion ; « renforcer l'armature » des collectivités territoriales, où les responsabilités sont trop diffuses et trop enchevetrées; redonner « tout son sens » au service public en assurant sa continuité, sa responsabilité et sa capacité d'adaptation : assurer l'ouverture



Contrairement à le Soires, à Louis Harris et à BVA, salon trois fristituts (IPSOS, IFOP et CSA) M. Chirac devance M. Jospin de 3 à 5 polinis.

### de la vie politique en direction des

### Alain Juppé juge l'échelon départemental dépassé

#### TOUTOUSE

de notre correspondant récional Dans une « tribune libre » publiée, le 1ª dé-cembre, par Sud-Ouest et intitulée « Quel avenir pour le département? », Alain Juppé devançait les propos de Jacques Chirac à Rennes, vendredi 4 décembre, en se prononçant pour une réforme radicale des « niveaux d'administration français ». « La France, écrivait-il, est le seul grand pays de l'Union européenne à compter autant de niveaux d'administration (...). Il y a là un facteur de complication croissante et de coûts considérables. » « N'est-il pas nécessaire de simplifier ? », s'interroge le maire de Bordeaux, député (RPR) de Gironde, qui juge « intéressant » que « le gouvernement, dans cette perspective, semble vouloir privilégier le niveau de l'agglomé-

L'ancien premier ministre s'en prend directe-

contours, rappelle-t-il, ont été dessinés, il y a deux siècles, pour permettre à chaque citoyen de gagner le chef-lieu en une journée... à cheval ! ». Il estime que l'action sociale, « qui absorbe la part la plus importante du budget départemental . serait « conduite avec plus d'efficacité et, surtout, plus d'humanité si elle était confiée à des échelons plus proches du terrain : la commune, bien sûr, ou l'agglomération ».

«Il semble que les projets gouvernementaux n'écartent pas cette idée », se félicite M. Juppé. Une autre grande compétence des conseils généraux, la construction et l'entretien des collèges, lui paraît obéir à « un schéma artificiel ». Il estime que l'institution régionale « s'affirme de plus en plus comme la collectivité compétente pour tout ce qui concerne la formation, notamment l'ensemble de l'enseignement secondaire ». ment, selon une analyse qui est sienne depuis Prenant ouvertement position pour les « régio-

longtemps, au département, « dont les nalistes » dans le débat qui, dans la préparation de la loi sur l'aménagement du territoire et des contrats de plan Etat-régions, oppose ces derniers aux « départementalistes », le maire de Bordeaux considère, à propos des infrastructures et du développement économique, que « la région semble l'échelon le mieux adapté dans le contexte européen ».

Aux yeux de M. Juppé, « la région pourrait parfaitement assumer », à la place du département, « la mission d'aménagement du territoire et, principalement, de l'espace rural dans le cadre d'une politique ambibieuse de contrats de pays, évitant le "saupoudrage" ». L'ancien premier ministre s'en prend aussi au mode d'élection des conseillers généraux, qu'il estime « injuste et archaique » en ce qu'il sucreprésente l'espace rural.

Jean-Paul Besset

vives, afin que la représentation nationale soit « à l'image de la Pronce », et refonder la morale po-

M. Chirac n'a pas manqué d'observer le mécontentement des élus locaux à l'égard de la politique du gouvernement, que ce soit au sujet de la renégociation des contrats de plan Etat-région, de la réforme du mode d'élection des conseils régionaux, de l'avenir du département ou des difficultés rencontrées par les maires dans leur gestion. Ces derniers mois, les réunions de l'Association des maires de France, des présidents de conseils généraux ou des présidents de conseils régionaux ont été l'occasion de présenter des carnets de doléances au gouvernement.

THÈMES DE CAMPAGNE

Les maires ont fait valoir, aussi, lors du congrès de leur association, que leur inspire la mise en cause de plus en plus fréquente de leur responsabilité pénale au titre des actes des collectivités qu'ils dirigent, Pour M. Chirac, les maires doivent être protégés contre les excès des procédures, mais ils ne peuvent l'être que s'ils ont, euxmêmes, une conduite irréprochable sur le plan de la morale pu-

Au-delà du message d'écoute à destination des élus locaux, c'est pagne présidentielle - la « modernité » - que le chef de l'Etat devait décliner. Lancée au lendemain des élections cantonales et régionales, dans une intervention, le 23 mars, provoquée par les alliances entre quatre présidents de conseils ré-

femmes, des jeunes, des forces gionaux de droite et le Pront national, la question de la modernisation de la vie politique avait occupé, pendant quelques semaines, l'agenda du chef de l'Etat. avant de disparaître peu à peu de

ses préoccupations. Ce que le président avait néglisé revient donc à point nommé dans le programme d'un futur candidat. Dans son dicours devant les élus régionaux de Bretagne, M. Chirac devait reprendre les principaux points de son allocation télévisée de mars. Il devait évoquer la nécessité, pour la France, d'adapter ses institutions locales à l'heure européenne, dans un objectif de responsabilité, d'efficacité, de transparence et de proximité. Ce discours doit aussi permettre au chef de l'Etat de ne pas laisser M. Jospin engranger seul les béné-fices du projet de loi sur la parité, que les députés doivent examiner le 8 novembre, en rappelant son

soutien à ce texte. Précipité pour des raisons d'opportunité de cohabitation, ce discours intervient toutefois dans un contexte politiquement sensible. D'une part, M. Chirac se voit reprocher sa position sur le respect de la présomption d'innocence dans le cas de Roland Domas, président du Conseil constitutionnel. D'autre part, ce discours est prononcé le jour même où le Conseil d'Etat rend son arrêt sur la validité de l'élection de Charles Millon à la Rhône-Alpes avec les voix du Front national (lire page 8). Jusqu'où M. Chirac portera-t-il son exigence de la moralité de la vie politique?

Pascale Robert-Diard

### Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine « Le président de la République doit s'en remettre au peuple français »

« Quelle analyse faites-vous du vote des députés sur la révision constitutionnelle liée au traité d'Amsterdam?

 Au total, soixante-six députés ont refusé la révision de la Constitution, cinq se sont abstenus, et trente-quatre n'out pas pris part au vote: c'est loin d'être négligeable. Cela illustre, s'il en était besoin, un trouble profond, d'autant plus qu'on sait bien que, dans les rangs du RPR notamment, beaucoup de députés ont voté pour la révision parce qu'ils ne voulaient pas avoir l'air de se dissocier du président de la République.

- Vous aviez dit que les amendements proposés par le RPR pouvaient aboutir à dénaturer les institutions de la Ve Répu-

blique... - C'est vrai. J'avais ajouté que ceux qui se livraient à ce jeu d'amendements se faisaient des illusions. Tous leurs correctifs ont d'ailleurs été repoussés sans ménagement. Moi, je me bats sur un principe simple: le traité d'Arusterdam - qu'on le lise! - subor-donne toute la législation française, y compris la loi constitutionnelle, à la jurisprudence de la Cour européenne. Cela veut dire qu'à la minute même où ce traité sera ratifié la France, en tant qu'Etat souverain, n'existera plus, ou les mots n'ont plus de

- Comment expliquer que ni le président de la République ni le président du RPR ne vous aient

- Pour ce qui concerne le président de la République, il faudrait le lui demander. Quant au président du RPR, il sait très bien à quoi s'en tenir : il considère que, même si le président de la République a commis une erreur, il ne peut pas s'en séparer. C'est son choix. Pour moi, il ne saurait y avoir de circonstances atténuantes dès lors qu'un tel coup est porté à



- Ce qui veut dire ? - J'ai déposé, en mon nom personnel, une exception d'irrecevabilité au Sénat. Je voterai contre la révision constitutionnelle. Ensuite, l'attendrai de voir ce que fera le président de la République : il peut, afin de se laver de son erreur, s'en remettre au peuple français.

- Et si le président omettait de

"se laver de son erreur" ? ~ Cela voudrait dire qu'il convoque le Congrès à Versailles. A ce moment-là, je voterais encore contre. Puis, nous en tirerions les conséquences. Puisque les Francais n'auraient pas été consultés, il faudrait bien qu'ils soient informés de ce qui va leur arriver. Il faudra le leur dire à l'occasion des élections européennes. C'est ce que je

- Annoncez-vous une "liste Pasqua" aux élections européennes ? - Non, parce que, pour le mo-

ment, je ne sals pas comment cela va se passer. Chaque chose en son - Qui envisagez-vous de ras-

 L'important est que, dans toutes les formations politiques, de droite comme de gauche, les gens s'interrogent et prennent conscience de ce qu'Amsterdam est plus lourd de conséquences

que ce qu'on leur en a dit. clure le Front national?

L'émergence du Front nation

1984, a été le fruit de l'abandon par nous-mêmes du terrain des idées patriotiques et, dans une moindre mesure, de la participation du Parti communiste au gouvernement. Au moins en ce qui concerne la première de ces deux causes, il me semble que nous pouvons effectivement remettre l'ouvrage sur le

- Les élections européennes sont aussi des élections nationales. Il n'est pas facile, dans ces conditions, de casser le clivage

- Cette fois, je crois que l'enjeu

européen l'emportera. Mais si les tamment lors des européennes de Elections européennes devaient se transformer en pré-législatives, ce serait probablement un échec

pour l'actuelle opposition. - Est-ce là une forme de désavœu pour l'action conduite par le président du RPR?

Lorsque que Philippe Séguin est devenu président du RPR, c'était dans un but précis: d'abord, pour réconcilier les membres du RPR entre eux, et pour redéfinir un projet gaulliste. J'ai décidé de l'aider. Il y a à peine seize mois que les législatives ont été perdues à la suite d'une initiative jugée intempestive. Il fallait

vement pour retrouver ses origines et s'affirmer. Ce temps aura manqué. Nous vollà aussitôt embarqués dans un système qui réunit le RPR, l'« UDF maintenue » et Démocratie libérale, c'est-à-dire à peu près la même chose qu'avant.

Philippe Séguin est loin d'être le seul responsable de cet état de fait. Quelle conclusion tirez-vous de cette divergence?

Cette divergence est secondaire. Mon désaccord porte sur la révision de la Constitution et sur le traité d'Amsterdam. J'ai décidé d'en tirer les conséquences en quittant la direction nationale du

RPR. Je l'ai annoncé à Philippe Séguin. Je ne peux pas rester conseiller politique du RPR et désapprouver dans le même temps ses choix dans un domaine fondamental. Ilfaut être conséquent

- Vingt-deux ans, jour pour jour, après la fondation du RPR. ce retrait marque-t-ll une rup-

- je reste membre du Rassemblement. Je suis gaulliste. Je l'ai toujours été. Je le suis depuis la guerre, je n'ai jamais changé, et je ne changerai jamais. »

> Propos recueillis par Jean-Louis Saux

### Nicolas Sarkozy à la croisée des chemins de Bouygues et Pinault

L'ARRIVÉE de François Pinault dans le capital du groupe Bouygues intrigue le monde financier, médiatique et politique parisien. L'homme d'affaires, propriétaire notamment de la FNAC, de La Redoute, du Printemps et du Point - et actionnaire indirect du Monde, à 2.27 %, au sein de la société Le Monde Investisseurs –, est connu pour être un ami proche de Jacques Chirac, à l'anniversaire duquel il participait, le 29 novembre. A l'inverse, le groupe Bouygues possède TF1, qui ne dissimulait pas, durant la campagne présidentielle de 1995, son penchant pour Edouard Balladur. L'intervention de M. Pinault seraitelle une suite tardive de la guerre qui avait fait rage, il y a quatre ans, au sein de la

Un homme connaît peut-être la réponse : Nicolas Sarkozy. Député des Hauts-de-Seine, maire de Neuilly, secrétaire général du RPR, il avait dirigé l'« antenne présidentielle » de M. Chirac avant de rallier, en 1993, le camp de M. Balladur, dont il était le principal lieutenant. Après deux ans et demi de purgatoire, M. Sarkozy a retrouvé le chemin de l'Elysée et l'écoute du chef de l'Etat.

Or, M. Sarkozy est aussi l'ami et le conselller de Martín Bouygues. Il ne s'en cache pas, il le revendique. « Je ne suis pas ami de Martin, je suis très ami », déclarait-il, en 1997, dans le livre de Pierre Péan et Christophe Nick, TF 1, un pouvoir (Fayard), dans lequel le rôle de l'ancien ministre du budget auprès de

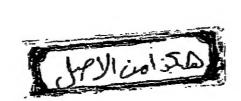
M. Bouygues et dans l'histoire de TF1 est abondamment évoqué. Le secrétaire général du RPR ne se cache pas, non plus, d'avoir dispensé des conseils à M. Bouygues depuis le début des ennuis de celui-ci ayec Vincent Bolloré et de continuer à le faire aujourd'hui. Avocat, M. Sarkozy précise qu'il ne l'est pas du groupe Bouygues ni d'aucune de ses composantes. « Martin Bouygues, insiste-t-il, est un omi personnel. » Est-il client de son cabinet? « Il peut l'être. »

PLAIDOYER POUR UNE RÉCONCILIATION «Ami» de M. Bouygues, M. Sarkozy « connoît très bien » M. Pinauit. « Ce n'est pos pareil », précise-t-il. Les liens du maire de Neuilly avec l'homme d'affaires sont cependant, eux aussi, bien établis. M. Pinault a longtemps plaidé auprès de M. Chirac pour qu'il se réconcilie avec son ancien « poulain », malgré la « trahison » de ce dernier en faveur de M. Balladur. En avril 1997, après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, certains « visiteurs du soir » plaidaient auprès de M. Chirac en faveur d'un « tournant libéral » et d'un changement de premier ministre. Parmi les partisans de ce « tournant », il y avait M. Sarkozy, Alain Madelin, Jean-Pierre Denis, secrétaire général adjoint de l'Elysée, qui a rejoint, depuis, Vivendi. M. Pinault partageait leur point de vue. Au reste, il est, avec M. Sarkozy et M. Denis, un assidu des promenades dominicales à vélo en forêt de Rambouillet, près de

laquelle il possède une propriété. Néanmoins, à entendre M. Sarkozy, si les péripéties du groupe Bouygues donnent lieu à des interprétations politiques, elles n'en justifient aucune. « Croyez-vous, demande til, qu'un homme comme François Pinault débourse 3,8 milliards de françs pour faire plaisir à Jacques Chirac ? » Quant à son rôle personnel, parallèle à ses responsabilités politiques et à son statut d'élu, le maire de Neuilly n'y voit pas malice. Il se défend en observant que, dans l'assistance juridique qu'il apporte à M. Bouygues, il croise d'autres acteurs à amitiés ou compétences multiples : Mr Jean-Michel Darrois, Pun des avocats de M. Pihault, mais qui assiste M. Bouygues sur ce dossier, n'est-il pas un ami personnel du président de l'Assemblée nationale, Laurent Fa-bius ? Et Alain Minc, sourit-il, conseiller de MM. Pinault et Bolloré, n'est-il pas aussi président du conseil de surveillance du Monde?

M. Sarkozy fait quotidiennement ses preuves de médiateur pour accommoder les tempéraments difficilement conciliables de Jacques Chirac et de Philippe Séguin. Ses liens avec M. Bouygues d'un côté, M. Pinault de Pautre, le mettent devant un défi tout aussi redoutable. Un défi « personnel », bien en-

Patrick Jarreau



INVESTIDANS UNE ŒUVRE

LE MONDE / SAMEDI 5 DÉCEMBRE 1998 / 7

**Ocratie** 

Cast and Steeling

一点 "我一样,我们还是我们

., :::="

1. 4 1. 10 Want Printer State

Expenses of the Authorities 企業

2007. 32 \$1.548.00 F 400 m 1. 14 कुल्लाक हुए। १०० ।  $2\cos(\Delta_{t}/\Delta)$  $(g_{ij}) = \widehat{\mathcal{F}}_{ij}(x_i, x_i, x_j)$ Angel 14

- 124

51 %

a se and

A ... 15.

1000

PARTY OF THE PROPERTY OF 

----

FNAC CENTRE-VILLE • (10) TROYES: DARTY ST-ANDRÉ-LES-VERGERS • FNAC TROYES • (13): CABRIES: DARTY PLAN DE CAMPAGNE • MARSEILLE: DARTY LA VALENTINE • FNAC CENTRE BOURSE •

WART PEROLS - FINAL PROPERTY STÉTIENNE II - RNAC STÉTIENNE - (44): NANTES: DARTY ORVAULT - FINAC NANTES - (45): ORLÉANS: FNAC ORLÉANS - (51): REIMS: FNAC REIMS - (54): NANCY: DARTY VANDŒUVRE • FNAC NANCY • LAXOU: NOUVELEC: 77, AV. DE LA LIBÉRATION • (56): VANNES: DARTY VANNES • (57): METZ: DARTY MOULINS-LÈS-METZ • FNAC METZ • TEDI DIGITAL: DAKT T VANDLEUVILE - FINAC CLERMONT-FERRAND - (64): BAYONNE:
75, RUE DE PONT-À-MOUSSON - (59): LILLE: DARTY LILLE - FNAC CENTRE-VILLE - (63): CLERMONT-FERRAND: DARTY CLERMONT-FERRAND - FNAC CLERMONT-FERRAND - (64): BAYONNE:

(14) CAENT DAKT THORDEVILLE - FIVE CAEN - (21) DIGITAL DAKT TOISON DON - FIVE DIGITAL DIGITAL PRINCES - (31): TOOLOUSE: CONNEXION AVENIA DISTRIBUTION: 8, RUE G-PER - DARTY ROUTE D'ESPAGNE - FIVAC TOULOUSE - (33): BORDEAUX: DARTY BORDEAUX: LE LAC - FIVAC BORDEAUX - CONNEXION AMAVI: 40, AV. DE LA SOMME, MÉRIGNAC - (34): MONTPELLIER: DARTY PÉROLS • FNAC MONTPELLIER • (35): RENNES : DARTY ST-GRÉGOIRE • FNAC RENNES • (37): TOURS: FNAC TOURS • (38): GRENOBLE : DARTY ST-MARTIN-D'HÈRES • FNAC GRENOBLE •

HNAC CENTRE-VILLE \* (10) TROTES: DARTY SPRINGE TO THE BOORSE \* (13). CABINES: FNAC NIMES \* (31):TOULOUSE: CONNEXION AVENIR DISTRIBUTION: 8, RUE G.PÉRI (14) CAEN: DARTY MONDEVILLE \* FNAC CAEN \* (21): DIJON: DARTY TOISON D'OR \* FNAC DIJON \* (30) NIMES: FNAC NIMES \* (31):TOULOUSE: CONNEXION AVENIR DISTRIBUTION: 8, RUE G.PÉRI

DARTY ANGLET • (66): PERPIGNAN: DARTY PERPIGNAN • (67): STRASBOURG: DARTY LAMPERTHEIM • FNAC STRASBOURG • (68): COLMAR: FNAC COLMAR • MULHOUSE: DARTY WITTENHEIM DART ANGLET - (00): FINAL COLITAR - MULHOUSE: DARTY WITTENHEM - FNAC LYON BELLECOUR - FNAC LYON PART-DIEU - (72): LE MANS: FNAC LE MANS - FNAC MULHOUSE - (69): LYON: DARTY BRON - DARTY LIMONEST - DARTY LYON LA PART-DIEU - FNAC LYON BELLECOUR - FNAC LYON PART-DIEU - (72): LE MANS: FNAC LE MANS -

• FINAL FIDETIOUSE - (87). LOS PARTY EPAGNY • FINAC ANNECY - CLUSES: PUTHOD: 870, AV. DES GLÈRES • (76): ROUEN: DARTY BARENTIN • FINAC ROUEN • (79): NIORT: TÉLÉ CLINIC: 62, AV. DE LATTRE • (43): ANNIEUT: DARTY LA VALETTE • FNAC TOULON • (84): AVIGNON: DARTY SORGUES • FNAC CENTRE-VILLE • (88): ST-DIÉ: CONNEXION: RUE DU 12°-D'ARTILLERIE • (90): BELFORT: FNAC BELFORT •

. 12 . 12 . 12 . 14 . 14 . 14



Avec une qualité d'image exceptionnelle et le son Dolby Pro-Logic intégré, le Flat TV est un téléviseur si mince que vous pouvez l'accrocher au mur 2 comme un tableau. www.philips.com

POINTS DE VENTE : PARIS : BHY RIVOU - DARTY LES HALLES - DARTY BEAUGRENELLE - DARTY LA MADELEINE - DARTY RÉPUBLIQUE - DARTY MONTPARNASSE - DARTY TERNES - DARTY NATION • ESPACE PLUS: 10, RUE GROS (16") • FNAC FORUM • FNAC MONTPARNASSE • FNAC ST-LAZARE • FNAC TERNES • GALERIES LAFAYETTE HAUSSMANN • VHS: 155, AV. VICTOR-HUGO (16") -• ESPACE PLUS: IU, KUE GRUS (18) - FRANC FORDIT - FRANC FIGURITARIANSE - FRANC SI-DAZARE - FRANC TERNIES - GALERIES LAFATET TE HAUSSMANN - VHS: 155, AV. VICTOR-HUGO (16') 12, RUE DE TILSTIT (8') - VIDÉO FLASH: 45, RUE DU BAC (7') - RÉGION PARISIENNE: (77): DARTY CLAYE-SOUILLY - DARTY MARNE-LA-VALLÉE - BOULANGER: LOGNES - (78): BHV PARLY 2 -DARTY PARLY 2 - DARTY VÉLIZY - DARTY ORGEVAL - FNAC PARLY 2 - FNAC VÉLIZY - (91): BOULANGER MASSY - (92): DARTY BOULOGNE - DARTY LA DÉFENSE - FNAC LA DÉFENSE -MALNOU: 29, RUE DE CHARTRES, NEUILLY • (93): DARTY BONDY • DARTY PARINOR • DARTY ROSNY 2 • BHV ROSNY 2 • (94): DARTY RUNGIS BELLE-ÉPINE • BHV CRÉTEL SOLEIL • BHV RUNGIS BELLE-ÉPINE • FNAC CRÉTEIL • (95): DARTY HERBLAY • FNAC CERGY • PROVINCE : (06): MONACO • LEMOINE: 15, BD DES MOULINS, MONTE-CARLO • NICE: DARTY CENTRE-VILLE •

### L'affrontement Le Pen-Mégret s'exacerbe à la tête du FN

Le climat est de plus en plus délétère au sein de la direction du Front national. Les proches du président, Jean-Marie Le Pen, accentuent leur offensive contre le délégué général, Bruno Mégret, et ses amis

La réunion, samedi 5 décembre, du conseil national du mouvement d'extrême droite est. tions européennes de juin 1999. Mais chacun s'attend, au FN, qu'elle soit l'occasion d'un nou-

LE CONSEIL NATIONAL que le

Front national s'apprête à réunir,

samedi 5 décembre à Paris, se oré-

sente sous de sombres auspices.

Beaucoup faisaient le propostic

qu'après s'être pourvu en cassation

de sa condamnation par la cour

d'appel de Versailles et après avoir

annoncé qu'il conduirait lui-même

la liste du Front national aux élec-

tions européennes de 1999, Jean-

Marie Le Pen n'attiserait pas la crise

qui l'oppose à Bruno Mégret. En

fait, c'est tout le contraire. Les

mesures de rétorsion contre les

« mégrétistes » continuent de pleu-

voir et l'affrontement entre le pré-

sident du FN et son délégué général

Le 18 novembre dernier, losé

Péruga, conseiller municipal de

Frontignan (Hérault), militant

modèle de l'extrême droite depuis

1989, s'est vu notifier son exclusion

pour avoir par trois fois expliqué

devant les caméras de télévision

que, si M. Le Pen en était empêché,

Bruno Mégret devrait être la tête de

liste du Front national aux euro-

péennes. La missive qu'il a reçue de

lean-Marie Le Pen ne comporte

qu'une phrase, sèche comme un

coup de cravache: « Pour manque-

ments répétés à la discipline du mou-

vernent national, José Péruga est exclu

du Front national. » Depuis.

M. Péruga demande en vain à être

Mardi 1ª décembre, c'était au tour

de deux salariés du siège, membres

du comité central et collaborateurs

très proches du délégué général, de

recevoir une lettre, mais cette fois

de licenciement + pour raison ccono-

adjoint au maire de Vitrolles, Cathe-

rine Mégret, et cheville ouvrière de

entendu

est plus aigu que jamais.

sident du mouvement, Jean-Marie Le Pen, et ceux de son délégué général, Bruno Mégret. Les « lepénistes » ont en effet multiplié, au cours des dernières semaines, les mesures et Nathalie Debaille, collaboratrice

Ces mesures - comme le toni-

membre du bureau politique. Et de

citer \* ks six Xantia avec chauffeut

louées pour la campagne de la bande

des six » - Samuel Maréchal (gendre de M. Le Pen). Marie-France Stir-

bols, Jean-Michel Dubois, Martine

Lehideux, Jean-Claude Martinez et

Pierre Descaves - qui actuellement,

avec Martial Bild et Carl Lang, vont

de fédérations en fédérations pour

expliquer la campagne européenne.

somptuaires du a pré-gouverne-

qui se réunit dans une salle de

l'Hôtel Crillon et loue « un aboyeur

Marie Le Pen ». Sans compter les

dernières embauches faites par

la victoire mégrétiste dans cette l'état-maior de campagne. Parmi

commune des Bouches-du-Rhône), elles, le frère (Etienne) et la sœur

D'autres membres du bureau

vel affrontement entre les partisans du pré-M. Mégret. Ce demier, toutefois, réaffirme au Monde qu'il n'a nullement l'internion de quitter le Front national. Il admet qu'un « grave

mais en rejette la responsabilité sur le président et ses proches, qu'il accuse, implicitement, de « trahir » leurs idées. Estimant qu'il incame « l'avenir » du FN, il s'estime « très soutenu par

d'exclusion ou d'isolement des proches de

(Sarah) de Samuel Maréchai, secrétaire national délégué à la prospecde Bruno Mégret depuis plus de dix tive, directeur du Pront national de M™ Debaille, qui, jeudì 3 décemla jeunesse et véritable chef

bre, continuait malgré tout à travaild'orchestre de l'équipe Le Pen. ler, s'est vu signifier l'ordre de quit-Enfin, à tout cela s'ajoute la facheuse affaire d'un document, ter immédiatement les lieux par lean Verdon (membre du cabinet du donnant la liste des quinze presecrétaire général, Bruno Gollnisch), mières personnes pressenties pour accompagné d'un membre du serles élections européennes, qui a atterri sur le télécopieur d'Olivier vice de sécurité et de Serge Marti-Racouchot, membre de la déléganez, le délégué national aux manition générale, alors qu'il était probablement destiné à son frère, « ON L'A EUE ! » Bruno Racouchot, directeur de cabi-

net de M. Le Pen. La liste, qui émanerait du fameux état-major de campagne, ne par Marine Le Pen, fille cadette du comprend que deux mégrétistes: Bruno Mégret à la dixième place (à encore alourdi l'atmosphère. « S'il y côté est inscrit à la main : « sauf si exit \*) et Yvan Blot à la quatorzième. a des salaires justifiés, ce sont bien Elle fait, en revanche, la part belle ceux de Nathalie Debaille et d'Hubert Fayard, Il y a de l'argent moins bien aux lepénistes, dont Marine Le Pen dépensé! +, commente Jean-Yves (épouse Chauffroy) et M. Maréchal. La place de Jany Le Pen est laissée Le Gallou, président du groupe FN au conseil régional d'Ile-de-France,

en suspens pour remplacer le député européen Charles de Gaulle si celui-ci repoussait la deuxième place qui lui est offerte, ou Bruno Mégret, s'il s'en allait.

« CASSER LE JOUET »

Jean-Marie Le Pen crie « au four » et a immédiatement envoyé un message aux membres du bureau politique ainsi qu'aux responsables de fédérations qui, du coup, ont appris l'existence d'une liste qu'ils n'ont jamais reçue. Commentaire d'un mégrétiste : « Jean-Marie Le Pen a l'intention de nous liquider. Il ne veut pas de successeur et veut virer Mégret. Il est comme un enfant qui préfère casser son jouet plutôt que de

Dans ce climat délétère, personne ne jurerait que le conseil national de samedi restera cantonné à son ordre du jour: la campagne des européennes. Rien ne dit que les délégués n'utiliseront pas leur temps de

parole pour poser des questions. Si le délégué général a tout intérêt à jouer l'agressé, d'autres comme an-Yves Le Gallou, qui a gagné sa égitimité en lle-de-france, ont les coudées plus franches, même s'il sait que cela peut lui coûter sa place de député européen.

« La base est soulagée depuis qu'elle sait que Jean-Marie Le Pen pourra être tête de liste», clame Samuel Maréchal. « Elle aspire à l'unité et ne conçoit pas celle-ci suns Bruno Mégret et son équipe », répond Jean-Yves Le Gallou. « Elle sait que si elle se coupe des mégrétistes elle ne pourra pas espérer peser dans une election avant longtemps », renchérit un autre membre du bureau politique. En fait, les militants revent - sans plus vraiment v croire - que M. Le Pen, le père fondateur, redevienne le père rassem-

leurs de cette indústrie stratégique,

qui est menacée de disparition. Je

fais campagne contre le PACS, pour

défendre la famille et ses valeurs. Je

me bats contre le désarmement des

polices municipales et la fermeture

### Bruno Mégret, délégué général du Front national « Je me sens très soutenu par le mouvement »

« Ou'attendez-vous de la réunion du conseil national de votre

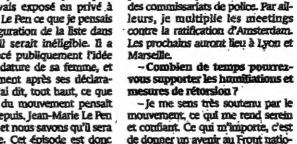
- J'attends qu'il soit l'occasion de mettre un terme au grave malaise qui se développe depuis quelque politique dénoncent les dépenses temps à l'intérieur du Front national. Les militants sont inquiets et se ment » de Jean-Claude Martinez. posent beaucoup de questions sur l'avenir du mouvement. Il est temps de rétablir l'unité, et c'est à quoi,

- Pour votre part ? - le ne suis pas certain que ce soit

le cas de tout le monde. - Vous attendiez-vous à ce que de la liste des élections euroennes, en cas d'empèchement de Jean-Marie Le Pen, déclenche une telle colère de sa part?

- Je crois que là n'est pas le probième. l'avais exposé en privé à Jean-Marie Le Pen ce que je pensais de la configuration de la liste dans le cas où il serait inéligible. Il a ensuite lancé publiquement l'idée c'est seulement après ses déclarations que l'ai dit, tout haut, ce que l'ensemble du mouvement pensait tout bas. Depuis, Jean-Marie Le Pen est éligible, et nous savons qu'il sera tête de liste. Cet épisode est donc clos, et si le problème perdure, c'est bien qu'il se situe ailleurs.

- Où cela? - C'est celui de l'unité du mouve-



- L'objectif fixé par M. Le Pen

d'atteindre 20 % des suffrages aux élections européennes vous semble-t-il réaliste? - Dorénavant, et ce sera le cas

pour les élections europénnes de 1999, tous les partis de l'établissement sont pour l'Europe de Maastricht. Les communistes et les chevènementistes, qui étaient contre l'Europe bruxelloise, font aujourd'hui partie d'un gouvernement qui a signé le traité d'Amsterdam et qui applique le traité de Maastricht. M. Séguin, qui était contre ce traité, approuve maintenant la ratification d'Amsterdam, qui est pire que Maastricht. Quant à MM. de Villiers et Pasqua, chacun sait qu'un vote en leur faveur ne mènerait à rien. Il n'y a donc que le Front national qui soit partisan de l'Europe des nations et. qui occupe l'espace politique du refus de l'Europe bruxelloise et du traité d'Amsterdami. C'est un espace

qui dépasse même de loin les 20 %. - Espérez-vous que la liste du Front national aux européennes prenne en compte les suffrages obtenus par chacun au congrès de

Strasbourg? Ce serait logique et légitime.
 Cela dit, actuellement, je ne sais pas qui figurera sur cette liste, dont Jean-Marie Le Pen a seul la respon-

-Si vous n'y étlez pas, ou si vous étiez dizième ou quiuzième de la liste ?\_ - Je crois que ce serait très mai

- Vous avez parlé récemment d'un tentation de « bunkérisation » au sein du FN. Pouvez-vous

préciser votre pensée ?

- En politique, il y a deux façons de trahir ses idées. On peut les abandonner pour des postes et des prébendes, et je condamne totalement cette conception opportuniste de la politique. Mais on peut aussi les trahir en ne faisant pas tout ce qui est nécessaire pour assurer leur victoire et en se réfugiant dans le confort d'une perpétuelle opposition. Pour moi, il n'y a pas à choisir entre la fidélité, qui trait avec l'échec, et la victoire, qui serait synonyme de trahison. Je suis pour la victoire dans la fidélité, comme je crois l'avoir pratiqué à Vitrolles-en-Provence.

> Propos recueillis par Christiane Chombeau

M. Hollande prie la droite de rompre avec le FN LA SECTION du contentieux du

Régions:

les association

our la revendie

Consell d'Etat examine, vendredi 4 décembre, en « formation solennelle », la requête en annulation de l'élection, le 20 mars, de Charles Millon à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes, déposée par Etienne Tête, conseiller régional Vert. M. Tête fonde sa requête sur un échange de propos entre M. Millon et Bruno Gollnisch, président du groupe Frontnational, avant le second tour de scrutin, enfreignant, selon lui, la loi du 7 mars 1998 qui dispose que l'élection du président « ne donne lieu à aucun débat ». Les élus régionaux doivent se prononcer à partir de textes des candidats sur leurs « grandes orientations politiques, économiques et sociales ». Vendredi, le commissaire du gouvernement devait rendre ses conclusions, le Conseil d'Etat disposant de 20 jours pour rendre sa

décision. La veille de cette audience, le Parti socialiste a repris son offensive contre les alliances entre la droite et le Front national dans quatre régions (Bourgogne, Languedoc-Roussillon, Picardie et Rhone- Alpes), afin d'inciter les élus de la droite républicaine à renverser les présidents en refusant de voter les budgets. Entouré des présidents des groupes socialistes de ces régions, François Hollande a annoncé, lors d'une conférence de presse, qu'il allait écrire à Philippe Ségnin, président du RPR, François Bayrou, président de l'UDF, et Alain Madelin, président de Démocratie libérale, pour

ne pas voter les budgets ». « Nous voulons qu'il y ait dans les prochains jours de la part des élus républicains, un sursaut d'indignation », a affirmé le premier secrétaire du PS, en assurant que son appel, lance + sons esprit polemique ni intérêt partisan », ne relevait pas du « numéro de brovoure >. « Nous voulons en finir avec une situation déshonorante pour la France », a souligné le député de Corrèze, en indicuent qu'il ne comprendrait pas que son appel « soit repoussé d'un revers de main, voire avec un peu de

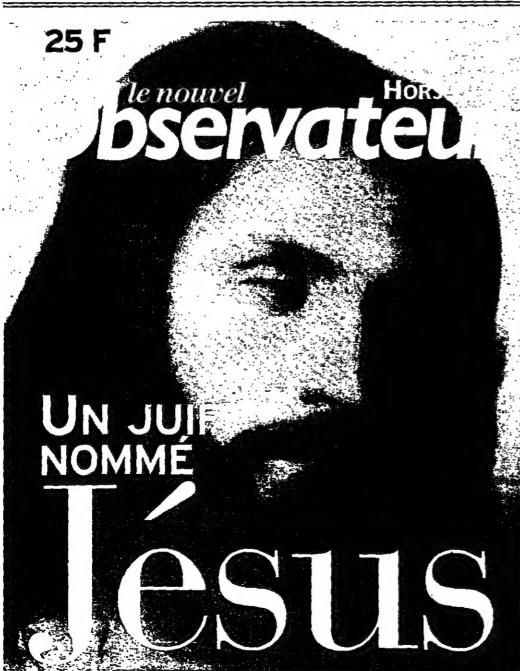
mépris ». M. Hollande a confirmé que, en Rhône-Alpes, les socialistes sont prêts à remplacer M. Millon par un étu de la droite républicaine, sans participer à l'exécutif. Refusant de définir la stratégie du PS en cas d'adoption des budgets, M. Hollande a précisé qu'il s'agissait de son « dernier appel », car « si les budgets sont votés et ces présidents confortés, on sera passé d'une gestion de circonstance à une compromission organisée ».

LIVRE HOIR

Le PS a également rendu public le «Livre noir des alliances de la droite avec le Front national ». Présenté par Jean-Christophe Cambadélis; chargé des relations extérieures au secrétariat national comme «la banale chronique d'une banalisation rampante», ce document de 38 pages dresse un état des lieux et des prises de position de responsables de gauche, de droite et d'extrême droite. Dans sa préface, M. Hollande se demande si les élus de droite s'accomoderont d'une alliance avec le FN qui, « comme l'a excellement dit Philippe Seguin, "est une honteuse exception française" ».

Vendredi sur RMC, Jacques Blanc, président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, s'est demandé « de quoi se mêle » M. Hollande, en refusant de recevoir « des leçons de morale ». Jeudi, dans un communiqué, M. Millon a qualifié cette intervention de « déni de démocratie ». « Depuis quand, interroge-t-il, les voix des électeurs de droite appartiennentelles à la gauche?». Quant à M. Séguin, il repousse, dans un entretien à Sud-Ouest du 4 décembre, tout autant « l'arc . républicain" avec les socialistes » et « la compromission » avec le FN qui « serait une impasse morale d'abord et électorale ensuite ».

Michel Noblecourt



Il aurait 2000 ans





Qu'est ce qui la compromet

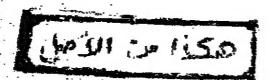
- Un certain nombre d'initiatives et de déclarations, sur lesquelles je ne veux rien dire, car l'entends respecter la règle qui est la nôtre de ne pas mettre les problèmes internes sur la place publique, et je ne veux rien faire qui puisse aggraver encore la situation. Ce qui me préoccupe, c'est la victoire de nos idées et l'objectif, qui est le mien, de voir notre mouvement arriver au pouvoir pour appliquer son programme

de redressement national. -Comment expliquez-vous les mesures de rétorsion dont vos collaborateurs et vos amis sont victimes, notamment le licenciement de deux de vos proches, Nathalie Debaille et Hubert

Favard? - le suis sentimentalement peiné de voir deux de mes collaborateurs les plus directs et les plus anciens, cadres exemplaires et dévoués, se trouver ainsi licenciés brutalement. et sans motif. Quant à l'explication, je pense qu'il faut la demander à lean-Marie Le Pen.

~On a Fumpression qu'il y a une volonté de vous marginaliser ou de vous pousser vers l'extérieur... - Je ne quitterai jamais le Front

national. On peut me retirer mes responsabilités, je n'en ai que plus de disponibilité pour mener la bataille au service de mes idées et, notamment, selon trois axes qui me paraissent essentiels: le social, les valeurs et la sécurité. l'étais, il y a peu, aux portes des chantiers navals du Havre pour défendre les travail-



avec le FN

The same of the sa

T. 37

No. 15 TH

252

4.4

40.00

A 17.

W. ...

4 Mar. 15

Martin -

3 Char

2023/002

Sec. 2. 7.

Table 1

(1) 大型をかせ

Specific age 3 May 25 mg

医神经病性

44E - "

A ...

 $c \to 9\pi (-1)^{1/2} c$ 

3033 1 2

tig mythatian

4.45 6 23

the second

### Les associations de chômeurs se mobilisent pour la revendication d'une « prime de Noël »

Une première manifestation, à l'initiative de la CGT, a réuni plus de dix mille personnes à Marseille

tation, réunissant plus de dix mille personnes, symboliques ont eu lieu, aussi, à Paris, Lyon, manifesté à Annecy.

Le comité CGT des chômeurs de Marseille a organisé, jeudi 3 décembre, sa première manifes-Moël ». Des occupations de locaux administratifs

Nantes, Lille, etc., à l'initiative d'Agir ensemble contre le chômage (ACI), et des chômeurs ont

de notre correspondant régional Le comité des chômeurs CGT avait annoncé que sa première manifestation d'hiver, jeudi 3 décembre, serait massive. Le pari a été tenu : plus de dix mille persomes (vingt-cinq mille selon les organisateurs) ont envahi le centre-ville de Marseille pour la traditionnelle revendication des « 3 000 francs », ainsi scandée: « Et un I et deux ! Et trois mille francs ! »

Avant le départ, des militants cégétistes distribuent des formulaires de « demande d'allocation de fin d'année », édités par la CGT. Des essaims se pressent autour des diffuseurs. On s'agenouille au milieu de la chaussée pour remplir le bordereau. Une jeune femme, qui en a termine, attaque celui d'un homme usé par les ans et illettré, qui lui montre ses documents: carte de résident, de Sécurité sociale, d'inscription aux Assedic, avant de ranger soigneusement le tout dans la poche de sa veste de cuir élimée. Il signe d'un

seignements fournis ».

Des mères de famille tentent ment, qui recense la « situation financière » et les « charges mensuelles ». On cherche désespérément un militant à qui le remettre. Un retraité kabyle, toque de fourrure synthétique sur la tête, ne comprend pas bien pourquoi le bulletin d'adhésion au comité de chômeurs qu'il a reçu il y a quelques jours en bas de chez lui ne suffit pas.

Le cortège s'ébranle, bouillonnant, rieur, rageur. On y voit des groupes de femmes descendues de leur cité avec leurs jeunes enfants. Une jeune mère comorienne, foulard noir et blanc sur la tête, tient par la main sa fille à peine plus jeune qu'elle, sans qu'on sache qui guide l'autre. Une mamma gitane, mules aux pieds, danse sur l'hymne officieux de la manifestation, le Motivés du groupe Zebda. Un retraité algérien marche, le re-

sur l'honneur l'exactitude des ren-sures. Venu de la Renaude, cité gitane, un groupe compact arbore une banderole sur laquelle figure aussi de remplir le précieux docu- un fer à cheval encadrant le numéto 13 : «Le numéro des gitans ! », lance en guise d'explication une jeune femme brune. Un petit groupe d'Agir ensemble contre le chômage (AC!), dont les militants s'étonnent du nombre de demandes d'aide déjà reçues à leur permanence, est nové parmi les manifestants, qui se collent massivement les badges « Comité chômeurs CGT-Rebelle ! . au revers

Le cortège, précédé d'une sono assourdissante qui diffuse en boucle Commandante Che Guevara on la version rap du Chant des partisans de Zebda, descend la Canebière en grondant, remonte la rue de Rome, longe la préfecture avant d'atteindre la place Castellane, Charles Hoareau (CGT), chef charismatique du mouvement demande alors à chaque comité local d'aller « dans la joie, la bonne hugard droit, s'appuyant sur sa meur, la politesse, remettre genti-

des vestes ou sur le front.

gri-gri sous la mention « Je certifie canne aussi râpée que ses chaus- ment » les formulaires de demande de fonds aux différentes antennes Assedic de la ville et du département. Il ajoute : « Vous y retournez lundi 7 - une pause -... avec les matelas cette fois », ce qui est sa manière d'annoncer l'occupation des locaux. Déià, les portes de plusieurs antennes des Assedic ont été forcées jeudi.

> Le 7 décembre est prévue la première réunion de la commission d'aide sociale d'urgence (CASU), mise en place par le préfet. Y participent la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (Ddass), celle des interventions sanitaires et sociales (Ddiss, conseil général) et le comité des chômeurs CGT, qui réclamait cette table ronde. Les négociations s'annoncent d'autant plus rudes et compliquées que, comme l'annonce la CFDT dans un communiqué, « le bureau de l'Assedic a refuse majoritairement, sauf la CFDT et la CGT. d'adhérer » à cette

> > Michel Samson

### La direction de la CGT sera rajeunie et féminisée

LE SECRÉTAIRE général de la CGT, Louis voier 1999, a accéléré les tractations. Une pre-Viannet, et son successeur désigné, Bernard Thibault, sont arrivés, le 1º décembre, à un accord sur la liste des dix-sept membres de l'équipe qui entourera le prochain numéro un de la CGT. Le renouvellement devrait se traduire par sept départs et sept entrées. Cette liste sera soumise, le 8 décembre, à la commission exécutive de la CGT. Le nouveau bureau confédéral (BC) devrait être fortement féminisé - avec huit femmes contre six actuellement, soit presque la parité-

La principale difficulté était de trouver des candidats au départ. En plus de M. Viannet, membre de l'exécutif de la CGT depuis seize ans, senis deux secrétaires avaient fait savoir qu'ils ne se représenteralent pas : Alphonse Véronèse. entré à la direction en 1980, et Jacqueline Léonard, entrée en janvier 1982. L'approche du 46º congrès, qui se réunira du 31 janvier au 6 fé-

mière discussion a eu lieu le 21 novembre. Elle a abouti, dix jours plus tard, à la décision prise par quatre autres secrétaires de se retirer : François Duteil, entré au « BC » en 1985, ex-secrétaire général de la fédération de l'énergie; mais aussi Maurice Lamoot, représentant de la CGT à l'Unedic, Didier Niel, en charge du secteur immigration (tous deux entrés au «BC» en 1992), ainsi que Françoise Duchesne, élue en 1995.

PARTAGE DES ROLES

Pour les entrants, sept responsables nationaux ou départementaux ont été pressentis : Philippe Detrez, secrétaire général de l'union départementale du Nord ; Alain Guinot, son homologue de Seine-Saint-Denis; Jacqueline Garcia, secrétaire générale de la fédération du commerce; Maîté Lassalle, secrétaire à la fédération des services publics; Jean-Christophe Le Duigou, char-

gé des questions économiques à la CGT : Nadine Prigent, secrétaire à la fédération de la santé, et Christiane Puthod, secrétaire générale de l'union départementale du Rhône.

Ces sept nouveaux venus s'agrégeront aux dix secrétaires reconduits: outre M. Thibault et M™ Brovelli, Maryse Dumas, Gérard Delahaye, secrétaire général de l'Ugict (cadres-CGT), Jean-Louis Fournier, secrétaire général de la fédération des métaux, Jacqueline Lazarre (EDF), Jean-François Perraud, Daniel Prada, Pierre-Jean Rozet et Françoise Daphnis.

Au sein de la future direction de la CGT, s'esquisse un partage des rôles entre des secrétaires, censes conserver des responsabilités au sein de leur organisation d'origine et jouer ainsi un rôle de relais, et d'autres, plus investis dans des tâches confédérales.

Alain Beuve-Méry

### Les éleveurs du Massif central craignent la réforme de l'« Europe verte »

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondante Pour la troisième fois en un an, les éleveurs de bovins et de moubilisés contre le projet de réforme de la PAC, perçu comme une menace pour l'élevage traditionnel à l'herbe. En décembre 1997, ils lancaient l'appei de Charolles, dans le berceau d'une des plus grandes races bovines. Une caravane des păturages avait ensuite rallié Bruxelles. Cette fois, les organisations agricoles ont choisi de cemer Clermont-Ferrand, rebaptisée pour l'occasion « capitale du Massif central », et d'organiser, jeudi 3 décembre, six barrages filtrants sur les grands axes d'accès de l'agglomération. Ils étaient 1 200 selon la police, 2500 selon les syndicats,

On était loin d'un blocus général, les éleveurs ayant préféré jouer jeu vital pour la France, qui repréla carte du consommateur en proposant aux automobilistes des dégustations de viande. «La qualité est dans le pré », clamaient leurs banderoles. « Ce veau sous la mère vient de Corrèze, expliquait Pierre Chevallier, un des responsables de la Fédération nationale bovine (FNB). C'est excellent pour la san-

Les défenseurs de l'élevage extensif à l'herbe ont choisi de repasser à l'action avant le sommet européen de Vienne, les 11 et ra à l'ANPE », dit-il. 12 décembre, lors duquel les chefs

sente à elle seule 40 % du troupeau allaitant des pays de la Commu-

« LA MOTTÉ À L'ANPE »

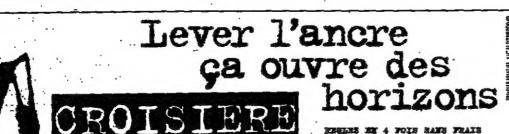
Si cette mesure est appliquée, Gilbert Bros, président de la Fédération régionale des syndicats d'expioitants agricoles (FRSEA), chiffre la perte des revenus pour les éleveurs du Massif central à 1 milliard de francs. « La moitié des paysans qui manifestent aujourd'hui pointe-

Georges Champeix, président de d'Etat aborderont la délicate ré- la FRSEA du Cantal, se souvient de forme de l'Europe verte, contenue la précédente réforme de la poli-

venus de tous les départements du dans le « paquet Santer ». La tique agricole commune, en 1992. « bassin allaitant » du centre de la Commission européenne pré- « Huit mille exploitations ont mis la conise une baisse des prix de 30 % clé sous la porte depuis cette date, pour la viande bovine. C'est un en- affirme-t-il. A Bruxelles, on nous parle de compétitivité; mais, de toute façon, le kilo de viande argentine vendu en Europe se situe entre 7 francs et 10 francs. Nous n'arriverons iamais à rivaliser. De plus, il y a une trop grande distorsion de concurrence, car nous touchons 300 francs de prime à l'herbe à l'hectare, quand les céréaliers reçoivent six ou sept fois plus. »

Luc Guyau a exprimé sa « solidarité avec les éleveurs de toutes catégories ». Le président de la FNSEA entend montrer qu'il surveille de près le gouvernement dans la négociation européenne.

Brigitte Cante



SUR LE PAQUEBOT TRITON UNE SEMAINE AVIOR COMPRIS

CUBA-JAMAIQUE et MEXIQUE 7850F

REDUCTION DE 20 %

ATEC VOTES CARTE IMPULSION MOUVALLES PRONTIÈRES\* DEPART DE PARIS PRIX PAR PERSONNE

ES CARLES INTERIEURE STANDARD DOUBLE TOUT COMPRIS A CENTATURE DATES HORS TAXES ANNIHOUSE 0 805 35 35 33 (1,09F LA RIBUTE) thing / www.nouvelles-frontleres fr \*Après us apport personnel de 25 %, vaus régles le solde en 3 menualités égales, sous réserve d'acceptation par Paraficance. Offre valable jusqu'es 9 svill 1999.

Nouvelles FRONTIERES distributeur

### Fax 998 F TTC **Chez Duriez**

Fax papier thermique à partir de 998 F TTC (827,53 F HT). Fax papier ordinaire à partir de 1790 FTTC (1484,25 FHT). Fax laser 4980 FTTC (4129,35 FHT).

Durlez, 3 rue La Boétie 75008 112 bd Saint-Germain 75006

VEND AUX PARTICULIERS omende par Peris pas Clor. Paris Comb MATELAS & SOMMIERS ANAPES, SALONS, CLIC-CLAC MOBECO 01.42.08.71.00 - 7)77

### Les députés adoptent le « collectif » pour 1998

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, vendredi 4 décembre, en première lecture, le projet de loi de finances rectificative (« collectif » budgétaire) pour 1998, qui réduit de 3,3 milliards de francs le déficit budgétaire (254,6 milliards). Les députés ont voté un amendement de la commission des finances qui accorde aux journalistes une déduction fiscale forfaitaire de 50 000 francs sur les revenus perçus à compter du

Les députés ont aussi renforcé les minima de perception sur le tabac blond et le tabac brun, afin notamment de contrecarrer la mise sur le marché de cigarettes à bas prix. Ils ont par ailleurs approuvé les remises de dette accordées par la France aux pays d'Amérique centrale (Honduras, Nicaragua, Salvador et Guatemala) après le passage du cyclone Mitch en novembre 1998.

■ AUDIOVISUEL: Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a exprimé le souhait, jeudi 3 décembre sur France-Info, que la nouvelle rédaction du projet de loi sur l'audiovisuel comprenne « des mesures concernant l'audiovisuel privé, notamment pour éviter des phénomènes de concentration et de monopole ». De leur côté, les rocardiens d'Action pour le renouveau socialiste ont qualifié d'« acte fort, ambitieux et courageux » la réforme de Catherine Trautmann. Dans le bulletin de l'ARS en date du 3 décembre, ils estiment que le gouvernement et la majorité « doivent, le plus rapidement possible, aller au bout de ces choix et en assumer toutes les consé-

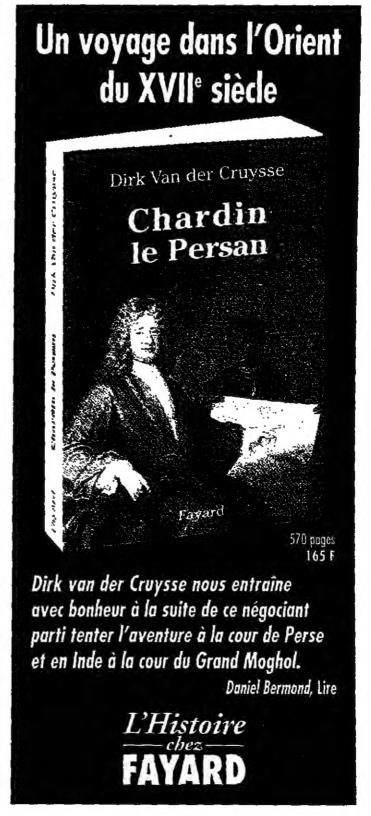
■ LICENCIEMENTS : le groupe communiste de l'Assemblée nationale a protesté, jeudi 3 décembre, contre le rejet, par la commission des finances, de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements et à améliorer la retraite des salariés ágés de plus de cinquante ans. Le texte, qui devait être examiné le 10 décembre dans la « niche » du groupe PC, s'est vu opposer l'article 40 de la Constitution. Mercredi, Alain Bocquet, président du groupe PC, avait demandé à Lionel Jospin de « laisser la procédure parlementaire se poursuivre afin que puissent s'exprimer tous les avis sur un dispositif ».

SECURITÉ SOCIALE: l'Assemblée nationale a définitivement adopté, jeudi 3 décembre, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 1999. Le texte prévoit un retour à l'équilibre des comptes du régime général, pour la première fois depuis 1985. L'opposition DL-

RPR-UDF a voté contre, le groupe communiste s'est abstenu.

RECHERCHE: plusieurs centaines de chercheurs ont de nouveau manifesté, jeudi 3 décembre à Paris, contre les projets de réforme concernant le CNRS et l'Inserm (Le Monde des 16 octobre et 10 novembre). Les manifestants se sont rendus à Matignon pour exiger le retrait de ces textes qui conduiralent, selon eux, à transformer les organismes de recherche en « simples agences de moyens ». « Nous sommes prets à discuter des liens avec l'université et l'entreprise, mais la méthode utilisée par Claude Allègre n'est pas la bonne », a déclaré Jacques Fossey, secrétaire général du Syndicat national des chercheurs scientifiques.

■ CADRES: Marc Vilbenoît, président de la CFE-CGC, dénonce vendredi 4 décembre, dans un entretien accordé à L'Humanité, le fait que, « en trois ans, la proportion des cadres en contrat à durée déterminée (CDD) s'est accrue de plus de 50 % ». « Quand j'entend le Medef exiger la souplesse et la précarité, cela m'irrite projondément », ajoute-t-il. M. Vilbenoît demande aussi que la deuxième loi sur les 35 heures « définisse les compensations pour l'encadrement, non en heures ni même dans le cadre hebdomadaire, mais en jours ».



100 1 × 1 45.44 35.05

« MONDE », l'avocat Henri Lederc, président de la Ligue des droits de

tionale informatique et libertés l'homme, regrette cette « surveil-(CNIL), qui a formulé quelques re-lance généralisée ». « On gardera la serves. O DANS UN ENTRETIEN AU trace de faits peu graves (...). En « MONDE », l'avocat Henri Lederc, d'autres termes, il n'y aura pas de place pour l'oubli, pour l'amnistie. »

Jean-Loui comme tér

### Un gigantesque fichier rassemblera les données nominales des P.V. de police

Autorisé par la Commission nationale informatique et libertés, ce système comprendra les noms de toutes les personnes « mises en cause » dans des procédures ainsi que ceux des victimes. Les données seront généralement conservées pendant vingt ans

DES CENTAINES de milliers de personnes, qu'elles soient soupconnées d'avoir commis des infractions - de l'assassinat aux délits routiers - ou qu'elles en soient victimes, sont appelées à figurer dans un gigantesque fichier de police judiciaire qui a reçu, le 24 novembre. un avis favorable de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). Ce traitement automatise d'informations nominatives, qui fait peser des risques sur les libertés, a donné naissance à de sérieuses oppositions au sein même de la CNIL et suscité les critiques des organisations de défense des droits de l'Homme.

LIBERTÉS Le ministère de l'inté-

rieur est en train de créer un fichier

rassemblant - ce qui constitue une

première - les informations conte-

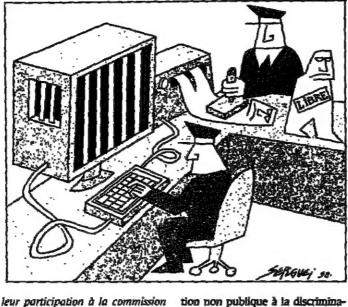
nues dans des procès-verbaux de po-

Au nom de l'efficacité des enquètes, le fichier comprendra une masse d'informations individuelles nourrissant la traditionnelle « mémoire policière ». Deux sources de données seront principalement sollicitées: d'abord - et cette nouveauté est de taille - les informations contenues dans les procès-verbaux de police judiciaire dès le stade de leur rédaction, c'està-dire les noms des personnes « mises en cause » ainsi que ceux des victimes; ensuite, des renselgnements déjà conservées dans des fichiers épars.

Dans le projet d'arrêté, le mégafichier porte le nom de « Système de traitement de l'information criminelle » (STIC). Considérant que la dénomination avancée par les ministères « ne paraît pas adaptée en ce qu'elle vise l'information criminelle », la CNIL a noté qu' » il paraitrait préférable que le ministère de l'intérieur retienne la dénomination de "Système de traitement des infractions constatées" (STIC) ». L'entourage du ministre de l'intérieur par intérim, jean-jack Queyranne, nous a assuré, jeudi 3 décembre, que l'ensemble des recommandations figurant dans la délibération de la CNIL seront prises en compte afin de modifier le projet d'arrêté.

• Les sources du fichier

Les données enregistrées seront « issues des pièces de procédure à partir des modèles de procès-verbaux mis à la disposition des officiers et des agents de police judiciaire », grâce au logiciel de rédaction des PV dont sont désormais dotés les services de police. Sont donc visées les « personnes mises en cause » -« à l'égard desquelles sont réunis lors de l'enquête preliminaire, de flagrance ou sur commission rogatoire, des indices ou des éléments attestant



lice judiciaire dès leur rédaction,

mais aussi les noms des personnes

« mises en cause » dans des procé-

LES DONNÉES SUR LES PER-

d'une infraction » - et les victimes. Outre les renseignements d'identité (nom, adresse, filiation, nationalité), le signalement et la photographie de la personnes mise en dure judiciaire, seront fichés, Le

cause, ainsi que les faits et modes opératoires relevés dans la procé-STIC concernera les enquètes ouvertes pour l'ensemble des crimes et délits, ainsi que pour six catégories de contraventions (violences volontaires : racolage : destruction ou dégradation volontaire d'un dommage léger; port d'uniformes ou insignes rappelant ceux d'organisations ou de personnes responsables de crimes contre l'humaniintrusion dans des établissements scolaires; provocation non publique à la discrimination, la haine ou la violence ra-

• Des missions de police judiclaire ou de police administrative La direction générale de la police nationale entend créer ce fichier dans le « cadre de sa mission de police judiciaire », mais les informations fichées pourront également être consultées « dans le cadre d'enquêtes ordonnées par l'autorité administrative ». Deux types d'enquètes administratives sont visés. Primo, les « enquêtes sur des perbien appartenant à autrui avec sonnes dont le comportement est susceptible de créer des dangers pour autrui, à l'occasion de missions de police administrative, de police judiciaire, ou de sécurité »: une intervention en urgence contre un forcené retranché dans sa maison; la

ment »: l'attribution de la nationalité française, l'autorisation d'un port d'arme, la remise de la Légion d'honneur, l'exercice d'activités de sécurité privée ou publique, l'agrément des notaires ou des huissiers, sont cités. Sur ce second point, la CNIL s'est opposé « à ce que le fichier soit consulté ou utilisé sous quelque forme que ce soit à l'occasion d'enquêtes ordonnées

mise en œuvre un arrêté d'expul-

sion locative ou du placement d'of-

fice (internement) d'une personne

dangereuse pour elle-même ou son

entourage: l'organisation de mani-

festations publiques, telles que la

visite du pape à l'occasion des Jour-

nées mondiales de la jeunesse, qui

nécessitent de prendre des rensei-

gnements sur des personnes appe-

lées à évoluer dans son entourage.

Secundo, « des enquêtes sur des per-

sonnes sollicitant un titre, une habili-

tation, une autorisation ou un aeré-

par l'autorité administrative ». Elle s'est toutefois montrée favorable à la consultation du STIC dans le cadre des « missions de police administrative ou de sécurité (...) lorsque la nature de ces missions ou les circonstances particulières dans lesquelles elles doivent se dérouler comportent des risques d'atteintes à l'ordre public ou à la sécurité des

Les autorisations de consul

tation du STIC Dans le domaine judiciaire, les destinataires des données seront « en vertu d'une désignation de l'autarité hiérarchique », les personnels de la police nationale et de la gendarmerie nationale « qui exercent des missions de police judiciaire », ainsi que « les autorités judicioires ». Dans les enquêtes administratives, les destinataires seront les personnels des services chargés de telles missions qui seront « individuellement désignés et spécialement habilités par le directeur général de la police nationale et le préfet ». Ces habilitations, strictement personnelles, comporteront deux niveaux d'accès: les agents de base pourront savoir si le nom d'une personne figure au STIC; pour en savoir davantage, ils devrout s'adresser à leur supérieur qui, seul,

ultérieurement, seront conservées quarante ans ; les informations sur les délits routiers, les abandons de famille ou l'usage de stupéfiants, seront gardés cinq aus; s'agissant des mineurs, la conservation n'excèdera pas cinq ans (sauf pour certains crimes et délits).

 Mise à jour des informations Le traitement des données s'effectuera « sous le contrôle du procureur de la République territorialement compétent, qui pourra

#### Un rassemblement de données éparses

Le système de traitement de l'information criminelle (STIC) rassemblera des données éparses qui sont actuellement conservées dans des fichiers manuels ou automatisés existants. Il s'agit du fichier dit « central », qui rassemble des informations sur les auteurs d'infractions et les personnes faisant l'objet d'enquêtes ou de mesures administratives ; du fichier général des antécédents de la préfecture de police de Paris ; des fichiers alimentés par les offices nationaux et les services régionaux de police judiciaire ; des fichiers locaux tenus par les services de police ; des fichiers « Canonge », qui comportent les photographies et le signalement des personnes mises en cause dans une procédure judiciaire ; du fichier automatisé des « recherches criminelles »; du fichier automatisé des « faits constatés et élucidés »; et du fichier « signalétique photographique » qui permet d'identifier les anteurs d'infractions à partir de critères de signalement.

pourra consulter les informations nominatives. Le système informatique gardera trace de l'identité de l'usager du STIC, ainsi que de la date et heure de la consultation.

 Durée de conservation L'arrête prevoit que les donnée concernant les personnes maieures seront conservées vingt ans à compter de la date d'établissement de la procédure. Avec-trois exceptions: les données sur les infractions les plus graves, que le ministère de l'intérieur précisera

3 L'évolution actuelle de la cri-minalité ne nécessite-t-elle

pas un fichier de cette ampleur?

effacement ». Ce dispositif sera complété par une circulaire du garde des sceaux demandant aux procureurs de « transmettre systématiquement aux gestionnaires du teme les aecisions ae rela d'acquittement ».

La CNIL a rappelé que toute information enregistrée devra être « mise à lour ou, en cas d'ineractitude, rectifiée », du moins « sous réserve que la procédure soit-judiciairement achevée ». Elle a demandé que « toute personne ayant bénéficié d'une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement devenue définitive », ou encore d'une décision de classement sans suite par le parquet, puisse demander au procureur, ou par l'intermédiaire de la CNIL, que les informations la concernant soient « mise à jour ».

• Droit d'accès et de rectifica-

La CNIL a recommandé que « toute personne initialement mise en cause dans une procédure pourra exiger que la qualification des faits finalement retenue par l'autorité judiciaire soit substituée à la qualification initialement enregistrée dans le fichier ».

Erich Inciyan

\* 194

一位 定達成

#### TROIS QUESTIONS A... HENRI LECLERC

En tant qu'avocat et pré-In tant que avoid sident de la Ligue des droits de l'homme, comment réagissezvous à ce projet de fichier ?

Je suis très préoccupé par ce qui sera avant tout un fichier de suspects, doté d'une mémoire très puissante concernant des faits très anciens. Un nombre considérable de personnes vont se retrouver fichées. On gardera la trace de faits peu graves, tels que des contraventions de cinquième classe. On aurait ainsi

l'auteur des faits. Elargir le sichier

conservé, par exemple, des informations sur des gens pris dans des raffes en mai 1968 ou accusés d'avoir édité des journaux interdits. En d'autres termes, il n'y aura plus de place pour l'oubli, l'amnistie. Une personne sera marquée à tout jamais par le plus petit acte commis à l'âge de dix-

2 La Commission nationale in-formatique et liberté (CNIL) affirme pourtant avoir pris toutes les garanties nécessaires. Ou'en pensez-yous ?

La position de la CNIL est désolante. Je note que M. Forni, membre de cette commission et

vice-président de l'Assemblée nationale, émet lui-même des critiques. Bien sûr, on nous dit que les gens pourront avoir accès aux informations les concernant. mais tout cela reste théorique.

Les démarches seront si lourdes qu'ils ne le feront pas. En fait, ce fichier s'inscrit dans une logique inquiétante. Il va dans le même sens que l'amendement récemment adopté par l'Assemblée nationale autorisant l'administration fiscale à utiliser le numéro de sécurité sociale pour identifier et contrôler les contribuables. En jouant sur la peur de l'autre, on rêve de classer les citoyens, de dire qui est qui, qui fait quoi.

On dit qu'il faut vivre avec son temps, mais celà oblige-t-il à înstaurer une surveillance généralisée ? Permettez-moi d'en douter. il est vrai qu'avec un gouvernement démocratique la mise en place d'un tel fichier n'est pas très grave. Mais nul ne sait pas ce que demain nous réserve. Imaginez un instrument de cette force aux mains de gens moins bien intentionnés. Ce serait le cauchemar de Big Brother.

> Propos recueillis par Philippe Broussard

### Les réactions des syndicats

 Jean-Claude Bouvier, secrétaire général du Syndicat de la magistrature : « Nous somi défavorables au fait qu'un fichier centralisé puisse contenir des informations relatives aux victimes mais également aux personnes mises en cause. Dans les affaires correctionnelles, les magistrats disposent délà dans leurs dossiers du casier iudiciaire et des fiches de police du prévenu. concernant parfois des affaires nan encore jugées. Cela deviendrait problématique que grâce au STIC. on généralise ces pratiques au moment où l'on parle tant du respect de la présomption

 Jean Danet, secrétaire général du Syndicat des avocats de France : « Les fiches de police vont pouvoir être utilisées à grande échelle au niveau des juridictions de jugement et c'est une atteinte à la présomption d'innocence. Il faudrait aussi mettre en place un contrôle judiciaire du traitement des rectifications ». ● André-Michel Ventre, secrétaire général du Syndicat des commissaires et haut fonctionnaires de la police nationale : « Dans le cadre de recherches criminelles sur des affaires non élucidées, il est essentiel de pouvoir disposer d'éléments

concernant les victimes, c'est parfois

la seule manière de remonter vers

aux contraventions de cinquième classe est une bonne chose, car ce sont ces faits-là qui empoisonnent la vie de nos concitoyens. Je serais satisfait le jour où l'on pourra objectivement rassembler toutes les preuves sur l'innocence ou la culpabilité d'un auteur et le fichier du STIC va dans ce sens. » ● Jean-Claude Gleize, secrétaire général délégué du syndicat Alliance (droite modérée): A Dans la mesure où tout de ce qui concerne les enquêtes de moralité a été écarté. nous ne voyons aucune raison de critiquer le STIC. Nous y sommes d'autant plus favorables que la CNIL a donné son accord, malgré des divergences internes. Un tel outil aura son utilité pour la police judiciaire, notamment dans le cadre de grandes enquêtes criminelles comme l'affaire Dickinson. N'oublions pas, enfin, que les gens qui le souhaiteront pourront demander la suppression de leur fiche au bout d'un certain temps ». Le Syndicat national des officiers de police (SNOP): « Ce fichier est une évolution positive dans le cadre de la modernisation du travail de la police judiciaire. Mais il faut que, par ailleurs, l'autorité judiciaire et la Commission nationale informatique et libertés

(CNIL) jouent pleinement leur rôle

#### de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) EN MARS 1974, la France désibles », comme « les origines ra- blique. Un décret publié au journal ciales ou les opinions politiques, philosophiques ou religieuses, ainsi que les appartenances syndicales des personnes ». Elle prévoit cependant

couvre, avec stupéfaction, la mise en piace du projet Safari (Système tomatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus), qui visait à instituer un identifiant unique (le numéro de sécurité sociale) pour l'ensemble des fichiers et répertoires publics, notamment policiers. Le pays prend alors conscience du danger que fait peser sur les libertés publiques l'utilisation croissante de fichiers. Devant l'indignation que provoque le projet, le premier ministre, Plerre Messmer, retire le projet avant de demander à une commission de réfléchir à une réglementation. C'est de cette réflexion que naît, le 6 janvier 1978, la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), chargée depuis vingt ans, de contrôler la création de fichiers contenant des données à caractère personnel.

Autorité administrative indépendante, actuellement présidée par Jacques Fauvet, la CNIL informe tout citoyen de ses droits en matière de fichage et donne des avis sur les fichiers constitués pour le compte de l'État, d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public. La loi interdit, en effet, sauf accord des personnes intéressées, le fi-

chage des données dites « sen-

que des décrets de dérogation autorisent de tels traitements, notamment dans le cas des personnes susceptibles de porter atteinte à la sûreté de l'Etat . Cette exception, qui ne peut s'opérer qu'après avis conforme de la CNIL, vise notamment les données regroupées dans les fichiers de police et de gendar-

L'histoire du contrôle des fichiers policiers par la CNIL s'est cependant ouverte sur un raté. En 1986. en pleine campagne d'attentats, les fichiers comportant des données politiquement sensibles de la Direction de la surveillance du territoire (DST), de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et de la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD, ex-Sécurité militaire) ont été légalisés presque en secret, grâce à un article de la loi du 6 janvier 1978, permettant à l'Etat de ne pas publier les actes réglementaires créant certains traitements intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité pu-

officiel du 8 mars 1986 s'est donc bomé à énumérer la création des trois fichiers sans plus amples informations sur les données qu'ils contenzient.

L'histoire sinueuse des contrôles

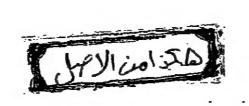
La CNIL s'est par la suite attachée à inciter l'Etat à faire preuve de plus de transparence. En mars 1990. éclate une retentissante polémique à propos de la légalisation de fichiers des renseignements généraux (RG), autorisant la collecte et la conservation d'informations nominatives concernant « les opinions politiques, philosophiques, religieuses ou l'appartenance syndicale » des personnes ainsi que que leur « origine ethnique ». Sous la pression des associations des droits de l'homme, le premier ministre, Michel Rocard, est contraint de présenter une nonvelle mouture en octobre 1991, qui ne se réfère plus aux « opinions » mais seulement aux « activités politiques, philosophiques ou religieuses... ». Ces décrets, qui autorisent également le traitement des « signes physiques, particuliers, ob-jectifs et inaltérables » en lieu et place des « origines raciales et ethniques », recoivent l'aval de la CNIL

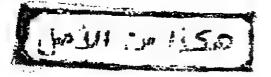
Quatre ans plus tard, un autre le projet. projet de fichier falt à nouveau peser des menaces sur les libertés. En

un décret paru le 16 novembre 1995 et signé du premier ministre Alain Juppé et du ministre de la défense Charles Millon autorise le fichage par la gendarmerie des « opinions politiques » des terroristes, de leurs relations mais aussi de leurs... victimes. Devant le tollé, le gouvernement décide finalement « d'abroger » le texte, le 16 décembre, « afin

de lever toute ambiguité ». En juillet 1997, une nouvelle affaire crée également la polémique, bien que cette fois, l'avis conforme de la CNIL ait été obtenu des autorités. La CNIL avait en effet donné son feu vert à la création, par les RG de la préfecture de police de Paris d'un fichier baptisé « Gestion des violences urbaines » sur lequel apparaftrait la cooleur de la peau de personnes majeures « susceptibles d'être impliquées dans des actions violentes de nature à porter atteinte à l'ordre public et au fonctionnement des institutions ». Interpellé à ce sujet, à l'Assemblée nationale, le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevenement, décide de se donner d'enterrer purement et simplement

· Cécile Prieur





### Jean-Louis Debré doit être entendu comme témoin dans l'affaire Hernu

Des commissions rogatoires ont été lancées en Roumanie, en Russie et en Bulgarie

Le juge Jean-Paul Valat a convoqué l'ancien directeur de la DST avait assuré avoir été justices roumaine, russe et bulgare pour tenter de ministre de l'intérieur pour le 16 décembre. Mis en autorisé par M. Debré à s'exprimer publiquement.

E. Comments and the second

Stage.

# # formées eparces

September 1 to the september 1 t

the spilet of the carried and the late of the spilet is

September 1

Terror and the second s

Property of the party of the pa

examen pour « violation du secret professionnel », Le juge a par ailleurs demandé la coopération des contre Charles Hernau.

L'INSTRUCTION du dossier consacré au passé de Charles Hernu, ancien' ministre de la défense de François Mitterrand, ouverte à la suite d'une plainte de ses fils, se poursuit à un rythme régulier. Le 25 novembre, le juge Jean-Paul Valat a adressé une convocation à l'ancien ministre de l'intérieur Jean-Louis Debré. Membre du gouvernement d'Alain Juppé de mai 1995 à juin 1997, aujourd'hui président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, M. Debré doit être interrogé à titre de témoin le 16 décembre, La décision du magistrat fait suite à l'audition du préfet Jacques Fournet, ancien responsable de la Direction de la surveillance du tenitoire (DST) - le service français de contreespionnage -, mis en examen pour

« violation du secret professionnel » (Le Monde du 27 novembre), Celui-ci se voit reprocher par le juge d'instruction d'avoir accordé le témoignage de l'ancien ministre. cinq entretiens à des agences de L'Express, en octobre 1996, d'articles dénonçant la collaboration de Charles Hernu avec les services secrets bulgares, soviétiques et roumains entre 1953 et 1963. AUTORISATION DU MORSTIE

Pour sa défense, M. fournet a indiqué au juge Valat qu'il avait pris le soin de demander l'autorisation

du ministre de l'intérieur avant de s'exprimer devant des journalistes. Lors de son audition, il avait produit une lettre dans laquelle M. Debré confirmait l'autorisation qui lui avait été donnée pour répondre aux journaux qui l'avaient mis en cause. Dans son courrier à M. Debré, le juge Valat précise donc qu'il lui

Parallèlement à cette convocapresse et à des journaux, ainsi qu'à tion, le magistrat a adressé, le une chaîne de télévision, après la 26 novembre, trois commissions publication par l'hebdomadaire rogatoires internationales au Bulgarie et à la Roumanie. Dans les pièces roumaines qui indiquent demande, transcrite par trois traducteurs assermentés, Jean-Paul Valat rappelle l'état actuel d'une enquête dont la pièce maîtresse reste le dossier constitué par les services secrets roumains, et remis à la DST en 1992, lors d'une visite à Paris de l'un de ses anciens responsables, Mihail Caraman, Le magistrat prècise que ce fait est désormais établi, ajoutant néanmoins que « la réalité du contenu du dossier est toujours discutée ».

Y-a-t-il d'autres documents mettant explicitement en cause Charles Hernu? Le dossier livré par Mihail apparaît « nécessoire », de recueillir Caraman, fait état d'une note éma-

nant du KGB, les services secrets de l'ex-Union soviétique, visant nommément les activités du jeune Charles Hernu, alors au début de sa carrière politique. Mais il n'y est fait contenu identique, à la Russie, à la référence que par une allusion dans l'exposé détaillé qui précède sa qu'en 1957, les Bulgares, qui « troitaient » jusqu'alors le futur ministre de la défense, auraient cédé la place, contraints et forcés, au « grand frère » soviétique. Dans sa commission rogatoire, le juge Valat donne donc pour mission aux autorités judiciaires bulgares, russes et roumaines, de lui faire parvenir tous les documents qu'ils détiennent afin d'établir l'éventuelle collaboration de Charles Hernu avec des services étrangers. Il les prie, par ailleurs, de vérifier, notamment par des auditions, la réalité du contenu de ces eventuels dossiers.

Pascal Ceaux

### Près de 120 000 personnes ont acquis la nationalité française en 1997

116 194 personnes ont acquis la nationalité française en 1997, soit 6 % de plus qu'en 1996, selon le bilan annuel réalisé conjointement par les nunistères de la justice et de l'emploi et rendu public jeudi 3 décembre. Plus de la moitié (60 485) sont devenues • françaises par la voie de la naturalisation », un quart (32 518) grâce à la « manifestation de volonté » instaurée par la loi du 22 iuillet 1993. Enfin, 23 191 personnes ont obtenu la nationalité française par « déclaration »; il s'agit essentiellement de personnes étrangères mariées à des Français. Le rapport dresse le bilan de quatre années d'application du dispositif des « manifestations de volonté », mis en place en 1994, et supprimé depuis le 1º septembre 1998 pour faire place à des modalités plus souples. En 1994, seulement 26 % des jeunes de 16 ans concernés avaient manifesté leur volonté de devenir français mais ce taux est passé à 41 % en 1995, 44 % en 1996 et 49 % en 1997.

### Alain Terrail était un colistier d'Edouard Balladur aux dernières élections régionales

ALAIN TERRAIL, avocat général de la Cour de cassation et ancien président de l'Association professionnelle des magistrats (APM), figurait en 42º et demière position sur la liste dirigée par l'ancien premier ministre Edouard Balladur, à Paris, lors des dernières élections régionales. Une enquête préliminaire pour « injures raciales » a été ouverte par le parquet de Paris après la publication par Alain Terrail, dans la revue de l'APM, de propos amisémites visant le substitut toulonnais, Albert Lévy : « Tant vu Lévy au four qu'à la fin il se brûle + (Le Monde du 3 décembre). La ministre de la justice, Elisabeth Guigou, a saisi le Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Marie-Pierre de la Gontrie (PS), tête de liste de la gauche aux élections régionnales, à Paris, a interpellé, jeudi, Edouard Balladur en soulignant qu'elle ne doutait pas qu'il « condamne fermement les propos de celui qui fut candidat sur sa liste ».

DÉPÊCHES

■ SANS-PAPIERS: les quinze grévistes de la faim de Lille (Nord) out accepté de se faire hospitaliser, contre la promesse d'une autorisation provisoire de séjour, renouvelable au moins une fois, et la promesse d'un réexamen de leur dossier. Leur grève de la faim dure depuis 57

UNIVERSITÉS: la participation aux élections des représentants des enseignants-chercheurs au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche du 26 novembre est restée réduite (25,1 % de votants). Le SNES-Sup arrive en tête chez les enseignants avec 29, % des voix, suivi du SGEN-CFDT (20,5 %), Qualité de la science (13,5 %) et le syndicat autonome (12,4%). Chez les maîtres de conférences, le SNES-Sup est en tête 42,4 %) suivi du SGEN-CFDT (17,8 %). Présent pour la première fois à ces elections, Sud-Éducation obtient 5,4 % des suffrages et un siège.

SANS-ABRI : le cadavre d'un sans-abri a été découvert, jeudi 3 décembre après-midi dans le bois de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines). Agé d'une trentaine d'années, l'homme gisait dans un abri de fortune fait de cartons. Son identité n'a pu être établie. La veille, à Limay, dans le même département, un sans-abri avait été retrouvé mort dans un hangai

### Les tracas judiciaires d'un ancien maire du Nord

TITLE

de notre correspondant régional Gaston Tirmarche, l'ancien maire de Saint-Pol-sur-Mer (Nord), comparaissait, jeudi



puis socialiste avant d'être exclu du parti, M. Gaston Tirmarche, qui a effectué trois mois de détention provisoire, avait été renvoyé « pour soustraction et détournements de fonds publics, ingérence et obstacle à l'exercice des pouvoirs de la chambre

régionale des comptes ». Trois employés municipaux et leurs épouses comparaissalent à ses côtés pour des emplois

présumés fictifs. Les ennuis de l'ancien maire de cette commune de 24 000 habitants située dans la banlieue de Dunkerque avaient commencé en 1994 avec un contrôle de la chambre régionale des comptes, puis avec un audit engagé par l'équipe municipale qui l'avait battu aux élections de 1995.

#### SALAIRES POUR DES EMPLOIS FICTIFS

Selon le parquet, les détournements - versement de treizième mois par le biais d'une amicale, de logements ou d'avantages personnels aux membres de sa famille, de salaires pour des emplois fictifs ou d'avantages personnels non justifiés - sont estimés à plus de 27 millions de francs. Le procureur, François Muguet, a dénoncé « ces violations répétées de la loi avec la complicité d'agents qu [il a] recrutés et conservés ». Il a demandé cinq ans d'interdiction de droits civiques, civils et familiaux mais surtout, quatre ans de prison dont deux avec sursis.

Pour la défense, l'emploi « fictif » des épouses permettait de compenser la baisse de rémunération liée au nouveau statut de la fonction publique territoriale de 1984. « Ce procès politique n'aurait jamais eu lieu si Gaston Tirmarche avait été réélu en 1995, affirme son défenseur, Eric Dupond-Moretti. Vous lui auriez dit, comme vos confrères à Juppé ou Tiberi qu'il n'y avoit pas opportunité de poursuivre. Il a été trente-quatre ons à la tête d'une municipolité, mais aujourd'hui il n'est plus rien, alors vous vous attaquez à lui. »

Jugement le 12 février

communiqué

### Le Monde de la Propreté face aux 35 heures

communiqué

### POURQUOI AVEZ-VOUS ANTICIPÉ LES 35 HEURES PAR UN ACCORD DE BRANCHE!

Voici la réponse à la question que tout le monde nous pose :

Dès le ler janvier 2000, la loi sur les 35 heures sera une réalité économique incontournable : le secteur de la propreté présente des particularités qui rendent très délicate la réduction du temps de travail dans ses entreprises :

- Prix de revient composé à 80 % par la masse salariale,

- Prédominance du travail à temps partiel : 70 % des effectifs,

- Très faibles perspectives de nouveaux gains de productivité, - Dispositions conventionnelles organisant le transfert de personnel entre entreprises (annexe 7 de la convention collective).

### 35 HEURES PAYÉES 39 C'EST 11,43 % D'AUGMENTATION DES SALAIRES

Aucune entreprise, quel que soit le secteur, ne peut supporter aussi brutalement une telle augmentation. Alors, plutôt que subir et faire subir si violemment les conséquences économiques de cette loi, nous avons cherché une solution qui prenne en compte l'ensemble

des priorités contradictoires suivantes : - Respecter le principe de non discrimination entre salariés à temps partiel et à cemps plein, sur le plan de leurs taux horaires,

- Ne pas détériorer le niveau de vie des 286 000 femmes et hommes de la proprete,

- Réussir à échelonner l'augmentation des coûts salariaux vis-à-vis de nos donneurs d'ordres, - Atténuer les effets d'éventuelles augmentations politiques ou techniques du SMIC.

Notre solution: négocier avec les syndicats un accord qui tienne compte des intérêts de tous. Préserver l'équilibre social des entreprises de propreté. Mettre toutes les entreprises sur la même ligne de départ en anticipant le passage aux 35 heures. Se donner ainsi les moyens de favoriser l'emploi. Accord du 10 novembre 1998 signé par la FEP, avec FO, la CFDT, la CFTC et la CGC.

### PREMIÈRE ÉTAPE: 1999, AUGMENTATION DE 1 % DES SALAIRES HORAIRES

Enfin une branche professionnelle résout en même temps le problème de la réduction du temps de travail et de ses lourdes incidences sur les rémunérations du temps partiel.



FEP - 34, boulevard Maxime Gorki - 94808 Villejuif Cedex \_

### LE MONDE diplomatique

### **DÉCEMBRE 1998**

JEAN-PIERRE BERLAN et RICHARD C. LEWONTIN

Les menaces du complexe génético-industriel

### MARK HUNTER

Les réseaux secrets du Front national à l'Est

### DANIEL BENSAID

La force molle de la social-democratic europeenne

### SEUMAS MILNE

M. Anthony Blair, un réformiste camoufle

### ROSSANA ROSSANDA

La ganche italienne normalisez o

#### MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAL L attaire Pinocher

### MANUEL VAZQUEZ MONTALBAN Les recettes de M. Fidel Castro

IGNACIO RAMONET

### Indonésie, version infernale

ARTURO USLAR PIETRI Le Venezuela an seuil d'un grand changement

### SERGE HALIMI

Les élections americaines n'ont pas en lieu

PIERRE HAZAN La Suisse, une forteresse en déclin

### VICTORIA BRITTAIN

Vérité et réconciliation en Afrique du Sud

ALAIN GRESH Rèves et colère des réfugiés palestiniens

### MARIE BENILDE

Les dernières astuces publicitaires

### JEAN GUEYRAS

Nouveaux espoirs en Arménie

#### GILLES SAUSSIER Bangladesh, terre mouvante

#### CHRISTIAN DE BRIE Comment LAMI for variety

#### NOAM CHOMSKY Les finances et le silence

#### PIERRE LAZULY L'idéologie du client

#### KENZABURO OE Internet et moi

JOSÉ SARAMAGO. A quoi sert la communication?

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F

### Anniversaires de naissance

Soixante ans aujourd'hai, alors, Joyeux anniversaire et puis bonne retraite à sorre Papy Téléphone,

#### Jean Claude BUGEAT.

Tes enfants et penis-enfants,

### Loic,

dix-huit ans demain, nous le sonhaitous une très longue vie d'adulte et antant de fierrés, joies et honheurs que ce que to nous as donné.

- Azreile

### Ollvier

### Carberine, Thibaud, Mayo, Robin

Décès La famille Abdellarif la douleur de faire part du décès, urveou le 2 décembre 1998, de

Mohammed Said ABDELLATOR

#### 15, rue du Docteur-Durseige. 22, route de Conty.

80290 Poix.

- M= Paule Bandou, son épouse. Ses enfants, Thiban Bidalon, sou perit-fils,
Sa famille et ses proches,

#### ont la douleur de faire part du décès de Georges BARDOU,

surrenu le 3 décembre 1998, il Pau, dans su solgante donnième année.

#### , avenue Béziou. 64140 Billern.

- Sylvic et Julie Forrer, Lisa Jouvet,

l'out part du décès de

M= Appe-Marie FORRER, nee JOUVET,

### unvenu à Parla le 1º décembre 1998, à l'âge de quaire-vingt-quaire une

La circumie religieum a en celebre dans l'infimité en l'église Saint-Solpice, à Paris & , suivie de l'inhamation su cimetière de Monmacre, dans le caveau de famille.

### Auxerre (Yonne). Fain-lès-Moutiers (Côte-d'Or). Marseille (Bouches-du-Rhône). Semur-en-Auxois (Côte-d'Or).

### Louis-André et Daneviève Cérani-

Louri-André et Universe Cerard-Varet, Jean-François et Corinne Gérard-Varet, David, Sophie, François et Nathalie, ses enfants et petits-enfants. Ainsi qua les familles Bonnichon, flyde, Pellenier, Prudon, Touchard, Vigna, ont le grand chagrin de faire part du décès de

M= Madeleine GERARD-VARET, ancieune élève de l'Ecole normale supérieure de Sèvres, chevalier de l'ordre national

### survenu le 2 décembre 1998, à Auxeure.

Une bénédiction aura lieu le samedi décembre, à 10 heures, en la caubédrale laint-Erienne d'Auxerre.

### La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 5 décembre, à 16 heures, en l'église de Fain-lès-Montiers.

### L'inhumation se fera dans le cuveau de jamille, à Fain-lès-Moutiers.

Cet avis tient lien de faire-part et de remerciements.

La première confiserie et chocolaterie allemande à Paris vous invite à déguster ses gourmandises

– au 25, rue Delambre – 75014 Paris - M° Vavin

### - Ses enfants,

M= Raoul PALMER,

### Les obsèques auront lieu le vendredi 4 décembre 1998, dans l'intimité

Le docteur Elisabeth Palmer était le docteur Entadeth Famer etal.

la fidèle épouse et collaboratrice du
célèbre gyaécologue Raoul Palmer,
associée tant à ses travaux schendiques
qu'à ses combats. Elle était la fulle
du docteur LS.F. Esser, précurseur de la
chirurgie plastique réparatrice.

### - Bernard et Monique Simon, Daniel (†) et Marie Claire (†) Houze, Jean (†) et Christiane Simon, Marc et Yvette Simon, François (†) et Anne-Marie Simon, Guy et Marie-Noëlle Marynczak,

Ses vingt-quatre petits-enfants Ses quarante arrièro-petits-e Robert & France Davril, Renée Laurens,

### ont le chagrin de faire part du décès de

M= André SIMON, née Suzanne LAURENS,

### survena à Longpont-sur-Orge, le 30 novembre 1998, dans sa quatre-vingt-quinzième sunée.

Ses obsèques religiouses ont ou lieu dans l'intimué familiale, le 3 décembre, en l'église Notre-Dame des Cités, à Vny-Châtillou, suivies de l'inhumstion an cinetière de Vny-Châtillou (Essonne).

#### Bernard Simon, 17, roe Neuve-Notre-Dame, 78000 Versailles. Mario-Noëlle Marynezak, 14, avenue de la Belle-Gabrielle, 91390 Morsang-sur-Orge.

#### ARTELANO Mobilier contemporalu VENTE AU DEBALLAGE

#### FINS DE SERIE - 284 CHOIX Yendreii4, samed 5, diazanche 6 Déc. Vendreil 11, samed 12, diamete 13 Déc. de 10 k à 17h saus interre

4, rue de Kéfir Z.I. Senia 94310 ORLY **2** 01.46.87.86.20

#### Catherine Rozo. Elisabeth Rozo, Fr Jean-Claude Moreau.

Sa famille et ses amis. ont la donleur de faire part du décès de

#### Janik ROZO, artiste pointre, ancien directeur de l'Ecole des beaux-arts de Lille,

le le décembre 1998. La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Taverny (Val-d'Oise), le 7 décembre, à 11 h 45, suivie

#### de l'incinération an crematorium de Beauvais, à 15 heures, Familia Rozo,

6, boulevard Gouvinn-Saint-Cyt,

75017 Paris. Anniversaires de décès

#### – Il y a un an, disparaissalt Janine BADER.

Nons nous réunirons pour nons souve-nir ensemble le 7 décembre 1998, à 9 h 30 (entrée principale du cimetière du Mont-

### Hommages

L'INSTITUT ALAIN-POHER, SES ANCIENS COLLABORATEURS ET SES AMIS,

#### à l'occasion du deuxième anniversaire de la disparition du Président Alain POHER,

vous invitent à l'hommage qui lui sera rendu en participant à la cérémonie religionse célébrée par le Père FAYNEL celebrate par le rere PAL (ACE)
qui sura lieu le
mercredi 9 décembre 1998, à 19 h 15,
en la chapelle des Cannes
à l'Institut catholique de Paris,
70, rue de Vangirand
(parking Szint-Sulpice).

#### Institut ALAIN-POHER, Espace Alain-Pober, 7. avenue Angusto-Duril.

### Tables rondes

Table ronde et débats sur < La vie est belle » et la Shoah

avec les critiques Sampel Bhancofeld, Iean-Claude Loiseau et Régine Robin, Anne-Lise Stern, Christian Delage, mardi 8 décembre, à 20 h 30, mairie du 3°, 2, rue Engène-Spuller, Paris, Centre juif lasque.

### Contérences

La France 1

· 曹操 (教) · 安 2

LE MOUVEMENT JUIF LIBÉRAL DE FRANCE (MJLF) ous propose, dans le cadre de son cycle

Gérard BADDAD,

#### sychiane et écrivain, sur le thème : « Le rapport de Maimonide res monothéismes et à la philosophie grecque = Jeudi 10 décembre 1998, 20 h 15, MILF - 11, rue Gaston-de-Caille Paris-15 - Buffet dinatoire

pour poursuivre le début, après la conférence. Participation aux frais : 120 F. resignements et réservations au siège du MILF. 121. : 01-44-37-48-48

### Collogues

1.00

200

- Université Paris-I (CHSPM, dir. ), Salem), Université libre de Bruxelles, miversité Clermont-II,

#### art d'écrire, philosophie, politique, Vendredi 11 et samedi 12 décembre; de 9 heures à 17 h 30, en Sorbonne, salle

Communications d'Adrien Barros, Gérard Bensussan, Rémi Brague, Emma-nuel Cantin, François Coppens, Marie-Dominique Couzinet, Benoît Frydman, Guy Haarscher, Lament Jaffro, François Marshall, Robert Misrahi, Gimlinea Muri, Alvin Benis Stanloy Rosen, François Alain Petit, Stanley Rosen, Franck Salado. Comec: L. Jalico – jalico Quni-parisl fr fax 01-40-46-31-57.

#### Communications diverses

- Les rendez-vous de l'édition de la BPI anteurs-editeurs: histoire d'une relation », début avec Pierre Assouline, Olivier Corpet, Bervand Fillandeau, suims par Martine Poulain. Landi 7 décembre, à 19 h 30, Tipi.

75004 Paris. Proce libre.

### ANTI-STRESS

Méthode Feldemicrals, bui chi-chuan Trois soirées exceptionnelles, animées par Valérie La Huche. Les vendretii II. 18 décembre 1998 et 8 janvier 1999, 20-21 h 30, Paris-7. Tél.: 01-42-74-45-32.

### Rectificatif

soutlendra sa thèse, à Tours, le 7 décembre 1998, à 11 heurs, même

### Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE diplomatique

# Manière de voir 42 LE MONDE diplomatique

### Le spectre du grand krach

Introduite par Ignacio Ramonet et conclue par Bernard Cassen, une présentation détaillée, en quatre parties, des mécanismes, des caractéristiques et des perspectives de la crise actuelle :

Krach et « bulles », crises et krach? avec les contributions de Claude Julien, Frédéric F. Clairmout, François Chesnais, René Passet, Dominique Vidal et Serge Halimi.

Bangkok, Tokyo, Wall Street, Bercy avec les contributions de Christian de Brie, Michel Chossudovsky, Philip S. Golub, François Chesnais, Carlos Gabetta, Daniel Baudru et Bernard Maris.

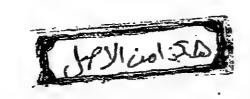
Le « politburo » de l'Internationale ultralibérale avec les contributions de Lori M. Wallach, Nuri Albala, Jack Ralite, Serge Regourd, Jean-Claude Lefort, Jean-Pierre Page, Ibrahim Warde, Gabriel Kolko et Pierre Bourdieu.

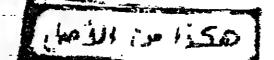
Contre-attaques avec Attac avec les contributions de Roger Lesgards, Patrick Viveret, Howard M. Wachtel et de l'association Attac.

Ces analyses, en partie inédites, sont complétées par un abondant appareil documentaire :

une bibliographie commentée, une présentation critique de nombreux sites Internet, un très précis et

très utile glossaire des termes économiques et financiers. EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F





### RÉGIONS

### La France veut acclimater les districts industriels à l'italienne

Les pouvoirs publics souhaitent l'émergence de 150 à 200 entités territoriales spécialisées, bâties sur le modèle de coopération entre PME qui a fait ses preuves dans la Péninsule. Une centaine de candidatures sont déjà recensées. A la mi-décembre, la Datar fera son choix

« IL NY A PAS d'activité a priori veloppement endogène », comme qui, en partenariat avec les Direc- tée à l'évolution des technologies condamnée. » Ce credo de Pauveloppement local et chargée de mission à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar), va au-delà du slogan: la Datar est en train d'inventorier et d'identifier sur le territoire national une centaine de districts industriels en émergence. A l'instar de ce qui se passe en Italie – à qui ils ont emprunté leur appellation -, ceux-ci souhaitent coordonner leurs efforts pour faire face aux défis de la mondialisation, comme l'a fait à Roubaix une « grappe» de PME du textile et de la confection lesquelles ont ainsi trouvé un

deuxième souffie (lire ci-dessous). De fait, depuis quelques années déjà, la Datar, mais aussi les services du commerce extérieur, le ministère de l'industrie, des collectivités territoriales, des chambres consulaires françaises portent leur regard au-delà des Alpes, sur ces districts industriels constitués de milliers de microentreprises, qui ont «presque aboli le chômage à partir d'un dé-

le'dit Sergio Arzeni, directeur à lette Pommier, spécialiste du dé- \_ l'OCDE du programme (développement économique et création d'emplois au niveau local (LEED). La réussite d'un « système productif local » (SPL) comme on l'appelle en France, où toutes les phases de la filière industrielle, de l'amont à l'aval, sont représentées sur un même territoire, a donné des idées à la Datar,

> # NOUS SERONS THE SELECTIFS # Le comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT) du 15 décembre 1997 a défini un objectif: faire émerger de 150 à 200 districts industriels en France, à partir des 82 bassins d'emplois déjà existants. La Datar a lancé au printemps un appel à projets, A la mi-novembre de cette année, une centaine de candidatures sont « remontées » des différents territoires, après avoir été présélectionnées par les préfectures de région. A la mi-décembre, la Datar se prononcera sur les dossiers les plus crédibles. « Nous serons très selectifs », prévient la Délégation,

tions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (Drire), consacre 11 millions de francs à l'opération. Enfin, et c'est là l'un des principaux objectifs, l'Etat souhaite impliquer fortement les régions qui soutiendront leurs districts. Si celles-ci jouent le jeu, les futurs contrats de plan Etat-régions (2000-2006) devraient prendre en compte ces projets.

Jean-Louis Guigou, délégué de la Datar, chaud partisan des districts à la française, a trouvé en la personne de Robert Moreau, directeur régional de la Drire de Franche-Comté, une sorte de VRP, « compte tenu de [son] expérience en matière de système productif local ». En concertation avec les préfets, il lui revient « d'expertiser et d'étudier les SPL », concept encore balbutiant en France.

A Besançon, sur le territoire de M. Moreau, quatre générations de lunetiers se sont succédé. Mais, divisée en fiefs rivaux, n'avant pas pris garde à la concurrence agressive venue de l'extérieur, confron-

(machines, traitement des surfaces, montures mécaniques...), la lunetterie jurassienne a senti le vent du boulet dans les années 80. Jusqu'à la prise de conscience du syndicat professionnel. Epaulé par la Drire et la région, les lunetiers se sont ressalsis. . Ils ont conduit des actions communes en matière de technologie. de qualité, de productivité, d'export et de design sous la houlette d'un chef de projet », comme le résume M. Moreau.

Ce district « à la française » a ainsi pu conserver une large part de son potentiel d'emplois. Spécialisé dans des niches de haut de gamme, il explore les marchés asiatiques, s'apprête à créer un label commun. Et a fait école : à la demande des coutellers de Thiers autre district émergent reposant sur une longue continuité historique ~, une rencontre a eu lieu en novembre à Morez (Jura). « Deux métiers ont pu croiser leur expérience », se réjouit le directeur de la Drire.

Les exemples de districts en voie de constitution foisonnent:

choletais (chaussure, textile), val- afin de diffuser l'expérience aclée haut-savoyarde de l'Arve (décolletage) - où quelque 700 PME implantées sur 17 communes représentent 70 % de l'activité nationale de décolletage -, Oyonnax (plasturgie), Castres-Mazamet (textile et pharmacie), Dax (papier-carton) pour ne citer qu'eux.

CULTURE COMMUNE Il existe même, à Saint-Jean-

Croix-de-Vie (Vendée) un district de la sardine. Ces entités socioterritoriales organisées sur un même métier et possédant une culture commune s'efforcent de s'organiser en réseau. A terme, l'un de leurs objectifs est de sensibiliser Bruxelles aux problèmes des PME: « Nous entretenons des relations étroites avec nos homologues italiens et nous nous efforçons de mettre en place un maillage des districts français en cours de constitution », dit Claude Léger, maire (RPR) de Cluses (Haute-Savoie) et président du club des districts industriels français nouvellement créé.

Appuyé par la Datar, M. Léger multiplie rencontres et colloques

quise par les décolleteurs de son département, pour sortir de la crise qui les toucha de plein fouet en 1992.

Le modèle italien est-il transpo sable en France ? Pour le maire de Cluses, « en Italie, les collectivités locales et l'Etat accompagnent le mouvement, mais a posteriori. En France, c'est l'inverse qui se produit ». Florence Vidal, consultante internationale et spécialiste des districts italiens, juge, elle, que « les districts du nord-est et du centre de la péninsule sont implantés selon une continuité territoriale ne laissant place à aucun vide, ce qui n'est pas le cas dans l'Hexagone ». Enfin, Jacques Fayette, professeur à l'université Lyon-III. se montre persuadé qu'un district, a fruit d'un phénomène historique, ne saurait être imposé par décret ». Il est rejoint par M™ Vidal, qui vitupère contre la tentation bien française de yoir « les institutions et les administrations » novauter des structures qui se veulent informelles.

Jean Menanteau

### A Roubaix, la Cité de l'initiative regroupe trente-cinq entreprises

de notre correspondant régional Quand Annie Favrie était auimatrice de la pépinière d'entreprises de Roubaix, elle s'étonnait que le tiers des porteurs de projets qui se présentaient à sa porte veuillent encore travailler dans le textile, secteur d'activité-pourtant déclaré mort. En rencontrant de grands donneurs d'ordres, qui délocalisaient à outrance, elle s'est aperçue qu'ils avaient besoin de productions rapides, dans des délais très courts, notamment pour la vente par correspondance. « Cette réactivité, explique-t-elle, ne pouvait venir que de petites unités de pro-

Ainsi est née, en 1991, l'idée de la Cité de l'initiative. À ces petites entreprises qui manqualent de fonds propres, Annie Favrie a proposé le développement d'une filière. Il s'est d'abord agi de mettre à leur disposition un centre de services en temps partagé, doté d'un matériel de

CHANGEMENT DE DÉCOR

Annie Favrie, fonctionnaire, ancienne de la Datar, devient directrice d'une association propriétaire-dépositaire des matériels financés par les fonds publics, mais aussi gérante d'une autre association qui vend ses du modélisme au transport, de la



prestations: «C'est ainsi que je me suis retrouvée chef d'entre-

La Cité de l'initiative occupe alors 250 mètres carrés en centre-ville, près de l'Ecole nationale supérieure des arts et industries textiles. « Les activités se sont conception assistée par ordina- mises en place très vite en deux 12 000 mètres carrés, avec pour teur, un atelier de réalisation et ans », souligne Annie Favrie. de montage de prototypes. Le Mais à l'extérieur, on l'a accusée lancement de ce district indus- de favoriser le travail au noir et triel fut financé à 80 % sur fonds de fausser la concurrence. « Cela publics, à 20 % par les entreprises nous a inquiété, raconte-t-elle. Alors, nous avons voulu mettre en place une vitrine du savoir-faire

local, un pôle d'excellence. » Changement de décor La Cité de l'initiative s'installe sur 4 200 mètres carrés, dans le même quartier. Elle regroupe une vingtaine d'entreprises qui recouvrent l'ensemble de la filière,

comptable, de la découpe à l'achat et à la vente de tissus, des ateliers capables de traiter des grandes ou des petites séries. Elles partagent un outil commun, mais aussi une charte éthique qui peut se résumer en trois points : respect de la législation française; solidarité vis-à-vis du volsin ; volonté d'une politique de l'emploi par l'insertion.

Les grandes affaires se règlent su petit-déjeuner du mardi matin. Viennent ceux qui veulent. C'est là que tout s'organise : une plaquette commune pour les vingt entreprises; un stand sur les grands Salons du textile. La réflexion va maintenant jusqu'à la mise en place d'une gestion unique du personnel.

UN SITE EMBLÉMATIQUE

La Cité de l'initiative regroupe aujourd'hui trente-cinq entreprises, cooptées et ayant toutes souscrit à l'engagement éthique. L'emprise passe maintenant à nouvelle conquête la superbe citadelle de l'ancienne filature Lepoutre, un des bâtiments historiques de Ronbaix. En s'installant dans un site emblématique, la Cité de l'initiative fait un pied de nez à l'histoire du textile dans la ville. « C'est maintenant que je constate que mon idée de départ tout devait être basée sur la synergie - était fausse, reconnaît Annie Favrie. Il est possible de bien cohabiter avec des concurrents. Il y a des services qui se vendent. D'autres qui se troquent. Tout peut

maintenance à l'expertise s'organiser en bonne harmonie, y compris les relations avec les grands donneurs d'ordre car personne ne dépend plus d'un seul

client. » La petite Cité de l'initiative est en passe de décrocher quelques marchés à l'exportation. Belle revanche sur ceux qui pensaient qu'elle ne constituait qu'un emplatre sur une jambe de bois oubliée dans un pays perdu.

toire et de l'environnement, a annoncé, jeudi 3 décembre, la dépollution de l'ancienne mine d'or de Salsigne, dans l'Aude, à partir de Janvier 1999 (Le Monde du 7 avril). Cette décision, qui porte sur un montant de 200 millions de francs, intervient après une expertise réalisée durant l'été à la demande de M™ Voynet et de Christian Pierret, secrétaire d'Etat chargé

ILE-DE-FRANCE: le gouvernement devrait annoncer une modification de son projet d'élargissement de la taxe sur les bureaux aux locaux commerciaux et de stockage. Selon Manuel Valls, premier vice-président (PS) de la région, par ailleurs porte-parole du premier ministre, le seuil des surfaces commerciales imposées devrait être porté de 300 à 2 500 mètres carrés, et ceiui des entrepôts de 500 à 5 000 mètres carrés. Cette disposition avait provoqué une levée de boucliers des milieux professionnels, de Jean-Paul Huchon, président (PS) du conseil régional, et de Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris (Le Monde du 3 décembre).

### Le spectre du grand krach

there is no that form

**建设设计学** 计工程设置

Report Court Court

SERVED TO SERVED TO

 $\lim_{t\to\infty}\frac{1}{t}\frac{dt}{dt} = \lim_{t\to\infty}\frac{1}{t}\frac{dt}{dt} = \lim_{t\to\infty}\frac{1}{t}\frac{$ 

The second secon

and the Allenda

Marie Marie

The wife with the same and

Secretary by

والمراثي وتيما والمهاي

中華 等海縣

 $\mathcal{L}_{\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}}^{\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}} \circ ^{\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}} \circ ^{\frac{1}{2}\frac{1}{2}} \circ ^{\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}}$ 

L MONDET

Andomalique

Communications de

CASSISSES. the part of the state of the state of

4.0

18 m

### Les succès du modèle transalpin

QUI, EN FRANCE, connaît le « triangle de la chaise » ? Il s'agit, en Italie, d'un ensemble composé de trois communes de la province du Frioul qui, à lui seul, produit plus de 35 millions de chaises par an grâce au travail de 20 000 personnes. Là, une nébuleuse de PME, le plus souvent familiales, produisent 50 % des chaises estampillées « made in Italia » sur lesquelles s'assoient les habitants de

l'Union européenne épris d'un design de qualité. Les trois communes font partie de la centaine de districts industriels italiens considérés comme des modèles de vitalité économique. Nombre de décideurs économiques et politiques français dé-couvrent peu à peu ces entités, dans l'idée de s'en inspirer; même si le modèle n'est pas forcément transposable en l'état dans l'Hexagone.

Ces ensembles sont implantés majoritairement dans le nord-est et le centre de la péninsule, où il existe une « osmose totale entre communautés locales et entreprises ». Ils n'obéissent pas à des « règles préétablies ou à des mécanismes hiérarchiques », selon les termes de l'expert italien Giacomo Becattini. Le taux de chômage dans les districts oscille entre 4,5 et 8 %, contre 12,4 % pour la moyenne nationale italienne en 1997. Il arrive que ce taux tombe à zéro, au point que certains districts font appel à de la main-d'œuvre étrangère.

Véritable « épine dorsale de l'économie du pays », comme elles ont pu être qualifiées, ces « communautés d'intérêt et de personnes » nées il y a un demi-siècle, concentrées sur un même métier, reposent sur des traditions fortes, modelées autant par la géographie que par l'histoire. A l'heure où les grandes entreprises transalpines réduisent leurs effectifs, les districts, qui se veulent à la fois flexibles, réactifs et novateurs, concentrent plus de 800 000 emplois.

Entre Modène et Reggio Emilia, le district de Sassualo, étendu sur six communes, produit et fait le commerce des carrelages en céramique qui ont fait la fortune du lieu depuis l'Antiquité. Très créatif et compétitif, il domine aujourd'hui le marché mondial. En Toscane, la région de Prato, spécialisée dans l'activité textile lainière, couvre le cycle complet de la production grâce à l'activité d'un millier d'impennatori, ces hommes qui organisent le travail d'amont en aval. A Carrare, les architectes du monde entier viennent choisir des marbres débités en minces plaques. Il existe aussi des districts très performants de haute technologie, tel celui de Mirandola spécialisé dans le biomédical. D'autres le sont dans la robotique automobile, au point de faire de l'Italie le leader mondial de la spécialité. « On a offaire à des cultures manufacturières localisées, où le sentiment d'appartenance est fort. La coopération et le sens de l'intérêt collectif l'emportent sur les tensions liées à la concurrence», résume la consultante internationale Florence Vidal, spécialiste des districts

J. M.



exceptionnelle de 1.500 F\* sur ses croisières 7 jours/7 îles.

Alors n'hésitez plus, embarquez pour une croisière inoubliable à bord d'un palace flettant et, chaque jour découvrez un nouveau paradis. B jours/7 nuits, vols+croisière. Forfait Paris/Paris à partir de 9.240 F/personne (remise comprise) sur les départs des 2, 9, 16 janvier.

Pendant les vacances de Noël croisière gratuite pour les enfants.\*\* (Hors frais aériens)

> Demandez vite notre catalogue dans votre agence de voyages.



Le meilleur de la croisière

# L'histoire sans fin du vrai « Fugitif »

A première photo date de 1949. C'est un cliché sans prétention, l'image en noir et blanc d'un bonheur américain. Les époux Sheppard sont accroupis auprès de leur petit garçon. Tous trois prennent la pose en souriant. La maman est ravissante, dans sa robe à carreaux. Le papa, vêtu d'une che-mise blanche à col ouvert, paraît solide, sûr de lui. Le fiston, torse nu, a une frimousse de garnement. A l'arrière-plan, apparaissent de belles maisons en bois, des Jardins verdoyants, une voiture noire. La famille du docteur Sam Sheppard a tout pour être heureuse ; elle incarne l'Amérique florissante des années d'après-

La seconde photo, d'un tout autre genre, date de la fin 1954. Elle est également en noir et blanc, les couleurs sans pitié du fait divers. Sur ce vieux cliché de presse, le même docteur Sheppard, vêtu cette fois d'un costume sombre, est encadré par deux policiers de Cleveland (Ohio). Il vient d'être condamné à la réclusion perpétuelle pour le meurtre de sa femme Marilyn, enceinte de quatre mois. Le corps ensanglanté de la victime a été retrouvé dans la chambre du couple, le 4 juillet précédent. Le docteur jure de son innocence, mais la justice a tran-

ché. On le conduit en prison. Ce drame familial aurait pu en rester là, se résumer à ces deux photos d'une vie qui bascule. Les Américains l'auraient ensuite oublié, comme d'autres crimes hors d'age.Mais l'« affaire Sheppard » énigme sans fin, a suivi son cours. Elle a fasciné les médias, passionné le public, inspiré les scéna-ristes. Dans les années 60, la télévision en a tiré une série, Le Fugitif. Le monde entier a alors découvert le maiheureux docteur - rebaptisé Richard Kimble - en lutte contre l'injustice. En 1993, Harrison Ford a hul-même tenu ce rôle dans une superproduction hollywoodienne. Plus récemment, la chaîne CBS a consacré un énième film à l'affaire. My Father's Shadow («L'Ombre de mon père »), diffusé le 17 novembre, retrace la vie du fils Sheppard, le bambin souriant du premier cli-

TONNANT personnage que ce Sam Reese Shep-pard, aujourd'hui agé de cinquante et un ans. il porte le prénom de son père, décédé en 1970. Il en a la carrure, le regard, l'obstination aussi. C'est à Oakland, cité portuaire des environs de San Francisco (Californie), que Le Monde a pu le rencontrer. Assistant dans un cabinet dentaire, il vit en célibataire dans un studio étriqué du centre-ville; une pièce unique, sans cuisine ni sanitaires. Bouddhiste pratiquant, musicien à ses heures, il lit Baudelaire et milite contre la peine de mort. Faute de voiture, il se contente d'un vélo tout-terrain. Ni la série ni le film de 1993 ne lui ont rapporté le moindre dollar. Pas plus qu'à son père d'ailleurs, puisque les scénaristes ont toulours mé s'être inspirés du destin de celui qu'il appelle toujours « papa ».

En 1954, la nuit du crime, le fils Sheppard dormait dans sa chambre d'enfant. En 1998, il mène une crolsade judiciaire, et son histoire, cruellement réelle, est indissociable de celles portées à l'écran. Chez lui, à Oakland, journaux d'époque et articles plus récents s'entassent dans des cartons, comme pour rappeler oue des générations de journalistes, de détectives, d'anciens policiers, d'experts en tous genres et d'auteurs à succès ont essayé de résoudre cette énigme. La question initiale, elle, n'a jamais varié : qui a tué la femme du docteur ? La réponse oblige d'abord à un retour

A l'époque, les Sheppard font figure de modèles à Bay Village, faubourg résidentiel de Cleveland. Sam, le père, est un notable en vue, issu d'une famille de médecins. Comme ses deux frères, il exerce au sein de l'hôpital voisin,

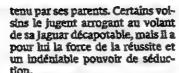


Dans la série « Le Fugitif » et le film du même nom, le docteur Kimble était accusé - à tort - du meurtre de sa femme.

Cette histoire à succès s'est en partie inspirée d'un fait divers réel : l'assassinat de l'épouse d'un médecin de Cleveland, en 1954. L'affaire relancée, mercredi 2 décembre, par un jugement de la Cour suprême de l'Ohio, a toujours passionné les Américains, bien que le « vrai » fugitif, décédé en 1970, n'ait jamais fui la justice. Aux Etats-Unis, « Le Monde » a rencontré son fils, âgé de sept ans en 1954. Au terme d'une fascinante contre- enquête, il affirme avoir percé le mystère de ce meurtre

Dans les cent vingt épisodes de la série « Le Fugitif »,
David Janssen (ci-dessus)
joue le rôle du docteur
Richard Kimble, injustement
accusé d'avoir tué sa femme. Les fans de cette série-culte tiennent une convention, chaque année, aux États-Unis.

En 1993, Harrison Ford (ci-contre) est devenu à son tour Richard Kimble, lancé à la poursuite d'un mystérieux manchot. Ce film à succès s'est en partie inspiré du destin du docteur Sam Sheppard, accusé du meurtre de sa femme, à Cleveland,



Sa femme, Marilyn, rencontrée au collège, passe pour une maitresse de maison avenante. Tous deux ont de nombreux amis, dont le maire et son épouse, qu'ils recoivent souvent dans leur demeure du bord du lac. La bâtisse, de style colonial hollandais, offre un accès direct à la plage. Les Sheppard pratiquent le ski nautique, la natation ; ils sont de toutes les kermesses, de toutes les heur parfait», résume leur fils, alors agé de sept ans.

Le 4 juillet au matin, jour de la fête nationale, la police est appelée d'urgence chez les Sheppard Dans une pièce du premier étage, le corps de la jeune femme git en travers du lit, à moitié dénudé. Les médecins notent trente-cinq traces de coups portés à l'aide d'un objet contondant. Son visage est défiguré, son nez brisé, elle a deux dents cassées. Dans la pièce en désordre, tout indique que la victime s'est défendue. Les draps sont couverts de sang, de même que les murs. Il y a également une cinquantaine de taches sur les marches de l'escalier et ailleurs dans la maison. Dans la chambre voisine, le petit garçon n'a rien entendu. Il dort d'un sommell d'enfant. «Le matin, se souvient-il, l'un de mes oncles est venu me réveiller et m'a conduit jusqu'à sa voiture. Il y avait des policiers, des voisins, des journalistes, je ne comprenais pas ce qui se passait. Nous sommes partis. On m'a juste dit : "Maman est au paradis." Je n'ai jamais remis les pieds à la

Son père, lui, reste à l'intérieur. La tête entre les mains, le regard perdu, il se plaint de vives douleurs à la nuque. Il souffre aussi d'un œil et d'une lèvre. Recouvrant peu à peu ses esprits, il finit

cit constituera à la fois la clé de l'enquête judiciaire et le nœud de l'intrigue cinématographique.

Pour le demi-siècle à venir, ce ré-

La veille au soir, des amis sont venus diner. Ils sont partis vers minuit, après avoir regardé un film à la télévision et écouté les résultats du base-ball à la radio. Entre-temps, le docteur s'était assoupi sur un lit d'appoint, installe dans la salon, en contrebas de l'escalier. Il lui arrive souvent de s'endormir ainsi, après une journée éprouvante. Sans l'attendre, son épouse est montée se coucher. « Dans la nuit, raconte-t-il en substance, j'al été réveillé par des cris. Marilyn m'appelait: "Sam I Sam!" Je suis monté en courant, pensant qu'elle avait des contractions. J'ai aperçu quelqu'un dans l'obscurité. Cette personne m'a frappé et je me suis évanoui. Quelques instants plus tard, f'al repris connaissance. Il y avait du sang partout, j'al vu le corps de ma femme. J'ai ensuite entendu du bruit en bas. L'agresseur était en train de fuir vers la plage. J'ai réussi à le rattraper. Nous nous sommes battus. C'était un homme de race blanche, plus grand que mol, avec des cheveux hirsutes, mais je n'al pu l'identifier. Il m'a de nouveau assommé avant de disparaître. Finalement, lorsque je suis remonté, Marilyn était morte. J'al appelé des amis, le maire et sa femme, qui sont venus et se sont chargés d'alerter la

Les enquêteurs ne croient guère à cette version des faits. Dans la pagaille des premières heures, ils négligent certains éléments. fichent d'emblée leurs certitudes : frisé ». L'autre point est plus imle « docteur Sam », comme on le surnomme à Bay Village, a assas-

injustice, marque la fin du cian Sheppard, Queiques semaines plus tard, sa mère se suicide, son père meurt d'un cancer, Quant au petit garçon, il est comfié à l'un de ses oncles, mais ne peut échapper aux retombées du verdict. A l'école, à l'église, les gamins se moquent de lui. Il est le fils unique d'un « killer ».

Le condamné ne renonce pas pour antant à prouver son innocence. Ses avocats voudraient démontrer qu'une troisième per-sonne - le « grand frisé » - était bien présente, cette muit-là; dans la maison de Bay Village. Un laveur de carreaux, autété en possession d'une bague ayant appar-tenn à Marifyn Sheppard, est mis hors de cause en 1959. Le maire, Spencer Houk, est également soupçonné, mais cette piste n'aboutit pas davantage. Dans l'esprit du public, rien ne sert de chercher plus loin : le « docteur Sam » est coupable.

Le 17 septembre 1963, alors que la bataille judiciaire suit son cours en vue d'une éventuelle révision du procès, l'affaire prend cependant une nouvelle dimension. La série Le Fugitif est diffusée pour la première fois sur ABC. Bien que le réalisateur s'en défende, la source d'inspiration paraît évidente. N'est-ce pas l'histoire d'un médedo accusé d'avoir qué sa fémme? Sa vie d'Américain moyen n'a-telle pas basculé de manière irréversible? Comme Sheppard, le Pugitif », alias Richard Kimble, affirme avoir vu l'assassin, mais personne ne veut le croire. Ses mésaventures diffèrent cependant sur denz points. L'un relève du détail : Kimbie dénonce un portant: Kimble est en fuite; Sheppard ne l'a jamais été.

Dans sa cellule, le « docteur Sam » sait que son destin, même remodelé, a été porté à l'écran. Chaque mardi, quand vient le moment de la diffusion sur ABC, les autres détenus hurlent : « Toubib, c'est l'heure de ton show! »

siné sa femme; le reste n'est qu'invention. Des rumeurs sulfureuses circulent bientôt sur le couple. Des histoires de sexe, d'aventures extraconjugales, une prétendue liaison entre la victime et le maire. Il faut dire que ce drame dans la bonne société est une aubaine pour les médias. Le Cleveland Press lui consacrera 399 articles en six mois. La télévision traite l'affaire an jour le jour, à la manière d'un feuilleton. La frénésie est telle que la famille empêche le petit garçon d'assister aux obsèques de sa mère.

De son côté, le « docteur Sam » se défend maladroitement, en niant par exemple avoir eu une maîtresse. Ce mensonge se retournera contre ini. « J'ai appris, depuis, que mes parents avaient conclu une sorte d'accord sur ce point, précise son fils. En raison de sa grossesse, maman traversait une période délicate sur le plan sexuel, et elle tolérait les infidélités de papa. Dans l'Amérique puritaine de l'époque, ce genre de choses étaient mal vues, et papa n'a pas voulu dire la vérité, du moins dans un premier temps. Il ne voulait pas non plus que cela attire des ennuis à l'amie en question. En fait, ce mensonge lui a porté tort. Les gens se sont dit qu'ils ne pouvaient croire un hamme capable de men-tir de la sorte. Quand papa a fini par l'admettre, il était trop tard.»

Le 21 décembre 1954, le « docteur Sum = est condamné à la prison à vie. Les jurés n'ont pas cru la thèse de l'agression. Le procès a duré deux mois. Des dizaines de journalistes l'out suivi dans une salle exigue. Certains observateurs ont constaté une ambiance « malsaine », confinant parfois à l'hystérie ». Questionné sans relâche, l'accusé a répété: «Je ne me souviens plus, je ne me souviens plus », sans jamais convaincre. Sa

condamnation, vêcue comme un

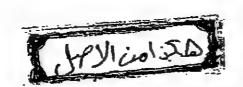
L'Amérique se prend aussitôt d'affection pour Richard Kimble, interprété par David Janssen. Le combat de cet homme au regard triste paraît pourtant sans issue. En fuite à travers les Etats-Unis, il se conduit de manière exemplaire, modèle de courage et de générosité, mais sa traque du manchot demeure désespérement vaine. Quoi qu'il fasse, le policier chargé de l'enquête, le lleutenant Philip Gerard, reste persuadé de sa culpabilité. Chaque épisode s'ouvre sur cette phrase, prononcée d'une voix grave par un narrateur indigné: « Partout, ce n'est que ténèbres, mais, dans l'ombre, le bras du destin s'apprête à agir. » Au moment du générique final, apparaît un message bien connu: « Toute ressemblance avec des personnes mortes ou vivantes serait

ANS sa cellule de Colozabus, le « docteur Sam » sait que son destin, même remodelé, a été porté à l'écran. Chaque mardi, quand vient le moment de la diffusion sur ABC, les autres détenus hurient : « Toubib, c'est l'heure de ton show ! » Dehors, à l'air libre, son fils refuse d'allumer la télévision : le drame l'a traumatisé. Cette série constitue pourtant une alliée de poids. Après tout, si les médias continuent de prêter attention à ce vieux dossier, c'est aussi grâce à Kimble. Cet homme traqué, dont l'imnocence ne fait aucun doute, devient un héros populaire. Sheppard ne peut rêver meilleur avo-

pure coincidence. »

A compter de 1964, la justice entame enfin la marche arrière espérée par la défense. Le 16 juillet, un juge fédéral libère Sam Shep-pard au motif qu'il n'a pas bénéfi-cié d'un procès équitable. Le magistrat évoque même une







医神经病 於 and in STATE TOTAL

4 74 47.78 Pagg, # 16 16 m Carry Name of والمناهر والتناوة the states of --Property of the second the property of the

helfforthe . . . . .

a shopping to the

3 5 5 5 5 F

1100

Hope to

 $T \to 0$ 

1 300

 $_{j\in N(y^{m_{j-1}}-1)}$ 

En State

AN BA CONTRACTOR

Attended to the second

a magazine da da da da da ga



plus tard, le 6 juin 1966, la Cour suprême des Etats-Unis confirme ce lugement. A en croire la plus haute juridiction du pays, le procès de 1954 a eu lieu dans des conditions dignes d'un « carnaval »: les magistrats n'ont pas maîtrisé les débats; les jurés ontété sous l'influence constante de la presse ; un juge et le procureur nourrissaient des ambitions électorales... Grâce à cette décision médite de la Cour suprême, Sam Sheppard obtient done un second procès, équitable celui-là, à l'automne 1966. Le 16 novembre, le jury le déclare « non coupable ». Il est libre, défitivement libre.

Une nouvelle vie s'offre désormais à lui. Remarié à une jeune Allemande qui lui écrivait en prison, il reprend ses activités de médecin, mais sa notoriété est un poids. Il ne peut sortir de chez lui sans être reconnu. Ses rares patients le surnomment le « tueur de femmes ». « A cause du Pogitif, raconte son fils, les gens pensalent aussi que papa avait beaucoup d'argent. C'était faux, bien sûr. Je crois qu'il almoit assez la série, même si elle ne iui avait rien rapporté, mais il était en quelque sorte prisonnier de son personnage. Sa vie était détruite, il était devenu la caricature de lui-même, il buvait de plus en plus, comme pour s'autodétruire. » Les relations père-fils en pătissent. Le jeune homme, soucieux d'échapper aux médias, se consacre à ses études, puis aux voyages en Orient.

Dans une dérive pathétique, son père renonce à la médecine et débute une carrière de catcheur professionnel. Las, l'expérience tourne court. L'alcoolisme rôde, l'homme est en bout de course, condamné à la suspicion perpétuelle. Son troisième mariage, avec la fille de son manager, vire à l'échec et il meurt d'une maladie du foie, le 6 avril 1970, à l'âge de quarante-six ans. Il sera enterré à quelques kilomètres du pénitencier de Colombus. Est-ce la fin de l'affaire? Après tout, le véritable coupable n'a pas été identifié. Sheppard est mort persuadé qu'il s'agissait du maire, Spencer Houk, mais les preuves manquent. En fait, l'énigme paraît insoluble. Le dossier est voué à l'oubli, dans les archives judiciaires de l'Ohio.

Reste la télévision. Elle a créé le « Fugitif » ; elle va en faire un héros planétaire. Le 120° et dernier épisode, diffusé le 27 août 1967 devant un public record (72 % de taux d'audience), a permis à Richard Kimble d'être mis hors de cause: La série va bientôt entamer une seconde carrière en Europe, dans les années 70. Avec le temps, elle va même accéder au rang de série « culte », à l'image du Prisonnier ou des Envahisseurs. L'écrivain Stephen King hii-même

But give the state of the second section of the second 

La famille Sheppard, quelques années avant le meurtre. Le 4 juillet 1954, le corps ensanglanté de la jeune femme, enceinte de quatre mois, sera retrouvé dans la chambre du couple. Le petit Sam, que l'on voit icl entre ses parents, mène aujourd'hui une croisade judiclaire pour établir l'innocence de son père.

n'estime-t-il pas qu'il s'agit de la « meilleure série » jamais réalisée par la télévision américaine? Des fans-clubs, des associations, des sites Internet existent aujourd'hul en l'honneur de Rimble. « Pour nous, c'est le mythe du héros solitaire dans l'Amérique profonde des années 60 », estime Catherine Robert, responsable du fan-club trancais.

Et voilà qu'en 1993, trente ans cause. Ils découvrent que cet après la diffusion du premier épi-

nibles. Ils décortiquent les dépositions, les procès-verbaux, les rap-ports d'experts, les comptes-rendus de políciers, les

rapporté. Mais il était en quelque sorte

prisonnier de son personnage »

centaines d'articles de presse, à l'affût d'éventuelles failles. Il y en a beaucoup. Suffisamment, en tout cas, pour relancer l'intérêt des médias et attiser les remords de la justice. Les recherches débouchent ainsi sur une piste négligée en son temps par la police de Cleveland: celle du laveur de carreaux inter-

homme, un dénommé Richard sode, Hollywood décide de réacti- Eberling, est encore en vie. Il « A cause du "Fugitif", les gens pensaient aussi que papa avait beaucoup d'argent. C'était faux, bien sûr. Je crois qu'il aimait assez la série, même si elle ne lui avait rien

pellé en 1959 et mis rapidement

trop rapidement? - hors de

manière d'en finir était de trouver

l'assassin. Depuis 1989, j'avais dé-

cidé de m'exprimer enfin. Pour moi,

c'était une sorte de théraple. A ce

stade, il faut bien reconnaître que

la référence au Fugitif, la série ou

Sam Reese Sheppard et ses aco-

lytes commencent par réunir

toutes les pièces encore dispo-

le film, nous a aldés. »

ver ce mythe sous forme de longmétrage. Harrison Ford devient à son tour Richard Rimble, un médecin innocent, forcement innocent. Le policier lancé à sa poursuite est interprété par Tommy Lee Jones. Là encore, il est question d'un assassin manchot, que le malheureux mari tente vainement de maîtriser. Ce film de qualité, riche en effets spéciaux. récolte 373 millions de dollars de recettes dans le monde entier. Mais qui se souvient alors - en Europe tout au moins - du vrai « Fugitif », ce « docteur Sam » qui n'a jamais fui la justice de son pays? Voilà bien longtemps que la fiction a pris le pas sur la réali-té, que Kimble a supplanté Sheppard dans la mémoire collective.

UX Etats-Unis, un homme A cherche pourtant à relan-cer l'enquête en cette ancherche pourtant à relannée 1993 : Sam Reese Sheppard, le fils du médecin de Bay Village. Il s'est associé à des détectives privés, une journaliste new-yorkaise et un avocat de renom. L'équipe ainsi constituée s'est mis en tête d'identifier le coupable. « Papa avait été innocenté en 1966, rappelle le fils, mais le doute persistait dans l'esprit du public. La seule purge une peine de prison à perpétuité pour le meurtre d'une vieille dame. Serait-il l'intruS si souvent décrit par le « docteur Samiw? Ce a grand frise a, sans doute coiffé d'une perruque, que trois témoins affirmaient avoir aperçu sur la route du lac dans la buit du 3 au 4 juillet 1954? A l'époque, Eberling venait

souvent chez les Sheppard. Il

connaissait bien les lieux ; la cave, les chambres, la sortie vers la plage. Sa réputation de chapardeur ne lui avait pas encore fermé toutes les portes de Bay Village. Pourquoi la police ne s'était-elle pas davantage intéressée à lui, en 1959, alors qu'il était en possession d'une bague ayant appartenu à la victime? « Parce que les policiers étalent obnubilés par papa », tranche Sam Reese Sheppard. Interrogé sur son dernier passage chez le couple, Eberling avait tenu à préciser qu'il s'était coupé en lavant une fenêtre de la cuisine, fin juin ou début juillet 1954. Ce détail n'avait pas retenu outre mesure l'attention des enquêteurs. Pas plus que les propos contradictoires du suspect.

Au fil de ses recherches, le fils Sheppard relève d'autres points

négligés par la police. Un ancien collègue d'Eberling assure par exemple que ce dernier n'a pas travaillé chez les Sheppard dans les jours précédents le meurtre : contrairement à ce qu'il prétend, il ne s'est donc pas coupé. Un autre laveur de carreaux, retrouvé en Floride, fait état des virs reproches adressés par Marilyn Sheppard à ce même Eberling, qu'elle soupçonnaît de vol. « Elle ne l'almait pas », poursuit ce témoin. Un troisième témoignage renforce ces soupcons: une ancienne infirmière, employée chez la viellle dame assassinée par Eberling, affirme que ce demier se serait vanté, en sa présence, d'avoir tué Mª Sheppard. Enfin, tout indique que le détenu porte un intérêt quasi obsessionnel aux événements du 4 juillet 1954 et qu'il en a suivi les moindres déve-

loppements dans la presse.

Richard Eberling est déroutant On le dit violent, imprévisible, en prole à des troubles de la personnalité. Sam Reese Sheppard décide néanmoins d'entrer en relation avec lui. Les deux hommes échangent près de deux cents lettres, jusqu'au jour où le détenu accepte de le recevoir dans sa prison de l'Obio. « Je l'avais mis en confiance en lui écrivant, raconte Sam Reese Sheppard, mais c'était tout de même horrible pour moi, j'avais le sentiment d'être devant l'assassin de maman. Il prétendait avoir des informations explosives et dénonçait la femme du maire. En fait. il était surtout avide de notoriété. Pour moi, l'essentiel était de relever ses contradictions, de connaître ses réponses à certaines questions. » Et les « questions » ne manquent pas dans ce dossier...

En 1954, l'un des points faibles de l'accusation concernait les nombreuses taches de sang relevées en différents endroits de la maison, en particulier dans les escaliers. A l'époque, les enquêteurs avaient admis qu'il ne pouvait s'agir du sang du docteur, puisque ce dernier, examiné à plusieurs reprises, ne souffrait d'aucune

plaie. Les policiers en avaient aussitôt conclu qu'il s'agissait du sang de son épouse. En quittant la chambre pour descendre vers le salon, le mari meurtrier aurait emporté l'arme du crime encore dégoulinante. D'où les taches constatées à l'intétieur, mais aussi à l'extérieur de la maison. Ses avocats s'étaient vainement opposés à cette thèse en arguant du fait qu'un objet, même imprégné de sang au départ de la chambre. ne pouvait suinter de la sorte sur une distance aussi importante.

En consultant le dossier, le fils Sheppard constate en fait que les analyses sanguines n'ont pas été menées avec le sérieux voulu. troublants, déniche des témoins Rien ne prouve scientifiquement

que le sang sur les marches était celui de la victime. Cet aspect est pourtant crucial. Si Sam Reese Sheppard parvient à démontrer que le sang en question n'était pas celui de sa mère, il prouvera automatiquement qu'une troisième personne se trouvait dans la maison. Cette tierce personne, le vrai meurtrier, se serait enfuie après avoir été biessée. Or la science actuelle autorise des expertises dont les médeclns

légistes des années 50 n'osaient réver : les empreintes génétiques. Volla donc comment, avec l'aval des autorités judiciaires, Sam Reese Sheppard et son équipe vont confronter des pièces, certes anciennes, mais a priori exploitables: un prélèvement vaginal effectué à l'époque sur la jeune femme, une tache de sang relevée sur le pantaion de son mari et un fragment de bois, également taché, provenant de l'escalier de la cave. Il restera ensuite à comparer le tout avec l'ADN d'Eberling. Cette expertise complexe est

« Papa avait été innocenté en 1966, mais le doute persistait dans l'esprit du public. La seule manière d'en finir était de trouver l'assassin »

Tahir, un spécialiste réputé, sollicité à titre privé. Sa réponse tombe le 4 février 1997 : le sang de l'escalier n'est pas celui de Marilyn Sheppard. Comme il ne peut pas non plus s'agir de celui de son mari, qui ne saignait pas, il y avait bien quelqu'un d'autre sur les lieux du meurtre, M. Tahir apporte une précision supplémentaire : il a décelé du sperme dans le prélèvement vaginal. Or l'ADN de ce sperme est le même que celui du sang de l'escalier. En d'autres termes, le coupable aurait violé Marilyn Sheppard avant de s'enfuir. Concernant Richard Eberling, le docteur Tabit se montre plus prudent. « Compte tenu de l'état des échantillons examines, a-t-il indiqué au Monde, je n'ai pu faire certains tests. )'affirme simplement que tous les résultats obtenus sur l'ADN convergent en direction d'Eberling, sans qu'il soit pour autant possible de désigner ce dernier avec une absolue certi-

confiée au docteur Mohammad

Conforté dans ses convictions, le fils du « docteur Sam » ne veut pas en rester là. A l'entendre, l'Etat de l'Ohio doit admettre ses erreurs et lui verser des indemnités en réparation du préjudice subi par son père. Il exige aussi un nouveau procès. Comme il l'a écrit dès 1993 dans la première édition de son livre Mockery of Justice (Parodie de justice), le nom du coupable ne fait aucun doute à ses yeux: c'est bien Eberling. L'arme du crime? Probablement une torche électrique, utilisée comme matraque,

'ANCIEN laveur de carreaux, gravement malade, 🚅 continue pourtant de clamer son innocence devant les journalistes venus l'interroger en prison. Mais à sa mort, en juillet 1998, l'un de ses compagnons de cellule apporte un témoignage déterminant. Peu avant de mourir, Richard Eberling jul aurait confié avoir tué Marllyn Sheppard. Coiffé d'une perrugue, il l'aurait violée avant de se battre avec le mari et de prendre la fuite. La justice elle-même paraît ébranlée par tous ces rebondissements. Sollicité par Le Monde, le procureur adjoint chargé du dossier. Carmen Marino, admet qu'Eberling, ce « personnage bizarre », faisait un « bon suspect ». Quant à la démonstration par le sang, elle lui semble « convaincante ». Le magistrat s'interroge néanmoins sur la flabilité d'analyses portant sur des échantillons vieux d'une quarantaine d'années. Il estime surtout que l'Etat n'a pas à verser d'indenmités au fils d'un homme, füt-ii innocent, décédé en 1970.

C'est finalement la Cour suprême de l'Ohio, la plus haute juridiction locale, qui s'est chargée de trancher entre les arguments du plaignant et ceux du procureur. Le mercredi 2 décembre, dans un lugement qui fera date. elle a donné raison à Sam Reese Sheppard et ouvert ainsi la voie d'un troisième procès. Cette nouvelle échéance judiclaire devrait permettre au fils du « docteur Sam » de présenter les éléments de sa contre-enquête et d'exiger des indemnités. En attendant, il estime avoir remporté une « première victoire » et cite volontiers son poème préféré. Une martyre, extrait des Fleurs du mal de Charles Baudelaire. Dans cette œuvre, le poète décrit une femme nue, assassinée dans sa chambre. S'adressant à la victime, Baudelaire écrit :

« Loin du monde railleur, loin de la foule impure, Loin des magistrats curieux, Dors en paix, dors en paix, ' étrange créature, Dans ton tombeau mysterieux. »

Philippe Broussard

### Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - TSTAZ PARIS CEDEX 05 : 01-42-17-20-00, Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90 internet : http://www.lemonde.fr

### La mémoire aux enchères

L y aurait donc une solution simple au problème des œuvres d'art spoliées par les nazis et jamais réclamées par leurs propriétaires ou ayants droit. A Washington cette semaine, le Congrès juif mondial (C)M) a demandé, une pouvelle fois, la mise en vente des œuvres d'art non réclamées - notamment celles des Musées nationaux récupération (MNR) français - et la répartition des produits de cette vente aux enchères entre des organismes qu'il désigne-

Cette proposition a connu un début d'application en octobre 1996 quand 8 000 pièces stockées dans le couvent de Mauerbach, en Autriche, ont été dispersées par Christie's sous le contrôle du CJM. Les 14,5 millions de dollars obtenus ont été répartis entre pinsieurs associations luives et non Juives. Cette vente fut pourtant équivoque : Hector Feliciano, l'auteur du Musée disparu, indiquait, dans nos co-ionnes, que les objets dispersés étalent loin d'appartenir tous à des propriétaires juifs et qu'aucune étude sérieuse n'avait été menée pour établir leurs origines, il en va de même des MNR français qui penvent être de plusieurs sources. Certains proviennent de biens juifs spoliés et ont servi à enrichir les collections du Reich. D'autres ont été vendus de leur plein gré par des marchands ou des collectionneurs qui profitèrent d'un marché florissant sous l'Occupation. Bien des œuvres tion: leurs précédents proprié- rielles.

taires ne souhaitaient guère reconnaître qu'ils avaient commercé avec l'ennemi.

La stricte approche financière privilégiée outre-Atlantique n'est donc pas satisfaisante. « Ce qui ne peut revenir aux victimes à titre de réparations matérielles doit leur revenir à titre de réparation morale », souligne avec justesse Henri Hajdenberg, pré-sident du Conseil des institutions juives de France (CRIF), en préconisant « un effort national de pédagogie concernant le nazisme et la Shoah ». U suggère la création d'une fondation qui gérerait - sans les vendre - les œuvres non réclamées, tout en s'efforçant de rappeler quels crimes out marqué leur histoire. De plus, la solution indifférenciée et froidement comptable du CJM a visiblement l'aval du gouvernement américain. Il serait plus utile que Washington entreprenne, enfin, l'inventaire des œuvres volées qui figurent encore en grand nombre dans les musées et coilections des Etats-Unis.

Certes, ces propositions sans nuance du CJM n'auraient pu être formulées si la direction des Musées de France n'avait pas pratiqué, constamment et jusqu'à il y a peu de temps, la loi du silence et si, confrontée à la révélation des MNR, elle ne s'était iongtemps obstinée dans des dénégations. Mais l'activisme fébrile, voire mercantile, de Washington n'est pas sans danger. Il contribue à diluer l'épouvantable spécificité de la Shoah dans l'obsession obtuse tion d'un doi ramené pas été réclamées à la Libéra- ses seules dimensions maté-

> Cc. Mande est édicé par le SA LE MONDE Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani Directoire : Jean-Marie Colombani ; Duminique Alday, directeur général ; Noci-lean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Pienel teurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferencel, Piene Georges, Jean-Yess Lho Directeur artistique : Dottomique Roynette

Secretare general de la restacion : Atam Founteix,
Rédacteurs en tref:
Alain Frachon, Enit leracienica (Editorista et artajete);
Laurent Greisamer (Supplement et cubien spéciant); Michel Rajman (Débais);
oucher (International); Patrick Jarreau (France); Franch Nouchi (Societa); Claire Blandin (Entrepri ues Boob (Aujourd'hul); Joseane Serigneau (Chimre); Christian Massol (Secretariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azañ

Médiateur : Robert Solé Directeur exécutif : Rric Pialhout : directeur délégué : Aone Chains er de la direction : Alain Rolla: ; directeur des relations kommationale partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Consell de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président Anciens directeurs: Hubert Betwe-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1962), André Laurens (1982-1985), André Fouzaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994

Le Monde est édité par la SA Le Mande
Dunée de la societé : cent ans à couprier du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 P. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,
Fonds commun de placement des personnels du Monde,
Association Hubert-Benve-Nétry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde luvestisseurs,
le Monde Presse, lena Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

### IL Y A 50 ANS, DANS Ce Monde

### La pinacothèque de Munich à Paris

TRISTESSE et gloire de l'errance des grands musées européens! Chassés de leurs palais par la guerre, ils vont de capitale en capitale comme pour montrer ce que sont les fruits de cette civilisation occidentale encore menacée qu'il s'agit de défendre et de perpétuer. Paris qui, hier, exposait les trésors de Vienne accueille aujourd'hui les œuvres d'art ancien de la pinacothèque de Munich. Des primitifs allemands aux peintures des écoles européennes à la fin du dix-huitième siècle, c'est un résumé incomparable de la production artistique offert aux visiteurs dans un ordre parfait et présenté avec un goût qui fait honneur à M. André Chamson, conservateur du Petit Palais, où ces trésors sont réunis pour quelques

De la rotonde centrale où la Vierge de Bourdelle tient l'Enfant divin, prenant à droite en direction de la Seine, on trouve d'abord les chefs-d'œuvre des écoles allemandes : ingénuité mystique et candeur réaliste qui viennent aboutir à Dürer. Viennent ensuite les Flandres, puis l'art italien, qui occupe l'aile orientale, et l'école espagnole, installée dans la galerie Tuck, puis un ensemble prestigieux de Rubens, avant la grandiose et dramatique Passion du Christ de Rembrandt, en six tableaux. Les dernières salles apportent des ta-bleaux du dix-huitième siècle : Tiepolo, Guardi, notre Chardin, Boucher et le grand Goya. Ce qui est remarquable dans cette collection, c'est l'exceptionnelle qualité de la plupart des œuvres qui la composent. Si tout n'est pas égal, tout est de premier ordre.

René-Jean

(5-6 décembre 1948.)

Ce Monde SUR TOUS LES SUPPORTS Télématique : 3615 code LEMONDE umentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 00-35-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30 index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

### SOS, presse d'opinion

LE SCÉNARIO semblaît écrit à l'avance. L'incertitude demeurait sur la durée de l'histoire. Elle a été plus courte que prévu. Le Quotidien de la République s'est arrêté au bout de onze numéros. La tentative d'Henri Emmanuelli rejoint le cimetière des journaux lancés depuis la guerre. La liste serait longue. Retenons simplement, dans des gennes différents: l'informe, de Joseph Fontanet, Le Quatidien de Paris, de Philippe Tes-son, Le Matin de Paris, de Claude Perdriel, et, plus récemment, Le Sport, Le Jour, La Truffe, Info-Matin. Les projets avortés avant parution sont également nombreux. Les quotidiens populaires prévus par Hachette ou le groupe Hersant à la fin des années 80 out été abandonnés, de même que celui imaginé par plusieurs journaux européens, dont Le Mande. Libération est le seni quotidien d'après-guerre à avoir survécu et à avoir trouvé sa place sur le marché de la presse quoti-

Y a-t-il une malédiction française? Créée dans les années 70, La Repubblica s'est imposée comme le deuxième quotidien italien. La mort

Court-circuit par Guy Billout

de journaux en Espagne. Leur succès n'a pas empêché la naissance plus récente d'El Mundo et l'apparition d'un tout nouveau titre cette année, La Razon. En Grande-Bretagne, The Independent a communingrand succès, même s'il est en proie à de graves difficultés aujourd'hui. Aux États-Unis, USA Today a atteint rapidement la barre du million d'exemplaires. Et, récemment au Canada, Conrad Black vient de lancer un nouveau

Ces journaire ont le plus souvent coûté cher et ont mis du temps à trouver un équilibre financier. USA Todoy a mis dix ans avant de réaliser des bénéfices. InfoMatin a perdu 150 millions de francs en deux ans d'existence. Mais le quotidien d'André Rousselet voulait être le plus petit des grands journaux et avait des ambitions de diffusion importantes. Cela a un coût élevé. Si un quotidien veut s'imposer sur le marché national, c'est bien des centaines de millions de francs qui devront être dépensés. Cela n'est possible que de la part d'un groupe puissant, qui a les reins

suffisamment solides pour supporter de lourdes

Les ambitions d'Henri Emmanuelli étalent nettement moindres. Il ne voulait pas jouer dans la cour des grands, mais faire entendre, même faiblement, une autre voix. Délibérément, il se situait en marge de l'industrie de la presse pour revendiquer un statut de PME, qui trouve son équilibre à 30 000 exemplaires. L'expérience a tourné court. Sans doute le journal n'était-il pas prêt, manquair-il de professionnaissme, d'infor-mations propres, d'andace dans la mise en page, pour retenir les 70 000 lecteurs qui avaient acheté le premier numéro.

UN GENRE FRANÇAIS

Sa mort rapide pose la question de la survie de la presse d'opinion. Ce genre français va-t-il totalement disparaître ? Il ent ses heures de gloire sous la Troisième République, avec la grande époque des hommes politiques patrons de presse: Jaurès, Clemenceau, Blum. Avec la Quatrième République, il connut de beaux restes. On peut se demander aujourd'hui s'il passera le siècle. Car la situation de ses demiers représentants est souvent critique.

Les quotidiens communistes régionaux ne sont pas dans une santé florissante, même si Lo Marsellaise a évité les déboires de L'Echo du Centre. Le quotidien d'extrême droite, Présent, n'a jamais pu profiter de la montée électorale du Front national. Enfin, les deux grands exemples français de la presse d'opinion, La Croix et L'Humanité, connaissent eux aussi d'importantes difficultés et préparent, l'un et l'autre, une relance pour le début de l'année prochaine.

Du côté du quotidien communiste, la situation est grave. La diffusion a ciuté, l'état financier est mauvais. En un mot, L'Homanité est en crise et la préparation de la nouvelle formule se dénoule dans une certaine confusion. La dispatition programmée de L'Humanité hebdo, un an après sa relance, secoue une partie des journalistes, qui craignent des licenciements. Les débats au sein du comité national du PCF concernant le titre ont du mal à s'affranchir de la langue de bois et montrent la difficulté à sortir d'une dépendance à l'égard du parti, officiellement abandonnée. Le projet de renouvellement sera sans doute la dernière chance de survie du quotidien de jamès.

Le quotidien catholique La Croixest également confronté à une baisse et à un vieillissement de son lectorat. Le groupe Bayard Presse éponge régulièrement les déficits, mais veur inverser cette tendance, en choisissant une parution le matin, et non plus l'après-midi. Cette modification a entraîné le sacrifice de son imprimerie et un important conflit social avec le syndicat du Livre-CGT. La nouvelle formule doit sortir en

Lors de l'arrêt de leur aventure, Henri Emma-nuelli et son équipe ont accusé les lourdeurs des structures de la presse : « Quelles que soient les raisons profondes, si rien ne change, personne ne devra s'étonner de l'inéluctable raréfaction de la presse quotidienne nationale et de la mainmise de quelques groupes financiers sur la quasi-totalité des médias de ce pays. » Toutes les structures de la presse de la Résistance étaient faites pour éviter ceia. Doit-on se contenter d'un journal de gauche et d'un journal de droite le matin, d'un quotidien du soir, d'un journal sportif, d'un quotidien populaire, si le groupe Hersant renonce un jour à soutenir France-Soir? C'est bien la question que pose l'échec, avec toutes ses imperfections, du Quotidien de la République et de sa volonté de trouver une place dans les « melles » de l'information.

Alain Salles

d'août. Sur 148 millions de Russes,

42 millions vivent officiellement en

### Les trois premiers mois du diplomate **Primakov**

Suite de la première page

« Voilà la revanche rouge », estimaient alors plusieurs réformateurs russes. Par petites touches, le premier ministre a entièrement redessiné ce portrait-robot. Il avait prôné, en septembre, un contrôle des prix, une intervention de l'Etat, certaines renationalisations, et s'était entouré d'« académiciens », anciens conseillers économiques de Gorbatchev. Ses ministres menaçaient de rompre les ponts avec l'Occident, demandaient la « relance de la production nationale». Et le gouvernement tout entier mettait en avant la « priorité des priorités, le paiement des arrièrés de salaires et de retraite dus par l'Etat ».

Pendant ce temps étaient engagées des négociations avec les banques étrangères, renoués les liens avec le FMI et les gouvernements occidentaux et renflouées des banques commerciales privées. Le contrôle des prix était laissé à l'appréciation des gouverneurs ou des maires. Et le paiement des arriérés ne concernait que les mili-

Samedi 28 novembre, Evgueni Primakov a officialisé cette ligne politique devant une assemblée d'élus locaux. La Russie « allait aupliquer les conditions du FMI », « les privatisations des mines de charbon » seraient poursuivies, tout comme les «réformes pour construire une économie sociale de marché », a-t-il expliqué.

PRÉDICTIONS ERRONÉES

Certains experts économiques ont également dû constater leurs erreurs. Ils annonçaient, avant la fin de l'année, l'hyperinflation, une chute sans fin du rouble par rapport au dollar, un défaut massif de la Russie sur sa dette, une explosion du système bancaire avec saisies des avoirs à l'étranger et procès en-

gagés par les banques étrangères. Ces dernières ont préféré renégocier leurs créances; l'inflation est contenue (5,7 % en novembre; 4,5 % en octobre) maigré l'émission monétaire en cours ; la glissade du rouble est enrayée à un taux de 18-19 pour 1 dollar; et Moscou parviendra sans doute à rééchelonner

Cette stabilisation a permis à M. Primakov de marquer deux points. Sur la scène extérieure, où la Russie a convaincu ses partenaires de revenir à la table des négociations. Sur la scène intérieure, où M. Primakov a acquis en quelques semaines une popularité sans précédent. Loin devant dans les sondages d'opinion, il a fait oublier un Boris Eltsine impopulaire et ne quittant plus guère sa chambre d'hôpital. Il a neutralisé ses opposants politiques, les réformateurs et les centristes devant s'en remettre publiquement à la « rigueur » et à

l'« honnéteté » du premier ministre. La crise russe est-elle donc terminée? Quelques indices macroéconomiques, le calme social et po-

litique ne doivent pas masquer la violence du choc subi par la population. En quelques semaines, la va-leur du rouble par rapport au dollar a été divisée par trois. Bon nombre de produits importés, dont des aliments de base, sont devenus inabordables. La plupart des Rosses qui avaient ouvert un compte en banque ont vu leurs dépôts et économies confisqués d'un coup. Au vu de l'inflation, le pouvoir d'achat des salariés a, en deux mois, diminué de 35 %, selon le très officiel comité des statistiques. Le produit intérieur brut devrait baisser de

5 % à 9 % l'an prochain. La population a été la première à payer au prix fort la crise monétaire

dessous du seuil de pauvreté, avec des revenus inférieurs à 573 mubles par mois (170 francs) et par personne. Seuls le troc, l'économie souterraine, les jardins familiaux et l'inépuisable système D permettent d'amortir un choc qui aurait disloqué n'importe quelle société occidentale. A cette population, M. Primakov a beaucoup promis. Il lui fandra démontrer, s'il ne veut pas n'être qu'un premier ministre de transition gérant l'agonie de la période Eitsine, que son habileté ne aut pas que pour l'Occident.

François Bonnet

### RECTIFICATIFS

SANS-PAPIERS

Une regrettable erreur nous a fait écrire que la 12 chambre de la cour d'appel de Paris, qui a condamné à un an de prison ferme un Malien sans papiers pour refus d'embarquer, était présidée par Gérard Phryette (Le Monde du 28 novembre). En réalité, la formation qui a rendu cet ar-rêt était présidée par Jean Gouyette.

JANE IRA BLOOM

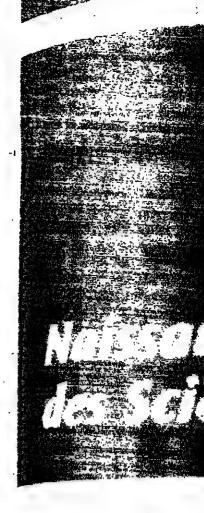
La photographie que nous avons publiée par erreur dans notre édition du 1º décembre en illustration de l'article de Prancis Marmande, «La femme est l'avenir des mondes du jazz », ne représentait pas la saxophoniste Jane Ira Bloom, mais Jane

CLASSES PRÉPARATOIRES Une exteur s'est glissée dans le tableau de résultats du concours HEC

(option littéraire), dans Le Monde du 25 novembre : à la deuxième ligne, il faliait line Sainte-Manie (Neolly-sur-Seine) et non Sainte-Manie-la-Croix (Antony). En outre, dans le tableau de résultats du concours ENS Ulm A/L, à la 11° ligne, il failait lire Pustelde-Coulanges (Strasbourg), et non Fustel-de-Coulanges (Massy). Enfin, Perreur dejà signalée au sujet du lycée Condoncet (Paris-9°, et non Lens) dans le tableau ENS Fontenay-Saint-Cloud, option « lettres », concerne également les options «langues vivantes » et « sciences humaines » de

CE CONCOURS. NAZISME

Une expression ambiguê doublée d'une faute d'orthographe, « le mar-tyr nazi» figurait dans le point de vue de Théo Klein « Non à l'OPA américaine sur les spoliations antisé-mites » (Le Monde du 3 décembre). Il s'agissait, bien sûr, du martyre infligé par les nazis.



RHOM Pharm gar s

Wes so nouvelle q Encologique de pres health disposes a d'a ant du novella des pe

> Aventi

- A . A. 4" . . Aventis

Aventi

i – vedaži 🚜 Aventis

er ( ) de de la 🍇

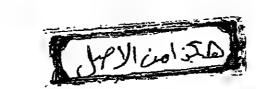
Aventis to Georgia

Aventus, e A The Title Att

Aventis

Carry of the Carry

THE PART OF



The state of the s

### Rhône-Poulenc informe ses actionnaires

# AVENTERS

# Naissance d'un leader mondiel des Sciences de la Vie

RHÔNE-POULENC et HOECHST ont l'intention<sup>(1)</sup> d'unir leurs activités Sciences de la Vie (Pharmacie, Santé Animale et Végétale) au sein d'une société commune, détenue à parité, qui s'appellera AVENTIS.

"Avec sa nouvelle culture, ses ressources de Recherche et Développement accrues, sa capacité technologique de premier plan, son pipeline de produits en développement et sa puissance commerciale, Aventis disposera d'une plate-forme solide pour bâtir une croissance soutenue à moyen et long terme, tant au niveau des ventes qu'au niveau de la rentabilité".

Jürgen Dormann Président de Hoechst A.G. Jean-René Fourtou Président de Rhône-Poulenc S.A.

**Aventis, la consécration de la continuité d'une stratégie de développement sur les Sciences de la Vie menée depuis** plusieurs années par Hoechst et Rhône-Poulenc.

**AVENTIS, la naissance d'un leader mondial.** Avec un chiffre d'affaires pro forma 1997 de 116 milliards de francs et 95 000 salariés, Aventis sera leader mondial dans le domaine des Sciences de la Vie, de la Pharmacie, des Vaccins, de la Santé Végétale et de la Santé Animale.

**AVENTIS, une équipe dirigeante internationale et unie.** Aventis capitalisera les compétences et expériences des managers des deux maisons mères, partageant une vision, une philosophie de management communes et une volonté d'assurer les succès de l'intégration et d'établir les bases d'un fort développement.

**AVENTIS, une organisation performante.** Les activités Sciences de la Vie de Hoechst et Rhône-Poulenc seront regroupées au sein d'une nouvelle société, **Aventis**, composée d'Aventis Pharma et d'Aventis Agriculture.

**AVENTIS, une base de croissance à long terme.** Aventis détiendra l'un des plus importants budgets de Recherche et Développement dans son domaine et une large gamme de technologies nouvelles.

**Aventis, une entreprise européenne à vocation mondiale**. C'est à Strasbourg, entre Paris et Francfort, que la future société de droit français aura son siège international.

**Aventis, une fusion en deux étapes.** Dans une première phase, d'une durée de deux à trois ans, les maisons mères subsisteront et continueront d'être cotées en Bourse. Elles s'appelleront Aventis Hoechst et Aventis Rhône-Poulenc. Cette phase d'intégration prendra fin dès que les activités de chimie des deux partenaires auront été cédées, dans le meilleur intérêt des actionnaires et des salariés, avec la fusion totale et la cotation d'un seul titre.

www.rhone-poulenc.com / www.hoechst.com

Aventis : un nom qui évoque le mouvement, l'innovation; les salaites

(1) Le projet sera soumis à la décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires mi-1999, après déroulement des procédures légales et approbation des différentes autorités concernées.

baisse de 0,30 % du taux de ses appels d'offres, ramené de 3,3 % à 3 %. DANS LES MINUTES qui ont suivi, neuf autres banques centrales de la zone euro (Allemagne, Pays-Bas, Fin-BANQUE DE FRANCE a annoncé une

lande, Espagne, Portugal, Belgique, Luxembourg, Autriche, Irlande) ont imité l'institut d'émission français et abaissé leur principal taux directeur au niveau de 3 %, qui sera donc le

premier taux de la Banque centrale européenne (BCE). • LA BANQUE D'ITALIE, de son côté, s'est contentée de réduire son taux d'escompte de 4 % à 3.5 %. • DANS UN ENTRETIEN

au Monde, Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, sonligne que cette décision symbolise « le passage du témoin monétaire » des banques centrales nationales à la BCE.

### Les banques centrales européennes baptisent l'euro en baissant leur taux

Prenant acte du ralentissement économique en cours sur le Vieux Continent, les instituts d'émission de l'Euroland ont, jeudi 3 décembre, assoupli à l'unisson le loyer de l'argent, facilitant ainsi le lancement de la monnaie unique

À LA SURPRISE quasi générale, les banques centrales européennes ont décidé, jeudi 3 décembre, une baisse de leurs taux directeurs. Les opérateurs des marchés financiers, les économistes et la presse spéciali-

La Banque de France a été la première à agir, avant même la Bundesbank, rompant avec la tradition qui voulait que l'institut d'émission frauçais suive son homologue allemand. Elle a annoncé une baisse de 0,30 % du taux de ses appels d'offres, ramené de 3,3 % à 3 %. Dans les minutes qui ont suivi, neuf autres banques centrales de la zone euro (Allemagne, Pays-Bas, Finlande, Espagne, Portugal, Belgique, Luxembourg, Autriche, Irlande) ont imité l'institut d'émission français et abaissé leur

Les Bourses prises à contre-pied

Les marchés financiers européens, qui avaient débuté la séance du 3 décembre sur des reculs en pariant sur la stabilité des taux d'intérêt, ont été

surpris par l'annonce d'une baisse généralisée dans les pays de la zone eu-

ro. Résultat : si l'indice CAC 40 a terminé sur une hausse de 1,80 %, l'ampli-

tude de variation durant la séance s'est élevée à 3,64 %. A Francfort, la

hausse finale a été de 2,13 % avec une amplitude de 3,63 %. La satisfaction

des boursiers a, cependant, été amoindrie par la baisse de 2,04 % à Wall

Street et par la faiblesse du dollar. L'assouplissement des politiques moné-

taires en Europe a soulagé les investisseurs, qui s'inquiètent de plus en

plus des effets du raientissement des économies européennes au qua-

trième trimestre 1998 et probablement au premier trimestre 1999. La baisse

des prix à la production en Europe menacent les bénéfices des entreprises.

principal taux directeur au niveau de rieure liée à la crise économique et 3 %, qui sera donc le premier taux de la Banque centrale européenne (BCE), La Banque d'Italie, de son còté, s'est contentée de réduire son taux d'escompte de 4 % à 3,5 %.

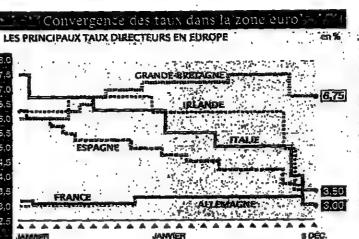
Cette baisse coordonnée des taux d'intérêt, qui avait été décidée, mardi 1ª décembre, lors du conseil des gouverneurs de la BCE, apparaît d'abord comme une réponse monétaire au ralentissement économique observé dans l'Euroland. Si l'activité reste très dynamique dans les « petits » pays, comme par exemple en irlande, en Espagne ou aux Pays-Bas, il n'en est pas de même chez les trois poids lourds de la zone - Allemagne, France et Italie - qui représentent à eux seuls les trois quarts du produit intérieur brut (PIB) du bloc euro. La baisse de la contribution exté-

financière en Asie et en Russie se mande Intérieure, comme l'ont confirmé en France les récentes enquêtes sur l'investissement des entreprises et le moral des industriels et le recul de la consommation des ménages. En Allemagne, le gouvernement mise sur une croissance limitée à 2 % en 1999, tandis qu'en stalie, le PIB devrait croître d'à peine 1,5 % en

INCERTITUDES

Même s'il ne prévoit pas de récession, le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a noté, jeudi, lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion du conseil, que « l'environnement international est marqué par des risques et des incertitudes considérables. En dépit des signes de stabilité dans certains pays et sur les marchés financiers, ces crises ne sont pas encore surmontées. Elles vont conduire en 1999 à un affaiblissement de la croissance. Il est important qu'il n'y ait pas d'escalade ». M. Tletmever juge que la baisse des taux « pourrait contribuer à prévenir le pessimisme des entreprises » et permettre ainsi de relancer la machine économique avant ou'elle ne cale.

Le ministre allemand des finances. Oskar Lafontaine, et son homologue français, Dominique Strauss-Kahn. out aussitôt « salué la décision de baisse des taux d'intérêt » prise « en



A l'exception de l'Italia, où le niveau de l'escompte reste à 3,5 %, tous les taux directeurs de la zone euro sa situent désormals à 3 %. En Grande-Bretagne, oul se tient à l'écait de la monnaie unique, les taux sont plus élevés.

grès importants de la convergence des mocrates en Allemagne, M. Lafontaux dans la zone euro ».

De son côté, le président de la Bundesbank a tenu à souligner que la décision des banques centrales européennes n'était pas liée à des considérations politiques. Précisant qu'il faisait sienne la maxime « Ne te laisse influencer ni par les éloges ni par la crainte », il a parlé d'une « décision souveraine de la Bundesbank. non influencée par les attentes politidues ».

taine avait réclamé avec force une baisse des taux, rapidement imité par le premier ministre français, Lionel Jospin, tandis que le président du conseil Italien, Massimo D'Alema, avait appelé à prendre des libertés avec le pacte de stabilité. Mais tous ces dirigeants sont revenus, au cours des demières semaines, à des positions monéraires et budgétaires plus orthodoxes, ce qui a rassuré les hanquiers centraux. « Nous sommes

nous sommes ouverts, nous ne sommes pas aveugies face aux arguments, aux faits et aux chiffres », a déclaré M. Tietmeyer, qui a par ailleurs pris un malin plaisir à renvoyer la balle

dans le camp des gouvernements. Le président de la Bundesbank a appelé au strict respect du pacte de stabilité, qui ne doit « pas être assoupil, y compris par une prise en compte plus forte des dépenses d'investissements ». L'objectif de la politique financière doit être « d'atteindre un solde budgétaire en excédent ou proche de l'équilibre ». Tout en appelant à la modération salariale, il a rappelé que «le chômoge indubitoblement trop élevé en Europe est avant tout structurel » et il a demandé à « mettre en place tant dans le domaine de la fiscolité mais oussi dans d'autres domaines politiques, les conditions durables encourageant la croissance et l'emploi ».

Enfin, sur un plan tactique, la baisse coordonnée des taux européens décidée leudi permettra à la BCE de s'installer plus confortablement: elle n'aura pas à prendre de décision monétaire dans les premiers mois de son existence et se trouvera ainsi à l'abri de la pression des gouvemements, des opinion publiques et des marchés financiers. La détente monétaire « va faciliter le départ de ia BCE », a admis M. Tletmeyer.

Pierre-Antoine Delhommais et Arnaud Leparmentier

### Les spécialistes estiment que si l'inflation devient négative, la nouvelle

### Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France « C'est la naissance emblématique de l'euro! »

« Quelles sont les raisons qui justifient la baisse des taux décidée par la Banque de France et l'ensemble des banques centrales des pays de la zone euro?

- Le Conseil de la politique monétaire était inspiré par trois prinches : la cohésion de la zone euro : la convergence des taux d'intérêt directeurs des banques centrales vers les taux les obis bas, en particulier les notres : enfin, dans la mesure où les deux premiers principes étaient respectés, ce qui est le cas, le choix du meilleur taux d'entrée dans l'euro. L'ensemble des données objectives que nous avons sur les facteurs de l'inflation à venir nous conduisent à conclure que le niveau approprié est 3 %.

• Il y a quatre messages dans la baisse des taux. Le premier est monétaire : 3 % est le taux directeur qui assure la stabilité et la solidité du franc et de l'euro. Le deuxième souligne une remarquable cohésion d'équipe : les onze banques centrales nationales et la Banque centrale européenne font la même analyse et arrivent aux mêmes conclusions. Le troisième est une invitation au strict respect des engagements du pacte de stabilité et de croissance, et à la modération des coûts unitaires de production dans l'ensemble de la zone euro. Enfin, le quatrième est un message de confiance à l'adresse de nos concitoyens dans la croissance

saine de l'économie européenne. - Cette baisse des taux est-elle liée à une inquiétude sur la croissance en Europe l'an prochain et à des craintes sur la solidité du système bancaire ?

 Nous n'avons pas la doctrine, ni en France ni en Europe, d'un réglage fin de la politique monétaire pour assurer un « lissage », nécessairement illusoire, des évolutions économiques. Nous nous placons dans une perspective de stabilité à moyen terme. C'est parce que l'ensemble des informations économiques à notre disposition nous donne à penser que la stabilité monétaire est très bien assurée que nous avons baissé les taux.

» Par ailleurs, je ne vois pas de phénomène de restriction de crédit se développer en Europe. Mais l'environnement bancaire français, réalementaire et législatif, peut être amélioré pour placer nos établissements dans une meilleure situation d'égalité de concurrence. Nos taux administrés anormalement élevés constituent un handicap. Enfin, la Commission bancaire pense qu'il est nécessaire que les banques tarifient plus correctement les risques qu'elles prennent.

Quel rôle ont joué dans votre décision les appels lancés au cours des dernlères semaines par plusieurs responsables politiques européens réclamant une baisse des taux?



JEAN-CLAUDE TRICHET

- Aucun. Si de telles recommandations appuyées que j'al consta-tées dans d'autres pays, et heureusement très peu dans le nôtre, nouvaient avoir une influence. celle-ci serait évidentment négative: elle pourrait nous empêcher de baisser les taux lorsque c'est opportun I il n'est pas possible de préserver notre bien le plus précieux et le plus utile à l'économie, la confiance des citovens et des épargnants nationaux et internationaux, si l'institut d'émission est sensible aux pressions, d'où qu'elles

- Avez-vous eu des inquiétudes sur le respect du pacte de stabilité, notamment en Allemagne et en Italie?

- Je ne veux absolument pas commenter les propos tenus dans tel ou tel pays en particulier. Chacum sait que nous avons redoublé de vigilance, mes collègues et moimème, en voyant qu'une hypothèse d'application laxiste du pacte de stabilité et de croissance n'était pas nécessairement rejetée d'emblée. Toute crédibilisation du fait que le pacte de stabilité pouvait n'être pas respecté eût inévitablement conduit à perdre la confiance des épargnants, à enregistrer des hausses de taux de marché et donc à avoir moins de croissance et d'emplois. Nous avons été réconfortés par les démentis apportés. Sans le respect du pacte de stabilité, nous ne pouvions baisser les taux.

- Est-ce que vous avez cherché à reprendre un avantage sur le ponyoir politique? La baisse des taux est-elle pour vous un moven de dire aux gouvernements que d'est désormais à eux d'agir et de procéder aux réformes de structures pour stimuler la croissance?

-Pour reprendre un avantage, il eût fallu d'abord l'avoir, puis l'avoir perdu! Or nous n'avons pas du tout le sentiment que le dialogue entre la Banque et les institutions politiques du pays puisse revêtir l'aspect d'un « ping-pong ». Un accord regroupant toutes les grandes sensibilités politiques nous a demandé de garder la monnaie de manière impartiale, dans l'intérêt et pour le compte de tous les Français, en nous efforçant de mériter et de conserver la confiance qu'ils nous

- Pourquoi ne pas avoir attendu un mois pour balsser les taux et laisser cette décision à la Banque centrale européenne?

- A partir du moment où nos analyses convergentes conclusient à un taux de 3 %, nous n'avions aucune raison de ne pas le faire immédiatement ensemble. A défaut, certains auraient pu dire absurdement: les banques centrales nationales résistajent aux pressions, la Banque centrale européenne pas. En outre, nous symbolisons ainsi avec force le passage du « témoin monétaire » de la banque centrale nationale au système européen de banques centrales. C'est la naissance emblématique de l'euro!

- Est-ce que la décision prise par les banques centrales ne tient pas surtout compte de l'environnement économique en France, en Allemagne et en Italie, marqué par un ralentissement, alors que l'activité reste très dynamique aux Pays-Bas,

en Espagne et en Irlande? Les décisions ont été prises à partir d'une vision d'ensemble de la zone euro. La France, avec ses 58 millions d'habitants, représente une fraction substantielle, mais qui reste modeste, des 290 millions d'habitants de la zone, et l'on peut en dire autant de tous les pays. Nos décisions doivent être prises, et expliquées partout, sur la base de toute la zone.

 Pensez-vous que le pire de la crise financière mondiale se

trouve dernière nous? - Plusieurs éléments rassérénants sont là. En Asie du Sud-Est, un gros travail d'ajustement a été fait. Le plan Japonais de restructuration des banques est important. Pour autant, il n'y a évidenment aucune place pour la moindre complaisance | Et les banques centrales savent ou'elles ont une responsabilité particulière dans la stabilisation financière mondiale en s'efforcant d'être des môles de stabilité dans un monde tourmenté et incertain.

- Ne craignez-vous pas que la baisse des taux décidée en Enrope ne contribue au gonfiement d'une bulle spéculative que certains spécialistes dénoncent sur les marchés boursiers, aux Etats-Unis et en Eú-

-Le risque de bulle spéculative est permanent. Il est inhérent à l'activité des marchés. C'est parce qu'il est si important que les nques centrales doivent raisonner à moyen terme, en ne cédant ni aux modes ni aux pressions. La baisse des taux me paraît entièrement justifiée. Ceci ne nous empêche pas de rester très vigilants. »

Propos recueillis par Pierre-Antoine Delhommais et Eric Leser

### La décision provoque la surprise à Francfort

JEUDI 3 DÉCEMBRE, queiques minutes avant le début de la conférence de presse de la Bundesbank, fixé à 14 heures, les discussions vont bon train dans la salle des conférences. Le scénario du statu quo continue à emporter la majorité des suffrages, une rumeur voulant même que la Banque de France ait déjà annoncé qu'elle laissait ses taux directeurs inchangés. Il est vrai qu'en fin de matinée, une agence de presse parisienne avait envoyé, par erreur, une dépêche dans ce sens. Mais jusqu'au bout, la plupart des observateurs ailemands, qu'ils soient journalistes ou économistes, n'ont pas cru à l'hypothèse d'une baisse des taux pourtant envisagée à Paris (Le Monde du 1ª décembre).

Même l'annonce surprise, en début de matinée, de la tenue d'une conférence de presse de la Bundesbank n'a pas réussi à les faire changer d'avis, la banque centrale allemande, pour brouiller les pistes, faisant croire qu'il s'agissait de sa traditionnelle réunion de fin d'année. Selon les observateurs anglosaxons, une baisse des taux n'était pas envisageable avant le début de l'année 1999 et l'installation de la Banque centrale européenne (BCE). Pour la presse allemande, un assouplissement monétaire paraissait impossible compte tenu du récent conflit entre le ministre des finances, Oskar Lafontaine, et la Bundesbank. De leur côté, les analystes britannique et américain

étaient persuadés que les banquiers centraux européens, totalement enfermés dans leur tour d'ivoire et insensibles à la conjoncture économique, seraient incapables de prendre une initiative monétaire audacieuse à quelques semaines du lancement de l'euro. « L'idée d'une baisse des taux est une vision typiquement française. expliquait encore mardi soir un journaliste financier américain. Les banquiers centraux ont une seule obsession: ne pas faire d'erreur. » Mais, aux yeux des banquiers centraux européens. l'erreur aurait été visiblement d'opter pour un frileux

P.-A. D. et Ar. Le.

#### COMMENTAIRE . **AUX POLITIQUES DE JOUER**

En abaissant de façon concertée ieurs taux directeurs, les banques centrales européennes ont réalisé une belle opération, tant sur le plan strictement monétaire que tactique. De fait, elles ont lance l'euro avec un mois d'avance. L'Euroland apparaît d'ores et déjà comme une zone monétaire totaement unifiée : et la fermeté des devises européennes face au dollar après la baisse des taux a démontré que ce choc monétaire inattendu, loin de porter atteinte à la crédibilité de l'euro, l'avait au contraire renforcée.

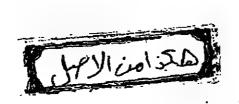
Les instituts d'émission européens ont aussi apporté la preuve qu'ils n'étaient pas aussi dogmatiques et « psychorigides » que généralement admis. Avec à peine quelques semaines de retard sur une Réserve fédérale américaine portée aux nues, ils ont tiré les conséquences du ralentissement économique observé en Europe à la suite de la crise en Asie et en Russie, ralentissement que de nombreux gouvernements européens, au premier rang desquels celui de la France, continuent à s'efforcer de

En assouplissant leur politique monétaire, les banques centrales ont surtout remporté une victoire tactique : elles ont repris l'avantage sur le pouvoir politique et relancé la balle dans le camp gouvernements

européens. Le ministre français de l'économie et des finances Donninique Strauss-Kahn aime citer en exemple la stratégie économique américaine menée par le tandem Clinton-Greenspan : une politique monétaire souple doublée d'une

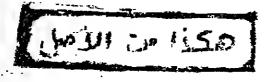
politique budgétaire restrictive. Avec des taux à 3 %, personne rie contestera que l'environnement monétaire est désormais très confortable dans l'Euroland. Il reste maintenant à M. Strauss-Kahn et à ses collègues européens à suivre la voie économique américaine, caractérisée depuis des années par de réformes de structures, une baisse de la pression fiscale, des coupes claires dans les dépenses de l'Etat et

un retour à l'excédent budgétaire. P.-A. D. et Ar. Le.



, z<sub>4</sub> , th =

1.30



### La Poste allemande reprend la Postbank

En France, l'entreprise a annoncé le achat de la société d messagerie Ducros

NEUF MOIS après avir déboursé la bagatelle de 5 millians de francs pour reprendre 25 % di capital de DHL, un des leaders nondiaux du transport express, la Pose allemande fait preuve d'une véritale fringale tant dans le domaine bacaire que dans celui de la messageri.

the Marian learn Charles to the State of the state

SALES OF PARTY AND SALES

issant leur tand

4, 20, 100, 41

Aller and the

ART ART STORY

2 17 g (20)

Alberton Stra

and the state of e grand

المحطورتين والانتاج

Market Minne

The state of the same

The second of the

En Allemagne, le minisère des Finances a annoncé jeudi ; décembre que la Poste allemande allait re-Postbank, jusqu'à présen publique, pour 4,325 milliards le marks (14,5 milliards de francs) Le contrat de vente a été signé mecredi et ie conseil de surveillance e la Poste, qui est elle aussi encor entre les mains de l'Etat, a donné son feu vert.

INTRODUCTION EN BOURSE

Neuf ans après la scisson des PTT allemandes qui, en 1989, vaient donné naissance à la Deutscle Post d'un côté et la Postbank de l'artre, le nouveau gouvernement scial-démocrate referme donc uneparenthèse qui n'avait donné satisfation à personne. Le coût et les modifiés d'unlisation en commun du riseau postal avaient donné lieu à cincessants contentieux entre les œux entreprises. Un accord de copération avait été signé en mai 197, mais le gouvernement Kohl ne vulait pas se déjuger en fusionnant, avant les élections, ce qu'il avait séparc

Néanmoins, cette fision et le changement de majoritépolitique ne modifient pas l'objects ultime du gouvernement allemand: « Le but de l'Etat reste une introduction en Bourse de la Postbank et une anélioration de la position stratégique de la Deutsche Post pour son entrée et Bourse en l'an 2000 », précise le communiqué.

Le même jour, la Deutsche Post a annoncé avoir racheté 61,7 % de la société de messagerie Ducros Ser-vices Rapides auprès de la Compagnie Financière Matignon. La transaction représenterait environ d'achats sur ses terres eten France, 91 millions de francs. Ayant réalisé 1,22 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1997 (1,33 milliard en 1996), ce groupe basé à Nîmes était en difficulté. Ses pertes s'étaient montées à 48 millions de francs en 1997 (26 milprendre la banque postaleallemande lions en 1996). Son PDG, Gérard Léridon, qui n'était pas joignable vendredi 4 décembre dans la matinée, avait repris fin 1995 cette entreprise en dépôt de bilan pour un franc symbo-lique. Contrairement à ses espoirs, il n'a donc pas réussi à la redresser, victime de la concurence effrénée sur les prix que connaît ce secteur.

La reprise de la Postbank par la Deutsche Post ne peut que conforter La Poste française qui veut développer ses activités financières malgré l'opposition des banques, des compagnies d'assurances et les réserves de Bercy. En revanche, l'arrivée de la Poste allemande en France montre que le temps de la coopération entre ces deux entreprises publiques est révolu. Alors que La Poste française doit annoncer prochainement sa stratégie internationale, la Poste allemande n'a pas attendu pour avancer ses pions. Avec DHL, l'eurreprise britannique de transports Securicor rachetée il y a quelques mois et Ducros, la Poste allemande tisse sa toile en Europe. La Poste française mène des discussions avec plusieurs partenaires, en particulier européens, mais ses moyens financiers sont infiniment plus limités que ceux de la Poste allemande.

### Le personnel de la SNCM fait grève contre le vieillissement de la flotte

Les syndicats exigent le renouvellement d'un car-ferry

Réunis en assemblée générale à bord du Napo- ranée (SNCM) ont reconduit, jeudi 3 décembre, d'offres de l'office des transports de la Corse à

MARSEILLE

de notre correspondant

jeudi 3 décembre, une grève enga-

gée trois jours plus tôt. Ce mouve-

ment, qui rassemble tous les syn-

(sédentaires) et du syndicat des

marqué par une série d'actions vi-

goureuses. Dans la nuit du mardi

1º au mercredi 2 décembre, les

portes du siège social à Marseille ont été soudées par les grévistes.

Le lendemain, c'était au tour des

grilles de l'entrée sud du port au-

lonome.

travailleurs corses, a d'emblée été

léon, les marins, officiers et personnels séden-taires de la la Société nationale Corse-Méditer-dicats veulent des garanties sur le futur appel renouvellement d'une flotte vieillissante.

Après une saison estivale qui a flotte de la compagnie, a été décomblé les espérances, la situation cienchée au lendemain d'une rens'est subitement détériorée à la contre des représentants syndicaux avec des responsables du ministère Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM). Réunis en assemdes finances et de celui des transblée générale à bord du Napoléon, ports. Les syndicats considèrent les marins, officiers et personnels n'avoir obtenu aucune garantie sur sédentaires de la compagnie natiodeux sujets-clés: le futur appel d'offres que rédige actuellement nale (2 300 salariés) ont reconduit, l'office des transports de la Corse à propos de la desserte maritime de l'île et le renouvellement de la dicats à l'exception de la CGC

En préalable à toute discussion, les syndicats exigent que l'Etat - principal actionnaire - s'engage sur le renouvellement « en urgence » d'un car-ferry afin d'assurer les liaisons avec les pays du Magh-reb. A l'heure où la Tunisie annonce, pour juin 1999, la mise en service du Carthage, un car-ferry ultra-moderne, et alors que la

l'immobilisation complète de la commande d'un nouveau bateau, le personnel redoute que les deux bâtiments de la SNCM actuellement en service sur les lignes de l'Afrique du Nord - le Napoléon, lancé il y a vingt-trois ans, et le Liberté, actuellement hors service - ne puissent soutenir cette concurrence.

Sans intervention financière de l'Etat, la direction de la compagnie se dit. « dans l'impossibilité de procéder à l'acquisition d'un car-ferry alors que vient d'être commandé un troisième navire à grande vitesse d'une capacité de mille passagers et cinq cents véhicules pour un montant de 400 millions de francs », selon Yves Lacoste, directeur général ad-

La concession de service public qui lie, depuis 1976, la SNCM à l'Office des transports de la Corse (OTC), au titre de laquelle la compagnie perçoit 525 millions de

Cette grève, qui se traduit par compagnie algérienne a passé francs par an pour assurer la continuité territoriale, arrivera à échéance le 31 décembre 2001. D'ici là, un appel d'offres européen, en préparation, aura été lancé. Les rumeurs qui courent au sujet de ce texte sont perçues comme de « graves menaces » pour la SNCM. L'OTC pourrait en effet fragmenter le marché de la desserte maritime de la Corse en séparant le fret du trafic touristique, ou encore en optant pour une libre concurrence durant la saison estivale. Le bruit court aussi que le port de Nice pourrait être soustrait de la notion de continuité territoriale, et être livré à la concurrence, « Cantonnée à assurer le service public l'hiver, la SNCM deviendrait une petite compagnie toute rabougrie », observe Roger Sénatore (FO). Avec de redoutables conséquences pour l'emploi.

Luc Leroux

### Tensions sur l'emploi mais mouvements peu suivis

 SNCF: les contrôleurs, en grève depuis sept jours, ont décidé de poursuivre leur mouvement, vendredi 4 décembre, en dépit des nouvelles propositions de la direction. «L'intérêt de l'entreprise commence à être gravement menacé » par cette grève, a déclaré Guillaume Pepy, directeur général délégué à la clientèle de la SNCF. Sans compter la grève actuelle, les conflits sociaux out déjà coûté à la SNCF 200 millions de francs depuis le début de l'an-

 BANQUES AFB: la grève dans les banques menée jeudi 3 décembre à l'appel de FO, de la CFDT et de la OGT pour protester contre les propositions patronales sur les 35 heures (Le Monde du 4 décembre) a été modérément suivie. Les trois syndicats ont appelé à de nouvelles manifestations le 7 dé-Frédéric Lemaître cembre, jour où l'AFB doit leur remettre son dernier

nière réunion prévue. L'AFB a évalué le taux de participation à la grève à 15 %. « L'AFB a laissé entendre qu'elle pourrait faire des concessions sur des points mineurs », considèrent pour leur part PO, la CFDT et la

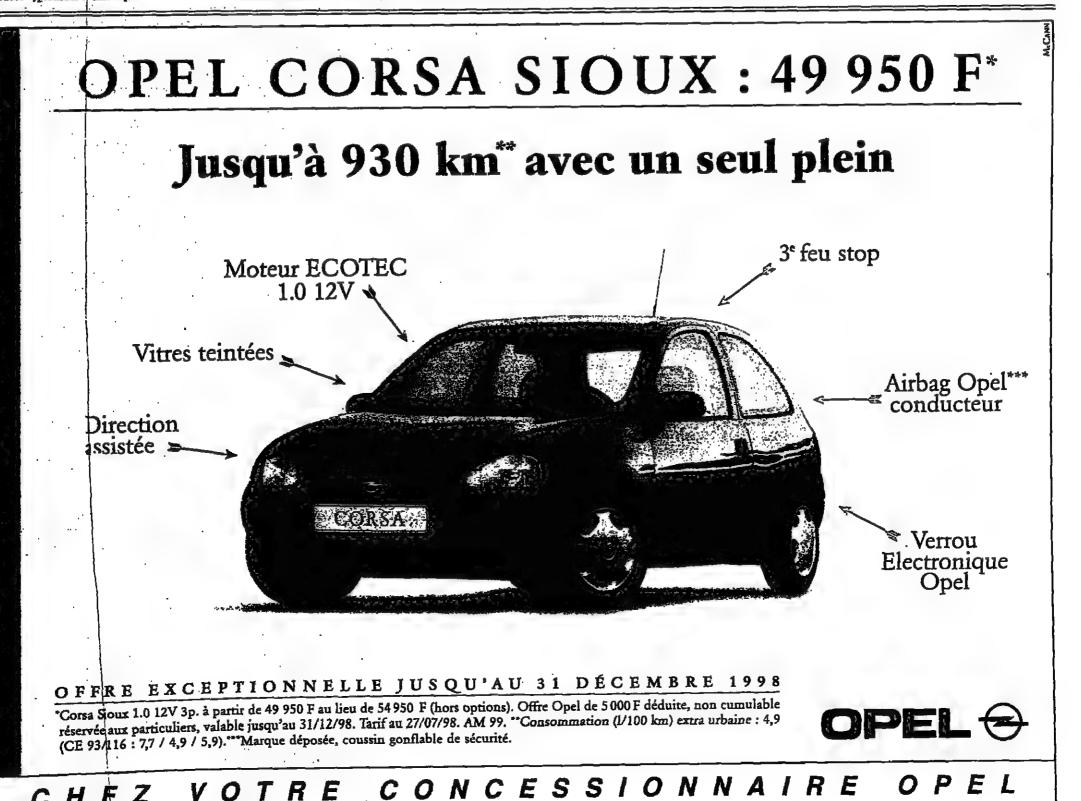
■ LA POSTE : la grève nationale, initiée par SUD-PIT et la CGT, qui craignent que les 35 heures ne dé-bouchent pas sur des créations d'emplois, a été suivie par 13 % des agents selon la direction et 17 % selon SUD-PTT. Une réunion plénière sur la réduction du temps de travail doit avoir lieu le 10 décembre.

● EDF et GAZ DE FRANCE : les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC ont décidé jeudi 3 décembre, à l'issue d'une seconde réunion plénière, de suspendre leur participation aux discussions sur les 35 beures, qui « s'engagent dans les pires conditions »

projet d'accord, et le 11 décembre, date de la der- en raison des « baisses massives d'emplois annoncées en préalable par les directions ». Celles-cl ont Indiqué que le dialogue allait « se poursuivre dans les jours à

> • FRANCE TÉLÉCOM: une troisième scéance de négociations sur les 35 heures s'est tenue jeudi. La direction propose le « recrutement de près de 1 000 personnes par an sur la période 1999 à 2002 », soit deux fois plus que prévu, « 5 200 jeunes et adultes pris en insertion et 1 milliard de francs consacrés à la reconversion de 10 000 salariés en trois ans sur des métiers en croissance ». Pour SUD et la CGT, ces avancées n'empêcheront pas les effectifs de continuer à diminuer. Pour la CFDT, « des avancées positives sont développées ».

> > Virginie Malingre



### Rupert Murdoch subit un nouvel échec en Europe continentale

Le magnat australo-américain veut entrer en Italie sans son allié Telecom Italia. Les multiples partenariats qu'il a déjà scelés avec des groupes européens n'ont jamais été suivis d'effets. En France, les chaînes et le gouvernement critiquent sa récente association avec TF 1

C'EST QUASIMENT métronomique: depuis plusieurs années, le magnat de la presse australoaméricain Rupert Murdoch annonce périodiquement ses fiançailles télévisuelles avec un groupe de communication d'Europe continentale. Mais aucun mariage n'a été célébré.

Lundi 23 novembre, dans la foulée de l'annonce de la naissance de News Corp Europe, Rupert Murdoch affirmait son intention de lancer, avec Telecom Italia, un bouquet satellitaire numérique en Italie. « Les négociations sont bien avancées - à 90 % - avec l'apérateur de téléphone italien. (...) Un accord final doit être conclu dans les quinze jours », expliquait-il. Ces belles intentions out fait long feu. News Corp., le groupe de Rupert Murdoch, a reconnu, jeudi 3 decembre, avoir l'intention de modifier ses projets pour entrer dans la télévision payante en Italie. News Corp. « envisage la poursuite, de façon indépendante, de ses projets dans la péninsule italienne, en raison du changement stratégique de tions » (Le Monde du 4 décembre). Toutefols, le groupe de Rupert Murdoch précise que les négociations ne sont pas rompues avec Telecom Italia. Avec ou sans ce partenaire, News Corp. cherchera à s'adjuger les droits de retransmission du football italien.

L'hypothèse d'une arrivée de Rupert Murdoch dans la Péninsule a déclenché une vraie tempête politique au cours de la semaine. « Avec sa puissance de feu, Murdoch risquerait d'être en position monopolistique », a affirmé le ministre italien des télécommunications, Salvatore Cardinale. Allié de News Corp. dans son aventure italienne, TF 1 – qui compte prendre 10 % dans la plate-forme Stream – reste persuadé qu'il existe « une place pour un second bouquet en

Les publications de bans ont été légion dans la télévision numérique européenne, où Rupert Murdoch a signé en fanfare un premier partenariat avec le groupe CLT en février 1996. Cela n'a finalement rien donné. Une seconde tentative, un accord conclu un mois plus tard avec Canal Plus, Bertelsmann et Havas, s'est soldé par un échec. Troisième avatar, une alliance scellée avec Kirch, toujours dans la télévision numérique, n'a pas non plus vu le jour. Plus récemment, les négociations entamées l'été dernier trainent en longueur à propos de l'éventuelle arrivée du milliardaire anglosaxon, aux côtés du prince Alwaleed et de Silvio Berlusconi, dans le capital de la prochaine holding qui colffera, en lanvier 1999, les participations du groupe Kirch dans la télévision. D'autres dis-

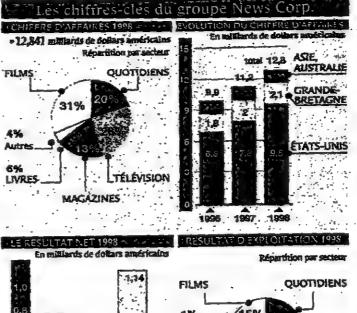
cussions bilatérales entre Murdoch et Berlusconi ont aussi échoué cette année. La liste des rendez-vous manqués est longue.

Aujourd'hui, l'Europe, pour Ru-

pert Murdoch, se résume presque exclusivement au Royaume-Uni, où il s'est imposé comme un incontournable roi de la presse et l'acteur numéro un de la télévision payante, avec son bouquet satellitaire BSRyB. Hormis les Etats-Unis, d'où le groupe Murdoch tire 74 % de son chiffre d'affaires, ses activités sont réalisées pour 16 % en Grande-Bretagne et 10 % en Australie et en Asie, Mijuin, au cours d'un colloque sur les médias à Cologne, Rupert Murdoch, qui s'exprime rarement en public, avait dévoilé son intention de lancer une offensive audiovisuelle outre-Rhin. Mais, pour l'heure, son seul butin se réduit à 49,9 % de la chaîne Vox (aux côtés de Canal Plus et de CLT-UFA) et à la petite chaîne munichoise TM3. dont il vient de prendre le

En France, Murdoch vient de

s'associer à TF1, pour créer, d'ici au premier semestre 2000, une chaîne généraliste destinée à un public jeune. Cette alliance reste pour l'instant relativement mo-deste, puisque la Une a vocation à être majoritaire dans le capital. « News Corp. n'aura pas un rôle actif dans la direction. Le groupe permettra un accès à certains de ses catalogues de droits», précise la chaîne française. Un credo qui ne convainc guère Pierre Lescure, PDG de Canal Plus: « le n'ai jadans une chaîne importante sans vouloir en être l'opérateur », a-t-il Indiqué (Le Monde du 3 décembre). Cela n'a pas échappé non plus à M 6, partenaire de TF 1 dans le bouquet numérique TPS,



La marché eminicain représente l'essentiel du crefre d'arbine du groupe. Les télévisions et les géoligiers contribuent pour 80 % au résultat d'exploitation.

LIVRES

qui a également protesté contre ce projet de chaîne.

A l'exception notable du président de Pathé et de BSkyB, Jérôme Seydoux, qui travaille main dans la main avec lui en Europe, Rupert Murdoch fait peur. Son empire est tellement puissant au niveau mondial qu'il a inspiré le rôle du méchant dans le dernier film de James Bond, Demain ne meurt jamais, dans lequel un empereur des médias est prêt à déclencher une guerre en Chine pour la diffuser en exclusivité sur ses

chaînes...
Dès que son entrée est annoncée dans un pays, elle suscite un tollé. Ce fut le cas en France lorsqu'un protocole d'accord avait été signé avec la CLT. La ministre de la culture et de la communication, Catherine Traumann, vient en-

core, cette semaine, de qualifier

ny Siu, directeur du développe-

d'« inquiéante » l'alliance coase.

Murdoch à TF1 « en ce qu'elle fait, entrer Murdoch à la fois en liaite et en France». Le partenariet TF1-Murdoch in restera-t-il là, alors que le castral de la Une vient d'être indectement modifié par l'arrivée de François Pinault dans le groupe fouygues (opérateur de la chaîne)?

AFFAIRES

THE SECTION IS SHOWN .

West | Property.

The state of the last of the l

 $\begin{array}{ll} \operatorname{cod}_{\mathcal{A}} : \mathbb{R}^{|\mathcal{A}| \times |\mathcal{A}|} \\ \operatorname{cod}_{\mathcal{A}} : \mathbb{R}^{|\mathcal{A}| \times |\mathcal{A}|} : \mathbb{R}^{|\mathcal{A}| \times |\mathcal{A}|} \\ \end{array} \xrightarrow{} \left( \begin{array}{c} \mathcal{A} : \mathcal{A} :$ 

THE PARTY OF

1920 a still and

-12 MA

्रे**क्षात्रक्षात्रक्षात्रक्षात्रक्षात्र्** 

 $(\sqrt{n})^{\frac{n}{2}} (\sqrt{n})^{\frac{n}{2}} (n-1)$ 

455

Désorpais, M. Murdoch juge que « le diveloppement de ses activités en Europe est essentiel. Il funt aller là oùest l'argent et, sentiments mis à part! Europe représente 40 % Unis 40 % et le reste du monde 20 % ». C'est ce qu'il a affirmé au Times le I novembre. Bien qu'il n'ait pas la réputation de partager le pouvoi il pense qu'« une alliance euroéenne, avec un visage européen è des partenaires européens, c'estia seule façon d'aller de l'avant ». En réalisant la troisième plus impotante introduction en Bourse aux Etats-Uttis avec 18,6 % do groupeFox Emericanment, sa Male telévison et cinéma, il a levé 2.8 milliares de dollars d'argent frais (soit \$,7 milliards de francs). De quoi spffrir une réelle poli-tique d'exposion.

tique d'extinsion.
On cite fundoch pour le rachat du géant le l'édition musicale EMI. Des illiances sur le Vieux Continent vec Springer ou Rizzoil sont évoluées. Pas uniquement sur la télévaion. « Ce qui est le plus porteur dus les médias, c'est internet », explique t-il. A condition de ne pas patir trop tôt. Sur les cent quarate finnes qui ont levé des capitaix au démarrage de l'automobie, aime-t-il à rappeler, aucune n'a urvécu. « Nous trouverons un mojen d'aller sur internet, mais, si on eut y faire de l'argene, il faut offrir un service unique difficile à imiter ou des marchandises de

marque. \* Nicole Vulser

### Des journaux, des satellites et du sport

● Télévision : aux États-Unis, Rupert Murdoch a imposé le network Fox TV, qui compte une vingtaine de stations affiliées. Il est présent dans le câble et le satellite avec Fox Kids, Fox News Channel, Fox Sports, etc., dont certaines sout reprises en Amérique latine. En Asie, il est présent au Japon, en Chine, en Inde, en Indonésie, grâce à Star TV, News Broadcasting Japan et India Sky Broadcasting. En Grande-Bretagne, Murdoch règne en maître sur la télévision payante, avec BSkyB, dont il étient 40 %. Il est présent en Allemagne, avec 49,9 % de Vox. Presse: Rupert Murdoch a båti son empire en héritant du groupe de presse de son père en Australie, où il conserve une centaine de quotidiens et d'hebdomadaires. Aux Etats-Unis,

fi ne lui reste que le quotidien populaire New York Post et une participation dans TV Guide. Il possède un poids politique important en Grande-Bretagne, grâce au Sun et au Times.

• Cinéma: il détient le studio Twentieth Century Fox, qui a récemment produit Titanic, Independence Day et The Full Monty.

• Édition: News Corp. possède l'éditeur Harper & Collins.

• Sport: pour développer

l'éditeur Harper & Collins.

Sport: pour développer
l'audience de ses chaînes, Rupert
Murdoch multiplie les achaes de
droits sportifs ou d'équipes. Il est
partenaire à 50 % du
championnat de rugby australien,
a racheté l'équipe de base-ball
des Dodgers (Los Angeles) et est
candidat au rachat du club de
football anglais Manchester
United.

### La longue marche en Chine de l'homme d'affaires d'origine australienne

HONGKONG

correspondance
Pour cet Australien de souche, la Chine a toujours été un rêve. « Pius qu'un rève, confie son entourage. Une obsession. » Pour y entrer, il sera prêt à toutes les concessions. L'affaire avait, pourtant, bien mal commencé. Fin 1992, Rupert Murdoch lance, devant un parterre de personnalités à Londres: « Les progrès technologiques des télécommunications s'avèrent des menaces certaines à l'égard des régimes totalitaires. » Pékin a pris bonne

En mai 1993, il achète à un prix exorbitant – 825 millions de dollars – la chaîne par satellite de Hongkong, Star TV, un gouffre financier, dans l'espoir qu'elle serve de plate-forme à ses ambitions chinoises. Le gouvernement chinois ne tarde pas à réagir : il interdit l'achat d'antennes paraboliques sur le sol chinois. Il émet même un règlement interdisant explicitement la réception en Chine de chaînes étrangères diffusées par satellite.

Fort heureusement, toute loi chinoise étant assortie d'un chapelet d'exceptions, six « niches » restent accessibles aux diffuseurs étrangers : les universités et autres centres éducatifs, les centres de recherche, les sociétés financières, les médias, les hôteis, les enclaves diplomatiques. Décidé à s'immiscer dans la brèche, à l'instar de HBO, CNN ou CNBC, Rupert Murdoch use de toutes les manettes de son empire pour être agréable à Pékin: il vend d'abord le South China Morning Post, premier quotidien de langue anglaise de Hongkong, journal le plus rentable au monde et dont la ligne éditoriale s'avère trop favorable aux réformes démocratiques du gouverneur Chris Pat-ten, à un Chinois de Malaisie très proche de Pékin, Robert Kuok. Il accepte ensuite de faire publier, par son éditeur HarperCollins, la biographie de Deng Xiaoping par sa fille, au prix fort de 1 million de

donars.

Il répond promptement aux premiets signes d'agacement de Pékin : il arrête la diffusion de la BBC

en Chine à partir de la plate-forme de Star TV à la suite de la diffusion d'un documentaire qui évoquait l'extraordinaire appétit sexuel de Mao. Puis il opère une reconversion spectaculaire, déclarant devant un congrès de la presse, en mai 1997 à Tokyo: « Nous reconnaissons que la Chine est un marché à part, avec des valeurs sociales et morales particulières que les sociétés occidentales comme News Corp. doivent apprendre à respecter. » Plus récemment, il prendra personnellement la décision de ne pas faire publier le livre East and West de Chris Patten, allant à l'encontre du contrat signé par son

**CRIERELLE AU PLUS RAUT NIVEAU** En 1996, Rupert Murdoch s'attache à créer un joint-venture avec un partenaire chinois, Today's Asia, dans laquelle Star TV ne détiendrait que 45 % du capital. Objectif: relancer la chaîne en mandarin lancée par Star TV, Chinese Channel, rebautisée Phoenia Channel, Mais cette participation minoritaire n'est qu'un faux nez: Star TV détient cinq sièges sur dix an conseil d'administration et les statuts stipulent qu'aucune décision importante ne peut être prise sans son accord. Cette création est très mal perçue par le ministère de tutelle de la télévision à Pékin, qui fait tout pour interdire Phoenix en Chine. « La relance de cette chaîne par Murdoch a été l'objet d'une querelle au plus haut niveau de l'Etat », raconte un professionnel de la télévision qui travaillait à cette époque

a Pekin.

Soucieux de se concilier un ministère hostile, Phoenix embanche de nombreux dirigeants, anciens employés du ministère et de sa filiale, la télévision publique nationale chinoise (CCTV). Dernière recrue blen connectée: M= Tan Kisong, ancienne directrice de la publicité à CCTV. Gary Davey luimème. directeur général de Star TV, confie dans diverses interviews qu'il ne cesse de se rendre à Pékin pour faire du lobbying. Le résultat de ces efforts est décevant. Si la direction de Phoenix revendique

45 millions de foyers et 170 millions ment dans 'agence de publicité de téléspectateurs potentiels, les sociétés de mesure d'audience in-

Il ajoute: « Ce statut semi-clandestin de la maîne rend ses chiffres dépendantes estiment que sa pénétration réelle ne dépasse pas 1 % à 2 % des quelque 1,09 milliard de téd'audience pufoitement suspects.» Résultat : Pipenix u'est pas dans léspectateurs chinois répertoriés les plans mélia des gros ammonpar l'institut de recherche de CCTV. ceurs. Et les recettes publicitaires Le marché chinois de la téléviqui sont les seuls revenus de la sion est une bataille entre pas chaîne, restert décevantes, même si Wu Yiao Yong, responsable des moins de 800 chaînes d'Etat, 1 200 ventes, affirme que Phoenix attend câblo-opérateurs provinciaux ou 34 millions de dollars de publicité municipaux, sans oublier les 500 chaînes câblées dans les grandes en 1998, contre 2 millions lors de la entreprises publiques qui logent reprise de lachaîne en 1996. H esleurs employés. «La dépendance de Phoenix vis-à-vis des câblo-opépère que cete année sera enfin celle du point mort. Pas de quoi, rateurs chinois est un handicap matoutefois, introduire en Bourse jeur, car ces derniers sont souvent Phoenix, comme le souhaitait arpeu professionnels et ont une très demment Ripert Murdoch en mai faible pénétration dans les villes se-condaires de Chine », explique Ken-

'alérie Brunschwig

## WPP et Havas Advertising s'associent dans les médias en Asie

LE DEUXIÈME groupe mondial de publicité, l'Anglais WPP, s'estranproché du français Euro RSCG (Havas Advertising) en Chine, à Hongkong et à Taïwan. Cette alliance, « purement toxtique », selon Duber.
Colmet-Daäge, responsable des médias à Euro ISCG, regroupe atris,
le nom de Motivator les moyens des deux réseaux en matière d'action
d'espace publicitaire sur la zone. Aucune action n'a été échangée :
L'accord, signé une première fois au début de cette armée selon dance.
RSCG, démarrera le 1º janvier prochain, selon le responsable interpnational de Mindshare.

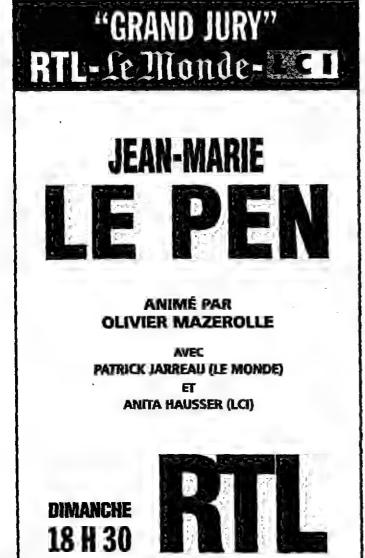
Motivator gérera les plans médias de clients d'Euro RSCG (1992). Royal Philips Electronics et Dell). Le volume d'achat avoisinerail les, 310 millions de francs.

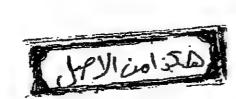
DÉPĒCHES

■ TÉLÉVISION: TV5 diffusera une première campagne publicitaire pour France Télécom en janvier, a annoncé jeudi 3 décembre Jean Stock, PDG de la chaîne. La chaîne internationale francophone, privée de ressources publicitaires depuis un an a finalement choisi de ne pas faire appel à une régie exterieure (Le Monde du 25 mars). File commercialisera, en interne, l'espace publicitaire de TV5 et de CFI qui sera limité à six minutes par heure sur TV5.

E PUBLICITÉ: Gérard Noël, vice président de l'Union de l'ampinceur (UDA), a déclaré lors d'une table ronde organisée, jeudi 3 décembre, au Sénar que la BBC pomrait ouvrir ses chaînes à la publicité, d'ici à cinq ans.

■ SONDAGES: Taylor Nelson Sofres vient d'acquérir la société espagnole d'études marketing D mas A Documentación Y Analisis pour la somme de 1,378 millions de livres (environ 13 millions de francs).





225

Trailing to the second

-

getti de gelakeri

Harris and Street

with the state of

a Children

A HOLDER STREET

NUMBER OF STREET

表示 多指数的

 $(\mathcal{A}_{i,j}^{(k)}, \mathcal{A}_{i,j}^{(k)}) = (\mathcal{A}_{i,j}^{(k)}, \mathcal{A}_{i,j}^{(k)})$ 

Stage of the Stage St.

 $q^{n-1}_{(M)} = Q^{n}_{(M)} \otimes 1$ 

 $f_{\mu}^{k,m} \leq h^{k} \mu^{-1} + 1$ 

 $= 3 \sqrt{g} + g_1 g_2 + \dots + g_n$ 

Contract Contract

 $\{\mu^{(n)}\}^{(n)} : \mu_{\mu}(\mu_{\mu}) \to 0$ 

Step 1, 4

Sec. 3.75

Address Park

Company of the con-

graphic in a

englight of the

 $\mathcal{G}_{\mathcal{M}}(\mathcal{M}_{\mathcal{Q},\mathcal{M}}) = \mathcal{M}_{\mathcal{Q}}$ 

 $\sum_{i=1}^{n} \frac{1}{n} \left( x_i + x_i \right) = x_i + x_i$ 

TOTAL ST.

The state of the s

STATE STATE OF STREET

without there is not a second

Mary Street Street Anna (à

e gent frage fra

والادبيطينية.

edation ....

September 1985

**原要 电主关** 

 $E^{1/2N} = e^{\frac{1}{N} \frac{1}{2N} \left( \frac{1}{N} \left( \frac{1}{N} \right)^{\frac{N}{N}} \right)^{\frac{N}{N}} \left( \frac{1}{N} \left( \frac{1}{N} \right)^{\frac{N}{N}} \right)^{\frac{N}{N}} = \frac{1}{N} \left( \frac{1}{N} \left( \frac{1}{N} \right)^{\frac{N}{N}} \right)^{\frac{N}{N}} = \frac$ 

the Market Commence

المراجع والمستجار

THE MOUNTAINING

dans les media en la

107 Person

 $A_{B}(y) = X \oplus y$ 

PARTY OF T

# tereuse secotional aver It

potentiels pourraient être le britannique BAe, en cours de 1 - le c Dasa, ou le français Thomson-CSF. Action of the second the state of the s ● SANOFI-SYNTHELABO: les

And the second s

Contract Contract

1922

· Santa

124,00

3 décembre, que leur firme disposera d'un trésor de guerre de 10 milliards de francs pour des acquisitions éventuelles en Europe ou aux Etats-Unis et ne sera ··· handicapé par aucume dette. Plusieurs repreneurs seraient sur les rangs pour reprendre les activités beauté de Sanofi.

groupe américain de produits d'hygiène a annoncé, jeudi, la suppression de 5 800 emplois dans ie monde sur 94 000 actuellement. la fermeture de 36 usines sur 158 et l'inscription d'une charge exceptionnelle de 800 millions de dollars après impôts sur ses résultats du quatrième trimestre.

 DAIMLER-CHRYSLER: le: groupe automobile allemand est parvenu, début novembre, à un accord de principe pour acheter 39,8 % de Nissan Diesel, la division polds lourds du japonais Nissan, indiquait jeudi 3 décembre l'agence Jiji. Mais la naissance, simultanément, du groupe DaimlerChrysler a retardé la décision finale. Selon l'agence... l'accord définitif pourrait intervenir vers la fin de l'année et même être étendu à des productions de voluires.

● GEMPLUS: le fabricant français de cartes à puces a annoncé, jeudi, la création d'une société commune avec Leigh-Mardon, fabricant australien de cartes plastiques et de cartes à puces. La société fabriquera à Melbourne, dès mi-1999, des cartes à puces qui seront vendues en Australie et en Nouvelle-Zélande.

• La poste allemande vareprendre la banque postale Postbank pour près de 15 milliards de francs: (Lire p. 19.)

• OMNICOM : Popérateur français a annonce, jeudi, que son service, accessible via le fixe < 5 > est disponible sur toute la France. Omnicom table sur un chiffre d'affaires de

and the second

• INDUSTRIE FINANCIÈRE : le ministre de l'économie et des finances Dominique Stranss-Kahn a estimé que l'industrie financière française avait un « point de faiblesse qui est la taille de ses opérateurs », dans une interview au quotidien La Tribune, vendredi 4 décembre.

commercial de France (CCF), dont vote. Parallèlement, les dirigeants affirme l'hebdomadaire italien Il Mondo.

d'Elf Aquitaine sera inférieur en 1998 à celui de 1997 (10,2 milliards de francs), a déclaré, jeudi 3 décembre, Philippe Jaffré, le président du groupe, affirmant qu'il n'avait « aucune intention de rapprochement actuellement dans le secteur petrolier ». M. Jaffré a estimé que les fusions en cours BP/ Amoco et Exxon/Mobil «ne modifient pas l'environnement concurrentiel d'Elf ».

en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

### **AFFAIRES**

• GEC : le groupe britannique a indiqué, jeudi 3 décembre, avoir « eu d'intenses discussions depuis physieurs mois avec un certain nombre de participants majeurs à l'industrie globale de défense », et s'apprête à annoncer une fusion ou une acquisition. Les partenaires rapprochement avec l'allemand

dirigeants du nouveau groupe pharmaceutique ont indiqué, le

• JOHNSON AND JOHNSON: le

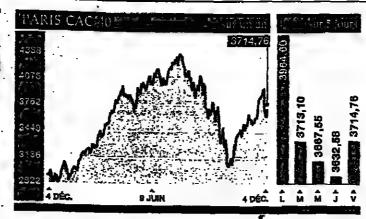
228 millions de francs cette année.

### FINANCE !

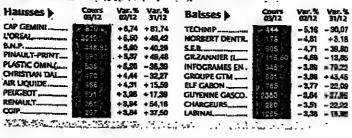
• CCF : le groupe nécriandais de services financiers ING s'est renforcé dans le Crédit il détient désormais 5,94 % du capital et 5,33 % des droits de du San Paolo-IMI et de la banque française se rencontreront avant Noël pour déterminer le pourcentage du capital du CCF (qui ne fait pas de commentaire) que reprendra la banque italienne,

### RÉSULTATS T

ELF: le résultat net courant



Principaux écarts au règiement mensuel



#### LES PLACES FINANCIÈRES

#### PARIS

APRÈS une ouverture en net repli de 1,8 % dans le sillage de Prancfort, l'indice CAC 40 s'est ressaisi dans le courant de la matinée et gagnait 0,03 % à la mi-séance, à 3716,72 points, vendredi 4 décembre. Les difficultés du gouvernement brésilien à faire adopter ses mesures d'assainissement économique, la chute de la Bourse de New York (-2 % à la clôture de jeudi) et la faiblesse persistante du dollar ont pesé lourdement sur la tendance à l'ouverture. La remontée de la devise américaine, à 5,6090 francs, contre 5,5885 en début de journée, a contribué au redressement de l'indice. L'annonce du telèvement de la participation du néerlandais ING dans le capital du CCF, qui serait, en outre, engagé dans des discussions avec le groupe transalpin San Paolo-IMI, permettalt à la banque française de gagner 5,4 %. Après avoir baissé lors des séances précédentes, le titre Rhône-

#### FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort était en repli de 1,78 %, à 4726,62 points, quelques minutes après l'ouverture, vendredi 4 décembre, après un gain de 2,13 % la veille, consécutif à la baisse du taux de prise en pension par la Bundesbank. Les opérateurs ont réagi à la baisse de Wall Street durant la nuit et à la faiblesse persistante du dollar (à 1,66 deutschemark).

#### LONDRES

L'INDICE FT 100 de la Bourse de Londres a gagné 1 % à la clôture, à 5 566,1 points, jeudi 3 décembre. La baisse des taux dans les pays de la « zone euro » a nount les espoirs des opérateurs en un geste de la Banque d'Angleterre, au moment où le patronat britannique publiait une nouvelle étude alarmante sur les ventes au détail, à leur plus bas niveau depuis mars 1995.

7 SEPT.

20 OCT.

2502

2269

2153

2036

1920

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a cédé 0.39%, à 14 639,97 points, vendredi 4 décembre, L'annonce d'une contraction du PIB japonais de 0.7 % entre juillet et septembre, soit le quatrième trimestre consécutif de croissance négative, a alimenté les doutes sur la capacité du gouvernement à limiter à 1,8% la baisse du PIB cette année.

4 DEC.

#### INEW YORK

L'INDICE DOW JONES de la Bourse de New York a terminé en net recul de 2,04 %, à 8 879,68 points, à l'issue de la séance du jeudi 3 décembre. Le rejet, par le Congrès brésilien, d'une mesure essentielle du programme de relance local a mis à mai la confiance des investisseurs sur l'issue de la crise financière en Amérique latine. Le titre Boeing a poursuivi sa chute, cédant 5,4 %, soit 21 % en deux jours.

### Valeur du jour : Boeing chahuté

en dollars à New York

JFM AMJJASOND

Action Boeing

L'ANNONCE de licenciements massifs n'enthousiasme plus les boursiers de Wall Street. L'action Boeing a poursuivi jeudi 3 décembre sa descente aux enfers avec un recul de plus de 5 % à 31,87 dollars. Depuis mardi, le titre du premier constructeur aéronautique mondial a perón 21 % de sa valeur après que la société eut annoncé des. perspectives de baisse des résultats (Le Monde du jeudi 3 décembre). Mercredi, en une seule séance, l'action Boeing a chuté de 16 % voyant de près de 6,5 milliards de dollars (plus de 36 milliards de francs).

Poulenc gagnait 4,3 %.

La veille, le groupe de Seattle avait annoncé, après la clôture des marchés boursiers, qu'il allait supprimer 48 000 emplois, soit 20 % de ses effectifs, d'ici à la fin 2000. Le nombre des licenciements est plus de deux fois supérieur à ce que

Boeing avait prévu l'été demict. Jeudi, le constructeur avion le plus rentable, le 747, devrait être ramené à une aéronautique a précisé à ses employés canadiens que près de la mettié d'entre eux seraient licenciés d'ici à

Toutefois, plus que l'ampleur des licenciements, c'est la baisse des résultats du groupe qui inquiète Wall Street. Physicurs maisons de titres américaines, comme Morgan Stanley, qui étaient acheteuses de l'action Boeing avant ces annonces, conseillent désormais à leurs clients d'adopter une position plus neutre sur le

titre. Elles révisent à la balsse leurs prévisions de bénéfices. Le constructeur Boeing prévoit un chiffre d'affaires de 56 milliards de dollars cette année, mais seulement 50 milliards en l'an 2000. Le groupe a annoncé que sa marge opérationnelle serait inférieure à celle attendue en 1999 (entre 1,5 et 1,8 milliard de dollars).

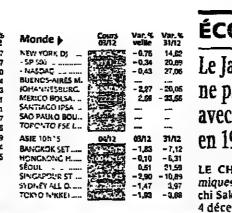
Les mesures prises par la société pour tenir compte du recui des commandes n'out pas rassuré les investisseurs. Alors que quelques Airbus seulement seraient en attente d'acheteurs, Boeing aurait encore sur les bras 24 appareils contre 36 en juin. Physicurs compagnies comme American Airlines ou United Airlines ont révisé à la baisse leur prévision de croissance du trafic et Singapour Airlines et Cathay Pacific ont renoncé à des achats d'avions programmés avant la crise asiatique. Le rythme de production mensuel de son

unité en l'an 2000, contre 3,5 aujourd'hui. Le groupe américain est directement affecté par la crise asiatique, qui touche notamment le trafic aérien. L'Asie est un marché crucial pour Boeing. Le constructeur souffre aussi de la réduction des programmes militaires de la région, notamment en Corée du Sud, en Thailande et aux Philippines.

Ioël Morio

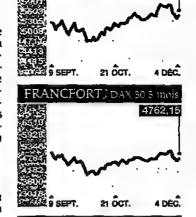
#### Indices boursiers







5510,80





#### Matières premières





LIGHT SWEET CRUDE ....

Or		
En francs	Cours 03/12	Va 02
OR FIN KILO BARRE	5200	
OR FIN LINGOT	53000 y	
ONCE D'OR LONDRES	29235	
PIÈCE FRANCE 20 F	315	
PIECE SUISSE 20 F	74929	4
PIÈCE UNION LAT. 20 F	SE 12 12	
PIÈCE 20 DOLLARS US	3040	4
PIÉCE 10 DOLLARS US	T1690	-
BICCO DA DECOS MES	100	

### TÄUX

était bien orienté, vendredi 4 décembre, alors que les Bourses européennes entamaient la séance en baisse et que le dollar montrait des signes de faiblesse face aux principales devises européennes. En début de matinée, le contrat notionnel, qui retrace l'évolution des emprunts d'Etat, gagnait 17 centimes, à 111,44 points. Le rendement de l'OAT 10 ans s'établissait à 4,03 %, leudi, les banques centrales de la zone euro ont abaissé simultanément leur taux directeur à 3 % (3,5 % pour la Banque d'Italie).

• France: le marché obligataire

• Etats-Unis: tandis que la Bourse américaine reculait de madeuxième séance consécutive, le p. 18.) marché obligataire a servi de refuge aux investisseurs, jeudi 3 décembre. Le taux de rendement de l'obligation émise à 30 ans est tombé en dessous du seuil psychologique des 5 % en cours de annoncé, vendredi, l'Institut naséance, mais il a clôturé à 5,01 %.

### ECONOMIE

#### Le Japon pourrait ne pas renouer avec la croissance en 1999

LE CHEF des services économiques du gouvernement, Taichi Sakaiya, a reconnu, vendredi 4 décembre, qu'une nouvelle dégradation de l'économie japonaises ne pouvait être exclue sur l'année fiscale 1999 (débutant en mars). Cette estimation vient contrecarrer les espoirs du gouvernement japonais qui tablait sur une reprise de la croissance, en raison des effets du plan de relance adopté en novembre. Du coup, le gouvernement préfère encore prendre du temps avant de livrer une prévision sur l'évolution du PIB en 1999. Par ailleurs, le ministre des finances Kiichi Miyazawa, a reconnu qu'il serait difficile de limiter la contraction de l'économie laponaise à 1.8 % pour l'actuelle année fiscale en raison de la nouvelle baisse de 0,7 % du PIB pour le troisième trimestre. ■L'indicateur avancé de la conjoncture, censé préfigurer l'évolution de l'économie japonals, est retombé à 42,9 points en octobre après avoir atteint 60 points en septembre, a annoncé l'agence de planification économique vendredi. Ce chiffre est inférieur aux 50 % qui séparent les phases de croissance de celles de récession.

BRÉSIL: un sénateur du parti des travailleurs a introduit un recours en justice pour suspendre l'accord financier signé entre le Brésil et le Fonds monétaire International. E Les exportations de produits

agricoles ont chuté de 9,25 % de juin à septembre par rapport à l'année précédente, totalisant 11,7 milliards de dollars contre 12,9 milliards en 1997. Les importations ont reculé de 3,8 %.

RUSSIE: l'inflation a progressé de 5,7 % en novembre, portant la hausse des prix sur onze mois à 65,3 %, contre 9,3 % pour l'ensemble de l'année 1997.

#PAKISTAN: la firme de notation financière Standard & Poor's a abaissé, jeudi 3 décembre, la note de la dette en devises à long terme de Pakistan, en l'assortissant d'une perspective négative. Selon l'agence, cette décision a été provoquée par le fait que le gouvernement n'a pas payé, au 30 novembre, le versement d'intérêts de 13 millions de dollars. Le Pakistan a actuellement un trou budgétaire de 5 milliards de dollars et ses réserves ne dépassent pas les 400 millions. Il est en négociation avec le Fonds monétaire international pour obtenir une aide financière.

■ PÉTROLE: le nouveau président de l'OPEP, le ministre algérien de l'énergie Youcef Yousfl, a affirmé que la chute des prix du pétrole était une catastrophe. Les pays exportateurs ont perdu, en moins d'une année, plus de 80 milliards de dollars du falt du déséauilibre du marché mondial et de la mésentente entre les principaux producteurs et exportateurs ».

■ OCDE: le montant total des encours gérés par les fonds de pension représentent 38% du PIB des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). contre 29 % en 1987. Ce chiffre est donné par l'OCDE dans son rapport sur les tendances des marchés de capitaux, publié jeudi 3 décembre à Paris. Ces statistiques masquent des réalités différentes, puisque l'encours des fonds de pension représentent 60 % du PIB aux Etats-Unis, contre moins de 5% en France.

■ EUROPE : les onze pays de la zone euro ont décidé d'abaisser leurs taux directeurs à 3 %, sauf la Banque centrale d'Italie qui nière significative pour la ne l'a réduit qu'à 3,50 %. (Lire

> ■ITALIE: les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % en novembre, portant l'inflation sur l'année à 1,5 %, a tional de la statistique.

### MONNAIES

Dollar: la devise américaine a repris son monveme vendredi 4 décembre matinée. Le dollar s 1,6667 mark et 5,5885 pit des baisses de ta veille dans les pays de 10 », et à 118,37 yens atteint 117,35 yens, so veau depuis un mois séance à Tokyo. La fa tante de Wall Street e du gouvernement bi adopter par son Con sures de relance de l' forme fiscale, accord le FMI) ont affecté le vert. Les statistiques américain, publiées di de vendredi, étaient a confiance par les opces demiers continua ter à phis long terme rajentissement de l'é \* Cotations, graphiques et indices dires de certains analystes, les baisses de taux en Europe créent les conditions d'un nouveau geste de la Réserve fédérale américaine.

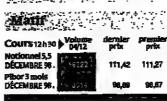
### Cours de change

ent de baisse,	FRANC	5,63
e, en début de	DM	1,67
échangeait à		657,20
		118,73
francs, en dé-	FLORIN	1,89
aux opérées la	FR S	1,37
e la « zone eu-	LIVRE	0,80 0,00
s, après avoir	DOLLAR	
on plus bas ni-		A TO A .
	<b>经基金的证</b> 证	
s, en cours de	Taux d'	
aiblesse persis-	TRUX	mer
t les difficultés		Taux
résilien à faire	Taux 03/12	11
ngrès les me-	FRANCE	- 3.33
économie (ré-	ALLEMÁGNÉ	€ 3,39
financier avec	GDE-BRETAG.	7,13
	ITALIE	3.23
cours du billet	ETATS-UNIS	P. 5
s du chômage	SUISSE	~ 1
lans la journée	PAYS-BAS	832
attendues avec	MAGE!	
érateurs, mais	the state of the state of	
ient de redon-	Matif	÷
le risque d'un		
	Cours 12h30	Volum
conomie. Aux	Notionnel 5.5	

12 12 h30	Cours	Cours	Cours	Cours FR.S.	COURS FLOQIN	COURS	Cours	Cours	Cours FRANC
RANC	5.63	6.58	9,37	4,10	2,98	4,79	0,34	3,35	MM
M	1.67	1.96	2,79	1,22	95,0	0,14	0,99	and .	0,30
		1944.19	2763,05	1211,80	678,52	1385,54	Penn	<b>990,17</b>	295,28
N (100)	118.73	139.33	197,97	88,85	62,96	pro-	7,17	70,96	21,17
ORIN	1.89	2,21	8,15	1,38	2004	1.59	0,11	1,13	0,34
2.5	1.37	1,60	2.28		0,73	1,15	0.08	0,82	0,24
YRE	D.B0	0,79		0,44	0.32	0,51	0,04	0,36	0,11
٠لت	0,000		1,42	0.62	0.45	0,72	0,51	0,51	0,15
OLLAR		1.17	1,67	0,73	0,53	0,84	80,0	0,60	0.16
(1)学生) "1.5		1766	1. 1. 1.	2	*				
12.00 may	200 mg	20 000							-

### rêt (%)

Taux 03/12	Taesa J. J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Tat 30at
FRANCE ,	- 3.33	3,28	3,97	4,5
ALLEMÁGNÉ	£ 3,39 3	3,57	3,90	4,8
GDE-BRETAG.	7,13	6,36	4,58	4,2
ITALIE	₹ 3,81 F	3,49	4,14	5,1
JAPON	9.23	0,13	1,19	-
ETATS-UNIS		4,49	4,53	4,5
SUISSE	~ 1 * *	1,53	2,30	3,7
PAYS-BAS	8320	3,35	3,99	4.8
MAGICAL.	, ,		99.7	• • •



### Marché des changes

Cours BDF05/12	Achat 03/12	Vent 03/1
235,33.	322	348
47,50	48,15	49,2
	15,68	16,7
3,65	3,33	3,9
10 (8E,19)	83	93
54 3.54	3,65	4,2
5,02	5,29	5,8
110.29	105	116
9,36	8,86	9.7
-0.4.05	1,75	2,2
3,32	7,91	8,7
3,53	3,13	3,6
A.71	4,57	4,9
75,58	71	80
227,005	***	
3.27	2.95	3,6
\$4.95	64,50	74,5
	BDF 03/12 335,33 47,50	BOF 08/12 09/12 \$35.33 92 48,15 \$46,15 15,68 \$3.55 2,33 \$5.19 83 \$5.20 5,29 \$10.22 105 \$3.05 8,86 \$1.02 7,75 \$3.22 7,13 \$4,71 4,57 \$3.27 7,13 \$4,57 71 \$3.27 2,95

FINANCES ET MARCHÉS 244 1,48 2,90 4,52 1,34 1,34 1,34 22 / LE MONDE / SAMEDI 5 DÉCEMBRE 1998 • 502 392 34,140 253 353,50 353, + 4.98 + 1,26 - 0,55 + 0,36 + 1,93 - 3,82 - 3,19 - 0,70 - 1,75 - 1,07 - 0,48 - 1,1 + 1,09 + 3,51 + 0,91 152,50 257 305 1098 1190 444 209,90 999 565 800 742 61,90 61,90 1225 1225 1225 765 - 1,46
- 1,24
- 2,56
- 2,25
- 2,57
- 0,57
- 0,57
- 0,57
- 0,57
- 0,58
- 1,57
- 0,58
- 1,57
- 0,58
- 1,57
- 0,58
- 1,57
- 0,58
- 1,57
- 0,58
- 1,57
- 0,58
- 1,57
- 0,58
- 1,57
- 1,57
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- 1,58
- - 1,09 3601 1575 450 450 1575 1595 15 REGLEMENT + 1,91 + 1,13 - 0,02 - 0,63 - 2,08 - 0.84 - 1.80 - 2.72 - 2.86 - 0.26 - 0.26 - 2.78 + 3.11 - 3.06 - 2.78 + 7.24 + 7.24 + 1.20 1 red Fon Fran **MENSUEL** PARIS VENDREDI 4 DÉCEMBRE +0,08% Liquidation : 23 décembre CAC 40: Taux de report : 3,63 Cours relevés à 12 h 30 - 2,20 Mobil Corporat # Morgan J.P. 9 3718,58 - 2.25 + 1.59 + 1.59 + 1.59 - 0.64 + 0.76 - 1.35 - 0.60 - 1.35 -Dev.R.N-P.Cai Li # ...... Dexia France...... DMC (Dollius Mi) ...... VALEURS (1) FRANÇAISES précéd. COURS Norsk Hydro I ... Petrofina I ..... Philip Morris I ... Philips N.V I .... - 1,54 - 1,74 - 0,68 - 0,42 - 0,57 - 0,46 - 2,78 - 1,62 970 979 979 979 1131 949 124 958 1324 958 1320 1310 12 B.N.P. (T.P)... Cr.LyomnaisTP) Ly...... Renault (T.P.)........ Saint Gobain(T.P.)...... Perhiney Act Ord A..... Pernod-Ricard Thomson S.A.(T.P) ..... - 2,00 - 1,00 - 1,00 - 2,60 - 2,60 - 1,00 + 1,00 - 1,10 - 1,10 Nomina (1) Ric Tinto PLC #. Cours Derniers précéd, cours Air Liquide . VALEURS ÉTRANGÈRES - 2,29 + 4,13 - 0,12 - 0,25 - 2,82 - 1,25 - 2,02 Altran Techno. # .. - 3,21 - 1,50 - 3,05 - 4,05 - 1,23 - 1,24 - 3,25 - 1,0,23 - 3,46 - 0,93 - 3,46 - 0,45 - 3,25 - 1,76 - 1,76 - 7,57 Atos CA. 2525 570 1975 567 40,50 176,10 237 236,80 107,80 204 202,10 183 170 500 80,50 327 53,55 291 28,20 1,13 11,85 84 521,50 510 Sazar Hot. Ville Bentrand Faure. Anglogoid Ltd I ... Amgold I .... Arjo Wiggins App - 0,88 - 0,52 - 2,18 + 3,22 - 0,80 + 0,33 - 0,71 - 1,52 + 1,14 - 1,83 - 1,31 + 0,76 + 0,19 - 1,37 - 2,11 + 7,07 + 3,26 + 2,89 Banco Santande Barrick Gold F... Grandvason
Groupe Andre S.A.
Groupe Andre S.A.
Groupe Partouche 8
Groupe Partouche 8
Gr. Zannier (Ly) 8
Guilbert
Gryenne Gascogne
Guilbert
Guyenne Gascogne BASE \*

Bayer \*

Crown Cork ord.\*

Crown Cork PF CV\*

Damler Onysier + 0,11 - 1,63 - 3,16 - 1,53 + 2,72 - 2,50 - 1,34 - 0,75 - 0,81 - 1,28 ABRÉVIATIONS B = Bordeaux; Ll = Lifle; Ny = Nancy; Ns = Nances. SYMBOLES De Beers # ...... Deutsche Bank # ..... Diageo PLC # ..... - 0,21 + 1,60 + 0,57 + 1,90 - 0,52 + 0,50 - 3,77 + 1,25 + 2,71 - 2,02 DERNIÈRE COLONNE (1): -- 1,68 - 0,35 - 2,12 - 2,91 + 0,21 + 2,16 - 0,02 - 1,25 + 0,06 + 1,27 Lundi daté mardi : % variation 31/12 Mardi daté mercredi : montant du cour Eastman Kodak I East Rand I 100 HO 25 92 25 10 1089 521 1325 62,50 906 881 U18 + 6,42 - 6,11 - 1,08 + 0,40 - 0,80 + 0,22 - 0,48 - 0,66 - 0,22 - 1,07 iSiS \_\_\_\_\_ jean Lefebvre Klepierra \_\_\_\_ Labinal \_\_\_\_ Equant N.V. — Ericsson II —— Ford Motor II — 2300 570 361 300 290 145 5000 3970 490 5600 500 1353 511 1680 Paris Orleans
Promodes (CI)
PSB Industries Ly
Raynal RoquesSAP
Rougher # 579 510 2004 129 696 1600 11% T Sem 3.866 3.855 3.855 3.855 3.855 3.856 1.056 3.856 1.056 Durblay Didot Bottin Eaux Bassin Vichy 109,21 99,88 Electr.Madagasi COMPTANT
OAT 89-01 TIME CAS
OAT 108-90-01 EQU
OAT 108-90-01 EQU
OAT 7.557/86-01 CAS 109,90 115,03 116,76 116,76 Ent.Mag. Pari 40,10 66,05 - 243 201 300 1156 1952 680 205 406 251 689 VENDREDI 4 DÉCEMBRE OAT 8,5% 91-02 BOJ ..... OAT \$5% 87-02 CA DAT 8.50% 89-19 #qn conbou OAT # 50%92-23 CM ...... SNCF 8.R% 57-94CA ..... 103,50 OBLIGATIONS du nom-8,563 6 2,762 6 4,167 8,159 1,116 2 7,554 4,755 1 FORT PART R 117,30 103,76 130 123,65 Nat. Ed. 9's 91-02-1780 571 945 410 13900 CEPNIE 9% 89-99 CA4.... CEPNIE 9% 92-06 TSR .... CFD 9,7% 90-03 CB..... Cod Bazar Lyon(Ly). 125,70 113,50 CFD 8.6% 92-05 CB...... CFF 10.25%90-01 CB+.... CLF R.9% 88-00 CAJ ..... 5,841 6,998 5,349 0,323 3211 125 540 .751 1200 1409 2750 Areas dicieux prive il Cours précéd. Demiers ACTIONS FRANÇAISES 118 101,13 105,55 122,80 153,55 114,66 103,68 465 . 5,25 COURS MLPC International .... 22.40 859 250 250 110 55 319 113 639 389 625 250 800 250 110 36 2599 Arbel ... Leccarat (NV) 3065 Bains Changon
3065 Bidermann Inti-Finansd 8,65:92-021..... 100,01 102 106,40 DAT TMB 87/99 CAI OAT 8,125% 89-99 F...... OAT 8,50%90/00 CAB ..... MARCHÉ LIBRE THE STATE OF THE S **NOUVEAU MARCHÉ** 206 558 116,10 198 10,40 148,70 162,90 110 CFI Industries Une sélection. Cours relevés à 12 à 30 183,60 Une sélection. Cours relevés à 12 h 30 CNIM CAJ.... VENDREDI 4 DÉCEMBRE 530 805 225 69 VENDREDI 4 DÉCEMBRE SECOND Demiers cours MARCHE C.A. Hos Noti Demiers cours 410,60 686 118,70 178 210 95,05 Cours précéd. **VALEURS** A Paris IDF.... Securider # .... Smoby (Ly) # . VALEURS Hermes knti ... Hurel Dubois Une sélection Cours relevés à 12 h 30 393,10 CARR & VE 35 700 214,90 474 168,90 C & Loire Atl # NS 24,95 330 340 7,80 **VENDREDI 4 DÉCEMBRE** CA.Pas de Calais... CA.du Nord#(Li)... ICCI. 1910 102 306,90 142 940 330 582 78 2420 675 122 588 407 Demiers cours Sopra # \_\_\_\_\_ Steph Kelian # \_\_ Sylea \_\_\_\_ Teisseine France CA Dise CCI..... CA Somme CCI.... CA Toulouse (B) ... Idianova Particip VALEURS CTT-SCETA... 51 965 712 380 470 40 78,25 285,10 82,95 78 695 710 135 355 452 18 464 4,05 180 Int. Computer I .... 37.50 655 504 80 616 126 920 409,90 125,10 819 150 455 335,10 Trocdefile..... roupe J.C.Darmon ..... Acial (Ns) I.... Thermador Gpe. ABRÉVIATIONS 99.65 99.65 90.0 125.81 90.0 150.0 150.0 150.0 150.0 150.0 150.0 B = Bordeaux; U = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Aigle II ..... Albert S.A (Ns) Ducros Serv.Ra Transiciei #. Transice I
Troway Catvin I
Lindog
Union Fin France Ny = Nancy; Ns = Nantes. Marle Brizard **SYMBOLES** Maxi-Livres/Profr -Meodec (Ly)-----Expand s.a... La Cle Group 100,50 MGI Coutter 4 . 730 643 111,20 Viel et Cle #\_\_\_\_\_ Vilmor.Clause Cle#\_\_\_\_\_ Virbac\_\_\_\_ oue Tameaud(5)#-Morneret JouetsLys

Naf-Naf I

NSC Gpe (Ny) Finituro ... BIMP-Paul Predault... P.C.W..... n (Ly)# et(Ly)#-Gel 2000. 298 159,40 SOCIETÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT 1:0836833662 (225 films) 99280,34
3075,99
2136,57
15733,81
14402,80
9652,99
1274,19
1202,44
974,90
174,97
152,80
174,97
152,80
166,95
21-0,22
1530,24
11730,16
623,37
574,53
1177,73
1217,86
122,18
1256,86
122,18
1256,86
122,18
1256,86
122,18
1256,86
122,18
1256,95
122,18
1256,95
127,18
127,18
127,18
127,18
127,18
127,18 CDC Management CICPARIS 39482,50 39451,62 1090,03 SICAV et FCP 1146,96 170,58 476,41 1925,44 10092,21 4253,87 1017.24 1947.5 2652.74 2647.45 2875.91 2874.77 Cadence 1 D... Cadence 2 D... Cadence 3 D... Livret Bourse Inv. D PEA 1075.90 Une sélection LEGAL & GENERAL BANK Cours de clôture le 3 décembre 1896,16 1137,30 2224,99 MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC 025) 0 199 1263 2 1264 5 167,76 1766 3 Émission Frais incl. Rachat 32.19 35.66 314.51 303.34 Patrimoine Retraite C .... Patrimoine Retraite D .... **VALEURS** net Indocam Unita Interselection France D
Sélect Défensif C
Sélect Dynamique C
Sélect Equilibre 2
Sélect PEA3 MATTER TRESON, (1.31 Flore) 1775,99 1735,51 Sicay Info Poste : 0536685010 (2,23 Ffmn) 163,70 753,60 150,16 743,61 Indocam Str. 5-7 C ...... 984.33 927.12 1362.97 2432.39 2302.54 20494,73 20114,32 130,54
130,57
137,67
139,78
1152,08
1077,32
1051,08
1077,32
1051,08
1073,32
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
1051,08
10 Agipi Actions (Ara)...... 💠 Amplitude Amèrique C...
Amplitude Amèrique D...
Amplitude Europe C...
Amplitude Europe D....
Amplitude Monde C....
Amplitude Monde D....
Amplitude Pacifique C...
Amplitude Pacifique D...
Elenciel Euro D PEA...
Elenciel Euro D PEA...
Emery, Euro Poste D PEA...
Géobilys C....
Géobilys C....
Interes C... 17765,39 16283,99 11757,72 11142,79 27544,63 1636,36 1636,36 2436,59 899,55 1514,17 652,55 273,42 892,14 17765.39 BNP CAISSE D'EPARGNE 083680900
(2.8 Hers) 第183 1850 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.000 | 0.00 923633 14813 400282 2278,74 3746,70 159,53 12042,42 1273,18 2049,44 1701,48 1161,79 569,50 5200,17 243,57 943,33 911,76 213,86 81835,99 76894,29 2567/8 2330,96 306,09 326,79 Sogenfrance C..... Sogenfrance D..... Sogenargne D..... Écur. Act. Futur D PEA....
Écur. Capitalisation C....
Écur. Expansion C.....
Écur. Géovaleurs C....
Écur. Investis D PEA....
Éc. Monét.C/10 30/1/98.
Èc. Monét.C/10 30/1/98.
Ècur. Trésoreire C....
Écur. Trésoreire D.....
Écur. Trimestriel D.....
Éparcourt-Sicav D .....
Géoptim C...... Jano Court Term Natio Court Terme 2..... Natio Epargne...... Natio Ep. Croissance..... 79223 18973 12057 30018 364,50 Oblilion — Skrav 5000 . Silvatrance... rio Euro Obilg. 1696,16 1675,67 113,88 112,74 Natio Euro Perspect..... rements
1677,08
1677,08
17227,33
116,16
114,99
114,77
111,85
105,91
105,91
105,91
105,15
524,72
537,47 Géoptim D ..... 2824,50 170,39 318,94 167,10 978,69 181,34 23814,29 1822,23 2081,67 1131,40 -11252 Avenir AF255 CM Option Dynamique... CM Option Equilibre..... Créd Mut Mid Act Fr.... Plenthude D PPA

Poste Gestion D

Poste Gestion D

Poste Première

Poste Première 1 an

Poste Première 2-3

Revenus Trimestr. D

Thésora C OX INDOCAM 174667.76 12467.36 171465 26.78 Cred.Mut.Ep.Co.tr.T..... Cred.Mut.Ep.Ind.C..... 252442,63 252442,63 54374,11 5354,42 1102,38 964,49 279391,59 1135373 1149452 d [64631 11494,52 1699,64 Cred Mist En Obin SYMBOLES CIC CIC BANQUES BANQUE POPULATRE ASSET MANAGEMENT ♦ cours du jour; ♦ cours précés Atout Futur C. 180,11 174,86 Fonds communs de 175,19 172,60 CM Option Modération Fonds communs de pla

Production of Second pedical

नान है असेबंह

and the second

the second second

أوليها والواجأ لهسه الأشارا

tra .....

The state of

THE PERSON .

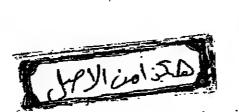
till a gladic

100 mg/sm. 12

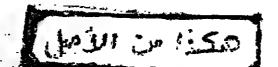
C43458

didier au club a

Ţ



96584,06 304,15



### AUJOURD'HUI

SPORTS Malgré leur défaite (1-2) sion, les Girondins de Bordeaux sont face à l'Olympique lyonnais, jeudi 3 décembre, en rencontre avancée faveur du match nul (1-1) concédé

Company distance

an (本本)

A COLUMN TO A STATE OF THE PARTY OF THE PART top day

A PROPERTY.

-

The same

the the second

+JAPperson .

Stage .

10 may

aller aller

AND THE PARTY

Andrews Andr

THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

1.25

NCHE MARCHE LIBRE

5.85% 13

1. 电影点

AND THE PARTY OF T

12

75

\$5.90 s. of 179 (1985).

عالايج ارب

;

THE PARTY NAMED IN

de la 17-journée de championnat de par l'Olympique de Marseille à France de football de première divi- Auxerre. 

BORDEAUX a réalisé une

première moitié de championnat époustoufiante avec douze succès et deux nuls pour trois revers seulement. • A Mi-PARCOURS, les Girondins possèdent la meilleure défense,

la deuxième meilleure attaque derrière Marseille, le meilleur buteur (Sylvain Wiltord, avec onze realisations) et deux des meilleurs passeurs (Ali Benarbia et Lilian Laslandes). • CES RÉSULTATS, le club bordelais les doit notamment à son entraîneur, Elie Baup, qui a trouvé en Gironde la reconnaissance de ses

### Bordeaux a fêté son titre de champion d'automne sans apparat

Leaders à mi-championnat, les Girondins doivent leur performance au travail discret de l'entraîneur, Elie Baup, dont la carrière tourmentée se trouve relancée. Les moyens financiers manquent encore au club de football bordelais pour pérenniser les résultats acquis sur le terrain

de notre envoyé spécial Qu'elle semble douce, la vie des footballeurs bordelais, gratifiés du titre honorifique de champions d'automne. Qu'elle est tourmentée, en vérité, à force d'édulcorer joies et peines. Chaque victoire les encourage à persister dans la modestie, de crainte d'être rattrapés par la pression qui bride talent et imagination. A l'inverse, la défaite ne les autorise pas à la manifestation d'un dépit public, sous peine de dévoiler l'ambition intime qui les anime. Le jeu du grand écart a ses limites et c'est à Lyon qu'elles sont apparues au grand jour.

Battus (1-2), jeudi 3 décembre, lors d'une rencontre avancée de la 17 journée de championnat de première division, par l'équipe lyonnaise – Alain Caveglia a ouvert à la 51° minute un score aggravé par Vikash Dhorasso (72°)malgré un nouveau but de Sylvain Wiltord (81°), les Bordelais ont sauvegardé de justesse leur première place au classement par la grâce du match nul (1-1) concédé in extremis par l'Olympique de Marseille à Auxerre.

Coincés entre deux sentiments, les Girondins se sont dévoilés en 2 sortant des vestiaires, l'humeur corrosive. « Quand on joue sur terrain adverse, il n'est pas permis de se faire viéger sur des contres une quinzoine de fois, pestait le capitaine Michel Payon. Nous nous sommes laissés emporter par le leu au lieu de privilégier notre base défensive. » On ne saurait mieux té-



moigner d'une volonté de contester jusqu'au bout la suprématie

promise à l'OM dès l'entame de la compétition. Avec douze succès et deux nuls

pour trois revers seulement. Bor-

deaux a réalisé une première moltié de championnat époustouflante. Pour preuve, cette liste des prix décernés à mi-parcours : meilleure défense, deuxième meilleure attaque (derrière Marseille), meilleur buteur (Sylvain Wiltord avec phase offensive les buts résultent onze réalisations) et deux des melleurs passeurs de la première division (Ali Benarbia et Lilian Laslandes), « Même dans nos rêves. nous n'imaginions pas une telle réussite », s'exclame Jean-Louis Triaud, qui partage la présidence du club avec Jean-Didier Lange.

NOTIONS D'ESPACE ET DE TEMPS Cinquièmes l'année dernière, les

Girondins paraissaient s'être démunis cet été en cédant Gralak à Istanbulspor (Turquie) et le duo Patrick Blondeau-Peter Luccin à l'OM. Seule la venue du meneur de jeu monégasque Ali Benarbia tempérait la déception des supporteurs qui ne s'étaient pas précipités pour s'abonner au Parc Lescure (ils sont moins de 7000 contre 40 000 à Marseille). L'étonnante montée en puissance des Bordelais repose avant tout sur la méthodologie d'un technicien mé-

Elie Baup, promu entraîneur au début de l'année, ne devait assurer qu'un intérim. Le vollà paré de toutes les vertus, ce qui renforce un peu plus ses certitudes sur l'insoutenable légèreté du milieu footballistique. Côté sentiments, Elie Baup prône les valeurs du collectif, de la solidarité. Côté tactique, il masque derrière son banal 4-4-2 un iniassable travail quotidien pour familiariser ses joueurs avec les notions d'espace et de temps. Chaque individualité est responsable de sa zone en phase

défensive et doit se souvenir qu'en

le plus souvent d'actions menées dans un délai ultra-court.

La stratégie ne laisse pas indifférent, « le ne sais pas si nous alions enlever un titre au printemps mais nous avons déjà gagné le respect, observe Michel Pavon. A Lyon, le public nous a chambrés quand son equipe menait 2-0, mais quand nous sommes revenus au score à huit minutes de la fin, les spectateurs n'ont cessé de réclamer à l'arbitre le coup de sifflet final. »

L'excellente santé sportive des Girondins encourage les dirigeants à œuvrer sur le long terme. Premier objectif, préserver l'équipe des convoitises de clubs plus fortunés. Le talentueux gardien de but, Ulrich Ramé, va prolonger son contrat. « Ce n'est plus qu'une question de Jours, a précisé, jeudi soir, Jean-Didier Lange. Les négociations sont également en bonne voie avec Lilian Laslandes. Elles sont plus diffictles, en revanche, avec Johan Micoud. . Bordeaux n'envisage pas de renforcer l'effectif durant le marché des transferts hivernal, sauf sl Kaba Diawara rejoignait la Corogne (Espagne). « Dans ce cas, il y a moyen de s'arranger car nous sommes lies d'une certaine manière avec ce club », souligne Jean-Didier

Le deuxlème objectif présidentiel consiste à pérenniser le club dans la caste des grands d'Europe. « Notre rang de leader, c'est l'arbre qui cache la foret, admet Jean-Louis Triaud. Les problèmes structurels sont toujours là. Nous manquons de ressources pour nous développer, Avec les charges qui ne cessent d'augmenter, il nous faut plus de moyens car ce ne sont pas les produits dérivés qui assureront notre expansion. v

La quête d'un repreneur fortuné reste d'actualité. Voilà six mois, il était question d'une reprise par la société britannique d'investissements ENIC. « Les contacts ne soni pas rempus, mais nous sommes dans l'attente d'un projet volontariste car ce n'est pas seulement de l'argent que nous réclamons, même si nous ne nous contenterons pas de 100 millions de francs pour remettre les cles de la boutique », prévient lean-Louis Triaud.

#### MM BUFFET DÉÇOIT

A Bordeaux, on espérait beaucoup d'une éventuelle cotation en Bourse. C'est dire si l'opposition formulée par la ministre de la leunesse et des sports, Marie-George Buffet (Le Monde du 1ª décembre), a fait l'effet d'un coup de froid. « Je comprends mai pourquoi on autorise le passage en société anonyme et non la cotation boursière, déplore Jean-Didier Lange. La Bourse est un gage de transparence et permettrait à un club comme le notre une meilleure identification grâce à un actionnariat régional. Le veto ministériel n'empéchero pas l'arrivée des marchands du temple dans le football français, puisqu'ils sont déià là. 🗸

Elie Barth

### Un penalty litigieux prive l'OM de deux points qui, pour l'instant, ne comptent pas

AUXERRE

de notre envoyé spécial Le match venait de s'achever. Le duel pouvait commencer. Auxerre contre Marsellle, c'était rien moins que Guy Roux contre Rolland Courbis. Les deux plus fameux trousseurs de formule du championnat de France face à face, jeudi 3 décembre. Avec, qui plus est, une égalisation auxerroise sur un penalty bien douteux, thème porteur pour s'actiles méninges et acérer le verbe. On imaginalt déjà la sentence du Bourgulgnon, attribuée comme d'habitude de manière apocryphe à son grand-père. On savourait déjà la réplique du Méridional, irrésistible pagnolade sur le foot et la vie.

La voix de Guy Roux résonna la première dans le couloir des vestiaires. Vite! « Face à une belle équipe de foot, nous avons fait preuve d'une énorme application. » Petite déception après cette entame convenue. Mais le meilleur était sans doute à venir. Et le penalty? «L'arbitre était mieux placé que moi et le banc marseillais pour juger. » Bref, un communique d'état-major. On avait connu plus de faconde chez l'entraîneur à l'inamo-

vible bonnet. Restait l'autre. Il trainait d'ailleurs, enfermé dans le vestiaire, polissant sans doute

quelques flèches pour fustiger l'homme au sans donte la modération des Marseillais, sifflet. Enfin Rolland Courbis parut. Et dit : « Nous avons assisté à un bon arbitrage de M. Laurent Duhamei - simplement, dans un système d'arbitrage qui n'est plus de notre temps. Il n'a fait qu'une faute : elle nous coûte deux points. » On espérait avoir quelque friandise et vollà que ressortait le pesant débat, la scie, sur la réforme de l'arbitrage. « Mais ce que j'ai vu ce soir n'est pas pire que ce qui s'est passé lors d'Arsenal-Lens où l'expulsion de Tony Vairelles est une incroyable injustice, insistait l'entraîneur. Je le répète, c'est le système d'arbitrage qui est à revoir. »

DU SEIN QU DU BRAS ?

L'action litigieuse de cette 84º minute ? Un tir de Thomas Deniaud que Daniel Bravo repoussait sur sa ligne de but. Du bras, estima l'arbitre qui, allant au bout du règlement, nantit alors le joueur d'un carton rouge. « Du sein droit », jurait après le match Rolland Courbis, montrant aux témoins la marque sur le maillot du banni. Les images de Canal Plus, visionnées et revisionnées au ralenti dans le vestiaire marseillais, semblait plutôt donner tort à M. Duhamel. Mais force était de constater qu'à vitesse réelle l'illusion était troublante. Ce qui explique

grugés simplement d'un honorifique titre de champion d'automne, décerné à mi-parcours de la compétition.

«Ça, on s'en fout, rétorquait Rolland Courbis. Espérons simplement que notre déception d'aujourd'hui ne deviendra pas énorme à la fin de la saison, s'il venait à nous manquer les deux points perdus ici. » Entre Guy Roux et Rolland Courbis, le concours rerve a donc tourné court. Le match que les deux hommes ont concocté s'est finalement révélé plus allègre que son commentaire. Les visiteurs ont bien cru obtenir au stade de l'Abbé-Deschamps une victoire opportune, si ce n'est totalement probante. Marseille est redevenue une bonne équipe. Mais le grand OM est encore pour demain. Robert Louis-Dreyfus, le président du chub. présent jeudi, devra attendre encore un peu pour que ses 300 millions de francs d'investissements apportent leur plein rendement.

En face, Auxerre est toujours cette pochette-surprise que Guy Roux propose au début de chaque saison depuis 1980. Etrangers inconnus, jeunes joueurs issus du centre de formation ou pêchés en deuxième division, anciennes gloire en quête de réhabilitation, le cocktail est chaque fois le

même et chaque fois différent. « Quand on fabrique une équipe de bric et de broc, on ne salt jamais ce que ça donne », estime l'entraineur. Auxerre est revenu à son métier de découvreur de talents après avoir tenté en vaîn pendant deux saisons de suivre la surenchère salariale.

Auxerre est redevenu modeste. Marsellle retrouve son standing. Pourtant, sur le terrain, cette normalisation des valeurs n'a pas paru flagrante. Et si le « gros » aurait pu ou dû ? - s'imposer, c'est uniquement sur la différence de classe d'un homme: Laurent Blanc, Celui qui mena l'AJA au titre de champion de France en 1996 est devenu le guide spirituel de l'OM dans sa quête du titre national. Auteur du but olympien (60 minute), en exploitant avec une admirable lucidité un cafouillage de la défense auxerroise. Il aurait pu redonner la victoire aux siens dans les arrêts de jeu. Des quatre champions du monde présents sur la pelouse (avec Christophe Dugarry, Robert Pirès et, côté auxerrois, Bernard Diomède), il fut cehri qui honora son rang. Les autres donnèrent l'Impression de courir encore avec la Coupe du monde dans les bras.

Benoît Hopguin

#### Les Monégasques à nouveau souverains

L'AS Monaco s'est nettement Imposée (3-0), jeudi 3 décembre, sur sa pelouse du stade Louis II, face à l'AS Nancy-Lorraine. L'équipe de la Principauté, pourtant privée de son gardien de but champion du monde Fabien Barthez, blessé mais impeccablement remplacé par l'ancien Lillois Jean-Marie Aubry, a réalisé un match d'une grande maîtrise technique. David Trezeguet, buteur retrouvé, a réalisé un doublé (36° et 48° minutes), portant à huit son capital buts de la saison. Entre-temps, le Nigérian Victor ikpeba était venu lui prêter main-forte (45t). A signaler Pexcellente prestation de Sylvain Legwinski, de retour après une blessure, promu capitaine en l'absence de Fabien Barthez. Et voilà Monaco troisième à michampionnat et en pleine confiance avant de se déplacer à Marseille, mardi, pour le huitième de finale retour de la Coupe de l'UEFA (2-2 à l'aller).

### Une chaîne dédiée au club marseillais sur CanalSatellite en janvier doutent pas de la rentabilité de

toujours reportée, la télévision de l'Olympique de Marseille verra finalement le jour dans les premiers jours de janvier 1999. La date officielle du lancement de la chaîne et le montant de son budget seront annoncés le 16 décembre. Diffusée en exclusivité sur CanaiSatellite, qui compte plus d'un million d'abonnés, et entièrement dédiée au club phocéen, elle sera disponible par abonnement via Kiosque, le service de paiement à la séance du bouquet numérique de Canal Plus qui, chaque journée de championnat, réalise déjà 20 % de ses ventes avec les matches de I'OM.

« Au regard de nos excellents rapports avec Canal Plus, qui nous a prêté assistance pour le montage de cette telévision, et compte tenu des bons scores que réalise l'OM sur Kiosque, il était naturel que nous

MAINTES POIS annoncée mais qu'on ne s'y trompe pas : cette chaîne sera surtout un complément de Canal Plus et de Kiosque, qui diffusent tous les matches du championnat de France. »

> REDIFFLISIONS WOSTALGIQUES Avec un « réservoir » de 40 000 abonnés passionnés et le soutien efficace d'Adidas, dirigé par Robert-Louis Dreyfus, également président de l'OM, les dirigeants du club marseillais ne

leur nouvelle entreprise. « Grâce au satellite, cette chaîne ne s'adressera pas seulement aux Marseillais mais aux 80 000 personnes estimées à travers la France qui supportent le club », souligne Jean-Michel Roussier. « En ce qui concerne Adidas, il n'y aura pas de liens directs. Si la firme considère que la chaîne fait partie de son plan média, nous ne refuserons pas leurs offres. » Chaque jour, pendant deux

Le Paris - Saint-Germain passe aussi au petit écran

A l'Instar de l'Olympique de Marsellle, le Paris - Saint-Germain travaille également à la création d'une chaîne de télévision. Initialement prévu pour le 16 janvier 1999, son lancement se fera avec quelques mois de retard. Il faudra probablement attendre le printemps pour voir les premières images. Si Charles Biétry, le président-délégué du PSG, travaille encore sur les futurs programmes, il est d'ores et déjà acquis que la chaîne sera consacrée à toutes les sections du club omnisport, à savoir le football, le basket-ball, le handball, le nous adressions à CanalSatellite volley-ball, le judo et la boxe. PSG TV sera diffusée sur CanalSatelpour la diffusion de cette chaîne, lite dans le cadre de Kiosque, son service de paiement à la séance. explique Jean-Michel Roussier, le Les abonnés au bouquet devraient pouvoir y souscrire à la saison, expuque jean-marie, nous mais, on bien match par match si la chaîne diffuse des rencontres.

heures, les abonnés pourront donc tout connaître sur la vie du club et suivre au quotidien les entraînements de l'équipe. Ils découvriront également l'intimité des joueurs à travers de nombreux magazines. Si la chaîne ne diffusera aucun des matches de l'OM dont les droits sont détenus en exclusivité par Canal Plus, elle rediffusera d'anciennes rencontres qui ont fait la gloire du club.

Enfin, comme à Manchester United, qui possède aussi sa propre chaîne de télévision, les dirigeants marseillais comptent bien utiliser cette nouvelle « fenètre » pour présenter et commercialiser les produits dérivés du club. « Nous voulons d'abord créer cette télévision comme un outil de communication, corrige Jean-Michel Roussier. Mais il est évident que par la suite, elle pourra également être utilisée par l'OM comme une boutique virtuelle avec une interactivité commerciale. »

Daniel Psenny

### La FIFA invite l'Inter Milan à dédommager Rennes

LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE FOOTBALL (FIFA) a estimé, jeudi 3 décembre à Zurich, que l'engagement des deux jeunes Joueurs français issus du centre de formation du Stade rennais, Ousmane Dabo et Mickaël Silvestre, par l'Inter Milan méritait que le club italien paie au club français une somme d'environ 3,5 millions de francs suisses (environ 14 millions de francs français) pour chacun des deux Joueurs. L'Inter Milan proposait 6 millions de francs français pour les deux joueurs, tandis que Pierre Blayau, président du Stade Rennais, en exigeait 60. Pour « éviter le pillage des jeunes joueurs » par les clubs les plus riches (Le Monde du 10 novembre), la FIFA a décidé, également, de modifier un article de ses statuts (article 14, alinéa 8) afin d'obliger à l'avenir le versement d'une « indemnité de formation », selon une grille qui reste à fixer.

■ FOOTBALL: le Lensois Tony Vairelles a été suspendu pour un match « pour conduite antisportive », et le joueur d'Arsenal Lee Dixon pour un match au minimum pour « coup de coude donné à un adversaire », par la commission de contrôle et de discipline de l'Union européenne de football, mercredi 2 décembre. La commission décidait de la sanction consécutive à l'exclusion de l'attaquant français lors de la rencontre de Ligue des champions Arsenal-Lens du 25 novembre (0-1), après un incident qui l'avait opposé au Britannique (Le Monde du 27 novembre). Ce dernier avait poussé Tony Vairelles dans le dos, puis était tombé, faisant croire à l'arbitre que c'était lui la victime.

### Le cinéma portable propose l'évasion virtuelle en solitaire

Le Glasstron, sorte de paire de lunettes futuristes réalisée par Sony, permet de visualiser l'image délivrée par un lecteur miniaturisé de disques vidéo

APRÈS le cinéma à la maison, voici le cinéma sur soi, Jusqu'à présent, pour regarder un film dans les meilleures conditions, trois possibilités s'offraient aux cinéphiles : la télévision, la coûteuse projection vidéo et la salle de cinéma. Depuis quelques lours, le constructeur Japonais Sony propose une solution très originale.

Le Glasstron, paire de lunettes à l'aspect futuriste, ressemble aux casques de réalité virtuelle utilisés pour les leux en trois dimensions. Une monture qui, à la place des verres, fait appel à deux écrans à cristaux liquides et intègre dans ses branches des oreillettes pour le son. Reliée au premier lecteur portable de DVD (Digital Versatil Disc) de Sony, le Glasstron permet de projeter un film

Après la musique - baladeur à cassette, disque compact - et le télé-

### A consommer

#### avec modération

Concernant d'éventuels probièmes oculaires, Sony précise que le Glasstron a été testé avec succès sur des personnes portant des lunettes. Mais la firme rappelle, sur le mode d'emploi, qu'il ne faut pas abuser de ce voyage virtuel au pays du septième art et que la durée maximale d'utilisation ne doit pas dépasser quatre heures consécutives. « D'une manière générale, nous savons que, pour toutes les personnes qui présentent des pathologies oculaires sous-jacentes, ce type de produit peut présenter des risques », ladique le docteur Brévin, du service d'ophtalmologie de l'hôpital Cochin, a Paris, Mais Il n'v a pas de raisons, a priori, de croire que ce nouveau produit peut décleu-cher des crises d'épilepsie. « Nous ne sommes pas, précise le spécialiste, dans le cas d'images répétitives et saccadées, comme nous pouvons en trouver dans certaines séquences de jeux vidéo. »

phone, c'est au tour du septième art d'entrer dans l'ère de la miniaturisation et du portable. Le premier pas dans cette voie ayant été réalisé par Panasonic avec le récent lancement du premier lecteur de DVD portable avec écran intégré qui se déplie à la manière de ceux des ordinateurs por-

En associant DVD Discman et lunettes de vision virtuelle, Sony pousse le concept plus loin encore et offre au spectateur une qualité et un confort de vision jusque-là réservés aux salles obscures. Un gadget haut de gamme réservé à une clientèle aisée pulsque l'ensemble lecteur DVD plus lunettes Glasstron est vendu aux alentours de 14 000 francs (7 000 francs pour les lunettes seules) avec un film et une batterie. Pour ce prix, Sony propose une salle de cinéma virtuelle qui ne pese que 150 grammes et se glisse facilement dans une poche ou un sac de voyage. Les deux écrans à cristaux liquides

(LCD) situés à quelques centimètres des yeux du porteur ont une diagonale légèrement inférieure à 2 centimètres et fournissent un image riche de 180 000 points (pixels). Pour le confort de la vision, le système recrée à 2 mètres de distance un écran vir-

La sensation de grand spectacle est impressionnante, Elle est accentuée par les deux œillères situées de chaque côté du Glasstron qui plongent le spectateur dans le noir et l'isolent de l'environnement extérieur. Un effet saisissant. Après quelques minutes d'acclimatation pour les yeux, vous voilà littéralement pris par le film, absorbé par des images de qualité cinéma et un son, transmis par les deux oreillettes, qui tente de reproduire l'effet Surround.

Maigré son apparente convivialité et sa relative facilité de transport, le Glasstron ne peut s'utiliser sans quelques précautions. Pour un meilleur confort, mieux vaut ne pas se déplacer lorsqu'on porte les lunettes virtuelles. L'apparell s'utilise lorsque l'on est assis ou, mieux encore, bien calé dans un fauteuil. De taille réduite, 15 cm sur 18 cm pour 3 cm d'épaisseur, le DVD Discman, qui fonctionne sur secteur et batterie. offre, dans ce demier cas, une autonomie théorique de lecture vidéo de 3 h 35 et de 4 h 50 en mode lecture audio. Vendu 6 000 francs, le lecteur est équipé d'une connectique qui lui confère de multiples usages : sortie numérique optique audio, sortie S-Vidéo, cable cinch, adaptateur Péritel. Autant de sorties pour relier le DVD Discrean à un téléviseur, ou un ordinateur. La mise sur le marché d'un tel pro-

duit s'inscrit dans la ligne du fort développement actuel des DVD. Commercialisés à grande échelle en France depuis le début d'année, ils marquent une étape importante dans la lecture et l'enregistrement des films, condamnant à terme l'utilisation du traditionnel et imparfait standard des cassettes VHS. Chez Sony, on estime le marché actuel des lecteurs de DVD, tous formats et toutes marques confondus, à 35 000 unités, mais qu'il devrait at-teindre les 50 000 lecteurs vendus d'ici la fin de l'année. Concernant le DVD portable, aucun objectif précis de vente n'a été fixé. « C'est un produit d'image de marque. Nous le commercialisons au moment des fêtes car il devroit séduire les amateurs de gadget haute technologie », déclare le service marketing du fabricant.

Pour le moment Sony ne propose qu'un seul modèle de son Glasstron, le PLM-A55 E. Il sera suivi, dans les prochains lours, du modèle PLM-\$700 (vendu 14 000 francs) qui, en plus du connecteur vidéo, sera équipé d'une entrée PC et Mac et d'un « port » pour être relié à la Playstation, la console de salon vedette de Sony. Sa diagonale virtuelle de près de 75 cm devrait ouvrir de nouvelles perspectives en manière de jeux vidéo et de réalité virtuelle. Sur ce terrain, Sony, pour l'instant seul en France, devrait bientôt avoir à affronter une

L'ENTREPOT DES GRIFFES AU MASCULIN

Marques de Prestige

Costumes - Vestes

Pantalons - Manteaux

Chemises - Accessoires

Le plus grand Magasin d'Usine de Paris

pour l'homme

114, rue de Turenne 75003 Paris - Tél. 01.53.01.56.35

M° République ou Fille du Calvaire

ouvert du mardi au samedi de 9h à 18h le kindi de 10h à 18h

concurrence plus rude. Le marché du casque et des lunettes spécifiques pour jeux en trois dimensions compte de nombreux produits. Philips, par exemple, avec le Scuba, dispose d'un produit similaire. Ce casque de réalité virtuelle, non disponible en France, s'adapte en effet sur les consoles de Jeux vidéo 32 et 64 bits comme la Nintendo 64 ou... la Playstation! Il peut lui aussi se connecter à un lecteur de DVD.

En attendant l'éventuelle commercialisation en France de ce concurrent, Sony aura tout le loisir de tester son Glasstron multimédia. Sony précise que tout dépendra de l'accueil qu'il recevra. En cas de succès, le fabricant envisage de le proposer à un prix plus abordable pour le grand

Guillaume Fraissard



Deux écrans à cristaux liquides, des oreillettes pour le son et le lecteur portable de disq vidéo, relié aux « lunettes » par un cordon : le tout revient, pour l'instant, à 14 000 francs.

### Les nouvelles techniques n'accentuent pas l'isolement

LE LECTEUR DVD rejoint la désormais longue liste des appareils électroniques portables. Téléphone, jeux vidéo, baladeur, ordinateur, agenda... Evolution sociale ou simple progrès technologique. Pour Dominique Desjeux, sociologue et professeur à la Sorbonne, le problème est un peu plus complexe. Il existe actuellement une grande confusion entre la croissance du nombre des objets nomades et la mobilité réelle des gens. « Cette multiplication n'est pas, affirme-t-il, due à une plus grande mobilité. Dans le cas du téléphone portable, par exemple, j'ai pu constater lors de différentes études qu'il était aussi un produit utilisé par bon nombre de personnes sédentaires. »

Selon M. Desjeux, on peut distinguer trois catégories de personnes : les sédentaires qui travaillent dans leur quartier ou à domicile ; les semi-nomades qui circulent et ont une activité dans leur ville; enfin, les grands nomades que leur activité professionnelle conduit souvent à l'étranger ou ceux qui pratiquent les échanges Paris-province.

« On assiste en fait à une sorte de fantasme sur le phénomène de nomadisation et il existe un grand décalage entre cet imaginaire, entretenu par la publicité notamment, et la réalité », insiste Dominique Desieux qui se réfère à la communication lancée par Bouygues Télécoms autour de son téléphone mobile Nomad.

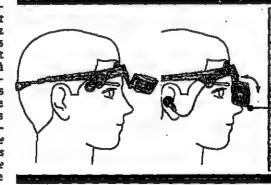
« LES ÉCHANGES SONT FAVORISÉS »

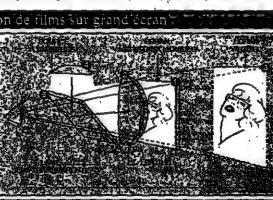
La prolifération de ces nouvelles technologies soulève aussi la question de l'isolement et du repli sur sol que peuvent induire des objets qui, en majorité, s'utilisent de manière solitaire. Après la génération baladeur, va-t-on assister à l'émergence d'une génération « lunette virtuelle », les yeux cerclés de drôles de machines et la tête totalement coupée du monde le temps d'un film ou d'une partie de jeux vi-

Cette thèse, Dominique Desjeux ne la partage pas. « En étudiant les jeux de rôle et plus tard les Jeux vidéo, j'al pu constater qu'au lieu de provoquer des phénomènes d'Isolèment, ils favo-

risaient la multiplication des échanges entre les joueurs. Les uns appelant les autres pour s'échanger telle ou telle astuce. On s'aperçoit aussi que les gens qui ont un courrier électronique communiquent mieux et de manière plus approfondie. Ils se déplacent pour voir qui se cache derrière le mail de leur correspondant. ...

Cela signifie-t-il, pour autant que la communication est renforcée ou améliorée? Dominique Desjeux ne se prononce pas sur ce point mais il note qu'il existe un ben évident entre la densité d'échange d'un individu et la taille de son réseau social. « En fait, dit-il, je constate simplement que toutes ces nouvelles techniques n'accentuent pas plus l'Isolement que la solidarité, mais qu'elles changent le sens et la densité des échanges entre les gens. » Dans un grand ministère, par exemple, on a vu que la mise en place d'un réseau intranet avait favorisé et dévelop pé la communication entre les employés au détriment de la voie hiérarchique habituelle.





Le Glasstron se présente comme un serre tête sur lequel sont livées des functies d'un type special que l'on bascule devent 

### L'âge du faux, 2 000 ans après Jésus-Christ

de notre correspondante

Terroir d'élection de nourritures réputées aussi goûteuses que naturelles ; béritière d'un patrimoine qui la place, en ce qui concerne les monuments historiques, à la première place des départements français, la Dordogne n'en abrite pas moins l'une des sociétés les plus performantes en matière de « re-création » de merveilles du patrimoine par le biais du virtuel, de l'image et de la co-

Le paradoxe n'est qu'apparent. Il suffit pour s'en convaincre d'évoquer le destin de la grotte ornée de Lascaux, qualifiée de « chapelle Sixtine de la préhistoire ». Découvert à Montignac en 1940 par une bande d'adolescents, le chef-d'œuvre de l'art pariétal signé Cro-Magnon, 15 000 ans avant Jésus-Christ, avait résisté au temps et à la calcite. Il a suffi de livrer la grotte quinze ans au public pour la mettre en péril. En 1963, André Malraux, alors ministre de la culture, ordonnait sa fermeture pour assurer sa protection.

Vingt ans plus tard, la colline de Lascaum accouchait d'un jumeau du site prestigieux. Cette première mondiale avait été confiée à des artistes en tout genre: sculpteurs, peintres, architectes... Parmi eux, Renaud Sanson, un décorateur de cinéma : « l'ai

accepté de participer uniquement Désormais, il suffit d'obtenir l'autoripour voir Lascaux, dit-il. Tous les deux jours pendant un an et demi. » La vie de ce quinquagénaire aux longs cheveux blancs en a été bouleversée et il est devenu le spécialiste mondial des sites souterrains en fac-similé.

Installée à Montignac, sa société, ZK Production, rayonne désormais à l'étranger. Après la reproduction de la grotte de Niaux en Ariège, Renaud Sanson conçoit actuellement la copie de la grotte d'Ekain, au Pays basque espagnoi, et, prochainement, il effectuera les premiers repérages sur le . site de Tupuraya, en Bolivie, où un projet analogue a été accepté.

AU CENTIMÈTRE PRÈS

Depuis ses débuts, sa technologie s'est énormément perfectionnée. A Lascaux-2, le bunker de béton abditant une coque en ferro-ciment paraît bien lound au regard de ces nouveaux caissons modulaires, en résine de polyester, sur lesquels sont faconnées des parois entièrement minérales, respectant au centimètre près les plaies et les bosses de la cavité naturelle.

Ce sont cependant les méthodes de reproduction picturale qui ont le plus évolué. Pour Lascaux, des centaines et des centaines de relevés et de dessins avalent été nécessaires pour restituer fidèlement l'original.

sation de prendre des photos. Renaud Sanson a mis au point un système de projection photographique sur relief beaucoup plus fiable : « Cela donne une aisance, une liberté incomparable. Nous disposons de l'image originale de la grotte, et, à force de la scruter, nous en oublions

notre main et toute subjectivité. » Le « faussaire » dispose ainsi d'un formidable outil pour remonter le temps. Armé, comme les artistes magdaléniens, d'une palette de fragments naturels, juste agrémentés d'un peu de liant acrylique pour assurer la tenne des couleurs, de pinceaux sommaires en crin et de boules de fourrure, il retrouve le chemin des sensations vieilles de plusieurs millé-

Les chercheurs-archéologues, présents tout au long de la conception, vérifient la rigueur de la reproduction, mais « il s'agit d'un véritable travail d'équipe. De par notre contact avec la matière, nous participons à la connaissance de cet art », commente Renaud Sanson. Le faux ne préservet-il pas le vrai sans pour autant priver les touristes d'aujourd'hul et de demain de la découverte, même au prix d'une illusion, d'une des œuvres maitresses de l'histoire de l'humanité?

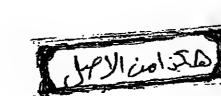
Anne-Marie Siméon

### Un sursis pour la cassette vidéo

Pour assurer le succès des lecteurs DVD, les grands fabricants, associés aug majors ci-nématographiques, vont accélé-rer le rytime des sorties de films sous ce format. Ainsi, 200 titres devraient être dispo-nibles à la vente d'ici la fin de l'année. Columbia Tri Star home Video, filiale de Sony annonce l'arrivée de film! comme LA Confidential, Le Fa gitif ou encore Le Mariage d mon meilleur ami.

Polygram, Gammont, Warne ont eux aussi une politiqu forte dans ce domaine. Vendu autour de 200 francs, les DVI restent un peu plus chers qu les cassettes mais moins oné reux que les vidéodisques lase Une inconnue: la date d'arr vée des premiers enregistreu de DVD Vidéo. Alors que l'es semble des industriels of adopté une norme DV commune, des divergences r tardeut le lancement de la ve sion enregistrable. Toshiba néanmoins commercialisé cet année un DVD-RAM contea 2,6 milliards d'octets (gigac tets) de capacité destinés à l'i formatique (Le Monde du 8 c cembre 1997). L'enregistreme de films pose le problème de compression que les appare devront réaliser eux-mêmes. plus le DVD Vidéo n'est pas tendu avant 2004 ou 2005. quoi accorder un sursis a magnétoscopes et aux casset







SAMEDI, le temps reste hivernal sur la France, avec un thermomètre souvent voisin de 0 et des nuages abondants. Ceux-ci donnent de petites chutes de neige dans les régions de l'est, ainsi qu'en montagne. Les régions méditerranéennes subissent mistral et tramontane.

Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie.- Les nuages dominent mais laissent passer quelques rayons de soleil. Des averses côtières sont possibles. Un pent vent de nord ne pennet pas au thermomètre de dépasser 6 à 9 degrés sur le littoral, 3 à 5 ailleurs.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le temps reste froid. Quelques faibles chutes de neige se produisent près de la frontière belge. Allleurs, le ciel est nuageux, avec de petites apparitions du solell. Il fera de 1 à 3 degrés.

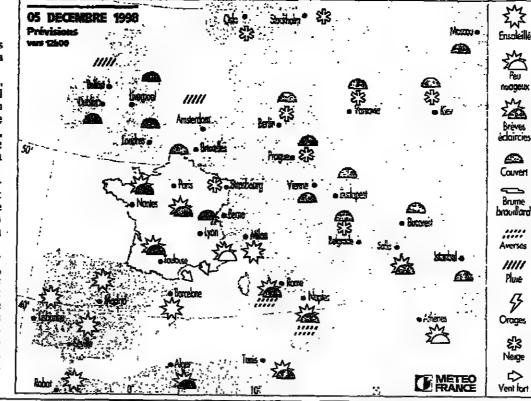
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le temps est hivernal, avec un ciel gris qui donne de petites chutes de littoral corse, 7 à 9 ailleurs.

neige. Celles-ci devraient toutefois épargner la Bourgogne. Il fera entre 0 et 2 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - En plaine, le ciel est simplement nuageux, avec un peu de soleil. Dans les Pyrénées, le ciel est en revanche très nuageux, avec encore un petit peu de neige le matin. Il fera 3 à 7 degrés du nord au sud, 9 sur la côte basque.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le temps reste froid, avec beaucoup de nuages, et un peu de neige plutôt le matin. Il fera 1 à 3 de grés en plaine, 0 à -2 en région de montagne.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.~ En Corse, les nuages se montrent encore suffisamment menaçants pour donner une averse en matinée : ensuite les éclaircies se font plus larges, Partout ailleurs, le ciel est bien dégagé, à cause d'un fort mistral et d'une forte tramontane. Il fera 11 à 13 degrés sur la Côte d'azur et le



#### LE CARNET **DU VOYAGEUR**

# ÉTATS-UNIS. Un numéro d'appel gratuit « Visit Florida » a été mis en place à l'intention des voyageurs étrangers confrontés à un problème urgent durant leur séjour en Floride ttrouver un docteur, un dentiste par exemple i. Il suffit de composer le 800-656-8777, pour être renseigné 24 heures sur 24. La societé Amurop. basée à Orlando, en charge du programme, apporte son assistance dans toutes les langues.

FRANCE Jusqu'au 31 décembre, le Quality Hotel d'Angers (membre de la chaine Choice Hotels Europe) propose un week-end de decouverte (3 jours/2 nuits) des grands crus d'Aniou pour 580 francs par personne en chambre et demi-pension (vins inclus), du vendredi soir au dimanche. Compris dans le forfait une degustation et l'accès gratuit aux musées. Des formules analogues sont proposées à Bordeaux, Strasbourg, Dijon, Beaune et Tours. Renseignements au

PRÉVISIONS POUR LE 05 DECEMBRE 1998 VIRE par VIRE, les Ininima/maxima de température et l'état du clel, S. emsolellie; N.; nuageux; C: convert; P: phile; *: neige.  RANCO 6/14 N NANCY -3/1 * AJACOO 6/14 N NANTES -2/5 N BARCELONE BLARRITZ 49 N NICE 5/15 S BELFAST BORDEAUX -1/7 N PARIS 0/3 N BELFAST BORDEAUX -1/7 N PARIS 0/3 N BELFAST BORDEAUX -1/7 N PARIS 0/3 N BELFAST BOLIRGES -2/3 N PALU 1/5 C BERLIN BREST 3/6 N PERPIGNAN 3/8 S BERLIN BREST 3/6 N PERPIGNAN 3/8 S BERLIN CAEN 1/3 N RENNES -1/3 N BULGAREST CLERMONT-F, -2/2 C STRASBOURG -2/1 S DUBLIN GRENOBLE -2/3 N TOULOUSE -1/5 N COPENHAGUE LIMOGES -2/1 N CAYENNE 24/29 N GENEVE LYON -1/2 C FORT-DE-FR 24/29 C HELSINK! MARSEILLE 1/8 S NOUMEA 22/25 N ISTANBUL	23/28 N LIVERPOOL 2/3 C BRASILI LONDRES 2/3 C BRASILI 1/3 P LIXEMBOURG 3/4 C BUENO 1/4/18 N MADRID 2/8 S CARAC/ 2/8 S CARAC/ 2/9 S CHICAG 1/8 C MUNICH 4/0 C LOS AN 1/8 C MUNICH 4/0 C LOS AN 1/8/2 C OSLO 5/4 C OSLO 5/4 MONTR 0/1 C PALMA DE M. 5/13 S NEW YC 2/7 S PRAGUE 4/0 C SAN RAFAC 0/2 C ROME 6/12 N SANTRAK	20/25 P PRETORIA 11/23 S JR. 13/24 S RABAT 7/17 S 24/27 S TUNIS 9/15 N 13/17 C ASTE-OCÉANIE: 18/22 C BANGKOK 24/31 S 18/22 C BANGKOK 24/31 S 11/21 S DJAKARTA 26/31 C 11/2 S DJAKART	uation le 4 décembre à 0 heure TU	Prévisions pour le 6 décembre à 0 heure TU
--	--	--	-----------------------------------	--

#### ASTRONOMIE

### La valse de plus en plus distante du couple Terre-Lune

« JE VOUS LE RÉPÈTE, la distance de la Terre à son satellite est réellement peu importante et indigne de préoccuper un esprit sérieux. Je ne crois pas trop m'avancer en disant qu'on établira prochainement des trains de projectiles, dans lesquels se fera commodément le voyage de la Terre à la Lune. » N'en déplaise à Jules Verne qui, en 1865, met ces propos optimistes dans la bouche d'un des héros du roman De la Terre à la Lune, n'en déplaise à Cyrano de Bergerac qui, deux siècles auparavant, voulait se couvrir de rosée pour que la force actionnant les marées océaniques l'emporte vers la planète sélénite, n'en déHans Pfaall conquérir la Lune en des nuits fluctue d'une manière asballon, les charters pour notre satellite n'ont pas encore été institués. Et ne risquent pas de l'être avant de nombreuses décennies.

Pour l'heure, le compteur des chanceux qui ont foulé le sol lunaire est fermement arrêté sur le nombre douze. La faute à l'attraction terrestre, mais aussi, quoi qu'en dise Jules Verne, à la distance qui nous sépare de ce qui est nommé, dans la Genèse, le « petit luminaire», celui qui, par comparaison avec le « grand » - le Soleil -, préside aux nuits. 384 400 kilomètres en moyenne.

En moyenne seulement car la displaise à Edgar Poe qui envoyait tance nous séparant de notre astre

sez importante. Les attractions conjuguées du Soleil et de notre planète pas vraiment ronde - sans compter celles des autres planètes déforment sans cesse l'ellipse théorique que devrait emprunter la Lune si la Terre et elle étaient seules au monde. Depuis Isaac Newton qui, le premier, s'intéressa sérieusement à la question de l'orbite lunaire, des générations de mathématiciens et de physiciens se sont attaquées au problème jusqu'à ce que, en 1860, le Français Charles-

en équations ces centaines de perturbations chroniques.

Eugène Delaunay réussisse à mettre

passée au périgée, à 358 842 kilo- mince anneau restera visible. En remètres de la Terre. Le 14 décembre, elle aura atteint son point le plus iointain de nous, à 405 758 kilomètres. Cette fluctuation mensuelle ne se remarque pas en temps normai mais peut se percevoir lors des événements exceptionnels que

constituent les éclipses de Soleil.

#### **ECLIPSE ANNULAIRE**

Ainsi, le 16 février 1999, se produira une éclipse annulaire visible au-dessus de l'océan Indien et du Pacifique. La Lune s'intercalera parfaitement entre la Terre et le Soleil mais un éloignement un peu trop important l'empèchera de recouvrir la totalité du disque solaire, dont un

vanche, l'éclipse du 11 août 1999, pour laquelle la France se trouvera aux premières loges, sera totale. Suffisamment proche de notre planète, la Lune imposera sa nuit en plein midi.

Dans quelques millions d'années, les éclipses totales ne seront plus qu'un souvenir car, inexorablement, le couple que forment la Terre et son satellite se distend. La friction des océans sur le fond, due aux incessants mouvements de marée, se traduit par un ralentissement de la rotation terrestre et une augmentation de la durée du jour d'environ 30 secondes par siècle.

transmis au moment cinétique de l'orbite lunaire », écrivent Nathalie Cabrol et Edmond Grin dans leur récente réédition du « Que saisje? • consacré au sujet (PUF, nº 875). En clair, notre satellite s'éloigne de 3 centimètres par an. Adieu Séléné...

#### Pierre Barthélémy

\* Vient de paraitre, dans un registre peu scientifique, La Lune, de Maryam Sachs (éditions Abbeville, 208 p., 150 F). Joliment illustré, ce livre montre toute l'importance qu'a notre satellite dans différentes cultures et fourmille de légendes concernant la Lune.



(£2) Mondét est édite par la SA Lé Monde. La reproduction de tout arucle est intentre sans l'accord de fadministration.
Commission pansaire des journaux et publications nº 57 437

MOTS CROISÉS PROBLÈME Nº 98290

SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

## 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 VE VIII IX

### HORIZONTALEMENT

L La corruption au pouvoir. -IL Renvoie aux oreilles. Racine forte et poivrée. - III. Passage en sous-bois. Fait un tour puis continue. - IV. Garde sa queue en grandissant. Endroit de rêves. - V. Aide à faire le tout. Se lançât. Grecque ou basque. - VI. Equipe anglosaxonne. Main-d'œnvre temporaire. Ouverte à tous. - VII. Rappel discret. - VIII. Bien surprises.

Dagobert. - X. Circule au Cambodge et au Japon. De jour ou de nuit, ils papillonnent. - XI. D'un auxiliaire. Préparé comme un pou-

### VERTICALEMENT

1. Titille les sens. - 2. Fait son numéro au cirque. En pénitence. -3. Monte et descend à la force du poignet. Satisfait un désir. - 4. Prend les distances. - 5. Ouvertes Démonstratif. - IX. Joindras les pour livrer leurs secrets. N'existe deux bouts. Assista Ciotaire avant pas ou plus. - 6. Démonstratif. Bien Phones in France

fatiguées. - 7. Bonheurs enfantins. Coule en Italie. - 8. Une grande de la communication internationale. Coule en Russie. Coule partout. - 9. Tendue pour pléger. Ouvert comme un œuf. - 10. Provoguent la colère et font voir rouge. - 11. Opération au sommet. Baie nippone.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU Nº 98289

HORIZONTALEMENT

I. Transsexuel. - II. Réjouir. Nn. -Ill. Ajournement. - IV. Nones. User. - V. Sucriers. Mi. - VI. Pe. To. Epis. - VII. Archanges. - VIII. Oui. Usage. - IX. Empires. Uns. -X. Naples. Amos. - XI. Tries.

### VERTICALEMENT

1. Transparent. - 2. Rejouer. Mar. 3. Ajonc. Coppi. - 4. Nouer.
 Huile. - 5. Sursitaires. - 6. Sin. Eon. Es. - 7. Ere. Gus. - 8. Musées. Ah. -9. Unes. Psaume. - 10. Ennemi. Gnon. - 11. Tristesse.

### PHILATELIE

### Le Petit Prince (bis)

MOINS DE TROIS MOIS visuel de l'un des cinq timbres après la mise en vente d'un et comprenant le timbre collé et feuillet de cinq timbres consa-crés à l'œuvre d'Antoine de 1998, premier jour d'émission Saint-Exupéry (1900-1944), Le du feuillet (reproduction ci-Petit Prince, publiée en 1943, La contre). Le lot est vendu Poste mettra en vente générale. 50 francs. lundi 7 décembre, une bande de cinq timbres reprenant les mêmes motifs et valeurs.

Cet ensemble est vendu 15 francs, à la différence du feuillet dont les 25 francs incluaient une e prime e de 10 francs reversée au comité d'organisation de Philexfrance 99, l'exposition philatélique mondiale qui se déroulera à Paris du 2 au 11 juillet 1999. Cette émission à prix coutant pourrait bien être néfaste à la vente du feuillet...

La Poste en profite également pour éditer une série de cinq « maxicartes » prétimbrées au verso, comportant au recto le

Le Monde

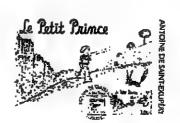
résident-directeur général : Dominique Alde fice-président Gérard Motax hisoteur genéral : Stéphane Corre 27 bis, rue Claude-Bernard - 8P 218

75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

l'oblitération du 12 septembre

On notera que Le Petit Prince a déjà été le sujet de timbres émis par l'Argentine (1993 et 1997), la Croatie et Israel (1994).



★ La Poste ne prévoit pas de vente anticipée « premier jour » pour ce qui n'est qu'une seconde version d'un produit exis-

### Une vente événement

150 anniversaire du premier francs sous le marteau pour timbre-poste français, le 1º lanvier 1999, les premières pages du catalogue de la très belle vente sur offres organisée par Jean-François Baudot, close le 14 décembre. proposent des 20 c noir Cérès sur lettres des dix-sept premiers jours de son utilisation, notamment des

19, 2 et 3 janvier 1849. Ces lettres proviennent des albums de Léon Dubus (1894-1981), qui fut président de l'Académie de philatélie de 1964 à 1980. En node ses collections avait été dispersée aux enchères, réalisant à 51-12.

DEUX SEMAINES avant le l'époque plus de 4,5 millions de

moins de mille lots. Soixante-dix-neuf concernent le 20 c noir et le total de mise à prix dépasse 1,4 million de francs. Il faut y ajouter un 1 F vermillon vif sur lettre de Cognac pour Blidah du 5 septembre 1849 (70 000 francs), des 10 c bistre, 15 c vert et 1 F carmin et un ensemble d'une cinquantaine de plis des établissements français en Inde.

vembre 1987, une première partie 👚 🛨 Jamet-Baudot, 24, rue de Gramont, 75002 Paris, Tél.: 01-42-95-





75 L

100

 $\psi = e^{-i\phi_{\rm sh}} e^{-i\phi_{\rm sh}}$ 

 $\lim_{n\to\infty} \frac{1}{n^{n-2}} d^{n} f_{n+1} = \lim_{n\to\infty} \frac{1}{n^{n-2}} f_{n+1} = 0$ 

 $\mathbf{E}_{\mathbf{x}} = \sum_{i \in \mathcal{I}} (\mathbf{x}_i \mathbf{x}_i^T) + (\mathbf{x}_i \mathbf{x}_i^T) +$ 

gage Notice of

124 29 00

 $r \circ a_{i,j_1} \circ r = \{i, i\}$ 

and place that

المعافي ويهاري

Egy 's W' '

42 4 4 4 2

 $\hat{g}_{k}^{(j)}(x)\hat{g}_{k}^{(j)}(x)\hat{g}_{k}(y)$  $f = \mathcal{F}_{k+1}^{I_{k+1}} \mathcal{A}_{k}^{I_{k+1}I_{k}}$ 

Transport September

posting of the

Le Montage A quelques mois de la fin de ce siècle. Le Montage a pris l'initiative de réunir lecteurs, journalistes et personnalités de tous horizons pour réfléchie de

# "I'état du monde à l'aube du troisième millénaire,



du 15 au 22 mai 1999

"Pour mieux comprendre les enjeux politiques, économiques et culturels de demain, Le Monde affrète un bateau".

### Itinéraire proposé:

- Jour 1: Villefranche-sur-Mer
- Jour 2: Navigation Bouches de Bonifaccio Porto-Vecchio
- Jour 3: Naples
- Jour 4 : Lipari (Iles Eoliennes)
- Jour 5 : Palerme
- Jour 6 : Civitavecchia (Rome)
- **Jour 7** : Livourne (Florence)
- Jour 8 : Villefranche-sur-Mer

Prix de base: 13 600 F par personne (cabine vue extérieure)

### A BORD

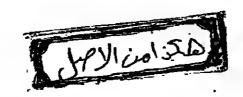
du "MS Switzerland", Le Monde a sollicité de grands spécialistes de la politique internationale, de l'économie, de la culture, des. sciences et des domaines touchant à notre univers quotidien - santé, sports, éducation, nouvelles technologies... - pour animer conférences, débats et ateliers de réflexion.

le campus se réc

### A CHAQUE ESCALE

Une visite originale, des rencontres avec des personnalités politiques, économiques et culturelles ont été préparées par les meilleurs spécialistes et correspondants du journal.

Pour tout renseignement, téléphonez à Katia Goujon au 01 46 05 03 92



CULTURE

FRANCE, banlieues anciennes et villes nouvelles posent des guestions différentes, illustrées par les exemples du pôle universitaire de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines ou de la faculté

TÈRE de l'éducation, on se félicite de l'engouement des villes moyennes pour les IUT, les centres de recherche ou les écoles d'ingénieurs.

### L'université, laboratoire généreux des modèles architecturaux

Résultat du plan lancé en 1990, les édifices destinés aux étudiants et construits dans tout le pays témoignent de la qualité « à la française » d'une génération d'architectes soucieux d'urbanisme selon des esthétiques diverses

LE PLAN UNIVERSITÉ 2000 passe son premier examen, après huit aus de mise à l'épreuve. Les mêmes qui s'étaient assigné ce gigantesque programme architectural, Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation, avec Claude Allègre comme antisèche, sont là pour recevoir lauriers et critiques au moment de lancer un nouveau programme millénariste sous le nom de code U3M (Le Monde du 3 décembre). Après le passage de Jean-Pierre Chevenement, en 1985, et la décision d'emmener au bac 90 % des lycéens, l'éducation nationale se trouvait conduite tout à la fois à assumer les conséquences de la décentralisation, et l'autivée, dès 1994, de 300 000 étudiants supplémentaires. Deux architectes-urbanistes, Michel Cantal-Dupart et-François Guy, furent bombardés à la tête d'une « mission Campus ». ils finirent par découvrir que les établissements égrenés en Prance sur le modèle des campus américains étaient devenus des ghettos universitaires isolés, et qu'il fallait sans doute revenir vers les villes.

Bilan quantitatif à ce jour : un millier d'opérations diverses ont été menées entre 1990 et 1998, représentant 3,3 millions de mètres carrés (neufs pour plus des deux fiers), pour un montant total de 35,2 milliards de francs, dont 40 % à la charge de l'Etat. Mais un tel projet pouvait-il n'être que quantitatif? Avant d'être architectural, le problème était urbain. Si l'on en juge par l'ouvrage bilan que vient de publier l'éducation nationale, Ville, architecture, université, (Editions du Moniteur), le modèle mental du campus if est bependant pas sorti de toutes les consciences.

Il y a de belles exceptions. La plus impressionnante est celle d'Amiens, . UFR de sciences et cité l'acustre signée Henri Gaudin, gothique et presque médiévale par sa façon de sulvre au plus près la trame des rues et canaex. Un modèle suivi avec constance, sinon le même brio, près de la cathédrale, pour le pôle juridique et économique (Francesco Venezia) et le resto U (Brat, Damians, Hebert), Mêmes ines resultats 2 Biois (le

le monde étudiant, c'est le bâtiment qui assume une véritable fonction organisatrice. Les habitués de la rue Claude-Bernard, à Paris, peuvent faire un crochet par le Centre universitaire de la rue Broca (5º); Jacques Ripault et Denise Duhart y ont casé tête-bêche avec une élégance de gymnastes chinois deux amphithéâtres, qui, ailleurs et sous d'autres signatures, se seraient, avec ou sans soleil, étalés sans ver-

Ce sont là quelques exemples d'entassements civils, fourmillants et familiers, qui apprivoisent les villes, mettent l'étudiant à la rue et la rue à l'école. D'autres types de civilités tiennent parfois à la réutilisation d'existants. A Nîmes, Andrea Bruno et Luciano Pia ont tenté de prendre la citadelle pour en faire un bastion humaniste, réconcilié avec la cité. A Corte, Olivier Arène et Christine Edeikins arrivent à faire prenve d'une pareille urbanité en pleine cambrousse corse, simplement en allant chercher l'existant de la ville, même lointain, pour arrimer au paysage l'UFR de sciences.

LOIN DES BISTROTS

Les villes nouvelles appellent des solutions singulières, comme les campus qui en sont les micro-avatars, avec des problèmes - diversement résolus -, d'isolement, de transport, de vie sur place, de distractions. Les efforts n'ont pas manqué pour aménager les sites, ces expositions universelles du savoir, où un esprit encyclopédique doit faire preuve de ses capacités à courir ou à pédaler pour aller du pavillon de biologie à cein de droit, via les mathématiques. Dans ces Thélèmes éloignées des bistrots, comme le campus de Tours qu'un seul bus hasardeux et couche-tôt relie à la ville, l'architecture, déesse souveraine, est devenue le réconfort de l'étudiant solitaire et l'emitage des enseignants.

Pour eux, des centaines de jurys se sont réunis pour trouver d'originales et esthétiques réponses, théoriquement au meilleur prix et sans fuite vers les caisses des partis. On y sent l'architecte en plein effort. A Harari), et à Saint-Denis où, pour la Frank Hammoutène, ange noir du bibliothèque universitaire, Pierre catch architectural que les profanes Riboulet a comme retourné les ont pu admirer au Musée des inshabitudes architecturales : ce n'est truments dans la Cité de la musique plus la ville qui cherche à rattraper à Paris, a fait de considérables



A la bibliothèque de la faculté Jean-Monnet de Sceaux (Hauts-de-Seine).

efforts pour donner sa forme et ses noir, sous prétexte de Bretagne. Dottelonde. Restent préservés la sombres couleurs à l'UFR de Mais l'espace, aidé par ses quatre complexité des circulations et les sciences. C'est un concentré formei et spatial, dont on se prend à rêver, pure expérience de laboratoire, sa

Brest, signée par Massimiliano Fuk-

grands amphithéâtres, respire largement l'air du large. C'est, nous dit-on, une ville dans la ville. Autre-A la énième dilution, certains casernes. Mais c'est ici la fierté affirment avoir vu l'UFR de lettres à architecturale qui fait office de murailles. A la dilution « nº » appasas, brillant orateur et manieur de raîtrait l'UFR de droit et sciences concepts, L'ensemble reste voué au sociales de Montpellier, par René

grisés d'une inspiration métallique. Certains chercheurs ont aussi trouvé l'Ecole supérieure d'ingé-Lipsky et Pascal Rollet, avec leurs boucliers antibruit, eux-mêmes assez loquaces; ou encore, à Rennes, l'UFR de médecine de Maurer et Orsi...

La grande question que se posent les critiques est la suivante : la dilution à l'infini de l'architecture

d'Hammoutène produit-elle des volumes et des circulations volatiles, nimbés de blanc et de transparence? On a ce plaisir là à Metz. où l'Ecole des arts et métiers de Michel Rémon engloutit tout le paysage au lieu de se ratatiner. A Rennes aussi, a l'UFR de sciences, où il devient difficile de savoir si l'on est dedans ou dehors, Splendide première œuvre de Claude Monfort, associe a quelques talents confirmés, notamment Jade Tabet.

LE FORMALISME CONTREDIT On a tenté l'expérience inverse,

en partant de prototypes parfaits de blancs, tel l'IUT de télécommunications pose à Luminy, près de Marseille, par Jacques Sbiglio. Mais le blanc ne se dissout pas, il se décline. Cette « école » d'architecture produit en abondance les chefs-d'œuvre, dans le sens au moins que les compagnons donnent au mot : Bernard Quirot à Besançon, pour les luristes ; Daniel Kahane au Mans, au service des géomètres ; loël Gautier à Rennes pour les informaticiens : Guédot et Chaslin pour d'autres juristes à Sceaux. Si l'on consulte le fichier photographique publié par l'éducation nationale, cette demière université est d'ailleurs l'une des seules à accueillir ostensiblement un public étudiant. Les autres seraient-elles autant

de prototypes pour lesquels d'anciens étudiants en architecture devenus praticiens se consoleraient du sort qui leur est réservé dans leurs propres écoles? L'hypothèse formaliste est sédulsante, mais heureusement contredite dans la plupart des cas. Car Université 2000 a suscité, outre le noir et le blanc, de grands mouvements de matière erise, des vagues généreuses d'intelligence et de réflexion esthétique. Mieux, ce programme a engendré chez les utilisateurs une meilleure connaissance de leurs besoins réels, des exigences nouvelles ou au moins formulées, si certaines étaient confusément res-

Pour chacune de ces opérations. l'Etat a été conduit à dialoguer avec universitaires qui ont ainsi appris le métier de maître d'ouvrage. Cette lucidité sera utile pour U3M puisque, désormais, qualité de vie et vertu urbaine sont les objectifs

### Les campus se réconcilient avec les centres urbains

LEUR NOM s'inscrivait au fron-restaurant universitaire, à proximité ton des palais, une discipline, un mot d'ordre et un encouragement à étudier : faculté de philosophie, école de droit, université de Paris ou de Lyon. L'architecture était majuscule, solennelle comme la remise d'un diplôme. Cétait dans un autre siècle, mais les bâtiments que celui-ci édifia étaient si amplement mesurés qu'ils allaient suffire jusqu'au milieu du vingtième. Avant que l'explosion de mai 1968 signale l'état d'alerte générale et marque le début d'une autre époque.

A l'inverse des campus de ces années-là, on recherche aujourd'hui la force des liens que tisse une ville diverse et unie, à l'opposé des ghettos juxtaposés et hostiles qu'engendre le zoning. Les quartiers périphériques, anciens ou modernes, sont le principal lieu de ces affrontements possibles, quand l'indifférence vague tourne mal. Faire en sorte que la bantieue trouve son rytime, on que les villes nouvelles se structurent, deux exemples choisis en région parisienne, parmi cette nouvelle livraison d'édifices universitzires, montrent certaines façons de s'y prendre.

C'est dans un quartier paisible de Sceaux (Haurs-de-Seine), paruti les arbres, les résidences et les pavillons, que travaillent les étudiants en droit de la faculté Jean-Monnet. Comment insérer dans cet environnement un ensemble aussi monumental qu'une bibliothèque, deux amphithéaires de 350 places et un

des anciens bâtiments, tout en ménageant des espaces pour la rencontre? Comment assurer à la fois la dignité de l'institution et la sympathie à l'égard des candidats à Pérude? Comment voir grand sans faire imposant? C'est à ces contradictions apparentes que les architectes, Pascale Guédot et Olivier Chaslin, ont répondu en articulant les volumes entre eux et en utilisant la pente du terrain.

L'entrée par le haut, boulevard Desgranges, longe en douceur la bibliothèque, lumineuse dernère ses persiennes de béton clair, contourne la coquille des amphithéatres, et descend, à main gauche, jusqu'à la pelouse, marquée par de

grands arbres, qui achève le déploiement en éventail d'un jeu de volumes très soft-corbuséen. Lisible et équilibré, cet ensemble parvient à la discrétion sans s'effacer.

LE PORTIOUE DES ANCIENS Le problème posé était tout autre dans la ville nouvelle de l'Ouest parisien où s'installait I'm des nouveaux pôles universitaires de la région Île-de-France, celui de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines-Militant de toujours de la cause urbaine, acteur de la révolution de 1968 à l'Ecole des beaux-arts et l'un des maîtres à réfléchir de la génération suivante, Antoine Grumbach est à son affaire quand il s'agit de réactiver la mémoire, comme on le

### L'ostentatoire et le convivial

« Les exemples les plus réussis de mariage entre l'université et les collectivités locules sont ceux où l'on s'est servi de l'université pour revitaliser la dynamique urbaine », remarque Florence Kohler, qui dirige le bureau de la politique de la ville au ministère de l'éducation. Architecte et urbaniste, elle a pu mesurer l'engouement des villes moyennes ou des métropoles régionales pour cet élément d'image de marque, en particulier pour les IUT, les centres de recherche et les écoles d'ingénieur, capables d'attirer des entreprises. Quant à la qualité architecturale des batiments, « il y a parfois une distorsion dans l'appréciation, note Florence Kohler. Ce qui est reconnu par la critique comme une grande œuvre peut être mai vécu par les usagers. Mais on remarque que les beaux bâtiments sont aimés, respectés. Ce qui n'est pas ostentatoire est mieux vécu. » Lors des prochaînes sessions, on essalera de ne pas aller contre l'avis des universitaires, devenus comaisseurs. En donnant libre cours à la diversité présente dans Pouvrage Ville, architecture, université, que publie le ministère de Péducation (Editions du Moniteur, 220 p., 270 F).

dit aujourd'hul pour les ordinateurs. Chargé d'une étude d'ensemble pour la création d'un véritable quartier universitaire, Il en a dessiné et construit lui-même les premières tranches.

Posées dans un appareillage de toitures de cuivre oxydé et de briques qui les rend plus rapidement anciennes et familières au regard, se font face, d'un côté, la résidence des étudiants avec sa vie musicale et brouillonne, studieuse et conviviale, de l'autre, les salles d'étude et les amphis. Ce bâtiment dispose d'un préau fermé à colonnes qui se prolonge sur le même registre vers l'extérieur, afin d'assurer une continuité dedansdehors. Ces deux édifices ménagent une vaste esplanade, et la pointe du triangle qu'elle forme correspond au carrefour urbain, à la jonction avec le reste de la ville, marquant ainsi d'une porte ouverte, traduction du portique des anciens, la douane moderne du territoire où

l'on apprivoise les connaissances. Les universités étaient dans la ville. Aujourd'hui, les néo-citadins sont partout, transportés, logés, déplacés, fatigués, ou déboussolés. Et la ville pourrait se faire, la cité se reconstituer, autour de ces lieux d'éducation où se préparent les cadres de demain. C'est en tout cas l'une des idées directrices de ce schéma national de l'enseignement supérieur : l'urbanité retrouvée

Michèle Champenois



BARRY SA GRAN GRANTINE

dende

### Plus de cent pépites des « sixties » rock

Un coffret de quatre CD restitue l'atmosphère des « années psychédéliques »

EN 1972, le rock a dix-sept ans. Il a perdu en innocence, gagné en prétention. Se révant trop tôt adulte, le voilà qui s'égare dans les boursouflures du rock progressif. C'est le moment que choisit Lenny Kaye, rock critic destiné à devenir le guitariste de Pattl Smith, pour mettre à jour des pépites - « nuggets », en anglais - oubliées. Rassemblés sous la forme d'un double album intitulé Nuggets, Original Artyfacts from The First Psychedelic Era 1965-1968, vingt-sept morceaux et autant de groupes remualent les cendres encore chaudes d'une période qui paraissait pourtant à des années-lumière des préoccupations de l'époque. Travail d'archives - le premier sans doute de l'histoire du rock -, cette explosion de guitares fuzz et d'orgues Fartisa était aussi un manifeste esthétique.

En ces temps de logorihée instrumentale, Nuggets rappelait les vertus de la concision, du pouvoir énergisant et créatif de l'anxiété juvénile. En récupérant ce bouquet d'étoiles filantes dans les poubelles de l'Amérique, il revendiquait aussi le droit à la naîveté et à l'éphémère. Objet culte, ce double album allait avoir un impact inversement proportionnel à son succès commercial, suscitant maintes vocations, créant même, à rebours, la naissance d'un genre musical, le garage rock. Mieux qu'une simple réédition, le label Rhino public un coffret de quatre CD comprenant les vingt-sept titres originaux, complétés d'une centaine d'autres gemmes extraites de la même mine et d'un livret riche d'illustrations et analyses, réalisé en collaboration avec Lenny Kaye.

Les Beatles débarquent aux Etats-Unis en 1964, ouvrant une brêche dans laquelle vont s'engouffrer nombre de groupes anglais. L'onde de choc est immense, au point qu'on parlera bientôt de « british invasion ». Paradoxalement, les Rolling Stones, Them ou les Pretty Things vont réapprendre 🗅 à leurs cousins d'Amérique la férocité du rock primitif, le pouvoir trcantatoire et sexuel du blues. Les chansons de Lennon et McCartney les décideront à s'intéresser au punch mélodique et aux harmonies chorales si aptes à provoquer l'hystérie féminine.

BIERGIE AUTOOIDACTE Engouement et réaction d'orgueil allument une effervescence électrique. Pas un garage de banlieue qui ne soit alors occupé par un groupe d'ados armés de guitare-basse-batterie. Sans trop de problèmes, on peut enregistrer ses premières maquettes et même presser son premier 45 tours. Dans cette myriade de rockers en berbe, un flot blen sûr de sous-produits de la vague britannique, mais aussi



The Electric Prunes, groupe formé en 1965 à San Francisco.

des miracles improbables. Le temps d'une ou deux chansons, des groupes réussiront à transcender leurs limites, à déchaîner par intuition ou accident des éclairs radicalement novateurs.

Le coffret Nuggets expose à la fois les clichés empruntés aux modèles anglais et les déformations imposées par le génie trash de leurs disciples américains. Les étincelles partent dans tous les sens. Peu de rapport finalement entre les mélodies finement ciselées des Remains ou des Castaways, les flashes aveuglants des Electric Primes, les menaces psychotiques des Thirteenth Floor Elevators, des Seeds ou des Sonics et les couleurs hallucinogènes du Strawberry Alarm Clock. Si ce n'est cette volonté de concentrer en deux minutes trente leur excitation respective.

MELOWANES . GARAGE .

A l'époque, le peu de moyen de ces groupes, leur énergie autodidacte, les firent qualifier de punk Dans le rock, on employait ce terme pour la première fois. Il allait resservir, dix ans plus tard. Pas un hasard d'ailleurs, si la plupart des punks britanniques avouaient posséder une copie de Nuggets dans leur discothèque.

Ignorés en leur temps, les protagonistes de cette compilation devincent des références mythiques et leurs chansons - Dirty Water, You're Gonna Miss Me, Let's Talk About

Girls, Psychotic Reaction ... - de véritables standards repris par des groupes - Fleshtones, Cramps, Barracudas, Immates, Lyres... - initiant un véritable revival du rock garage. Signalons aux mélomanes intéressés par ce coffret comme par le destin et les descendants des groupes Nuggets, l'existence à Paris d'un magasin - Illel (86, boulevard Magenta, Paris 10°), caverne d'Ali Baba spécialisée dans les rééditions CD de tous les artistes de cette galaxie.

Stéphane Davet

\* Nuggets, Original Artyfacts From The First Psychedelic Era, 1965-1968, coffret 4 CD Rhino. En

rel de commencer Jazznavour, re-

prise de succès puisés tout au long

de sa carrière et mis au goût du

jazz - versaut swing cuivré et nap-

pé de violon -, par un couplet en

anglais de J'aime Paris au mois de

Les Transmus

reste mandite dans son pays. L'exposition, qui retrace la vie et l'œuvre de l'artiste, d'abord dan-

sense, puis actrice, réalisatrice et photographe, a ouvert ses portes le jeudi 3 décembre au Musée du cinéma de Potsdam, près de Berlin, et s'achèvera le 28 février 1999. ARTS: Jacques et Bilou Plasse Le Caisne, liciers à Houx (Eure-et-Loir), ont donné an Musée des beaux-arts de Chartres douze tapisseries contemporaines de 3 mètres sur 2,35 mètres, qu'ils ont réalisées d'après des lithographies d'Alfred Manessier sur les cantiques spirituels de Saint-Jean-dela-Croix. Une première exposition

au public est prévue du 26 mars au 21 juin 1999.

DÉPÊCHES

le 30 novembre.

m THEATRE: la troupe équestr Zingaro, actuellement en rep sentation dans son thetipe du Fort d'Aubervilliers (Seine-Seint-

denis), a perdu son cheval fetiche Zingaro, un frison de dix-sent ans qui avait participé à tous ses spectacles depuis quinze ans. Bartabas

a dil laisser son cheval aux Buts-Unis, où la troupe était récen-

ment en tournée. Le frison était soigné pour une paralysie intentinale depuis un mois dans une cli-

nique du New Jersey où il est mort

■ BIBLIOTHÈQUES : les syndi-

cats CFDT, FEN, FO et FSU appe-

laient à une grève nationale,

vendredi 4 décembre, pour obte-

nir une revalorisation du statut

des magasiniers, de leurs sulaires

- moins de 6 000 francs par mois

pour un magasinier débutant - et

₩ PHOTOGRAPHIE: l'Alle-

magne consacre pour la pre-

mière fois une exposition à la ci-

néaste du régime nazi Leni.

Riefenstahl qui, à quatre-vingt-

seize ans, a reconquis depuis long-

temps son public à l'étranger mais

de leurs conditions de travail.

ZUCCHERO « SUGAR » FORNACIARI

Sous le signe du tissu panthère (chemise, chapean, etc.), l'italien Zucchero donne une nouvelle fois a pris soin de laisser fermenter par le passé dans la Péninsule en le soignant à comps de voix râpeuse, de poses de garçon, d'œillades cachées sous limettes noires. Davantage en demi-teinte. Zucchero peut laisser croire qu'il a molt et qu'il penche désormais vers une option rock-tubes de fond sur les traces de Genesis, années 90 (Acord, Puro Amore). Blu, le premier titre retenu pour lancer l'album, est un excellent support à clip - d'autres titres de cet album parfois trop sérieux sont bâtis sur le même modèle (Eccetera eccetera). Zucchero garde cependant sa singulière façon de retoumer vers les jouissances de La Nouveile-Orléans et de la siide guitar (You Make Me Feel Loved). Il garde l'élégance de l'écriture (Dopo de noi), sa culture aussi, et s'il met de la musique electronique dans son pessimisme actuel, c'est en évoquant la grande époque de Di bhi dininto di blue, des cantautori qui ont révolutionné la chanson européenne. dans les années 60 et dont il demeure l'héritier légitime.

\*1 CD Polydor 559388-2 OMAR EL MAGHRIBI Blaadi

Créée à l'initiative de la Fédération des associations de musiques et danses traditionnelles (FAMDT), Modal était jusqu'alors une collection d'ouvrages thématiques d'une lecture instructive et agréable (on recommandera, par exemple, le numéro 7, consacré à l'accordéon diatonique). Ce nom, emichi du sous-titre «Plein Jeu», devient aussi celui d'un label discographique dédié aux musiques traditionnelles d'« en France », celles des régions comme celles des communautés issues de l'immigration. Originaire d'un village situé à 40 kilomètres d'Agadir, Omar el Maghribi réside à Lyon depuis une vingtaine d'années. Jouissant d'une certaine notoriété. dans la communauté arabe de la région iyonnaise, où il anime bars, fêtes et manages, le chamene, étalement percussionniste et joneur d'oud, n'avait enregistre jusqu'alors que des cassettes. Res portées par les percussions (ben-dir, darbouka...), sa musique et ses chansons, d'humeur philôt solaire l laissent aussi filtrer une certaines mélancolie, une amertume: «je révais d'immigration/le n'avais pas névu tout le mal qui m'attendait 🛶 (Blandi, chanson-titre de l'album)

Patrick Labe \* CD Modal Plein Jou MPJ 1888 Distribué par Harmonia Mondi.

### JOSEPH HAYDN Anne Gastinei (violoncelle), Les So-

de son et d'articulation, cet enregistrement serait une bénédiction. Rien de trop grave, au demeurant : les Russes n'entravent pas l'élan de la violoncelliste Anne Gastinel. La Lyonnaise confirme, disque après disque, concert après concert, qu'elle fait partie d'un magnifique trio de violoncellistes français (avec Jean Guihen Queyras et Xavier Philips). Sonorité pleine, ronde, phrasés libres et imaginatifs, présence d'artiste indéniable derrière chaque note, Gastinel est une grande... dont on attend avec impatience les deux sonates de Brahms qu'elle vient d'enregistrer pour Valois, avec François-Frédéric Guy. Prise de son splendide.

Alain Lompech \* 1 CD Valois V 4820.

FRÉDÉRIC CHOPIN Concertos pour piano et orchestre

Noel Mewton-Wood (piano), Orchestres philharmonique néerlandais

et symphoniqua da Zurich, Walter Goehr (direction)

Plutôt que le seul Premier Concerto admirablement dirigé pour Deutsche Grammophon par Emmanuel Krivine – mais dans la virtuosité duquel Maria Joao Pirès laisse quelques plumes (splendides premier et deuxième mouvements, finale trop précautionneux); plutôt que les deux concertos stupéfiants par leur refus du moindre épanchement de François-René Duchable chez EMI, mais accompagnés par un Orchestre national du Capitole en petite forme et dirigé par un Michel Plasson qui a accepté que quelques nuances soient exagérées à la console de mixage, jetons une oreille à un absolu inconnu... qui ne l'était pas de son vivant. Ami du cercie de Benjamin Britten, l'Australien Noel Mewton-Wood était promis à une carrière de premier plan à laquelle il mit fin volontairement, en se donnant la mort, le 5 décembre 1953. Il était âgé de trente et un ans et ne supportait pas la mort de son compagnon.

Certes, les orchestres ne sont pas irréprochables, mais ils sont excellemment dirigés par Walter Goehr, et Mewton-Wood joue avec une virtuosité faramineuse,

une sonorité de rêve, ductile, irisée, chatoyante ; ses phrasés sont d'une liberté recréatrice qu'une inspiration divinatrice rend à peu près uniques dans ce répertoire. L'éditeur annonce ce CD comme le premier volume d'une édition consacrée à un planiste oublié.

★ 1 CD DANTE HPC 105. E-mail : dantecd@aol.com

George Gershwin Catfish Row Suite - Seconde Rhapsodie pour piano et orchestre - Un Américain à Paris – Concerto en fa Audra McDonald (soprano), Brian Stockes Mitchell (baryton), Michael Tilson Thomas et Garrick Ohlsson (piano), Orchestre symphonique de San Francisco, Michael Tilson Thomas (direction

C'est fou comme la musique de Gershwin peut changer de visage selon qui lui donne vie. Tilson Thomas avait enregistré un disque splendide en compagnie de Sarah Vaughan voilà une quinzaine d'années chez Sony, et une version musicologique de la Rhapsody in Blue (dans l'orchestration pour formation de jazz) cinq ans plus tôt pour le même éditeur. Il donne icl un visage moins populaire du compositeur, plus raffiné, classique.

Il ne manque pas de vie rythmique, bien au contraire, mais il paraît policé, élégant, avec un petit côté musique française qui n'est pas pour déplaire. La prise de son est d'une telle aération, les timbres d'une telle douceur, que l'on prend un plaisir infini à déguster chaque phrase, chaque incise. Du travail d'orfèvre inspiré.

A. Lo. # 2 CD RCA 09026 68931 2

STEFANO DI BATTISTA A Prima Vista

Deuxième album - après un Volare réussi chez Label bleu pour Stefano Di Battista, saxophoniste italien, devenu l'un des indispensables du jazz en France: les musiciens le sollicitent, le public des petits clubs parisiens l'adore. La compagnie phonographique américaine Blue Note prend le relais. La rencontre est logique entre ce fon du jazz hard bop des années 50 et 60 et un label qui a connu sa gloire dans cette période et continue d'en diffuser l'image et le son. Di Battista joue avec une conviction toujours plus affirmée : Il a aussi ce pouvoir gui fait les leaders et lui permet d'embarquer son monde. Le quintette - le trompettiste Flavio Boltro, brillant, le batteur Benjamin Henocq très complet - le suit sur cette version à la fois héritière des Messengers d'Art Blakey ou d'Horace Silver et des expériences d'Herbie Hancock et de Wayne Shorter hors du quintette acoustique de Miles Davis. Mais là où nombre de jeunes solistes américains semblent redire une leçon trop bien apprise, Di Battista a de l'allure, une homnèteté et une présence qui font la

Sylvain Sicties ★ 1 CD Blue Note 7243 4 97945 2 8. Distribué par EMI,

CHARLES AZNAVOUR Jazznavour (1) Live à l'Olympia (2)

Charles Aznavour a retrouvé Broadway avec succès en octobre, renouant avec ses premières amours américaines. Il était natu-

accompagné par le pianiste Jacky Terrasson. De l'avoir aimé est habillé bossa-nova (Michel Petrucciani joue du piano, librement, Aznayour est plus crooner que jamais), Au creux de mon épaule en demi-teinte (avec l'accordéoniste Richard Galliano et Eddy Louiss). Tu t'laisses aller est ralenti par les ballets d'André Ceccarelli et l'orgue d'Eddy Louiss, mais, ici, la voix fatigue, tout comme dans Yesterday (Diane Reeves encore). Produit par André Manonkian. lazznavour se termine en apothéose amoureuse (For me formidable façon Quincy Jones). En janvier 1968, Aznavour, qui

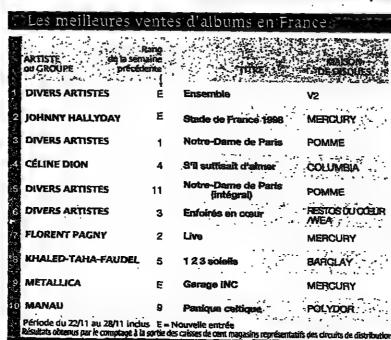
n'était déjà plus un débutant, « faisait » l'Olympia, accompagné par le Grand Orchestre du lieu placé sous la direction de Christian Gaubert. Mordant, throit, vibrant, le chanteur de charmé français le plus applaudi sur terre mène son swing avec une pointe de concession à la variété. Nous sommes ki cent fois plus proche de la sobriété élégante de Jazznavour que lors du récital donné en mai 1980 dans le même musichall, qui sonne comme un hymne à la « variet », sans doute le moins convaincant des quatre albums de « Live » à l'Olympia qui viennent d'erre réédités.

Véronique Mortaiene \* (1) 1 CD EMI 7243 4 96903-2; (2). 2 CD EMI 7243 4 97740-2 et 7243 4 97739-2 (double) vendus sé-

ENTRÉE fracassante et

### AUX ABBESSES SAM. 12 DÉC. 17H Sonote n°3, en ut moleux BWV 1005 Partita n°3, en mi majeur, BWV 1006 LOCATION 01 42 74 22 77





bienvenue en têre des dassements de la compi-lation réalisée en l'aveur des associations réuniles dans le mouvement En-semble contre le sida. Plus de 300 000 albums vendus en moins de vingt jours et déjà: 20 millions de francs au service des combattants anti-HIV. Le « Charity business » se porte blen pulsque les ac-cros, des Enfoires caracolent toujours en bonne place Le concert trions phal de Johnny Hallyday louse des champions du monde reposse en roi-sième position le grand succès d'adition de l'année 1998, Natre-Dame de Paris. Entrée gros son enfin avec la présence du groupe Metallica dans le peloton de tête

the second second second

SERVICE HERE

M. P. Control R. Control

and the constitution of

SECTION OF THE PROPERTY OF

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

and the state of

**阿里尔斯斯** 

李老 海 沙海

7-12-30-5-

S. 4.37 5

 $\lim_{n\to\infty} \frac{1}{n} \left( \frac{1}{n} \left( \frac{1}{n} \left( \frac{1}{n} \right) + \frac{1}{n} \left( \frac{1}{n} \right) \right) \right) = \frac{1}{n} \left( \frac{1}{n} \left( \frac{1}{n} \right) + \frac{1}{n} \left( \frac{1}{n} \right) \right) + \frac{1}{n} \left( \frac{1}{n} \left( \frac{1}{n} \right) + \frac{1}{n} \left( \frac{1}{n} \right) \right) \right)$ 

and adjustment

pt 1880 appear to the

15 / Aug 2 / A

1800 Block B. C.

34 No. 375

Also makes Maring

F - 62, 8 - 620,

The same of the same 表语号等性 6<sup>75</sup>

Start was a respective

The second secon

The state of the s

The state of the s

CATTE HANGELS CI BERT

The second secon

and the second

The second second

ZUCCHERO « SUGAR:

5.5%

\* CHRACIARI

The same than the same of the same

AT ATTEMPT TO THE PARTY OF THE

A STORY OF THE STO

The state of the s

American Superior States

### Les Transmusicales de Rennes transforment la ville en concert-promenade

« Bars en Trans », un festival « off » bien balise par les manuscrales de Rennes (Le Monde du 2 décembre) se joue comme France Cartigny, dans une ambiance conviviale, tandis que le festival proprement dit salle mémorable.

CULTURE

Sixted a color state of TRANSMUSICALES DE RENNES. Jusqu'au 5 décembre. Réservations an 02-99-30-08-73.

#### RENNES

de notre envoyé spécial On mesure souvent le succès d'un festival à l'importance de son « off ». En suscitant dans les innombrables bistrots de Rennes une programmation parallèle, les Transmusicales out travaillé à leur propre gioire. Aujourd'hui en complète indépendance par rapport au festival lui-même, les « bars en Trans » continuent de participer à sa convivialité, même si la promenade de bar en bar est souvent guidée. Les maisons de disques ont compris qu'elles pouvalent « instrumentaliser » ces concerts et profiter de la concentration de médias pour lancer leurs poulains.

Ainsi Rosebud, label rennais INSTANTANE d'origine, émigré à Paris chez Poly-Gram, ne se coutente pas de ses deux artistes - Denez Prigent et The Little Rabbits - officiellement programmés. Jeudi 3 décembre. tracts et « lobbying » faisalent tout pour orienter le chaland vers le Museum Café, afin d'y faire découvrir France Cartigny, toute nouvelle signature. La frêle jeune fille se cale derrière sa batterie. Paralysée par l'enjeu de ce tout premier concert, elle coince ses mots au fond de la gorge. Des mélodies fragiles, des textes parfois coupants où le sexe hésite entre fête et violence. Un guitariste et un bassiste l'accompagnent d'un minimalisme rock souvent rêche et

temps de rejoindre la salle omnisports, rebaptisée depuis deux ans Liberté et divisée pour cette vingtième édition en deux étages : Liberté bas pour les vedettes de la soirée, Liberté haut pour une ambiance club accueillant des artistes plus expérimentaux. Invité d'ouverture, Tryo a transformé la grande scène en son jardin. Au mi-

lieu de ses arbres, arbustes et pa-

rasols, ce groupe parisien rayonne

de décontraction. Des dizaines de personnes, parmi les six mille spectateurs, connaissent déjà les chansons par cœur. Le premier album de Tryo, Mamagubida, n'est pourtant sorti, chez Yelen/Sony, que depuis la veille... Mais le groupe et son disque ont déjà fait leur chemin, tout seuls. Par ses propres

exemplaires de cette autoproduction. A l'instar de Louise Attaque, Matmatah ou Sinsemilla, Tryo prouve que les artistes peuvent trouver leur public en se passant de la grosse industrie et des mé-

LE TRIOMPHE DE CYPRESS HILL

Des concerts dans tous les coins de France, une musique naturellement conviviale sont des atouts autrement efficaces. Le reggae acoustique de ce quatuor séduit par sa finesse et sa bonne humeur. Antithèse du reggae campagnard de Tryo, celui, purement urbain, de Dr Israel secouait le Liberté haut de contretemps guerriers et d'un pessimisme noir. Menés par un boxeur rasta, ces natifs de Brooklyn trafiquent au sampler et

aux breakbeats de vieilles mélodies iamaïcaines.

Si l'on redescend, on découvre. sur la grande scène, l'imposante statue (gonflable) d'un squelette royal assis sur son trône, un pétard glissé entre ses phalanges. Cypress Hill a commencé son show de hiphop oppressant, Ces rappeurs californiens, militants actifs pour la libéralisation de la fumette, ont mis au point, il y a quelques années, une alchimie immuable. Rythmes sourds et hypnotiques, gimmicks grinçants, clins d'œil latinos, jeu constant entre les aigus d'une voix de teigne et les réponses graves de son acolyte... Un peu délaissé par les fans de hip-hop, Cypress Hill a triomphé devant le public éclectique des Transmusicales.

Stéphane Davet

Les Transmusicales ont vingt ans d'ancienneté professionnelle, c'est vieux. Mais elles ont aussi vingt ans tout court, la fleur de la jeunesse, et c'est ainsi qu'elles racontent leur vie, en bloc, sans soud de séparer

En ouvrant durant trois jours les coulisses de l'Ubu, petite salle qui abrita de mémorables nuitées, le festival rennais fait visiter sa chambre au prétexte d'une exposition de photographies intitulée « Vingt ans de Trans ». Les photos cassant. Un premier album sort sont au mur - rock anglais, rock tique du rock et ses raccourcis an-

américain, big beat, guitares monstrueuses, montagnes de son, Nirvana, Soul Coughing, Offspring, Tortolse... Les invités d'hier sont enserrés dans des cadres dorés et boursoufiés, transorientaux, cloués de guingois dans un couloir noir et étroit, sans recul possible.

La vie, selon les Trans, est une œuvre d'art. De l'éphémère qui dure. Aux Trans, on a pensé à mettre la vidéo dans le réfrigérateur (exemple : en 1979, dans les loges, Philippe Pascal, leader de Marquis de Sade, aussi jeune alors que le public d'aujourd'hui). Les Transmusicales durent, mais elles n'ont pas été créées pour. Tout, dès lors, est matière à exposition : les graffitis des toilettes, la signaléglo-saxons (backstage pour loges, restricted area pour entrée interdite), les fils électriques, les sols noirs fléchés au scotch blanc pour guider les musiciens de la nuit.

En vingt ans, les rencontres ne se sont jamais arrêtées sur une esthétique. Ainsi, à l'Ubu, le film souvenir présente des images et des sons décalés. Mais tout y est, y compris Denez Prigent ou Alan Stivell, non point perdus au milieu de beiligérants anglo-saxons, mais musiciens venus d'un monde - la Bretagne qui alme la musique, la pratique comme nulle part ailleurs en France, avec passion, et s'est offert les Transmusicales pour fêter la

Véronique Mortaigne

#### L'UBU, MÉMOIRE DE L'ÉPHÉMÈRE

le passé du présent.

LIFE ON A STRING, opéra en un acte de Qu Xiaosong sur un livret de Wu Lan et Qu Xiaosong, d'après « Life on a String », de Shi Tleseng, et «Le Ressentiment de Dou E», de Guan Hanging, Décor: Didier Payen, Costumes: Jorge Jara. Lumières: Daniel Levy. Mise en scène : Ingrid von Wantoch-Rekowski. Gong Dougjian (basse), Xn Fengxia (sanxian). Nienw Ensemble, Tang Muhai (direc-

THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD, le 3 décembre, dans le cadre du Festival d'au-

Troisième opéra du compositeur chinois Qu Xiasong, né en 1952 et établi à New York depuis une dizaine d'années, Lije on a String comporte une distribution réduite à un seul chanteur. Il ne s'agit cependant pas d'un monologue, car les instrumentistes, qui font également fonction de mimes, usent fréquemment de la voix pour incarner certains personnages.

Au cours d'un bref prologue, les quatorze membres du Nieuw Ensemble d'Amsterdam entrent donc en scène à la manière d'acteurs figurant une procession silencieuse. Ils sont vêtus d'une ample jupe noire et d'un large chapeau de paysan chinois; seul Tang Muhal, appelé à les diriger, ne porte pas de couvre-

chef. Une fois installés en U inversé face au public, ils ouvrent le spectacle par un mot-clef, émis à trois reprises, diminuendo: « Chut! » Arrive bientôt, un bâton blanc à la main, Laohan, le conteur aux mille visages.

Life on a String s'attache en effet à la destinée symbolique d'un musicien aveugle de soixantedix ans qui va de village en village raconter des histoires en chantant, inspiré à la fois d'une nouvelle d'un écrivain contemporain (Shi Tieseng, né en 1951) et d'un texte ancien (du dramaturge Guan Hanqing, qui vécut de 1240 à 1320), le livret découpé par Qu Xiaosong en atre scènes brode une histoire dans l'his toire. Alors que Laohan narre l'infortune de la douce Dou E, condamnée pour un crime qu'elle n'a pas commis, une corde de son sanxian (luth à trois cordes) se rompt. Pour la neuf cent fois et il aura le droit de détacher de son instrument un bout de papier qu'y a jadis glissé son maître et sur lequel il imagine qu'un médecin pourra lire la formule susceptible de lui rendre miraculeusement la vue. Laohan aura attendu en vain la millième rupture : le papler est totalement blanc. Vieille sagesse chinoise, à dé-

Mais aussi opéra contemporain en chinois à décoder. Sans surtitrage, sans décor autre qu'une rangée de projecteurs et sans réelle arti-

« Life on a string » : cet opéra, c'est du chinois ! culation scénique, il s'avère difficile d'apprécier le traitement musical de l'intrigue. Le spectateur français se trouve alors aussi à l'aise pour saisir le contenu de Life on a String qu'un gourmet occidental pour appréhender le contenu d'un boi de riz avec des baguettes dont il ignore le maniement!

S'offrent à lui trois attitudes. Procéder grossièrement (comme en mangeant avec ses doigts) et se satisfaire des ponctuations instrumentales assénées régulièrement avec force décibels par une majorité de percussions. Progresser lentement (comme en tentant dans le détail que l'expression musicale de Qu Xiaosong est particulièrement pauvre avec ses ostinatos répétés jusqu'à saturation et avec ses clichés de musique de film. Profiter de la leçon quatre-vingt-dix-huitième fois. Encore deux de Laohan (comme en recherchant le bon usage des baguettes) et n'accorder qu'une importance dérisoire au déroulement de la trame musicale (parfois attractive grace aux mutations vocales de l'étonnant Gong Dongilan), dans l'attente de la révélation finale. Cependant, il en va du spectacle comme de l'histoire du conteur aveugle. Le miracle ne se produit pas. Après une heure et quart de tâtonnements. la coupe est pleine. Et l'on reste sur sa faim.

### **SORTIR**

Patrice Caratini Jazz Ensemble Deuxième saison de collaboration entre le contrebassiste Patrice Caratini et la scène nationale des Gémeaux a Sceaux. Son jazz Ensemble débute son nouveau programme avec . Darling Nelly Gray », variations sur la musique de Louis Armstrong. Dans le mensuel Jazzman de décembre, Caratini explique que ce projet lui a donné l'occasion de se replonger dans la musique des célèbres Hot Five et Hot Seven du trompettiste. généralement considérées comme ses formations les plus

passionnantes. Sceaux What, 49, avenue Georges-Clemenceau, 92 Sceaux. RER Bourg-la-Reine, Les 4, 5, 11 ct 12 décembre, à 21 h 30. Tél. : 01-46-61-36-67, 90 F.

Peony Pavilion Après Vienne, Londres et Rome, la nouvelle production de Peter Sellars, Peony Pavilion, s'installe a Bobigny, li v a exactement quatre cents ans, le poète chinois Tang Xianzu mettait la dernière main à ce qui allait devenir à la fois son propre chef-d'œuvre et la quintessence de l'opéra chinois élaboré sous la dynastie des Ming : un art raffiné perpétué Jusqu'à nos jours par l'école de

l'opéra classique Kunqu. La tradition chinoise comme remise à nu atteint là une pureté artistique d'une intensité inquie (Le Monde du 19 septembre).

Maison de la culture, 1, boulevard Lenine, 93 Bobigny.

Mº Bobigny-Pablo-Picasso. Du 4 au 22 décembre. Du lundi au samedi, à 19 h 30 ; dimanche, à 15 h 30. Relâche les 7, 11, 15 et 19. Tél. : 01-41-60-72-72. De 70 F à 170 F. Spectacle en chinois et en anglais surtitre en français. Dans le cadre du Festival d'automne. Voix bulgares

Orphelin, après la disparition de son valeureux capitaine, Zdravko Mihaylov, fauché par une crise cardiaque la semaine demière, l'ensemble interprète un répertoire de chants liturgiques orthodoxes. Un programme reprenant en partie celui du disque Noël orthodoxe, récemment paru chez Auvidis, le dernier enregistré sous la direction de

Théâtre Jean-Vîlar, 16, place Stalingrad, 92 Suresnes, Le 4, à 21 heures, Tel.; 01-46-97-98-10.

Hommage à Raoul Waish Dans le cadre du 60° anniversaire du cinéma Mac-Mahon et en association avec la revue Positif. un hommage est rendu au cinéaste Raoul Walsh (1887-1980). Au programme, plus d'une vingtaine de films, des grands classiques comme La Grande Evasion, L'Esclave libre, Les Nus et les Morts, mais aussi des œuvres plus rares et tout aussi extraordinaires: The Strawberry Blonde, La Charge de la 8º brigade, L'enfer est à lui... Mac-Mahon, 5, avenue Mac-Mahon, Paris 17. M. Etvile. Tel. : 01-43-80-24-81. Jusqu'au 14 décembre, 30 F et 40 F.

#### **GUIDE**

#### TILMSNOUVEAUX - 'X-' Au-delà de nos réves de Vincent Ward (Etats-Unis, 1 h 46). Central do Brasil de Walter Salles (Brésil, 1 h 45).

France Fenon: peau noire, masque blanc d'Isaac Julien (Gde-Bretagne, 50 min).

de Steven Soderbergh (Etats-Unis, de Shohel imamura (France-Japon,

Sacré Père Noël dessin animé de Dianne Jackson et Dave Unwin (France, 30 min). The Odd Couple 2: Travelling Light Film américain de Howard Deutch (Etats-Unis, 1 h 30).

#### TROUVÊR SON FILM 🥂 🔏 Tous les films Paris et régions sur le Mi-

nitel, 3615-LEMONDE ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/mln).

### 

Le Conte des contes de Youri Norstein, dessin anime. MK2 Beaubourg, 3°; Studio des Ursulines, 5º (01-43-26-19-09) : Le Cinéma des cinéastes, 17° (01-53-42-40-20). L'Homme qui en savait trop Britannique, 1934, (N.B., 1 h 24). Le Milliardaire

de George Cukor Américain, 1960 (1 h 58). Reflet Médicis II, 5° (01-43-54-42-34).

### VERNUSSAGES

Pierra et Gilles : douce violence nue Matignon, Paris 8º. Mº Miromesnil. et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche. Du 4 décembre au 30 janvier.

### ENTRÉES IMMÉDIATES, «

Le Kiosque Theâtre : les places du jour vendues à moisié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi : de 12 h 30 a 16 heures, la dimanche.

Orchestre de Paris

Symphonie nº 9 « Nouveau monde ». manuel Krivine (direction Salle Pleyel, 252, rue du faubourg-Saint-Honoré, Paris & Mr Temes. Le 5, a 11 heures. Tel.: 01-45-61-53-00. 30 F. Finale du concours Long-Thibaud

Schumann : Concerto pour plano et orchestre, Ravel : Concerto pour piano et orchestre en sol. Rachmaninov : Rapsodie sur un thème de Paganini. Beethoven : Concerto pour piano et archestre nº 3. Liszt : Concerto pour piano et prchestre nº 2. Orchestre national de France, Jacques Mercier (direction).

Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16º Mª Passy. La 5, à 14 et 18 heures. Tél.

Fabulous Trobadors, Terry Lee Hale Le Plan, rue Rory-Gallagher, 91 Ris-Orengis. Le 4, a 20 h 30. Tél.: 01-69-43-

Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11°. Mr Voltaire. Le 4, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-55-22. 110 F.

Julie Damai Café de la danse, 5, passage Louis-Phi Ilppe, Paris 11°. Mº Bastille. Le 4, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-57-59. De 50 F a

L'Orchestre du dancing La Coupole, 102, boulevard du Mont-parnasse, Paris 14°. M° Vavin. Le 4, à 21 h 30. Tél.: 01-43-20-14-20. 100 f.

Carmen Linares Théatre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris 14°. Mº Cité-Universitaire, Le 4, à 20 heures, Tél. : 01-43-13-50-50. 110 F.



personal carrier in the con-100 Segment of the property

 $(x_i,x_i) = (x_i,x_i) + (x_i,x_i) + (x_i,x_i)$ 

100

26 - 3

La statue de cire du chanoine

maire-adjoint de Moscou, qui

abattus, puis retablis, avant

d'être, peut-être, abattus de

Ses lieutenants baisalent la

main de Timofel Demidov.

alias « Timokha », corpulent

chef mafieux de Moscou,

2 décembre, à dix ans de

et de gourmettes en or.

réclusion criminelle, et qui, au

portait plus de 1 kilo de chaînes

moment de son arrestation.

Matteo Messina Denaro.

tueur impitoyable, en fuite

depuis huit ans, a fait insérer

dans le Giornale di Sicilia du

de son père, Francesco

Cosa Nostra, accusé de six

crimes, mort dans son lit.

jeudi 3 décembre l'avis de décès

Messina Denaro, « partain » de

■ Eléni Fotiadou, laborantine

mois sa propre enquête sur le

meurtre de sa fille, se faisant

n'hésitant pas à coucher avec

me sentais alors comme une

Mais, pendant ce temps, le

magnétophone tournait... »

hyène, je voulais le déchiqueter.

grecque, a mené pendant quatre

passer pour une prostituée dans les bas-fonds de Salonique,

elle suspectait : « /e

condamné, mercredi

nouveau?»

cependant s'interroge : « Est-li

normal que les monuments solent

Kir, gloire de Dijon, inventeur du bianc-cassis, décapitée en 1996 au cours d'un enlèvement, restaurée depuis, fierté du

# Quand les Etats-Unis voulaient une Allemagne neutre

De hauts responsables américains proposaient, en 1949, de réunifier l'Allemagne après un retrait simultané des troupes américaines et soviétiques. L'ambassadeur Kennan rappelle ce projet dans « The New York Review of Books »

musée Grévin de la ville (avant GRAND SPÉCIALISTE de sa fermeture), tombée aux mains d'un consul honoraire l'Union soviétique, George Kendes Pays-Bas, est mise en vente nan, qui restera dans l'histoire au plus offrant. comme l'inventeur de la politique de containment (endiguement) ap-■ La Douma a voté à une large pliquée après la deuxième guerre majorité la remise en état de la mondiale à l'empire stalinien, rapstatue de Félix Dzerjinski, pelle, dans The New York Review of fondateur de la police secrète Books, un projet oublié à cause de soviétique, déboulonnée en la guerre froide, qui montre les va-1991. « Le conseil municipal se riations de l'attitude américaine conformera à la décision », déclare Valeri Chantsev,

par rapport à l'Allemagne vaincue. George Kennan a aujourd'hui quatre-vingt-quatorze ans, mais Il continue, comme il le dit luimême, à avoir tendance « à regarder plus loin que ne le font en général les diplomates et les journa-

listes ». L'Allemagne aurait-elle pu être réunifiée dès les années 50? C'est en tout cas le projet, baptisé « Plan A », que le Centre de planification du Département d'Etat avait conçu en 1949, sous la direction de George Kennan.

Ce n'était pas son premier choix. Il aurait préféré une Allemagne divisée en deux ou trois Etats, intégrés dans une Europe «largement unifiée ». Si cela n'était pas possible, alors il fallait se prononcer pour une Allemagne unifiée. « Mais celle-cl aurait été neutralisée et largement désarmée, privée d'alliances à l'Est comme à l'Ouest et capable de servir de tampon pour

The New York Review John Updike: Jackson Whole

toute l'Europe centrale et orientale, et en particulier entre les puissances occidentales et la Russie. » Le « Plan A » de 1949 est issue de cette idée. George Kennan et son équipe le proposent au secrétaire

d'Etat, Dean Acheson, avant une réunion des ministres des affaires étrangères des quatre puissances victorieuses du Reich à la fin du blocus de Berlin par les Sovié-

Au lieu de continuer à présenter aux Russes des demandes que les Occidentaux savaient inacceptables, le « Plan A » visait à « explorer les possibilités d'un retrait limité des troupes d'occupation [russes et occidentales] du cœur de 'Allemagne, ouvrant la voie à l'établissement d'un Etat allemand désarmé et neutralisé, son gouvernement étant constitué sur la base d'élections nationales, mais toujours

de laquelle - dans le respect bien

sûr des personnalités, des

compétences, des fonctions, opi-

nion oblige - toute occasion sera

saisie pour faire évoluer le rap-

contrôle des autres puissances ». « Nous définissions quelques garde fous, poursuit George Kennan, afti d'éviter que les Russes ne fassent un mauvais usage d'un tel accord. » Le plan n'avait jamais vu le jour

Une fuite dans la presse américaine provoqua un tollé en France et en Grande-Bretagne, - qui avaient peur de leur ambre et qui étaient terrigiées à l'idée qu'il pu exister une Allemagne réunifiée qui ne soit pas sous contrôle occidenta et avant tout américain ». Le plan fut aussi rejeté par Dean Acheson, que George Kennan soupçonne d'avoir été trop influencé par Paris et qui « était volontiers disposé à rejeter à la fois l'Allemagne et la Russie soviétique dans les ténèbres ». une phase «chaude» au cours

Le « Plan A » faisait-il la part trop beile aux objectifs soviétiques? George Kennan n'aborde pas cette question qui se pose pourtant puisque, quelques années plus tard, Staline, dans sa célébre note de 1952; proposera aux Occi-dentaux la réunification d'une Aliemagne neutralisée. Le vieux diplomate américain est au contraire convaincu que son idée aurait « épargné [aux Allemands de l'Est] trente ans - le temps d'une génération entière - de contrôle communiste ». Peu de temps après le rejet de son plan, Kennan a quiné le service diplomatique, un monde, ditil, ou «on est plus facilement pardonné d'avoir dit une chose fausse au bon moment qu'une chose juste au mauvais moment »:

Daniel Vernet

ENSU JOUR

**DETEVISION** 

DANS LA PRESSE

LA MARSEILLAISE Olivier Duhamel

La comparaison entre les affaires Deviers-Joncour - Dumas et Lewinsky-Starr-Clinton prend les Français pour des imbéciles. Personne ne reproche à quiconque ses activités sexuelles. Ce n'est pas la morale privée de Roland Dumas qui est en cause, c'est la moralité publique de l'ancien ministre des affaires étrangères, devenu président du Conseil constitutionnel. Pas qu'il ait eu une maîtresse, mais qu'elle ait été rémunérée pour influencer ses décisions, qu'il l'ait su, que l'influence en question ait pu s'exercer jusqu'au choix d'étapes dans des voyages du président de la République (...) La démission ne saurait relever d'une mise en

examen, elle peut s'imposer lorsque l'intéressé a accompil des actes incompatibles avec les exigences éthiques qui s'imposent pour les fonctions les plus éminentes. Dans notre affaire, c'est l'existence d'une fraude fiscale avérée qui pose problème. Parce que le Conseil constitutionnel se prononce chaque année sur la loi de finances, examine la constitutionnalité des méthodes de lutte contre la fraude fiscale. Parce qu'il rend d'autres décisions, comme juge électoral, en des matières où le désintéressement de ses membres ne doit pas pouvoir être soupçonné (...) La déclsion nécessaire pour stopper l'hémorragie de légitimité qui atteint le conseil ne peut venir que de lui-même. Soit que le président renonce spontanément à exercer ses fonctions, soit qu'une

majorité des membres ou, mieux, l'unanimité, s'y résolve. Soit que la perspective de la deuxième bypothèse permette à la première d'aboutir. Le temps qui passe rend cette décision de plus en plus douloureuse, mais le refus de la prendre de moins en moins défendable.

FRANCE-INTER

Pierre Le Marc ■ Le président devrait, à Rennes cet après-midi, relancer le chan-tier de la modernisation de la vie politique sur lequel travaille non sans rencontrer quelques difficultés - un autre architecte: Lionel Jospin. Cette nouvelle manifestation de la concurrence des deux têtes de l'exécutif sur le terrain des réformes lilustre un peu plus encore, s'il en était besoin, l'entrée de la cohabitation dans

port de forces.

Nicolas Beytout

LES ÉCHOS

■ Joil coup! Out vraiment, c'est un joli coup. Car rares sont, sur le plan économique, les décisions dont on peut dire qu'eiles n'ont que des avantages, que des aspects favorables. Or, par quelque bout qu'on la prenne, cette spectaculaire baisse des taux orchestrée hier par onze pays européens mérite d'être saluée. Cette baisse des taux restera certainement comme un moment très fort de la construction monétaire

**SUR LA TOILE** 

PAYS DE LOIRE.

■ Le groupe de presse La Nouvelle République du Centre-U vert un serveur internet baptisé LVO (Loire Valley Online). Son objectif est de devenir une « base de données des entreprises, des institutions et des collectivités » de la région Pays de la Loire et d'héberger des sites d'informations culturelles et touristiques. La mise en bigne du contenu du quotidien La Nouvelle République est envisagée pour Tavenir. - (AFP) www.ivo.com

CRÈVE EN POLOGNE

Les internautes polonais ont organise, mardi 2 décembre, une grève (boycottage des connexions et fermeture de sites) pour protester contre la mauvaise qualité des prestations et contre le prix des communications locales imposé par la compagnie de téléphone na-tionale TPSA. –(AFP)

SERVICE MILITAIRE

www.sss.gov

■ L'inscription des jeunes Américains sur les listes du service militaire, qui reste obligatoire bien que la conscription soit suspendue depuis 1972, peut désormais se faire sur internet.

# perso.wanadoo.fr/coordination.nationale

Les opposants à la construction de porcheries industrielles se fédèrent sur le Net s'agit aussi bien d'exemples de re-

■ Le marché d'Eluru, dans l'Etat d'Andhra Pradesh, s'anime en décembre : les Dommara et les Bhogam, communautés du sud de l'Inde, qui prostituent leurs femmes pour une période d'un an, viennent y mettre aux enchères les nouvelles et récupérer celles de l'an passé. 🖿 Chaque mois à Djedda, en Arabie saoudite, deux cents employées de maison,

asiatiques pour la plupart, maitraitées, battues, violées, s'enfuient de chez leur maître construire. » Aujourd'hui, Mo Roques est pour errer dans les rues. ■ Récemment, Flemming Pedersen, motard émotif sous le choc, enlève à la morgue de l'hôpital de Frederissund le cadavre encore chaud de son père, puis le promène pendant

Harley-Davidson Christian Colombani

quatre heures dans les rues de

Copenhague fixé avec des

sandows sur sa

nationale contre les porcherles industrielles, qui regroupe 180 assoclations dans soixante départements, mène son combat sur le Web. Le mouvement naît en juin 1994, à Barrais-Bussolles, un petit village de l'Allier, quand Marinette Roques, femme d'agriculteur, part en guerre contre un groupe agroalimentaire qui voulait installer dans sa commune une gigantesque porcherie industrielle: « Avec une poignée d'amis, j'ai fondé une association et nous avons fini par obtenir l'annulation du permis de

présidente de la Coordination-Après cette première victoire, la résistance contre les projets de porcheries industrielles dans le département s'organise. D'autres associations se créent et le combat déborde vite les frontières de l'Allier : « Internet nous permet de coordonner la lutte et d'alerter l'opinion sur les risques pour la santé et l'environnement qu'engendre l'élevage intensif de porcs. Le premier problème



est l'épandage du lisier, qui pollue en nitrates l'eau du robinet », explique Pascal Jallet, administrateur du site. Ce passionné de pêche, qui a rejoint la coordination pour défendre la qualité de l'eau des rivières, reçoit chaque semaine plusieurs appels à l'aide d'internautes

confrontés à un projet d'implantation près de chez eux : « Je les mets en contact avec l'association la plus proche, ou je les conseille pour qu'ils

en créent une. » Le site affiche également une liste de documents à commander par courrier électronique: « Il

prudent, les informations stratégiques sur le mouvement ne sont pas mises en ligne, pour « ne pas fournir au lobby porcin des renseignements dont il pourrait faire mauvais usage ». De même, la rubrique du courrier des adhérents n'est accessible qu'aux détenteurs d'un mot de passe. Dans sa croisade, la Coordination vient de se trouver un nouvel allié, dont elle a mis le site en lien: l'Association de protection mondiale des animanx de ferme. Cette fois, il s'agit de « por-

ter le fer sur un thème occuité par le

système productiviste, celui du res-

cours juridiques devant le tribunal

administratif pour annuler le permis

de construire que d'études scienti-

fiques sur l'impact sanitaire des ni-

trates. » D'après la coordination, la

moitié des porcheries Industrielles

implantées en France seraient dans

Comme on n'est Jamais assez

Pillégalité.

pect des animaux ». Christophe Labbé et Olivia Recasens

Abonnez-vous au Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante : □3 MOIS-562F □ 6 MOIS-1086F □ 1 AN-1980F Jusqu'à au lieu de 2340 F au lieu de 1 170F° au lieu de 585 F' je joins mon règlement soit : \_\_\_ 🛘 par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde ☐ par carte bancaire N° LILLI LILLI LILLI LILLI

d'économie Date de validité soit ☐ M. ☐ Mme Nom: \_\_ semaines Localité: de lecture USA-CANADA

ABONNEZ-VOUS ET DEVENEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE Code postal:

598 F Polar transcature interest and contractions to published actions, to patients and a abornment pendant les vacancess, ur chargement d'actesse, le patients has ment automatique mensuel, les tanfs d'abonnement pour les autres pays étre Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abornements - 24, avenue du Général-Lecler

### L'œil de la caméra par Alain Rollat

de t'avoir bousculée, jeudi soir, sur Arte. Je ne t'avais pas reconnue. Je ne supporte pas les caméras qui font le trottoir en posant aux passants des questions intelligentes pour les mettre dans l'embarras. Même quand elles sont pilotées par un Christophe Otzenberger qui filme comme on boxe, mais dont les uppercuts ne sont pas suspects de coups bas. « La misère, ça vous fait quoi ? Que faites-vous devant la détresse des autres? Comment réagissez-vous quand vous croisez un SDF? Que ressentez-vous devant, quelqu'un qui fait la manche? Quelle est votre attitude quand un vendeur de journaux vous sollicite? Pourquoi donnezvous aux uns et pas aux autres? Est-ce que la pauvreté ne vous révolte pas? » Reconnais que ce n'était pas très charitable de ta part de me harceler avec des

questions pareilles, à la sortie du

PARDONNE-MOL Excuse-moi

métro, de la gare de Lyon jusqu'à la gare Montparnasse, via la rue de Rennes. Que pouvais-je te répondre?

Surpris, gêné, culpabilisé, j'ai bafouillé des banalités : « Je suis mal à l'aise... J'ai de la peine pour eux... Je n'aimerais pas être à leur place... Parfois je donne, parfois non... Ils sont si nombreux... » Tu insistais sur les SDF. Alors, pour te faire plaisir, j'ai réfléchi à haute voix : « Cela dépend des jours. Un jour, j'ai envie de les aider. Le lendemain, je me dis qu'ils puent. Parfois, j'ai envie de parler avec eux... C'est dur à vivre... On se blinde... » l'ai répondu ce que j'ai pu. Mais toi, m'as-tu reconnu? l'étais cet enfant auquel tu as fait baisser les yeux. J'étais ce jeune homme qui t'a regardée comme si tu étais son miroir. l'étais ce monsieur excédé qui t'a dit: « Maintenant; ça suffit, arrêtez votre truc! » Cette collégienne « trop pressée », c'était moi. Cette

blonde agacée par tes « questions chiantes », c'était encore moi. Cette dame qui s'est enfule en silence, c'était toujours moi. J'ai senti ton regard dans mon dos quand j'ai rasé les murs. Tu t'en tires à bon compte. De quel droit me sommais-tu de justifier mes lâchetés? Que sais-tu du poids de mon indifférence? Comment t'expliquer cet étrange dédoublement qui fait que je me surprends parfois à être, en même temps, celui qui donne et celui qui reçoit? J'aurais dû te retourner tes

Il a fallu que je relise ce que papy Hugo disait de la Conscience, dans sa Légende des siècles, pour que je me souvienne de l'endroit. où j'avais déjà rencontré ton ceil noir: « Quand il se fut assis sur sa chaise dans l'ombre/Et qu'on eut sur son front fermé le souterrain/L'œll était dans la tombe et regardait Cain. » Abel est mon frère. N'est-ce pas aussi le tien?

21.25 Pour l'amour des crocodiles.
[1/10]. Planète

23.00 Strand format. Les temps obscurs sont toujours là. Mémoire de la France de Vichy, 1940-1998.

23.60 Ceux qui se souviennent [7/7]. 1936-1939 : Tout va très bien. Histoire

Odyssée

Planète

niques du monde : France 3

21.45 Arctique. [7/13].

22.00 Conférences de presse. 31 Janvier 1964 [1/3].

28.30 Les Nouveaux Ravages

de la malaria.

23.30 Himalaya. [1/4]. La valiée des dieux.

0.30 La Case de l'Oncle Doc. La Légende des sciences. Ouvrir, les harmoniques du r de 1500 à 1700.

SPORTS EN DIRECT

DANSE

19.00 La Bayadère.

MUSIQUE ...

21.45 Fall River Legend. Chorégraphie de DeMille. Par le Danse Theatre

19.30 Les 60 ans de l'Orchestre

21.00 Jazz à Antibes 1990.

22.45 Pavarotti and Friends.

philharmonique d'Israël. Dic : Zubin Mehra

22.00 Saxes Supantit.

Avec Deep Purple;

Hans Duller; David Sanborn. Me

19.00 Ski. Coupe du monde. Slaiom dames (1º manche), Eurospo

La Dayallere.
Chorégraphie de Noureev.
Musique de Minicus et Lanchberry.
Avec Isabelle Guérin, Laurent Hillaire.,
Par Forchestre Colonne,
dir. Michel Quéval,
Muzzi

22:10 Le Capteur de rêves.

MAGAZINES

19.00 Tracks.

**GUIDE TÉLÉVISION** 

18.30 Nuile part ailleurs. Invités : Mathleu Demy, Valérie Henin ; Jacques Villeret ; Eric Camona ; Fémi Kuri. Canal +

19.00 De l'actualité à l'Histoire. L'islam intégriste.

19.00 Rive droite, rive gauche.

20.00 Europé spécial, les années 90. Europisney.

20.55 Thalassa. Un phare au bout du monde, France 3

22.00 Fant pas rêver.
Invité : Jacques Perrin.
Chine : L'étoffe des lamas.
France : La pénidre aux abeilles,
Sénégai : La turbe
sénégaiste.

23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Mémoires d'enfants de troupe : Quand la neige sera noire. Fran

DOCUMENTAIRES :

18.05 Bon voyage,

18.30 Pritz Lang,

DÉBATS \*

19.00 T.V. +:

20.00 Thalassa.

21.00 Rant pas rêver.

MAGAZINES;

Mister Glenn

18.10 L'Hôtel en folié. [1/3].

18.25 Le Monde des animaus

19.05 La Quête du finur. [14/22]. Les robots, amis ou ennemis ?

20.35 Preuves à l'appui. [5/6].
Désecter les droques.

21.00 Méditerranée [9/12].

19.10 Le Rendez-vous. Hubert Védrine.

impressionnistes.

20.00 20 h Paris Première.

20.05 C'est la vie. Surdoués : un cadeau empoisonné.

20.40 Top bab. Special Glam Rock.

23.00 Sans aucun doute. Les amaques à domicile.

-

ne neutre

k Review of Books »

ane des troupes

err out

h gorge

Town in C - 1 to

France

the state of

· · · · il scile on

La las

" CH or the Report

e pag

" JIYEL

121 T 10%

The object

Victoria Maria

01± 41

1173 de

14.731

भा<sub>द वसिंह</sub>

 $\gamma sit_{M_i}$ 

17,73

100

3.75%

1.3

1.200

Pall lengt

11.00

1 - 5

1. .Tg\*

. . . .

5.

大学者 とまつり よこ

Broken State of the

🏶 ali 🖭 li 🤊

" Siebe

" w CS .

k tin m

hite

Histoice

Paris Pre

Canal Jimruy

ιαi

2.10 La colline a des yenx **E E** Wes Craven (Etats-Unis, 1977, 85 min). 2.45 Michael Collins E #

22.45 Zubin Mehta dhige... Œuvres liturgiques de Cabrieli, Haydn et Verdi.

and the Spiders From Mars. Enregistré à l'Hammersmith Odeon de Londres, en 1972. Canal Jimm

Par l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Andrew Davis. Muzzik

0.00 Music from the Northern Lands.

0.15 Mozart. La Symphonie en la majeur KVIVI. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise Mezzo

0.40 Le Live du vendredi. U2 : Under a Blood Red Sky, 1983. M 6

20.30 Nos jolies colonies de vacances. Stephane Kurc. Festin

20.50 Tapage noctume. Gérard Cuq. M 6

20.55 ABC contre Hercule Poirot.

COURTS METRAGES?

0.20 Libre court. La Pièce jaune. Frédéric Sauzay.

19.20 Equalizet Les guerriers. 13 Rue

23.05 Le Voyageur, Morceaux choisis. Prêt-à-porter. Série Club

0.00 La Nuit de la pleine lune.

Earth 2. 13 Rue

1.15 Star Trek, Deep Space Nine. Moins Q(v.o.). Canal Jimmy

2.00 Star Trek, la nouvelle génération.

un navire dans une bouteille (v.o.). Canal Jimmy

20.55 Soirée Sitcom, Cybill Cheless, Susan I Murphy Brown, Une fille à scandales (v.o.).

22.45 Ziggy Stardust

TÉLÉFILMS

20.45 La Dernière Nuit, Don McKellar.

20.50 Le Fléau. Mick Garris [1/4].

21.55 La Vie sur Terre.

22.25 Lexx. Paul Donovan.

SÉRIES!

Neil Jordan (Etats-Unls, 1996, v.o., 130 min). Canal +

### **NOTRE CHOIX**

■ 20.50 M 6 Tapage nocturne

Claire (Ingrid Chauvin, une inconnue qui n'est pas sans talent), étudiante en droit, est fréquemment importunée par Hélène, une voisine névrosée qui ne supporte aucun bruit, pas même celui des pas. Claire décide de faire une mauvaise blague : par Minitel, elle invite des hommes en donnant l'adresse de sa voisine. Hélène est retrouvée sauvagement assassinée. Alors que la police soupçonne Antoine, le psychiatre d'Hélène, Claire recherche la piste des minitélistes. Or un nouveau crime est commis... Malgré quelques maladresses, on ne s'ennuie pas dans ce thriller plein de rebondissements et de fausses pistes réalisé par Gérard Cuq pour « Vertiges », la collection

20.55 Cinétolle

TMC

policière de M 6. - A. Cr.

Les Grandes Mangeuvres En 1908, dans une petite ville de garnison, à la suite d'un pari stupide, un lieutenant de dragons, sorte de don Juan, entreprend de séduire une femme dont il tombe vraiment amoureux. Réalisée par René Clair en 1955, une comédie de mœurs teintée de gravité et d'amertume. Perfection de l'univers du cinéaste, de son style. Deux grands rôles pour Gérard Philipe et Michèle Morgan. - J. S.

@ 23.00 Arte Les temps obscurs

sont toujours là Ce document, réalisé par Pierre Beuchot et sous-titré Mémoires de la France de Vichy 1940-1998, prend appul sur le procès de Maurice Papon pour confronter, autour de la période de l'Occupation, la mémoire de l'Histoire et l'histoire de

### TÉLÉVISION

1825 Fachisif 19.05 Le Biedil. 20.00 Journal, Météo, Trafic infos. 20.55 Les Années tubes. 23.00 Sans anom donte. 0.45 Formule foot.

PROGRAMMES

FRANCE 2

1.20 TF I truit, Météo

17.50 Hartley, coeurs à vif. 18.40 1 000 enfants vers l'an 2000. 18.45 Téléthon. Tous en lête. 19.55 L'Euro. 19.56 Au nom du sport, Météo. 20.00 Journal, Météo, Point route. 20.55 Téléthon, L'espoir.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un Jour. 18.52 L'Euro, mode d'emploi. 18.55 Le 19-20 de l'information. 20.00 Météo. 20.05 Le Kouij de 20 heures.

20.35 Tout le sport. 20.55 Thalassa. Un phare au bout du monde 22.00 Faut pas réver. 23.05 Météo, Soir 3.

23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Mémoires d'enfants de troupe : Quand la neige sera noire. 0.20 Libre court. La Pièce jaune. 0.30 La Case de l'Oncie Doc. La Légende des sciences. Ouvrir, les harmoniques du monde : de 1500 à 1700.

1,20 Tapage, Etes-vous bien Net ?

▶ En dair jusqu'à 21.00 18.25 Flash infos. 1830 Nulle part ailleurs.

20.30 Allons au cinéma ce week-end. 21.00 Turbulences à 30 000 pieds. Film. Robert Butler. 22.35 jour de foot. 23.25 La Rançon.

1.20 Ne jonez pas avec les martiens. Film. Henri Langé.

19.00 Tracks. 19.45 Météo, Arte info. 20.15 Palettes, Bonnard 20.45 La Dernière Nuit. Téléfilm. Don McKellar,

ARTE

21.55 La Vie sur Terre. Tëlefilm. Abderrahmane Sissako. 22.55 Contre l'oubli. Le Tibetain Palehn Giatso.

23.00 ➤ Grand format. Les temps obscurs som toujours la. Mémoire de la France de Vichy, 1940-1998.

### M 6 - -

19.00 FX, effets spéciaux. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre belle famille. 20.40 Politiquement rock.

20.50 Tapage nocturne. Téléfilm. Gerard Cuq. 22.40 Buffy contre les vampires. 23.40 Au-delà du réel.

0.40 Le Live du vendredi. U2 : Under a Blood Red Sky, 1983.

#### RADIO

FRANCE-CULTURE:

20.02 Les Chemins de la musique, [5/5], 20.30 Agora. Dominique Millet à propos de Le Poete et la Bible, de Paul Claudel. 21.00 Black and Bitue, Roy Eldridge.

#### 23.00 Nuits magnétiques. FRANCE-MUSIQUE:

20.05 Concert franco-allemand. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Leipzig, dir. Marcello Viotti : œuvres de R. Schuman, Couvy. 22.30 Musique piuriel. 23.07 Jazz-chub. Trio Gienn Ferris.

#### RADIO-CLASSIQUE

20,15 Les Soirées. Symphonie Cor de postillon, de Mozart, par l'Orchestre philharmonique

de Berlin, dir. Abbado. 20.40 ⊳ Tchaïkovski en France.

23.00 Concert. Le Molade imaginaire, de Charpentio par Les Arts Florissants, dir. Christie

#### **FILMS DU JOUR**

le cercle du destin. Ciné Classics

13.10 Les Grandes Manneuvres II II II René Clair (France, 1955, 110 min). Cinétalle 13.15 Week-end en famille # in Jodie Foster (Etats-Unis, 1995, 105 min). Cinéstar T 23.00 M le Mandit ## M Fritz Lang (Allemagne, 1931, N., vo., 100 min). Ciné Classics

12.10 et 17.40 Le Monde des Idées. Thème : La parité, Invités : Sylvian Agaciosid : Alain Finkiellaraur.

1430 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Jean-Louis Louber, Laure Ader, Pierre Assouline.

16.30 De l'actualité à l'Histoire.

17.30 Envoyé spécial, les années 90.

19.00 1.V. +:
19.00 Histoire parallèle.
Semaine du 5 décembre 1948.
L'Allemagne, de l'occupation à la
thésion. Avec Gilbert Ziebura.

scale en Guadeloune

28.45 Le Magazine de l'Histoire.
Le Musée d'art et d'histoire du
judaisme ouvre ses portes à Paris.
tonités : Maurice Sartre, Pierre
Birnbann, Pierre Vidal-Naquet, Jean
Laloum, Armette Wieviorka. Histoire

20.45 Le Chib. lovide: Michel Lemoine. Ciné Classics

21.30 Mctropolis. Les mardis de Mallarmé
Ozwert pendant les travaux : le Centre
George-Pompidou. Willy Ronis. Beau
livres.

22.55 Tas pas pme idée ?

La Choule

Ciné Cinéma

Le Monde public chaque sernaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les pro-grammes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite. La note qui suit le genre de l'écrassion (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES:

Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

On peut voir.

Re Ne pas manquer.

Re Chart-d'œuvre ou classiques.

Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentandants.

22:30 Strip-tease. Merci patron.

DOCUMENTAIRES?

17.20 Dauphin mon voisin. 17.50 La jungle de verre.

18.15 Nazaib, le désert

des éléphants.

78.15 Chang Dai-Chien, un peintre

18.30 Cenx qui se sonvienment. [7/7]. 1936-1939 : Tout va très bien. Histoire

19.30 Le Temps des cathédrales.
[1/3], l'Europe de fan mil. Odyssée
19.40 Les Grandes Batafiles du passé.
[4/28]. Hastings, 1066. Plamète

chinois (1899-1983).

18.40 Les Cent Premières Années du cinéma. [1/2]. Gné Gr

19.00 Cayenne ou le gout amer

Same and the same of the same of the

· La facture sociale

17.00 Voyage.

**GUIDE TÉLÉVISION** 

23.00 Le Verdict II II Sidney Lumet (Etats-Unis, 1982, 130 min). Giné Cinémas

20.05 Le Temps

LCT

Canai +

23.00 Kansas City 🗷 🖷 Robert Altman (Etaps-Unis, 1995, v.o., 110 min). Crnestar 1 23.40 Halloween E E John Carpenter (Etats-Unis, 1978, 95 min). TSR

des vendanges. [3/8].

20.20 La Firme. (1/2).

20.35 L'Hôtel en folie. [1/3].

de l'ours russe.

20.45 L'Aventure humaine. Quand le Japon s'ouvrit au monde.

21.30 L'Ouest américain. [5/8].

21.35 La Quête du futur. [14/22]. Les robots, amis ou ennemis

21.55 American Supermarket.

22.05 B.B. King.

22.10 Boz voyage,

Mister Glenn 23.60 Preuves à l'appul. [5/6]. Détecter les droques.

23.00 Les Empereurs romains. [1/6] César (100-44 avant )-C).

23.05 Lagrimas Negras, Les mode la musique cubaine.

23.50 Music Planet. logy Pop.

SPORTS EN DIRECT

15.30 Rugby. Coupe du monde 1999. Enrosse - Espagne. Eurosport

20.30 Equitation. Jumping international.

is de la Porte Paris Premièn

0.00 Corpus Christi. [5/12], Barabbas.

0.00 Daniel Humais

13.00 Sant à skis. Coupe du monde

14.00 Rugby. Champi Castres - Narboo

MUSIQUE

19.55 Basket-ball Pro A:

18.00 Joe Louis Walker. New Morning 1995. 19.30 Soki dirige Brucknet. Avec Forchestre symphology

de la Radio bavas

dir. Lorin Maazel

20.30 Rodelinda, de Haendel. Par l'orchestre The Age of Enlightenment, dir. William Christie.

20.00 La Symphonie en la maieur

KV201, de Mozart. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise,

L'Amérique en famille. Sexe drogue et rock'n roil. Ca

20.35 Les Royaumes

France 3

TMC

0.40 Les Doigts dans la tête ■ ■ Jacques Doillon (France, 1974, N., 100 min).

0.40 14 juillet # # René Clair (France, 1932, N., 90 min). 0.50 Autour de minuit # # Bertrand Tavemier (Fr.- EU, 1986, v.o., 130 min). Cinéstar 1

20.30 Solti dirige Stravinsky.

Avec Porchestre symphonique
de la Radio baveroise, Gurirum Haag
harpe ; Barton Weber, plano. Muz

21.00 La Bohème, de Procini.
Mise en scène. Lorenzo Mariani.
Par l'Orchestre et les Chreus
du théâtre lyrique de Cagliari,
dir. Szeven Marcurio.

JOURNEE SPÉCIALE

TÉLÉFILMS

18.40 La Dernière Fêta.

22.40 La Dernière Nuit. Don McKellar.

17.05 Highlander. Le nouveau départ.

18.20 Earth 2. Le Projet Eden.

19.45 La Vie à cinq. Patemité.

20.15 Cruellement vôtre. (v.o.).

20.35 H. Une thérapie de couple. 20.50 Le Caméléon, Travail d'artiste. M 6

20.50 New York Undercover. Mauvais sang. Il n'y a pas de fumée sans feu.

Episode pilote (v.o.).

22.20 High incident. La ballade de Noël (v.o.).

ILAS Médecins de mit. Le fétiche.

20.55 Shogun. [1 et 2/6].

21.20 Spin City. L'illusion

20.55 Anne Le Guen. L'Excursion.

19.35 Happy Days. Fonzie allergique

20.55 Blague à part. Le célibataire. Canai + 21.00 ➤ Maximum Bob.

21.45 South Park. La mère de Cartman
Carraí +

21.45 The Sentinel. La fille d'à côté. M 6

22.40 Profiler. Combat sans gloire. M 6

23.55 Star Trek, Deep Space Nine. Moins Q. Canal Jimmy

13ton Rue

18.35 Homicide. Les derniers bateliers.

17.30 Equalizer. Un océan de feu.

23.20 Sleepwalker. John Cosgrove.

SÉRIES

17.10 La Femme abandonnée.

6.00 La Journée Téléthon.
6.00 Téléthon toniqua; 8.00 et 17.20
Journal du Téléthon; 8.05 La Jeuness
du Téléthon; 11.05 Téléthon chez
vous; 13.40 Vivre ensemble; 15.20
Téléthon champion; 17.20 Téléthon
dansant; 18.35 Les Défis du Téléthon
20.55 Téléthon, coeur en fête;
La Granda Tentative, en direct
de Strasbourg. France

20.30 La Veuve Rouge. Edouard Motinaro [1 et 2/2]. Festival

20.50 La Fennne d'un seul bomme.

22.10 Les Aventures d'Oliver Twist.
Tony Bill Disney Cha

Paris Premièn

13tmt Rue

SAMEDI 5 DÉCEMBRE

#### NOTRE CHOIX ● 21.55 Canal Jimmy

American Supermarket

#### L'Amérique de l'abondance

les années 50, les Etats-Unis connaissent un véritable boom économique. La population, sevrée durant les années de guerre. aspire au bien-être et est prête à dépenser l'énorme masse d'argent épargnée du fait de la pénurie - on parie de 136 millions de dollars. L'industrie bénéficie de cet apport financier et atteint en quelques années un niveau de production fabuleux. Les économistes estiduction nationale augmente de 400 %. Dimant cette période de prospérité, le niveau de vie de la classe moyenne ne cesse de s'élever. Une société de nouveaux riches, obsédés par l'argent et le confort matériel, développe une véritable folie de la consommation. C'est cet âge d'or que décrit « American Supermarket », série documentaire en six volets (L'Amérique de l'abondance, L'Amérique de la bombe, L'Amérique en famille. Sex, drugs and rock'n'roll, Business is Business.

Folle Amérique), réalisée en 1991

par Davide Ferrario et Franca Ber-

Au travers des publicités en Technicolor proposant rutilantes automobiles (Chevrolet, Cadillac...), maisons pavillonnaires, réfrigérateurs, machines à laver, postes de télévision, transistors. air conditionné, la société américaine des années 50 apparaît comme un univers de rêve, le paradis des ménagères et de la famille. C'est aussi l'époque du rock'n'roll, du cinémascope, du livre de poche, des beatniks, de James Dean, d'Elvis Presley et de Marilyn Monroe. Bien documenté, à la fois naîf, satirique et nostalgique, « American Supermarket » ne fait pas l'impasse sur le revers de la médaille : la guerre froide, la crainte d'un conflit atomique, l'hystérie anticommuniste, le maccarthysme, l'insécurité urbaine, la délinquance juvénile, l'apparition d'une nouvelle génération de gangsters qui pénètre peu à peu tous les domaines de l'économie... Et la profusion des produits va entraîner les Américains dans une spirale de la consommation obligatoire qui annonce cette ère ana-

Jean-Jacques Schléret

13.55 MacGyver. 14.50 Alerte à Malibu 15.40 Filpper. 16.35 Dingue de toi. 17.10 Hercule.

18.00 Sous le soiell. 19.00 Meirose Piace. 19.50 Bloc modes. 20.00 Journal.

20.35 1998, au cœur de l'exploit. 20.40 Le Résultat des courses, Météo. 20.55 La Fureur.

0.55 TF 1 muit, Météo.

### FRANCE 2

13.40 Téléthon. Vivre ensemble. 15.00 L'Euro. 15.05 Tiercé. 15.20 Téléthon champion

17.20 Journal du Caméthon 17.30 Téléthon dansant. 18.35 Les Défis du Téléthon. 19.50 et 20.45 Ttrage du Loto. 19.55 Au nom du sport, Météo.

20.00 Journal, Météo.

### FRANCE 31

15.40 Couleur pays. 18.10 Expression directe.

20.35 Total le sport. 20.55 Anne Le Guen.

23.35 Météo. 23.38 L'Euro, mode d'emploi 23.40 Soir 3.

0.00 et 1.25 Saturnales.

0.16 Saturnales. Le Gala de Pietra

➤ En clair jusqu'à 20.35

20.00 Jean-Luc et Faipassa.

20.35 Samedi comedie. 20.35 H. [7/20]. Une thérapie de couple. 20.55 Blaque à part. (7/20). Le célibataire.

21.45 South Park. La mere of est une folle du cul. 22.10 Kick-boxing. 0.00 Le Journal du hard. 0.10 24 heures d'Amour. Film classé X. John B. Root.

#### PROGRAMMES

#### TÉLÉVISION

**TF 1**.

A LA FIN des années 40 et dans

23.15 Hollywood Night. Sabotage. Telefilm. Tibor Takacs.

20.55 Téléthon cœur en fête. La Grande Tentative. 22.30 Téléthon cœur en fête (suite).

13.58 Nego. 14.05 Le Magazine du cheval. 14.35 Les Pieds sur l'herbe. 15.10 Destination pêche.

18.20 Questions pour un char 18.50 et 1.30 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'Information, Mété 20.05 Le Temps des vendanges. [3/8].

22.30 Strip-tease.

► En clair jusqu'à 14.90 13.30 C'est ouvert le samedi. 14.00 Rugby. Castres - Narbonne. 16.05 Football américain. 17.05 Maguinnis, flic ou voyou.

17.55 Décode pas Bunny. 18.25 La Légende de Calamity Jane. [12/13]. 18.50 Flash infos.

20.05 Les Simpsor 20.30 Le Journal du cinéma

21.20 Spin City. L'illusion. 21.45 South Park. La mère de Caramai

### du « Titanic »**—** Film. Bigas Luna.

1.45 Manga, Manga, Mégalopolis 3.15 Le Profil de l'assassio. Téléfilm. Michael Cohn.

4.30 La Semme de chambre

LA CINQUIÈME/ARTE 13,30 Le Magazine Ciné. 14.00 Fête des bébés.

14,30 Le journal de la santé. 15.00 Correspondance pour l'Europe. 15.30 Les Aventuriers

de l'Egypte ancienne. (12/12). 15.55 Sur les chemins du monde. 16.00 Au pays des bouddhas d'or.

17.00 Voyage. Le Canada. 17.30 100 % question.

18.05 Planète océan. Océans maudis. 19.00 Histoire parallèle. Semaine du 5 decembre 1948 : L'Allemagne, de l'occupation à la division. 19.45 Météo, Arte info.

20.05 Le Dessous des cartes. 20.15 Cruellement vôtre. [3/6].

20.45 L'Aventure humaine.

Quand le Japon Fouvrit au monde 21,40 Metropolis. Les mardis de Mallarme tonis. Beaux ilvres.

22.40 La Dernière Nuit. Téléfilm. Don Mckellar (v.o.). 23.50 Music Planet. Iggy Pop. 0.40 Les Doigts dans la tête w E Film. Jacques Poillon.

13.20 Code Quant 14.15 La Belle et la Bête. 15.15 Fame L.A. TAID Raven.

18.10 Bugs. 19.10 Turbo 19.45 Warnin 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Plus vite que la musique.

20.40 Ciné 6.

# 20.45 La Trilogie du saured. 20.50 Le Caméléon. Travai d'artiste. 21.45 The Sentinel. 1a fille d'à côté. 22.40 Profiler. Combat sans gloire. 23.35 Le Voyage sans retour. Téléfilm. Rick Jacobson. 1.20 Boulevard des Clips.

### RADIO

#### RANCE-CULTURE 18.35 Profession spectateur.

20.00 Nouveau répertoire dramatique Les Mers rouges, de Liliane Atlan [1/2]. 22.35 Opus. Daniel Humair, un artiste du coup de main. 0.05 Le Gai Savoir.

### FRANCE-MUSIQUE

19.30 Les Noces de Figaro.
Opéra de Mozart par le Chœur
et l'Orchestré du Metropolitan Opera
de New York, dir. James Levine, Felicity
Lots (Comtesse Almaviva), Barbara
Bonney (Susanna), Susanne Mentzner
(Chérubin).

#### 23.07 Présentes la facture. RADIO-CLASSIQUE

19.00 Intermezzo. Œuvres thn, Grieg, Dvorak 20.00 Les Soirées. Haydn à Esterhaza.

33

Bela Bartok, Schubert, Liszt, Bartok, Debussy.

22.00 Da Capo. Joseph Szigzti, violon,

#### lysée par le sociologue Vance Packard dans L'Art du gaspillage.

### Les fumeurs de havanes

par Pierre Georges

EST-CE cela le vrai, le nécessaire, l'absolu cynisme politique? Pierre Salinger, ancien conseiller de John Kennedy, rapporte, dans le dernier numéro du magazine L'Amateur de cigare, une anecdote formidable.

L'affaire se situe début 1962, quelques mois après le désastre de la baie des Cochons, ce débarquement manqué sur l'île de contre-revolutionnaires anti-castristes appuyés par la CIA. Le président américain, comme son conseiller d'ailleurs, était un grand consommateur de havanes cubains. Pierre Salinger raconte que le président lui demanda un jour de lui trouver, de toute urgence, un millier de havanes.

Le conseiller spécial avait de la ressource. Le lendemain même, il revint à la Maison Blanche avec 2 000 cigares cubains. « Ah! très, très bien », lui dit John Kennedy. Et précise Pierre Salinger: « Il o pris sur son bureau un papier qu'il a signé. C'était le décret instaurant l'embargo sur Cuba ». Qui dute

Pourquoi cette anecdote qui fait penser à un délit d'initié politique ? Simplement pour dire que la fable du fumeur de havanes a valeur universelle. Même et surtout sur des sujets autrement plus graves, plus douloureux, que la peur du manque de « puros ». que la seule crainte d'être victime titre prive de l'embargo qu'on ordonne à titre diplomatique ou

Prenons l'actualité récente. Elle aura été fertille en démonstrations de cynisme politique. On a vu, en France, nos gouvernants mettre à deux reprises l'embargo 1, si i on prefere, leu sur leurs convictions. On les a entendus dire ce qu'il y avait à dire

venaient de dire. Ainsi l'affaire Pinochet, la décision des lords britanniques et l'unanime concert d'éloges, Jacques Chirac comme Lionel Jospin, pour souligner cette magnifique avancée du droit international dans la répression des crimes commis par les dictateurs. Et actualité diplomatique oblige, que firent-ils le iendemain, à l'occasion du sommet africain ? Ils recurent Kabila, le recurent du bout des doigts. du bout des lèvres, mais le re-

Contradiction entre les principes et les faits? Certes oul. Mais devoir d'Etat oblige. Autre exemple. La France, patrie des droits de l'homme, s'apprête à célébrer le cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme à Paris. Elle entend le faire avec faste. Et voilà que Libération révèle que le dalai-lama, Prix Nobel de la paix 1989 et chef spirituel d'un Tibet asservi par la Chine, n'a même pas été convié au déjeuner d'ouverture. Pas plus que les opposants chinois d'ailleurs. Contradiction? Absolument, et de la plus cynique manière. Diplomatie et commerce avec la Chine obligent.

Ainsi, et les exemples sont le gion, les dirigeants des pays sont-ils tous, d'une certaine manière, à un moment ou à un autre, d'impénitents fumeurs de havanes et de libertés, oscillant entre les principes qu'ils proclament et les intérêts immédiats de leur pays qu'ils défendent ou croient défendre ainsi. Doit-on s'en ladigner? On le peut en effet, à voir ainsi la vertu et la défense des droits de l'homme sans gnifiées et si peu pratiquées. Doit-on s'en étonner? Alors, on n'a pas fini de s'en étonner!

### Paris répugne à inviter des dissidents chinois aux célébrations des droits de l'homme

Le dalai-lama n'est pas officiellement convié aux festivités commémoratives du 10 décembre

Y AURAIT-II, si loin de la coupe aux lèvres quand il s'agit de démontrer l'attachement de la France de 1998 à un idéal qu'elle a fait sien depuis deux siècles au point de s'en dire la mère ? Pour ce qui concerne le pays le plus peuplé du monde la Chine -, la France officielle a fait preuve d'une grande pusillanimité dans l'organisation des célébrations du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, un texte auquel elle se dit pourtant profondément atta-

La mission interministérielle confiée à Robert Badinter n'avait pas pouvoir de lancer des invitations à des personnalités représentatives du combat pour les droits de l'homme risquant de déplaire à un gouvernement chinois très à cheval sur cette question.

Résultat : sauf retournement de dernière minute, les célébrations officielles du 10 décembre auront lieu en l'absence de tout hôte chinois susceptible d'incarner le plus fortement ce combat en Chine. Ni le dissident Wei Jingsheng ni aucun des autres opposants de premier plan qui sont en liberté à l'étranger n'a été approché par les autorités françaises pour figurer à la tribune. Si d'aventure l'un ou l'autre se trouve à Paris, ce sera à l'invitation d'organisations nongouvernementales. Le dalaj-lama tibétain, pour sa part, a été invité à titre personnel par M. Badinter et, en diplomate confirmé, se prépare à ouitter le territoire national avant même la

eëner personne. Pouvait-on pour autant célébrer l'acte fondateur d'une diplomatie des droits de l'homme sans parier de la Chine, dix ans à peine après avoir vu, sur les Champs-Elysées, les dissidents chinois (chassés par la répression à Pékin, juste après Tiananmen) marcher, tambours en tête, dans le défilé de commémoration du 14 Juillet à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française? Certes non. On se rabattit donc, à Paris, sur des personnalités moins ouvertement hostiles à la « dictature du prolétariat », parfaitement honorables, comme l'écrivain (exilé) Liu Binyan, mais sentant moins le souffre, aux yeux de Pékin, que d'incontrôlables tru-

TIMIDITÉ DIPLOMATIQUE

Cette timidité diplomatique contraste avec les progrès que la notion de droits de l'homme opère dans la société chinoise, pourtant jugée par certains imperméable à ce concept. Sur le continent, les tenants de cette idée s'ingénient à la faire accepter au pouvoir en tentant d'enregistrer un « Parti démocratique chinois » encore em-

bryonnaire; mais, tout compte fait, les douze fondateurs du Parti communiste chinois ne l'étaient-ils pas au moins autant, en leur temps, lors de seur premier « congrès », en 1921 ?

Face à cette revendication, le pouvoir, une nouvelle fois, se durcit. L'ancien premier ministre Li Peng vient de déclarer que le système de parti unique prévaudrait en Chine, où l'on aurait retenu « les lecons » de l'implosion de l'Union soviétique. Un dissident en vue, pourtant bien modéré lui aussi, Xu Wenll, a été formellement arrêté et risque de comparaître en jugement dans un nouveau procès politique. Autant de signes montrant que Pékin, quoi qu'il en dise, s'inquiète de voir l'idéal des droits de l'homme prendre corps dans la société chinoise réelle.

Et que dire de « l'autre Chine ». Taiwan, où - comme en témoignent une nouvelle fois les élections du 5 décembre - la démocratie fleurit après avoir été. là aussi, objet d'opprobre officiel?

L'écrivain de renom Bo Yang les de soizante-dix-huit ans, qui a passé près de dix ans au cachot avant la démocratisation, vient d'obtenir l'appui du chef de l'Etat, Let Teng hul, pour fonder, dans l'ilot de l'ildan (« l'île verte»), ancien bagne des prisonniers de conscience, un Parc des droits de l'homme, commémoratif de la répression, le président Lee a même contrabué financièrement à l'érection d'une stèle aux prisonniers politiques, qu'il inaugureta en persoune, et approuvé l'idée qu'un heu de la capitale, Taipen, où furent executés des rebelles en 1947, soit consacré à cet objet, comme la place du Trocadéro, à Paris. Cette place, précisément, d'où risquent d'être exclus, le 10 décembre, des bommes qui, comme Wei Jingsheng, ont survecu pendant de longues années dans les geôles de Pékin dans l'espoir de recueillir le soutien du pays inventeur des « droits de l'homme » à

vocation « universelle ».

· Francis Deron

: WEEFA

### Le lent suicide d'un « écoguerrier » zoolâtre anglais

LONDRES

de notre correspondant Une cause, quelques généreux donateurs, des activistes par centaines, des sympathisants par milliers, une ou deux branches dissidentes, deux ou trois cellules secrètes : il ne manquait plus au Front de libération des animaux (FLA) anglais qu'un martyr. Il se nomme Barry Home. Il a quarante-six ans, deux enfants et il se meurt dans un hôpital; cinquante-neuf d'espoir à l'horizon. Le gouvernement de Tony Blair estime que son lent et « regrettable » suicide est « sa décision personnelle », Il refuse en tout cas « le chantage », Ignoré par Margaret Thatcher en 1981, Bobby Sands, le célèbre activiste de l'IRA avait tenu

soixante-six jours avant d'expirer en prison. La cause de Barry Horne est plus insolite. Eboueur de profession et soldat perdu du FLA, le nouveau héros des « écoquerriers » britanniques posait des bombes incendiaires sur les « lieux du crime »: des laboratoires et des parfumeries, coupables de vendre des produits préalablement testés sur des animaux. Arrêté en 1994 pour avoir tenté d'incendier des boutiques de Bristol, il fut reconnu coupable de la destruction partielle d'un centre commercial sur l'île de Wight et condamné, en 1997, à dix-huit ans de prison. Il n'y eut certes jamais aucun blessé dans les attaques. « Vous êtes un terroriste urbain ! », lança pourtant le juge au prévenu. Et cette cause là fut

Elle s'est singulièrement compliquée depuis. «Au mieux, affirment ses fidèles, il reste à Barry quarantehuit heures à vivre. » Et « s'il meurt, menacent les plus extrémistes dans un tract faxé à la police, dix hommes dont voici les noms mourront à leur tour, » Signé : « La mílice des droits de l'Animal ». Un porte-parole de Scotland Yard a indiqué que l'affaire était « prise très au sérieux ». Les dix hommes menacés qui, « en l'absence d'alternative », défendent ou pratiquent l'expérimentation animale, out été placés sous protection.

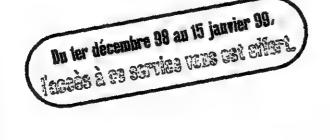
SACREFICE ULTIME

L'affaire de Barry Home doit être jugée en appel en Janvier. Mais le kamikaze de la cause animale ne se meurt pas pour obtenir sa liberté. Il veut que Tony Blair nomme une commission royale pour étudier et interdire la vivisection. A la mi-novembre, le gouvertion cosmétique animale. Mais il refuse d'aller plus

Cette victoire est jugée insuffisante par le zoolâtre embastillé. Cheveu ras, œil sombre, « Pécoterroriste » de York se dit « irrémédiablement résolu » au sacrifice ultime. Sa chambre est inondée par les fleurs de ses amis. Dans un pays où, du protozoaire au pachyderme, il est de bon ton d'adorer les animaux, Barry Horne reçoit en moyenne quarante lettres de sympathie chaque jour.

Patrice Claude

orge Luis Cal





Yous n'avez pas d'ami MC C. vous avez passé l'âge de dormir a la celle etnic...

Tapez 📳 🖺 🐼 (soit le 7372)\*

sur votre portable pour TOUVER une chambre d'hôtel, même en dernière minute. Avec NELSON

SFR. LE MONDE DES SERVICES EST À VOUS.

### MM. Pinault et Bouygues négocient un pacte d'actionnaires

APRÈS L'ACQUISTTION, par Artemis, la holding de l'homme d'affaires François Pinault, des 12,6 % du capital de Bouygues détenus jusqu'alors par Vincent Bolloré, François Pinault et Martin Bouygues, PDG du groupe de BTP et de communication, étaient sur le point, vendredi 4 décembre, de conclure un pacte d'actionnaires. Avec environ 16 % du capital, Artemis est le premier actionnaire de Bouygues, tandis que la famille Bouygues (Martin et Olivier) contrôle 22,6 % des droits de vote. Afin de ne pas atteindre, avec M. Pinault, le seuil des 33 % qui les obligerait à lancer une OPA, les frères Bouygues pourraient renoncer à une partie de leurs droits de vote double. Martin Bouygues resterait le président du groupe, sous la houlette de M. Pinault, celui-ci pouvant se voir attribuer

### Benetton pourrait renoncer à fermer son usine française

LE GROUPE TEXTILE ITALIEN Benetton « envisage une alternative à la fermeture totale de son usine située à La-Chapelle-Saint-Luc » (Aube), a-t-il fait savoir jeudi 3 décembre dans un communiqué. Benetion avait annoncé le 28 septembre son souhait de fermer sa dernière usine française, qui produit des articles de laine près de Troyes, partiellement au profit de son usine bongroise. Benetton explique son revirement par « la volonté de trouver une solution mains dramatique que la suppression de 169 postes de travail ». Le plan alternatif, dont le détail sera dévoilé au comité d'entreprise de Benetton France vendredi 11 décembre, « limiterait la réduction de main d'œuvre à 45 salarlés ».

■ ÉTATS-UNIS: le corps sans vie du condamné à mort Martin Gurule a été retrouvé par deux gardieus, jeudi 3 décembre, flottant sur une rivière, à environ sept kilomètres de la prison de haute sécurité de Huntsville (Texas), d'où il s'était évadé une sernaine auparavant (Le Monde du 2 décembre). Il semble probable que l'évadé ait succombé aux blessures résultant de son évasion.

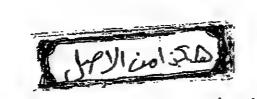
ESPACE: la navette américaine Endeavour a décollé, vendredi 4 décembre, à 9 h 36 (heure française), avec une journée de retard, depuis Cape Canaveral (Floride), avec six membres d'équipage à son bord. Cette mission doit permettre l'arrimage du deuxième élément de la station

Tirage du Monde daté vendred) 4 décembre 1998 : 525 324 exemplaires 1 -

### Michel Barnier écarté du conseil d'administration du parc de la Vanoise

SENATEUR RPR et président du conseil général de Savoie, Michel Barnier ne fait plus partie du conseil d'administration du parc national de la Vanoise, dont les quarante membres doivent se réument public (Le Monde du 2 décembre). L'élu savoyard siégeait depuis 1992 au titre des personnalites qualifiées choisies par le ministre de l'environnement, mais n'a pas été reconduit par Dominique

La ministre de l'environnement qui a le pouvoir de nommer quatre représentants au conseil d'administration du pair, lui a en effet preféré Thierry Repentin, adjoint (PS) au maire de Chambéry et conseiller général. Dans un premier temps, ce dernier avait souhaité être désigné par le conseil général, mais M. Barnier s'y était opposé, préférant que les trois sièges dont dispose l'assemblée départementale soient détenus par des élus de sa majodité : « Je trouve que la décision de M= Voynet manque de correction et de courtoisie à mon égard. Cela procède d'une vision politicienne, mais je n'en ferai pas un objet de polémique », commente M. Barnier, qui fut ministre de l'environnement de 1993 à 1995. – (Corresp.) -



je ne revienne pas. C'est le système qui m'a obligé à abandonner le pays. Il y a des cas où il faut choisir entre l'exil ou la prison. A Cuba, il y a un procès intenté contre moi pour « peligrosidad » (« dangerosité »). Il s'agit d'un délit que le gouvernement impute aux personnes soupconnées de pouvoir atteindre à la sûreté de l'Etat quand il n'y a rien de concret contre elles. Dans ce cas, on

laisser sortir de Cuba à la condition expresse que

je n'ai commis aucun délit, sinon celui d'exercer

publique. Il m'en reste une cicatrice à l'arcade

femme et mes deux fils de sept et onze ans. J'esrendais à une réunion politique interdite. Il savent père pouvoir les faire venir une fois ma demande d'asile politique acceptée.

La police de la sécurité cubaine a accepté de me

a minter en laveur de la liberte a Cuba. L'exil est de la même année, y étais retourné. Les autorités m'avaient à nouveau expulsé. Ma femme, qui se trouvait avec moi, avait expliqué aux agents de sécurité que nous afforce, de mon énergie, au contraire. Les autorités cubaines m'ont obligé à me séparer de ma famille : ma

Jorge Luis Cabrera « J'ai dû choisir entre l'exil

ou la prison à Cuba »

principule. Il m'en reste une circuite à l'attact prison. Sourcilière ganche. J'ai aussi fait de la prison. Je suis en exil en Prance mais je continueral d'id pavais été expulsé de la capitale. Le 11 novembre à militer en faveur de la liberté à Cuba. L'exil est de la même année, j'y étais retourné. Les autorités de la même année, j'y étais retourné.

Je suis né à Cienfuegos et j'y vivais. Le 6 no-

partir de 1997, je me suis entièrement consacré à mon métier de journaliste Indépendant. l'al donc couvert tous les faits en relation avec les violations des droits de l'homme et des événements que les médias officiels s'interdisent de divulguer.

l'étais journaliste indépendant à l'agence Cuba

mon droit à la libre expression. Pourtant, j'al été suivi, victime d'agressions physiques sur la voie

En général, les gens, surtout des provinces orien-tales, se rendent dans la capitale pour chercher du travail. Ils les ont délogés massivement en les faisant monter avec leurs paquets dans des bus.

Destination: leurs villes natales. Et puis, il faut parler des « balseros » qui utilisent n'importe quel moyen pour traverser les 90 miles qui séparent Cuba de Miami, aux Etats-Unis. Si on les arrête sur une barque de pecheur, ils peuvent être condamnés à vingt ans de prison pour « piraterie ». Selon les chiffres officiels, soixante-cinq mille personnes sont mortes en navigant vers la Floride à cause du manque de liberté d'entrée et de sortie du territoire.

(Propos recueillis par Anne Proenza)

Jorge Luis Cabrera Il ne pouvait pas circuler librement a

l'intérieur de son pays : la police de securité cubaine lui interdisant de sejourner a La Havane. Il a du choisir entre la prison et l'exil. Un exil sans retour. Jorgé Luis Cabrera, trente-deux ans, ancien fonctionnaire du ministère de l'intérieur devenu journaliste,

DROITS DE L'HOMME - LE MONDE - 33

32-LE MONDE - DROITS DE L'HOMME

profité d'un voyage organisé par l'agence artis-tique gouvernementale Artex pour rester à Mexico. A l'époque, l'étais au ministère de l'intérieur et les autorités ont convoqué une réunion où ils

quitter le ministère, mais je n'y suis parvenu En 1997, comme il y avait trop de monde dans

risque de neuf mois à quatre ans d'emprisonne la capitale, l'Etat cubain a interdit aux personnes

m'ont interdit publiquement de correspondre avec mon frère. A partir de ce moment, j'ai voulu

ment. Depuis 1993, l'ai été victime de vingt-trois originaires de province de s'installer à La Havane.

e suis arrivé à Paris le 24 octobre 1998 arrestations. Vingt-trois fois, je me suis retrouvé prace à l'association Reporters sans placé en détention arbitraire. grâce à l'association Reporters sans frontières et à mes amis de l'association Press. Auparavant, l'avais travaillé au ministère de l'intérieur cubain. Quand l'al quitté le ministère, européenne Cuba démocratique. Mon expulsion remonte au 22 septembre l'ai commencé à travailler pour différents groupes de défense des droits de l'homme sur l'île. Et, à 1997. Elle avait été signée par l'officier d'Etat Sergio Suarez Llanes mais je n'avais pas pu conclure mon émigration : aucun pays ne pouvait alors me recevoir.

Aller et venir 13

apuous az

صكذا من الأصل

ECONFEEDIT

UNIVERSELLE

UNE DECLARATION

ridents chino

de l'homme

memoratives du 10 decembre

mer - zoolatre angloi

50 CALCON 1

 $\frac{1}{2\pi i \pi^2} \left( \frac{1}{2\pi i \pi^2} \sqrt{\frac{1}{2\pi i \pi^2}} \right) = \frac{1}{2\pi i \pi^2} \frac{1}{2\pi$ 

المراجع والمعاولة

day rather 

Attended to the La Capatha Colo  $- g_{ijk}(\gamma) = \overline{g_{ijk}}(2^{(i)} - \gamma^{(i)}).$ Region to Section

agent and the second





Diectrice arleigne: Doublegus Educus: Vancan Iradiy et Fabie

el 19 228UT enistalUl atribuce: siderA'i ,sngolo9 a Biélonzsie, la fuit pays ont **enoitnested** 

> 'yeugun' Amerique, ช่กป-ชธา3 վոՍ-smusyo? [urquie, , sink , suède, Syrie, "Yeugere", Jemene" Morvege, Pakistan, 'ආදිපන් Pays-Bas, Not nexidue, TEMPORTES. han Liban Liberia, Guatemala, Harb, Slande, Inde, Irak, France, Grece, alvador, Edhiopie and (63 Imagenb) anbilduqaA Costa-Rica, Cuba, **TOJOUDDIE** Chilli, Chine, Bresil, Canada, Blimanie, Bolivie, ,ಆಗವಾಗಿಕ್ಕಿ ಶಿಲಿದ್ರಭವಿಕ, ,กอาขกรณ์ขน

> > : stall to toloy n3

notisasbėQ si

a Pont

"DUAGL26||G"

lents de conciliateur. de ces questions et à exercer ses fapays occidentaux la vision asiatique Déclaration, il parvient à faire ment aux travaux de réflexion sur la aux Nations unies, il participe active-1942. Devenu vice-président de la Commission des droits de l'hornme en Thrquie, en 1940, puis au Chili, en precisément ambassadeur de Chine son sens de la diplomatie, devient

miveraités américaines et anglaises. Cet universitaire, apprécié pour Chine, il enseigne sa discipline à l'université Columbia. A son retour en son doctorat de philosophie à Puni-Unis, il obtient notamment son éducation aux Etatser a reçu la majeure partie de eng-chun Chang (1892-1955) est né à Tientsin, en Chine,

Churchill-de Caulle destiné à fixer le

tombez à pic », lui répond ce demiet.

unie ? demande-t-il au général – Vou

que mon concours puísse vous étre

par le général de Gaulle. « Jugez-vous

mier dvil à répondre à l'Appel lancé

débarque le 28 juin 1940. Il est le pre-

tour, René Casain raille l'Angleterre. Il

DOLD De ce poste d'observa-

Locsque la Prance est envahle à son

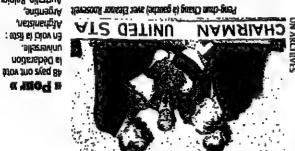
Sur-le-champ, il prépare l'accord

### Peng-chun Chang

compensé, en 1968, par le prix Nobel Thomane, selon sa formule. Il est re-Bref, un fantassin des droits de agstrictus est auot sb ta arroizausaid Organisé, déterminé, il est de toutes les sédaction de la Déclaration universelle el é equisa nos ob orneq somera ento el et jusqu'à décembre 1948, Il consacre 74-61 Tolvinel straining & sight, selection a pius haute juridiction administrative flest nomme à la tête du Conseil d'Etat. De retour en France, à la Libération,

rust sb smmshirof sb emenoq estra par contumace, il partage le sort des Révoqué par Vichy, condamné à mort le statut des Forces françaises libres. « profectorat unilatéral ». Puls Il rédige échapper de Gaulle au cercle d'un Grande-Bretagne. Il parvient à faire chet de la France Nore et celui de la

el strice des relations entre le



supevolecosch Tra esleirorimes devant le Führer et ses revendications la Grande-Bretagne et la France plient cords de Munich aux termes desquels qui vont dénoncer l'illusion des acpartient à cette poignée d'intellectuels puts à syctoire de Hitler en 1933. Il sption, il assiste à la montée du nazisme

> De 1924 à 1935, il est nommé délé-gué de la France à la Société des nacat il était. Professeur de droit il decorsacrer au droit briconational Avoboue et le sang, et décide alors de se champs de bataille détrempés par la emoureux de la paix découvre les dans l'infanterle, blessé en 1916, cet fluence sa vision du monde. Mobilisé guerre de 14-18 a profondément in-Comme pour toute sa genération, la tion universelle des droits de Phorume. -stabed al so austricent susqibiding səb rur'i keus

René Cassin

शंदर वेट वि अध्यादम हो अर्थ

non seutement le grand lé-

ene Cassin (1887-1976) fut

universelle. אלינדיונות הו ישונו: ושתבהו ויש Directors de la rédaction : Edwy Plene! de la Déclaration une défense vigilante Toutes plaident pour par Alsia le Quemec Declaration eldatupe abort (1) autres inconnues. San Suu Kyi -, les par Christine Chanet p. 61 Mandela ou d'Aung zionb æb notivutæd 👀 celles de Nelson Jaulo, SHO, 167 célèbres - comme Son in a brond S Souther Southers of the South req flusieurs voix sont ziforb zab noitatimi.] 🖭 apusny veuses ap en contrepoint. Sar Herri Lederc bafoués sont publiés Gumez eb droits ont été TC .q modeled eniotinA reg temmes dont les et a surozzone p. 19 SOrder public lol el Insvab átilaga 🚺 d'hommes et de lained had nasnzali smilzai ab témoignages esanag ab stradil @ अक्रोकेतम् इमिडामावराज्यः 🍣 fondateur. Des narban ethenyou'need resi par Gérard Cohenarticles de ce texte Sciences et Culture staingord 🕦 commenter les AZ of Jaccott ansitology seq 8E of Tradoff excitost seq Juristes français de Jachuog lash rag afficiet to age held 31 noitatubé" é fiont 🔂 à trente grands (defre? par Philippe Texier p. 53 Le Monde a demandé ध धि धि धि нешения ф. Материя et bien et bien etre et Olivier Duhamel, At a relieve Pellever p. 14 19/DG820 Conceives Dies p. 50 et 51 public, Mario Bettati STISH REST TECT professeurs de droit ethisnoitsM 🗗 11 .g samstion fraction use Sivel & Sport & KUSD DOVE NOTISEDORSE R. 9. 32 A 19UPPN WARNING DOUGHT TO THE serbol elemed todak रठव्डा धड मेंगरी 🛂 décembre 1948. En elize'b fiond 🕙 ලේ අතනවේ විශෝකානව කද of of sainu anoitan 64.4 mes)-novi क्ष ग्रह स **BRIGGITA 160** son vote par les ziul egrol eb Flevert ub sion (\$3 ans ont passé depuis IE 4 along Generals p. 31 par Georges Vedel par Nicole Questiaux p. 48 unique : cinquante Aller et venir आहर्ष्य १५ ट्यापी 🚺 elisioos ėtimoės 🐼

L'occasion est de l'homme. universelle des droits Déclaration faire comprendre la por lean-Paul Costa P. 44 pour but de mieux Ce cahier spécial a

Genevois

d'Etat, président

de la première

sous-section du

contentieux, et

ancien secrétaire

général du Conseil

constitutionne

(1986-1992), Il a

publié Les Grands

Arrets de la

junsprudence

collaboration,

Dalloz) et (a

Conseil

Jurisprudence du

constitutionne

(Ed. STH, 1988).

Laurent Greilsamer

Sen Sun Kyl

apanpioma

par Jean Giognel

lastaviru agentiuž 🚯

CO Liberte d'association

P. 28 et 29

DET LOUIS FRANCEU

<del>sé</del>ving silv 😘

siburi sheri teq

noitqmosárA 🚇

OURDOCERCE

1. - Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.

2: - Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

### Aller et venir

'article 13 de la Déclaration universelle constitué une traduction imparfaite et pourtant fort audacieuse de la lil berté de circulation internationale, li s'agit d'un des « droits personnels » consacrés par la Déclaration, que René Cassin distinguait des droits se rattachant aux «rapports entre l'homme et les hommes », aux. « libertés publiques et droits politiques \* et aux « droits

économiques, sociaux et culturels ». Mais, en dépit de ce rattachement aux droits de la personne, la Déclaration, comme en convenait avec regret René Cassin, « ne consacre pas totalement le principe de la libre circulation de pays à pays, puisqu'elle ne dit rien du droit d'immigration symétrique de celui d'émigration, ni du libre établissement en dehors du cercle d'un Etat détermi-

Autrement dit, le premier alinéa de l'article 13 affirme la liberté d'aller et venir de l'individu à l'intérieur du tertitoire d'un Etat, mais sans aller jusqu'à reconnaître un droit d'entrée à une personne sur le territoire d'un Etat dont elle n'a pas la nationalité. En revanche, le second alinéa consacre pleinement le droit de tout homme à émigrer de tout pays, y compris le sien, énonçant ainsi, pour citer à nouveau René Cassin, un droit « qu'aucune déclaration ou loi nationale π'a jamais eu qualité pour proclamer autrement que par référence à un pays déterminé ». Se trouvaient par là même illustrés et le caractère international de la Déclaration, et l'universalité de

son contenu. Dans le monde de l'après-guerre, les énonciations de l'article 13 étaient à ce point novatrices qu'elles suscitèrent des réactions teintées de scepticisme. C'est à propos plus spécialement de l'article 13 que Georges Vedel se demandait s'il fallait « admiret la foi et l'idéalisme des auteurs de la Déclaration » ou « sourconner les vouvernements » d'y ayour souscrit « sans y attacher beaucoup d'importance ».

्राष्ट्रक्त<sup>र</sup>

Model of

EL OSMET

Pitéambule

fedol w

EQUITAS BOUGH SO

-resour cozpor.

sduiel en

eioui uo

DELIES GLISSA 160

Le scepticisme reste de mise, cinquante ans après, si l'on raisonne à l'échelle de la planère. Mais on ne saurait passer sous silence des facteurs de progrès. En termes politiques, l'article 13 de la Déclaration a trouvé des prolongements essentiels en Europe, lors des accords d'Helsinki de 1975. Sur le plan juridique, il est à l'origine des articles 2 et 3 du protocole nº 4 de la Convention européenne des droits de l'homme et de l'article 12 du Pacte des Nations unies sur les droits civils et politiques. Il ressort de ces textes que le droit d'entrer et de demeurer sur le territoire d'un Etat est réservé aux ressortissants de cet Etat. Le droit de circuler et de résider librement sur le territoire d'un Etat n'est reconnu qu'aux nationaux et ne joue en faveur des étrangers que s'ils sont en situation régulière. Toutefois, le droit de quitter tout pays, y compris le sien, vaut indistinctement pour les nationaux et pour les étrangers.

De ce dernier point de vue, les traités souscrits par la France ont été à l'origine de décisions de nos juridictions suprêmes qui ont proclamé que la « liberté fondamentale d'aller et de venir n'est pas limitée au territoire national », mais comporte également le droit de le quitter. Ainsi, et même si notre attachement à la Déclaration de 1789 fait que nous répugnons à recevoir des leçons venues d'affleurs en matière de droits de l'homme, force est de reconnaître que l'article 13 a constitué pour le droit positif français une source précieuse d'inspiration: - B.C.

DROITS DE L'HOMME-LE MONDE- 31

 Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher. asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays. 2. – Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites

réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations unies.

### Droit d'asile

'article 14 de la Déclaration proclame le droit d'asile. L'asile, icl, se définit comme la protection qu'un Etat ac-I corde à un Individu qui fuit des persécutions en l'autorisant à entrer et à séjourner sur son territoire. La référence aux persécutions explique l'exclusion des délinquants de droit commun d'une part, des auteurs de crimes contre le droit international (crimes contre la paix, crimes de guerre, crimes contre l'humanité notamment) d'autre part. La portée des droits reconnus par

la Déclaration reste cependant limitée : le droit de chercher asile consiste simplement en la possibilité de fuir son pays pour trouver refuge ailleurs; quant au droit de bénéfi-cier de l'asile, il n'implique pas l'obligation pour un Etat d'accorder l'asile dès lors que la personne n'est pas ou plus immédiatement en danger, notamment parce qu'elle a été accueillie dans un pays tiers. Autrement dit, la Déclaration ne reconnaît pas un véritable « droit à l'asile », chaque Etat restant maître de décider souverainement s'il entend ou non accepter sur son territoire l'étranger qui réclame protection, sous réserve de ne pas le renvoyer vers son pays d'origine.

Contrairement à la plupart des autres droits énoncés par la Déclaration, le droit d'asile n'a été consacré par aucune convention internationale ayant valeur contraignante (sauf la convention de Caracas de 1954 conclue entre les pays d'Amérique latine). La seule protection offerte par le droit international aux personnes persécutées résulte donc de la convention de Genève de 1951 sur les réfugiés: bien qu'elle ne

consacre pas le droit d'asile, puisqu'elle n'oblige pas l'Etat à accueillir un réfugié sur son territoire, elle énonce néanmoins un principe de non-resoulement qui interdit de le tenvoyer vers son pays d'origine.

En France, le droit d'asile trouve sa source à la fois dans la convention de Genève et dans le préambule de la Constitution de 1946 qui énonce que « tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ». C'est sur le fondement de cette disposition que le Conseil constitutionnel l'a érigé en principe à valeur constitutionnelle. De plus, le gouvernement a toujours la faculté d'accorder l'asile à un étranger qui a besoin de protection mais ne peut se réclamer ni de la convention de Genève, ni du préambule - faculté que la loi du 11 mai 1998, dite « loi Chevènement », a officiellement consacrée en l'inscrivant dans les textes.

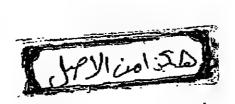
En dépit de la valeur éminente qui lui est reconnue, le droit d'asile parait aujourd'hui comme de plus en plus menacé. En effet, dans un contexte de « maîtrise des flux migratoires », les Etats occidentaux multiplient les obstacles à l'accès des réfugiés à leur territoire et se montrent de plus en plus restrictifs dans la reconnaissance de la qualité

Le droit d'asile, conçu comme la protection accordée à un individu victime de persécutions, ne permet pas, par ailleurs, de répondre au problème majeur posé aujourd'hui par l'existence de millions de personnes qui ont fui leur pays pour échapper à des persécutions massives ou à des conflits armés. - D. L.



Lochak de droit public a l'université Paris-X-Nanterra du Groupe et de soutien des immigrés (Gisti). Elle a notamment publie Etrangers, de quel droit ? (PUF, 1985) et La Justice

34 - LE MONDE - DROITS DE L'HOMME



. 30W0€ - 30°C - 30°C

\*\*\*\*\* **\***\*\*\*\*\*\*\*\*\*

 $\mathbf{z}_{i}^{*}\mathbf{w}_{i}\mathbf{w}_{\mathbf{z}_{i},i,j,\gamma_{i}}$ 

a marketing p

net, face à ces autres droits que communication au temps d'interla liberté d'expression et de ment définir, par exemple, le droit à par les moyens électroniques. Comveloppement de la communication du patrinoine génétique ou du déqu'il s'agisse de l'environnement, grès scientifiques et techniques, des droits de l'homme face aux promesure de ce qu'implique le respect té. Aujourd'hui, il faut prendre la tiques pour une partie de l'humanien désastres écologiques ou géné technologie peuvent se transformer progrès de la science et de la créateur de l'homme lui-même. Les du XXIº siècle, est celui du génie Promme doivent affronter, à l'orée Le second défi que les droits de

culturelle les enrichit. lité. Loin de les réduire, la diversité cette universalité et cette indivisibirentes cuttures ne contredit pas indivisibles. L'existence des difféqu'à la condition d'être universels et ne peuvent s'exercer pleinement politiques? Les droits de l'homme goulag ou torture pour ses opinions travail pour celui qui est jeté au ne no strass at a storio du li-1-sizer tique des droits politiques. Et que soins, sinon par Pexercice démocradroits de chacun à l'éducation, aux On he peut faire progresser les mentaux équivaut à les dénier tous. ver de certains de ses droits fondabilité. L'être humain est un Le pri-Il en est de même pour l'indivisi-

matheureusement beaucoup mieux a Eté torturé ou assassiné. Ils le savent an père africain doirt le fils ou la fille d'expliquer ce que signifient les droits Kofi Azman: « Il n'est pos nécessoire

crétaire général des Nadons unies, peler, à cet égard, les paroles du sedes communautés. Il suffit de tapleur prennière aux droits collecuifs OU strickings, accorderaient une vaque d'autres, notamment asiatiques sur la primauté de l'individu, alors culière, celle de l'Occident, fondée Pexpression d'une culture partition est déniée parce qu'elle serait gique. L'universalité de la Déclara-La première est d'ordre idéolo-

XXI<sup>e</sup> siècle. de l'homme, à l'horizon du nuent à peser sur l'avenir des droits décevante et des menaces conti-La réalité s'avère cependant plus

mous de l'homme, toire de la démocratie, celle des l'Europe, out marqué, avec la vicen Amérique du Sud ou à l'est de esmenisatot esmigša esb insmanbnoi Tapardieid en Afrique du Sud, l'efdécolonisation, la fin du régime de tout comme ceux des enfants. La a consacré les droits des ferranes, des conventions et des déclarations, politiques, l'autre sur les droits soclaration, I'm sur les droits civils et de 1966 directement issus de la Déquelles s'inscrivent les deux pactes multipliées, au premier rang des-COLLACIDODE THICKNESSES 26 2011 fait des progrès sensibles. Les diques des drofts de l'homme ont Depuis 1948, les garanties luri-

S saured àtà salla de l'aube des Nations unies outquestion essentielle: les promesses Phonume sont fondés à poser la defenseurs des droits de droits de l'homme; les tion universelle des l'adoption de la Déclaran demi-siècle après

par Robert Badinter

### de notre temps L'horizon moral

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

### . Vie privée -

'article 12 de la Déclaration droits civils et politiques de 1966 (arté de protéger la vie privée de l'indiviticle 16). Ces différents instruments du et de sa famille ainsi que son honneur et sa réputation contre les Déclaration universelle et de la « immixtions arbitraires ». On est Convention américaine, sont directeétomé de constater qu'une telle proclamation n'a pas eu lieu amparavant. En fait, comme le montre Pierre Kayset, l'un des meilleurs spécialistes en la matière, la notion de vie privée ne s'est dégagée qu'assez tantivement et ne s'est véritablement affirmée ou'au XVIII' siècle pour connaître un épanouissement au XIX siècle, en liaison avec le développement de l'individualisme. Il est apparu alors progressivement que devaient être protégés la liberté de la vie privée, c'est-à-dire le droit de mener la vie personnelle et familiale de son choix, et le secret de cette vie privée. Il est évident que les deux aspects sont liés car il ne peut y avoir de véritable libenté de la vie privée sans secret de

La vie privée est d'abord protégée contre les immixtions de la puissance publique. Mais le progrès technique, en développant considérablement les moyens d'investigation et de divulgation, a non seulement renforcé la nécessité de protection contre l'Etat mais aussi contre les autres individus ou personnes privées en général

d'abord été consacré au niveau inter-national par la Déclaration univer-raissent bien affaiblis et même dispaselle des droits de l'homme, puis par : la Convention européerne de sauve- : Etats réputés pourtant être par excelgarde des droits de l'homme et des li-lence des Etats de droit, comme le bertés fondamentales de 1950 (article montre la mise en cause de l'actuel 8), le Pacte international relatif aux président des États-Unis.- L. F.

universelle des droits de ticle 17), la Convention américaine Phonome est le premier texte relative aux droits de l'homme de de portée générale qui af- 1969 (article 11), la Convention relafirme et proclame la nécessi- tive aux droits de l'enfant de 1990 (arinternationaux, à l'exception de la par les juridictions ordinaires. La Cour européenne des droits de l'homme a également développé une importante jurisprudence en ce do-

Ce droit fondamental a également été affirmé par plusieurs constitutions modernes (Espagne, art. 18; Portugal, art. 24) ou rénovées (Belgique, art. 22 et 23). La Constitution française ne contient pas de telles dispositions. Toutefois, dès 1977, le Conseil constitutionnel avait commencé à contrôler les atteintes susceptibles de lui être portées par le législateur et il a clairement consacré le caractère constitutionnel de sa protection par des décisions du 18 janvier 1995 (vidéosurveillance) et du 22 avril 1997 (certificats d'héber-

Le droit à la protection de la vie privée et, lorsqu'il est constitutionnellement affirmé – ce qui n'est pas le cas en France - le droit à la protection de l'honneur et de la réputation, ne semblent pas avoir la même portée selon qu'il s'agit de personnes La protection de la vie privée est privées ou de personnages publics. un « droit fondamental » qui a Singulièrement, s'agissant des raître complètement dans certains

, etrangères le 19 novembre 1956 sonichis eab aismedil anginun marv -so te simmed l'homine et deau poste de président de la Commissuccede, en 1951, à Eleanor Roosevelt une « anne ideologique décisive ». Il mulf, il présente ce demier comme Thomms. Lors de vote du texte défi-Declaration université des droits de sellent à la rédaction du projet de -tr'e iup eateinii eab squips'i somoid auprès des Nations unies. Il rejoint

sárd nos substandes de notaministra taite devient ambassadeur du Liban et allemande. En 1945, cet universiesiconnaissance des langues trançaise d'un long voyage en Europe sa Etats-Unis. Il perfectionne au cours puis la philosophie à Harvard, aux américaine de Beyrouth, et la physique à l'université aupitemártem asl sibuté li ban en 1906. Elève brillant, haries Malik est ne au Li-

### Charles Malik

à la heuteur de leurs ambitions humaby sentences born authore, in feate avec Kenè Cassin. Tous deux finiront impetable, elle noue des liens solides tion universalle. Grace à un français parmi les inspirateurs de la Décharatun des membres les plus influents SOIN DON SEIDS, SE PULSSAINCE de tra-

droits de l'homme en 1946. présidente de la Commission des tions unies. Ainsi est-elle nommée Conseil economique et social des Na-1945, elle est désignée déléguée au monde. A la mort de son mari, en tub eardsiso and est esmines eab situi recours. La reilia en passe de devenir plus frumbles tut confere un statut de Sa manière de préter sa voix aux

Andreid notisM nisant des conférences de presse à la dans les journaux et frinove en orga-Elle publie d'innombrables articles dque unique. Elle parcourt le pays. Esse in ainU-and as unsbisang uis Lorsque Franklin D. Roosevelt est

l'adoption d'une loi antilynchage. ab ta munimim stieles mu'b notismet bicon du travail des enfants, de l'insrigeant démocrate, en faveur de l'aboion man, sénatèur de New York et dirévolte contre les atteintes aux droits

et les oreilles de son mari. Elle devient, selon sa formule, les yeux s'engage alors politiquement et milita. la transforme. Cette femme au foyer cinq enfants. La maladie de Roosevelt roulante, elle s'emploie à Elever ses myelite qui le doue dans une chaise est touché par une attaque de polio-Jusqu'en 1921, date à laquelle son mari se lance dans une camere pointque. épouse, en 1905, un cousin éloigne qui eduquee en Crande-Bretagne, elle Elevée tout d'abord en France, puis

Phomme qu'elle doit son entrée dans ration universelle des droits de son rôle dans la nédaction de la Déclaplomate. Mais c'est essentiellement à Inditante féministe et une di-Franklin D. Roosevelt, une Anu-etata esb ansbiesny un a ché tout à la fois l'épouse

Scandor Koosevert avec Rene Cassin (a druite)



a Contre b bushid slimi taugier (France) et inaH ((sbens.)) yendqimuti 9 ndot (ilin) sund strate

noversbad si ab

S'n 1613 nuouA

Malik (Liban), Chine), Charles Peng-chun Chang Cassin (France), (Etats-Unis), René Eleanor Roosevel วนอเลเกษ์แ Declaration El 90 nomens al a équiorisq The iup smmed'i 9b ztionb 29b यगर्कातम स्त्रींकाश्य zwaterigeni

.736l 19inv91 0l 27 janvier au Nev! York, du Success, près de avait eu lieu à Lake BARI andmesseb 0 SH SSHUTH SUCCESS enérale des a até notes bar. MEMORY I OD STICKE

A Decignation

Stor all

### **Eleanor Roosevelt**

 Tout individu a droit à une nationalité. 2. - Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

### Nationalité

a nationalité est le lien iuridique qui rattache un individu à un Etat. L'individu qui n'est lié ainsi à aucun Etat ■ est un apatride, et cette situation le prive du bénéfice de nombreux droits, garanties et protections que les Etats réservent à ceux qui ont leur nationalité, c'est-à-dire à leurs ressortissants.

Les règles d'acquisition et de perte de la nationalité et la fixation des droits et des devoirs qui découlent de sa possession sont, pour l'essentiel, du ressort de chaque Etat, dans l'exercice de sa souveraineté. C'est pourquoi nombre de négociateurs de la Déclaration estimaient « irréaliste » d'y insérer l'affirmation d'un droit à la nationa-

Il convenait pourtant de réagir à la forme d'oppression que pratiquaient ou avaient pratiqué certains Etats en privant des groupes d'individus de leur nationalité pour des raisons politiques (URSS, 1924-1925) ou raciales (Italie, 1938 et Allemagne, 1941), réduisant ainsi les intéressés à une situation d'apatrides. Une autre forme d'oppression pouvait consister à forcer des individus à conserver une nationalité alors qu'ils voulaient en changer pour en acquérir une autre.

L'article 15 contient ainsi l'affirdans la deuxième phrase, de cer-« arbitrairement », qui a été imposé

Mais le terme doit être interprété comme n'autorisant des limitations au droit à une nationalité qu'en des hypothèses exceptionnelles et dans le respect de la législation en vigueur de l'Etat concerné, cette législation devant elle-même être

conforme au droit international. Quant au principe posé dans la première phrase, il ne peut se traduire par des droits concrets pour les individus que si des règles internationales plus précises sont adoptées, et prises en compte par les Etats. A ce titre, on peut citer, par-mi la filiation de l'article 15, la convention de 1954 sur le statut des apaprides, entrée en vigueur en 1960, et la convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, entrée en vigueur en 1975. Alors que le droit constitutionnel de certains Etats, comme la France, était déjà en harmonie avec l'article 15 lors de l'adoption de la Déclaration, d'autres Etats, comme l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal ont vu leurs lois fondamentales influencées directement par cette disposition.

L'article 15 n'est que la première pierre d'un développement du droit international dans un domaine que les Etats continuent, pour l'essentiel, à se réserver. Il est, comme tel, nécessairement incomplet puisqu'il n'indique pas mation positive d'un principe de dans quels cas la nationalité devrait droit de portée générale, dans la être accordée par un État, pas plus première phrase, et l'énonciation, qu'il ne précise l'étendue de la protection que les Etats doivent à leurs taines obligations corrélatives à la ressortissants ou qu'il n'envisage la charge des Etats. Cette dernière problématique de la double natiophrase contient un terme ambigu, nalité et les difficultés juridiques qui l'accompagnent. Il ne prend enpar les « réalistes » évoqués plus fin parti ni pour le droit du sol ni haut pour éviter d'interdire absolu- pour le droit du sang. Tel a été le ment les mesures de privation de la prix pour le rendre acceptable en nationalité ou du droit d'en changer. 1948. – J.-P. P.

Paissochet est conseiller d'Etat, juge à la des Communautes ancien directeur des affaires juridiques au ministère des affaires étrangeres. Il a notamment L'Elargissement des Communautés emogeennes (Ed. techniques et economiques

30 - LE MONDE - DROITS DE L'HOMME

est président de

"Association -

tançaise des

(PUF) et dayen

honoraire de la

faculté de droit.

Les Cours

d'Air-Marseille. Il a

notamment cubité

constitutionnelles

(PUF, 1996), et.

en collaboration

un frecis de droit

DROITS DE L'HOMME - LE MONDE - 35

que tous les autres droits garantis. nales, dans les mèmes conditions nationaux qu'aux jundictions natiotaint au controle des organes unterenx et sem application est sommes en: ces arabosmous sumboseur q prennent la disposition de l'article quels ils sont parties et qui reconventionnelles des traités auxmeurent lies par les dispositions universelle, De plus, les Etats dedaris l'article 30 de la Déclaration aussi général que celui qui est inscrit semblables, sans recourtr à un texte qui menacent les droits de leurs par les groupements et les individus pour écaner les demandes formées devenu suffisamment sophistiqué Thomme s'est développé et qu'il est ver que le droit des droits de outrander. Il est plus exact d'obset-Un constat aussi pessimiste serait

ganes internationaux? de ces mêmes droits devant les orquement se plaindre des violations out toute latitude pour venir cynipourfendent les droits de l'homme bee en desuetude et que ceux qui tifs aux droits de l'homme est tomcrée dans les principaux traités relala Déclaration universelle et consaa forme de déchéance inscrite dans reconnues.
Des lors, doit-on considérer que

des activités contraires aux libertés en vue de justifier ou d'accomplir qu'il ne se prévalait pas de ces droits déroulernent de son procès dès lors tions de son arrestation et du pêchait pas de contester les condivités de cette organisation ne l'emestimé que sa participation aux acticaine irlandaise (IRA) et la Cour a était militant de l'Amée républi-Cour de Strasbourg. M. Lawless sl teg eswite Lawlers par la C'est ce raisonnement qui a été

propre turpitude », encore faut-il que celle-ci air un lien avec le ciroit que « nui ne peut se prévaloir de sa tion; en effet, si on peut admeture temationales a infléchir leur posireuse et a conduit les instances intitte, apparue parfois trop rigoutusine de sauvegarde est, à juste L'application stricte de ce méca-

de l'un quelconque de ces droits. droits de l'houmne, de se prévaloir consideré comme un ennemi des chéance interdisant à quiconque, -36 9b stroe sm structeri fiers ieni? estimitatos courants totalitaires comme devant constituer un barl'homme a interprété ce texte sion européenne des droits de teurs de la Déclaration. La Commis des craintes éprouvées par les auqu'ils errendaient garantir témoigne tentatives de destruction des droits Cette insistance à faire échec aux Enoncés dans les articles précedents.

tendraient à détruire les droits groupements et des individus qui jouer les manoeuvres des Etais, des d'interprétation, et surtout à dégarde-fou destiné à éviter les erreurs manière péremptoire, institué un rédacteurs qui out ainsi, de une demière précaution des (γουπας se présente comme tion universelle des droits de 'ultime article de la Déclara-

Destruction des droits

un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés. individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être

**agnallisqv**A STISIN ALLESS 250 Soriety ub famide tus supinifost site a succi été zalariaq Ja Nomme et des sb atiotb asb et sous-directrice ains 90 boque b général à la cour 1570VS (HICH Cour de cassation. al é grállismos tes 190640 Oristine

8891 ns



ancien président du Conseil 19 11/663E 29D SURE GROUP Smist-sb-ztust Ef Sergrem (52) I est avocat anmon'l sb ziono zeb nootextad at 30 Suiszavinne 402

Badinter



Déclaration universelle - R. B. el ab agessant el nicher sons ¿simem au seul profit d'une partie de l'inconnaissance des droits de l'hormoe monde. Il ne saurait y avoir de reub sessabit al so suistilagoni emona économique et à une répartition tions à un juste développement ternational fondé sur le droit des naof anima pour un nouvel ordre in sidiscocción les entranells es circula Ainsi, la lintre pour le respect des anistice sociale et à la dictature. riches, et voue les autres à la misère, sulq emoluot another no sessentin transformed les Etats détenteurs de odiense de toutes parce qu'elle dans cette inégalité-là, la plus monde trouve as source paroun ototi santa inp lant al santage enions esupindost esb to esouozess asi nobinsqia am'b mma tepinigo gions les plus pauvres du globe béenes humains qui peuplent les rément, se projette l'enigence que les

vers les références ambiles droits de l'homme à ael est l'enjeu essentiel pour

flige nos sociétés.

contradiction ou l'hypocrisie qui affoue communication. Là réside la -sd all no fishmookin all atalà asb droits de l'homme. Or, la praique une culture politique fondée sur les demière décennie, nous vivous dans siècie, et particulièrement dans la ral de notre temps. Depuis un denu-Promise constituent Thorizon motous les êtres humains. Les droits de à rinstraque stabab alla'up ationb est qu'il s'agit d'inscrire, dans la réalité, Cependant, celle-ci bégaie dès lors stimming so miotrial each elimen croissement des tilchesses sont sans tee. Les avancées scientifiques, l'acnace de confiit mondai paraît écarinternational nouveau. Toute me-Nous vivore aujourd'hui un ordre JOUISSANCE DE CITOIDE FOIDEMENTE LE Botts de réfugies soletat pravés de la ment secepted due condustate miséconomique de l'esclavage? Comsolent astremts an travail, ce qui cent coquante milions d'entants

Comment se résigner à ce que deux qui pourralent être prévenues? editaism et de maintonism et de maiadica card raile entants mement chaque jour? Comment tolerer que trentevivre avec moins d'un dollar par was at the interest tenteral de surcette dignité avec le constat dé-cini mes con milian mois cent milà tota être humain sur cette terre. Comment concider l'adiamadon de clarine avec force la dignité inhérente

4 - LE MONDE - DROITS DE L'HOMME

La Déclaration universelle procharge de crimes contre l'huna-Choumne en cette fin d'un siècle nationale, la plus significative avan-cée de la défense des droits de la création de la Cour pénale inner-Wart les rédoences rencontrées par te? Comment ne pas s'aquiéter decriminels présumés contra l'humanipresentati des puissances concer-pressentati des puissances concermere ne pas s'alanner du peu d'emctros 5 8861 sis empirified as 2866? Comtheir pas tainfe le pacte sur les druits plus peoplé du monde, la Chine, mens ne pas s'attilger que l'Etat le sociatus et cultureis de 1966 ? Comle pacte sur les droits économiques, Etats-Unis n'a pas ratifié, à ce lour, tesse que la grande démocratie des Consideration pas relever over tits-

nelle a t-elle été respectée? A l'évidamentales ». Cette parole solenle respect universel et effectif des choits de l'homme et des libertés fon-« assurer, en coopération avec l'ONU, é egagan inos es esimi membres des Nations Déclaration, les Etats Dans le préambule de la este la question essentielle.

decies de Phontme sont une créadon ceuvics de leurs prédécesseurs. Les qui se borneraient à reproduire les comme des artistes néoclassiques s ces qounces nonvelles, d'èure cents? Le pire pour nous serait, face des enfants et des jeunes adoleschaom ou la protection nécessaire lecturalle et celui de ia vie privée de n'est rien d'autre qu'une version sont le respect de la créadon intel-

Moine Com1

coutes teleph

Nationalité 15

### **Abraham Serfaty** « On m'a volé mon identité »

On a décide que je n'étais pas

mais un citoyen... brésilien.

un citoyen marocain

comme mon père, ma mère, comme mon grand-père et mes ancêtres. Je suis d'une famille de juifs espagnols émigrés au Maroc depuis le XV siècle. C'est au Maroc que j'ai passé l'essentiel de ma vie. l'étais un haut fonctionnaire

de l'administration. C'est là aussi que j'ai milité, dans des mouvements de gauche, avant et après l'indépendance, ce qui m'a valu d'être emprisonné. Je l'avais été sous le protectorat. Je l'ai été ensuite. pendant dix-sept ans. En septembre 1991, le roi Hassan II s'est résigné, sous la pression internationale, à me libérer. Il ne voulait pas que je reste sur le sol marocain. Mais

comme le Maroc n'expulse pas ses nationaux, on m'a inventé une nationalité. On a décidé gu'Abraham Serfaty n'était pas un choyen ma-

rocain mais un citoyen... brésilien. Je n'ai jamais mis les pieds de ma vie au Brésil. Je parle le fran-çais, l'arabe, je pratique l'anglais et l'espagnol, mais je ne connais pas un mot de portugais. Depuis sept ans, je ne peux pas revenir dans mon pays natal à cause de ce veto royal. J'aurai bientôt soixante-treize ans. On m'a volé mon identité et

condamné à l'exil. Mon grand-père puis mon père, lorsqu'ils étaient jeunes, eux, sont allés travailler au Brésil. Ils partaient collecter la gomme d'hévéa dans l'Amazone et envoyaient l'argent à leur famille restée à Tanger. Mon père est revenu en 1923 pour se marier. Il s'est installé à Casablanca avec son épouse. A l'époque, le Maroc était sous protectorat français et les gens qui avaient des papiers autres que marocains bénéficiaient de certains avantages, no-

36 - LE MONDE - DROITS DE L'HOMME

e suis né au Maroc. Comme ma sœur, tamment en matière de scolarisation. Mon père, un temps, a en la double nationalité et a opté pour la nationalité marocaine avant l'indépendance.

J'ai grandi dans ce cadre un peu flou. A l'âge de dix-neuf ans, quand je suis parti pour suivre les cours de l'Ecole des mines à Paris, je me suis muni d'un passeport brésilien. En 1949, lorsque je suis retourné dans mon pays natal, mon diplôme en poche, j'ai obtenu mes papiers marocains et je suis devenu un citoyen marocain comme un autre. D'ailleurs, lorsque, membre du Parti communiste, fai été arrêté en avril 1950 à la suite d'une distribution de tracts, c'est un tribunal réservé aux seuls Marocains qui m'a condamné à deux mois de prison. Les étrangers bénéfi-

ciaient d'une juridiction spécifique, beaucoup moins arbitraire. Le Maroc devenu indé-

pendant, en mars 1956, Jai fait ma carrière dans la haute administration. Au printemps 1958, j'étais directeur de cabinet du secrétaire d'Etat à l'industrie et aux mines. Un an plus tard, j'étais nommé directeur des mines et de la géologie. J'étais égale-ment chargé de mission au cabinet du vice-président du conseil : ne pouvaient prétendre à ce

une carte d'identité et un passeport marocains et Il est acrivé un moment où mes activités militantes m'ont coûté mon poste. l'ai été remis à la disposition de l'administration et, en 1968, l'ai repris un poste d'enseignant. Neuf ans plus tard, l'étais condamné à la prison à perpétuité. Au cours de mon procès, il n'a jamais été question de ma nationalité. Pour tout le monde, c'est un militant

marocain qui était jugé.

poste que des Marocains. J'avais, bien entendu,

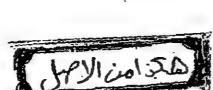
« Je veux qu'on puisse toujours couper la langue de l'avocat qui parle trop », disait Napoléon. De ce point de vue, la situation n'a pas changé : c'est la logique de l'Etat qui prime dans ce pays l je vous fais d'ailleurs remarquer que la loi française de 1970 sur la protection de la vie privée ne s'étend pas au pouvoir politique et va donc moins Iohn que l'article 12 de la Déclaration universelle. A l'époque, un amendement avait pourtant été proposé visant à sanctionner les fonctionnaires qui se livreraient à des écoutes téléphoniques, même sur ordre du pouvoir. Cet amendement avait été repoussé. Clin d'œil de l'histoire : l'un de ses auteurs n'était autre que Prançois Mitterrand

(Propos recuellis par Philippe Broussard)

**Antoine Comte** 

Le respect du secret des conversations en les avocats et leurs clients est l'un des fondements d'un Etat de droit. Mª Antoin Comte, avocat au barreau de Paris, n'en a pas bénéficié. Ses conversations téléphoniques ont été enregistre décryptées en 1983. « Ces méthodes son dignes d'un réalme totalitaire à s'était-il indigné à l'époque

DROITS DE L'HOMME-LE MONDE- 29



Priserond Schoolship

And the second of the second the state of the state of the

Same of the Party of the Party

the suit of the su

Application of the second of t

Comment Control

The state of

in meaning

territoires placés sous leur juridiction. es populations des Etats membres eux-mêmes que parmi celles des la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations La présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme L'Assemblée générale proclame:

de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement, Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

coopération avec l'Organisation des Nations unies, le respect universel Considérant que les Etats membres se sont engagés à assurer, en

dans une liberté plus grande, sivo ab social et à instaurer de meilleures conditions de vie droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, Considérant que dans la Charte les peuples des Nations unies ont relations amicales entre les nations,

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de

contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient

été prodamé comme la plus haute aspiration de l'homme, seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de

constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les

Préambule

choits de l'homme - .- M. D.-A. cob tionb « sidulities nu na nodetals tansformer progressivement la Dételle est la condition qui permettra de de transparence et plus de rigueur, Appliquer les finitations avec plus

Eures et liberte d'expression. dictoures (comme, par exemple, vie qui peur ent parfois paraitte contra-Ton peut reusit à condiler des droits sup esuporques arottatimil est neg Enfin, if he faut pas oublier que c'est

une « marge nationale d'appréciaquelles la Cour europeenne admet egalement des restrictions, pour leselle est admise, de la peine de mort); celle de la légitime défense ou, quand emmos) sašrišmunā Insmatitelim claration préalable ; des exceptions, liétre torturé), ils prévoient des détos ested set ab interpentation) - estignagora-Sous reserve de quelques droits • inmonsubbéd el se suma de la Déclaration. differenciation complexe, encore inpacte de l'ONU sur les droits civils et peerine des droits de l'homme ou le tous les droits. La Convention euroconcernent pas de façon uniforme En second lieu, les limitations ne

ter à la raison juridique et démocrason d'Etat », c'est-à-dire à la confron-ारे हे स्थितिहर, प्राचांड दे 🗢 खांडलगारन दि खां-Declaration ne tend ni à condamner, de l'esprit de tolérance. En somme, la

modernation in familiarial of le respect fois un controle exercé par un organe ocupoceddin or an ambassion a but invoque, et la notion de « societé no noncessoud et e auessecou nomod -oud of hitessedep suogenium set Jeans - caciusis entient = qui permet de ceationnalité, suggérée par l'adverbe -nogerg เป : serushèreog snobboilgge Déclaration, mais explicitées dans les al raq eobupibni omog a ,enotion zueb ob nitted é stoqqolevéb es supibit d'autruit. En outre, l'encadrement icblic et le respect des droits et libertés -uq sabro'll ekanonek alud ekb null erev neid insonot solls is oup sestimbe inos Phonina. De plus, les limitations ne Convention europeanne des droits de dans les textes qui ont suivi, comme la loi » et cette exigence a été reprise al mq calldals » eats treviob anotha la raison d'Etat est encadrée. Les limiapporter un triple correctit. D'abord, A cette lecture pessimiste, il faut

racison d'Etat commence. droits de l'homme s'anétemient où la egitimation de la raison d'Etat. Les du bien-étre général » (art. 29-2), une Bences de la morale, de l'ordre public et « devoirs envers la communauté » On pourrait lire, dans la référence aux tare, du moins une tonce ambiguate. qui sinon une rupmentaux, l'article 29 bentès et droits fondaconsacres a proclamer IIpres ving-huit articles

,liu92) (Sevil, SHAD SION CO (266) HUG) auroadoma 9009/00000 aun Stan arcits de l'homme, 79 lensa 293019 silduq MəmmE:on 5 9115 (0921-6691) penale et droits de commission inspira 6, ébizénq 6 9ll3 .gnncono2 -กอรณ์กรร I-chef Sticherinu'l est professeur de Marty



#### Limitation des droits

contrairement aux buts et aux principes des Nations unies. 3. - Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer du bien-être général dans une société démocratique.

et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en 2. - Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés,

seule le libre et plein développement de sa personnalité 1. - L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle





### **Antoine Comte** « J'ai été victime d'écoutes téléphoniques »

et de filatures au début des armées 80, dans le cadre de l'affaire dite des Irlandais de Vincennes. A l'époque, J'étais l'avocat de trois personnes accusées, à tort, d'être des terroristes internationanz. Leur arrestation par les gendannes, le 28 août 1982, avait donné lieu à m montage destiné à « prouver » leur cuipabilité... L'opération avait été orchestrée par la cellule de l'Elysée, une sorte de police privée placée sous l'autorité du président de la République, François Mitterrand.

Même si l'affaire des écoutes n'a pas encore été lugée, nous sommes incontestablement dans le lations avec des milieux terroristes ». Tout cela

puisque les «immotions

Tribute Course

cadre de l'article 12 de la parce que s'avais effectué des voyages en Irlande et au Moyen-Orient I Or ces arbitaires » mentionnées couper la langue de l'avocat deplacements n'avaient rien de secret I le n'ai fadans cet article visent ex-qui parle trop », disait Napoléon. rien de secret! Je n'ai fa-plicitement le pouvoir po-

Dans mon cas, le pouvoir voulait savoir ce que dais mais je me suis contenté de rencontrer des eu plusieurs séries d'écoutes : en février 1983, au moment où l'étais en relation avec le journaliste du Monde, Edwy Plenel ; en mars de la même année, lorsque nous avons organisé une conférence de presse pour dénoncer une justice sous influence; en mai, lorsque mes clients ont été libérés après neuf mois de détention...

Mon cabinet a probablement été écouté, mais nous n'en avons pas la preuve. En revanche, il y a bien en des écoutes à mon domicile, sur une ligne établie au nom de ma compagne. Dans les compres-rendus, celle-ci était affublée de noms de code, on la présentait comme « l'amie de Comte ». Autant que je sache, il s'agissait de résumés de conversations, où n'étaient repris que les

lai été victime d'écoutes téléphoniques propos concernant l'affaire. Le capitaine Barril, responsable du montage de Vincennes, a expliqué ce qu'était une écoute en « étoile » sur l'environnement d'une personne : c'est une manière de ratisser large, sur son entourage, de façon à es-

sayer de ramener des informations intéressantes.

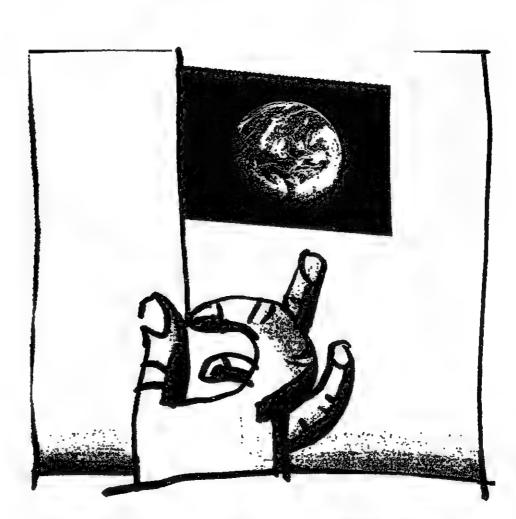
Il faut également savoir que dans une note du 28 mars 1983, signée « GM » [Gilles Ménage, ancien directeur du cabinet de François Mitterrand] et rédigée sur du papier à en-tête de l'Elysée, il était écrit qu'il fallait « s'occuper sérieusement de M. Comte ». Les motifs invoqués étaient ceux généralement invoqués pour les atteintes à la sécurité de l'Etat, à savoir « trafic d'armes » et « re-

pour les républicains irlan-

préparait la défense des Irlandais. Dès lors, il y a eu plusieurs séries d'écoutes : en février 1983, au ce qui est du Moyen-Orient, j'ai fait partie d'une commission qui se préoccupait du sort des prisonniers palestiniens. Dans ce cadre-là, je me suis rendu en Israel, en 1982, avec des confrères et des professeurs de droit. Je suis ensuite allé en Syrie et au Liban. Ces déplacements étaient très officiels. Nous avions négocié tout cela avec le ministère des affaires étrangères!

A l'évidence, le « trafic d'armes » et le « terrorisme » n'étaient que des prétextes destinés à justifier les écoutes. En fait, la cellule de l'Elysée espionnait toutes les personnes qui pouvaient gèner, d'une manière ou d'une autre, la vie privée ou politique du chef de l'Etat : un écrivain, des journalistes, des avocats...

28 - LE MONDE - DROITS DE L'HOMME



En septembre 1991, en voyage officiel en Libye, Hassan II a évoqué mon cas. « Il jout que je libère Abraham Serfaty pour plaire à l'Occident », aurait-il dit. Un dirigeant politique, qui était du voyage, lui a soufflé une idée : « Fuites comme sous le protectorat : dites qu'il est brésilien. »

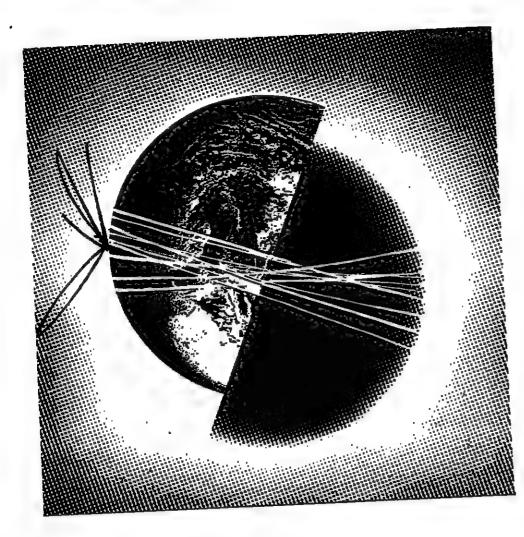
Deux mois après mon expulsion, j'ai présenté un recours pour abus de pouvoir contre le ministre de l'intérieur, Driss Basri, qui a signé l'arrèté. Mon dossier est resté bloqué pendant six ans et demi, jusqu'à ce qu'un socialiste, Abderrahmane Youssoufi, prenne la tête du gouvernement d'« alternance . Finalement, le 16 juillet, la chambre administrative de la Cour suprème, sans tenir compte des documents administratifs prouvant que j'étais bel et bien marocain, a décidé de ne rien décider. Elle a rejeté mon recours.

(Propos recueillis par Jean-Pierre Tuquoi)

#### **Abraham Serfaty**

Il a passe dix-sept ans entre les murs de la prison de Kenitra, au Maroc. « Tant que ce monsieur n'aura pas reconnu que Le Sahara est marocain, la grace royale ne jouera pas pour lui », dédarait alors le roi Hassan II. Et puis la grâce est venue, en septembre 1991. Et l'expulsion. Depuis, Abraham Serfaty est interdit de séjour dans son pays et dépossedé de sa nationalité.

si é trrameluoten ao avitatnet emáixi us anoisluopes xus secorgo zinatilim seb s ella .seupinoridelsis anoisezievnon ele nuos el anol endmanges CC el estituote espeniis el é memelinale el estitutes apositivis avior, elle était parvenue à faire échouer son expulsion. Elle avait raconte son combat Ele avait 20 ans. Elle était arrivée umsbA snimis in on an account as a coordinate of the particular of the particul tour de moi, deux gardes de la sécurité de la Sabena et six pobléiers. Les deux gardes de la Sabena m'ont crier et à pleurer. Des hommes se sont rassemblés au-



times, où qu'elles se trouvent. ils les cinquante-six Etats membres de l'époque. Elle est celle des viccelle d'un législateur, fîlt-îl interna-tional, et de ses mandants, russentétait largement pluriculturelle. La logique de la Déclaration n'est pas semblée qui a voté la Déclaration reurs actuels de l'universalité. L'asmeilleures réponses aux détracal since des inspirations et dans la sel mabieèr sup etxer te de la litera façon umlatérale. C'est dans le plu-Puniversalité ne se décrète pas de La riposte n'est pas aisée car

tonner les principes de 1948 au Jourd'hui. Ce sont les thèses dites de Singapour qui tendent à canclaration universelle resurgit aud'un localisme réfractaire à la Déet intangible. La revendication risme que l'on prétend respectable Promine au nom d'un particulapour échapper aux droits de tenait que pour ceux du proléta-riat. Spécificités sociales ld., spécifi-cités culturelles là, tout est bon cités culturelles là, tout est bon \* vieux de deux cents ans \* et n'en marches du palais de Challot, le 10 décembre 1948, le stalinlen Vi-chinsky dénonçait déjà ces droits sont pas universalistes, Sur les mais tous les gouvernements ne

La Déclaration est universelle, dire qui s'imposent à tous. « obligations erga omnes », c'est-àcipes qu'elle contlent en -ning 19 esigšī esi šamolansu insan ne ou internationale out finalelégislative et la jurisprudence interréférences constantes qui y sont faites dans les traités, la pranque de caractère obligatoire. Mais les de l'assemblée générale dépourvise s'agit, à l'origine, d'une résolution suscité de nombreux débats. Il La nature juridique du texte a

Vingt-dix. les droits de l'enfant cent quatrecent trente-sept; la convention sur if parce que né. Etoilé, déporté, gazé parce que né. Etoilé, déporté, gazé parce que remaine ra-déporté, gazé parce que rifications, celui sur les droits de divits d économiques, sociaux et culturels

gories particulières de personnes, soit la lutte conne certaines discri-ruinations. Début 1998, le pacte de -sites estriaires à certaines estéénoncés dans la Déclaration, soit ioppent soit l'ensemble des droits pactes internationaux qui dévesoixante-douze conventions ou sh sirise anu'b tragsh se trioq La Déclaration est, en effet, le

same u amen and a such as the series frame. L'idée a prospère. que les droits affirmés ne concer-nait pas des citoyens, ressoris-sants d'Etats, mais des individus nationale. Il voulait ainsi souligner claration qua faillit n'être qu'inter-Cassin que l'on doit la quainfication d'« universelle » attributé à la Dé-C'est au juriste français René

droits, le préambule en dit la philo-sophie, il pose les valeurs communes de l'humanité. fouer les autres. Les trente articles du les Julies consacrent des puissent servir de prétexte à baculturels, en refusant que les uns tiques, economiques, sociaux, de multiples droits dvils, poliinternationale. Et mondalisation pect de cet ldéal garantira la paix dialisation comme but : seal le resqualité commune. Mais anssi monhounnes, sans exception ni restric-tion, la dignité humaine est noire esa since desmi si mano montenim monte monte si PONU expriment, dans le préam-bule, leur conviction et leur déterde la barbarle, les membres de

s'oppose aujourd'hud aux avatars tuće parce que musulmane bos-niaque. La Déclaration universelle chettée parce que tutale. Violée, d'Auschwitz. Fusillé parce que kinner porteur de iunettes. Mabier sux lendemains verselle a été adoptée

EDE-DROILS DE L'HOMME

okzanan) si sb instructions 30 m 13

est professor

Buts et principes

1. – A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.

2. – Le mariage ne peut être condu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.

3. – La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a le droit à la protection de la société et de l'Etat.

### Mariage et famille

'article 16 trace trois directions qui se veulent rigoureusement complémentaires. D'abord le droit, pour la femme comme pour l'homme, de se marier et de fonder une famille. En second lieu, la nécessité, pour les futurs époux, de pleinement consentir à leur union. Enfin, la proclamation, sans équivoque, du caractère « institutionnei » de la famille.

1. - Le mariage et la famille sont liés dans le texte de 1948. L'un ne saurait, à l'époque, aller sans l'autre. Fonder une famille, c'est avoir des enfants. Le mariage qui en est la condition première ne saurait donc réunir que des personnes de sexe différent. A l'époque où la procréation médicalement assistée n'existait pas, avoir des enfants nécessitait la vie commune d'un couple uni par des liens voulus indissolubles.

Il ne s'agissait que du seul mariage dont, en second lieu, le consentement de chaque époux était exigé... On comprend l'obstruction de certains pays musulmans au moment du vote de la Déclaration. Mais qu'en est-il encore aujourd'hui dans de nombreux grands pays - point seulement mu-

sulmans ? 2. - La famille, institution naturelle et fondamentale de la société? On ne s'est guère aperçu que, pendant longtemps, la famille avait obligé la conjugalité à se soumettre à la filiation, ce qui limitait la femme à son rôle de mère. Voici qu'au-

jourd'hui c'est le retour de cette même filiation qui domine.

Même les couples homosexuels veulent avoir des enfants. Parce que de moins en moins nombreux sont ceux qui croient à la conjugalité. Et tout le poids du désir de durée et de stabilité se concentre alors dans le désir d'enfant. N'est-ce pas le vrai triomphe de la famille?

3. - La société et l'Etat doivent protéger la famille. De nombreuses législations s'y emploient.

Le Conseil constitutionnel français considère que le droit à une « vie familiale normale » suppose non seulement le regroupement des éléments éparpillés de cette famille, mais un logement décent, des conditions de vie humaines. Le mariage est d'abord un acte politique et civil constitutif du lien social. Il n'est pas un simple contrat ou une affaire privée, mais constitue l'une des structures fondamentales de la société dont il maintient la cohé-

Si un certain nombre d'homosexuels ou d'autres demandent, aujourd'hui, en France, un pacte civil de solidarité (PACS) qui officialiserait un projet commun de vie et serait, pour eux, une sorte de mariage, c'est parce qu'ils veulent une reconnaissance consacrée. Ils ont bien senti que, dans une société précaire où les repères s'estompent, la fidélité restait un inestimable trésor. L'Etat ne peut rester hermétique à l'évolution des mœurs et se soustraire à la réalité sociale. - J. R.

1. - Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa cuipabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa

défense lui auront été assurées. 2.—Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, it ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux à été commis.

### Présomption d'innocence

noncé par l'article 9 de la Déclaration des droits de Phomme du 26 août 1789, le principe dit de « présomption d'innocence » a été réaffirmé il y a un demi-siècle par l'article 11 de la Déclaration universelle. Il s'agit ni plus ni moins de préserver le statut d'innocent à des personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction pénale, cela jusqu'au moment où la justice rend sa décision définitive. Pour cette raison, il est nécessaire qu'une autodité publique réunisse des preuves :

- de l'infraction. Il est évident, comme le rappelle le paragraphe 2 de l'article 11, que, si la loi ne qualifiait pas crime ou délit le fait lorsqu'il a été accompli, une loi postérieure qui en ferait une infraction ne saurait créer rétroactivement un coupable. Le texte prend soin de préciser que le caractère répréhensible peut résulter du droit national ou du droit international, car, selon l'article 15-2 du pacte international relatif aux droits civils et politiques, il y a des actes on omissions qui sont « tenus pour criminels d'après les principes généraux de droit reconnus par les nations ». Il est arrivé au Conseil de sécurité de l'ONU d'évoquer un « droit coutumier international »;

- de la cuipabilité d'un auteur. La loi permet à des magistrats d'exercer des contraintes contre un présumé innocent. Ainsi peut-il le priver de sa liberté d'aller et venir en l'incarcérant à titre provisoire, ou lui inter-

dire l'exercice de sa profession lorsque l'infraction a été commise à l'occasion de cette activité, etc. Voilà un présumé innocent qui apparaît bientôt comme un présumé coupable aux yeux de l'opinion.

En France, la présomption d'innocence s'impose aussi an public et aux médias. Présenter avant jugement une personne comme coupable peut exposer l'organe de presse fautif à l'obligation d'Insérer un communiqué pour faire cesser Patteinte à la présomption d'innocence et à des poursuites judiciaires. Mais ce grand principe est suctout une règle éthique pour le magistrat. La présomption est une présomption simple, c'est-à-dire qu'elle admet la preuve contraire, C'est an magistrat à apporter cette preuve et non au suspect de prouver son innocence. Les pouvoirs du juge dans sa recherche ne peuvent être exercés que dans les formes prévues par la loi et notamment dans le respect des droits de la défense et du contradictoire. La coercition ne doit être exercée que dans la mesure strictement et évidement nécessaire; c'est le principe de proportionnalité. Et cela sous le comrôle d'une juridiction supérieure que l'intéressé peut saisit ans désanner l'Etat, l'évolution de la législation, non encore achevée, s'inscrit dans un encadrement de phis en plus strict des pouvoirs des iuges tant dans leur intensité que dans leur durée. - P. T.

Pierre Truche est premier

président de la Cour de cassation et président du Conseil supérieu de la Anden procureur général à Lyon. où il a requis contre Klaus Barbie. à Paris et près la Cour de cassation, il a aussi été directeu des études à l'Ecole national magistrature. Il est l'auteur de L'Anarchiste et son juge (Fayard,

DROITS DE L'HOMME - LE MONDE - 27

Robert

Centre français

de droit comparé

et directeur de

public et de la

France et à

de Paris-II,

il a notammer

et Libertes

publié Droits de

(Montchrestien

La Revue du droit

science politique en

l'étranger. Ancien

membre du Conseil

constitutionnel et

professeur émérita

imm Elle publ de q (PUF, et La admi (Mon 1998)

34 -

(3661 Juss)

extrême droite

SOUR PURIER CONTRE

etit dictionnaire

Antine AutreM

(Seel Jiusc)

පර්භාගක්වේ සැ

stalisioos studėb

et à Science-Po,

edizievinu i é

de droit public

ter sa pietre. - M. B. et O. D.

près de tous. A chacun d'y appor-

cesse les droits de l'homme au-

seigner et de populariser sans

Il convient donc de diffuser, d'en-

ceux qui pourraient s'en prévaloir.

d'en dissimuler la substance à

prit car les tyrannies ne cessent

faut-il l'avoir constamment à l'es-

pas d'affirmer un idéal, encore

de sa proclamation. Il ne suffit

nniverselle s'achève par la finalité

Le préambule de la Déclaration

ration par rapport aux textes an-

principale innovation de la Décla-

contre la misère, pour le progrès social. C'est là, sans doute, la

D'où l'impératif de la lutte

de l'exercice d'une partie impor-

privent ceux qui en sont victimes

nuement le rendent illusoire et

nouissement de la personne hu-maine. La pauvreté, la faim, le dé-

du bien-être a pour finalité l'épa-

sion, de réunion, d'association.

croyance, d'opinion, d'expres-

bliques: liberté de pensée, de

clavage; et aux libertés pu-

tice (alinéa 1), prohibition de l'es-

sévère associée à la notion de jus-

rémoactivité de la loi pénale plus

présomption d'innocence, non-

dance, de la vie privée;

té du domicile, de la correspon-

té personnelle : sûreté, inviolabili-

File correspond à la fois à la liber-

sphère individuelle de chacun. vernants de s'immiscer dans la

té-autonomie, interdit aux goude la terreur » (alinéa 2). La liber-

protègent les fadividus « libérés

pond aux droits politiques qui

Ωęς 9)•

- La liberté-participation corres-

« libertés Jondamentales » (ali-

min Constant, et parle des

tionnelles distinguées par Benja-

pore les deux conceptions tradiobligatoire. Le préambule incor-

ou tel acte qui n'est ni interdit ni

sence de soumission à une

TYDOS SQUAY TO

La recherche de la prospérité et

tante de leurs autres droits.

Ť

The Contract of

14:54 :-

THE TYEN THE TOTAL

of the same 

A Company of the second

 $\theta \mathcal{T}_{k}(\mathcal{D}) = 1(\theta \mathcal{D}_{k}) = \mathbb{P}(\theta_{2k})$ and the second

The Bloom of

APART OF THE

But Town Land Co. 1

the second of the second

April 1985 Children

A ST ST AT A ST

Buts e

共通の名目の こういっというだけ 田田県

Carrier State of the Contract Nate dispractices from the extensions

 $L_{1}^{(N_{0})+(-\frac{1}{2})}:=L_{N_{0}\times_{0}}$ 

après le crime suprême de la guerre l'homme des autres nations, et peu venu le crime contre les droits de droits de l'homme allemand est defrontières: « Le crime contre les de porter la violence hors de leurs leurs propres compatriotes avant séides commencèrent à massacrer soin de rappeler que Hitler et ses cembre 1948, René Cassin avait eu l'Assemblée générale, le 9 déconjuré. Dans son discours devant d'où le démon de la guerre serait construire les bases d'un monde trois décennies. Il s'agit de après deux guerres mondiales en PONU. La Déclaration intervient convictions maleures qui animent de la paix est aussi l'une des droits de Phomme et le maintien L'établissement du lien entre les

triations subjes par les exclus, chez lutte contre l'inhumanité des sicherches nouvelles des savants, la du pouvoir comme dans les retumain, dans les actes ordinaires -ni'l sb zurer le refus de l'inces extrémités, le principe de dizisme ou le stalinisme. En deçà de système comme le firent le naérigerait le dédain de l'individu en faire échec à toute idéologie qui prises dans la Déclaration pour chique, la facuité d'accomplir tel

sept reprises. Elle signifie l'abdu préambule où on la trouve à La notion de liberté est au cœur A LIBERTE ÉGALITE

raient poussés à user d'une vioqui, en désespoir de cause, setance à l'oppression pour ceux consacre donc le droit de résis-, tion démocratiques. Le texte gouvernent et une Constitudroit », c'est-à-dire un système de erre assuré que par un « régime de damentales. Ce dernier ne peut taire du respect des libertés fonintérieure qui, elle aussi, est tribudonc ajouter la paix civile, la paix A la paix internationale, il faut

La dignité figure à quatre re- contrainte physique ou psy-

fait embarquer. Une rois a l'intérieur, j'ai commencé à Tavion, et on y est restes jusqu'à 11 h 15, quand its m'ont lle sont venus me chercher. On est alles a l'avant de

enfermée dans une célule. bras a deux endroits et ausai les iambes. Puis ils m'ont eal arbatus insorin als, asama l.A. Insoquias i moqinogimoi el ansi remom itel mont el le sentre le sono el s'up pour emballer mes affaires (... lis m'ornt esconée jusesturiim agriv aisve'i sup 15 eyaq nom ansb namuoten 6 h 30 par une employée qui m'a annonce que je devais La quatrième fois, ce fut homble. J'ai été réveillée à

mow mod stass peur des manifestations de soutien qui étaient organi-Pose qu'ils avaient plutoi:

bjecs art is vor is arbfois, ce fut horrible... sm revrezên eb êilduo m'oor dit qu'ils avaient place sur le vol. La quatrième sommes pas partis. Ils avaient oublié de réserver ma Pacholic apubishodorism troisième fois, ils m'ont dit qu'ils parée pour aller à el ; aráinem amám el ab àzzeq sisme fois, ils m'ont prè--ion s.J. zaub autq imaisn forcée; la deuxième fois, ça s'est prochaine fois, ils se-La première fois, ils ne m'ont pas miont prevenue que, la mème manière, mais ils

menée au centre. La deuxième fois, ça s'est passé de la ceptais Terputáton. Tai repondu « non » et ils mont raemmenée à l'aéroport. La ils m'ont demandé si facc-La première fois, ils ne m'ont pas foncée. Ils m'ont gens semient capables de tuez

forcement de la sécurité au centre et à l'acroport, où des choses sonti redevenues comme avant, excepté le nenest permis, le lendemain ça ne l'est pius. Et puis les de vie changent tous les iours. Un jour quelque chose les appels coutent le plus chen. De toute iscon, les règles lement de 15 heures à 16 heures, et ce sont les heures ou pouvais appeler de 9 heures à 22 heures, à présent seunant, on peut, mais on a réduit les heures. Avant, je

21 iuillet, on n'a plus eu le droit de téléphoner. Muintequ'un derrière mot. Pendant une semaine après le 15 dos. On me surveille tout le temps. I'm toulours quelreusa à s'échapper du centre, i'ai tous les employés sur Depuis l'evasion de plusieurs camarades qui ont

de 12 h 30, le mandi, au lendemain à 16 heures. centre de retembon et placée à l'isolement. I'y suis restée Alors, ils m'ont sortie de l'appareil. Ils m'ont ramenée au les passagers et les policiers et le personnel de la Sabena. Insorption comme sill y avait une vraie bagaine opposint cause des coups que je recevais. C'était la pagaille dans If mile presque étoufice pour que le ne puisse pas criera et de la police. L'un m'a plaqué un oreiller sur la bouche.

la sécurité de la Saberra sb asmmod fluit from sb contact if y avait autour été bousoulée, rouce de ı êtê prêt de dêcoller, i'aı Dans Cavion, des qu'il

Talthrate laquelle on est venu me is studin environ, heure à np of 4 of 6 semen 7 sb sales () suis restice de mont mise dans une 15 celliverb as 15 artism

mes affaires. Arrivée à l'aéroport, ils m'ont ligoné les devals être reconduite dans mon pays, l'ai donc pris due l'avais vingt minutes pour m'habiller parce que ie au centre d'internament ou le me trouve et m'ont dit Le 21 juillet. les policiers sont arrivés très tôt le matin revient à me mettre en danger.

tue l'une de ses ferrimes. Pour mol, l'épouser Reux : Il a detà quatre epouses officielles et il a me convienne. C'est quelqu'un qui est dange-Coup plus age que moi et le ne crois pas qu'il homme que je ne connais pas. Il est beauna, pour échapper au manage avec un e sus venue ici en Belgique, venant du Nige-

### sur la bouche » « On m'a plaqué un oreiller umsbA svimė2

Limitation des droits 29

 Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

#### Propriété

dans l'article 17 se retrouvent dans la Constitution française ainsi que dans les décisions du Conseli constitutionnel. Le 16 janvier 1982, le Conseil constitutionnel a ainsi non seulement Insisté sur le caractère fondamental du droit de propriété, mais il a considéré qu'un « champ de la propriété » existe constitutionnellement qui ne peut être trop restreint sans violer le but de la conservation de la propriété privée. Dans le vingtierne considérant de sa décision, il a Jugé que si, par l'ampleur des nationalisations décidées, le législateur aboutissait à trop restreindre le champ de la propriété privée, son appréclation manifestement erronée violerait les dispositions de la déclaration de 1789.

Le caractère fondamental du droit constitutionnel de propriété ainsi reconnu dans le système juridique français se distingue des solutions beaucoup plus nuancées retenues par les articles 14 et 15 de la Constitution de la République fédérale d'Allemagne de 1949, par la Constitution Italienne de 1948 et la Constitution espagnole

du 29 décembre 1978. C'est surtout le problème de l'indemnisation et de ses modalités qui a retenu l'attention des tribunaux nationaux et internationaux. Trois grandes vagues de nationalisation ont au niveau international atteint la propriété privée. Ce furent successivernent les nationalisations décrétées par le gouvernement soviétique après la révolution de 1917, celles opérées dans les pays communistes de l'Est après la guerre de 1939-1945 et, enfin, les nationalisations effectuées dans les pays du tiers-monde, principalement dans les Etats d'inspiration mar-

es deux principes exposés mant le caractère sacré de la propriété privée des étrangers à l'occasion d'affaires célèbres dont l'affaire des congrégations religieuses au Portugal

et du monopole du soufre en Sictie. La Cour de cassation avait rappelé dans un célèbre arrêt de 1928 que l'exigence d'une juste et préalable indemnité est l'une des bases fondamentales de nos institutions sociales et qu'on ne saurait la faire fléchir en considération des dispositions d'une législation étrangère sans troubler profondément l'ordre établi sur le territoire de la République. Les exigences de l'ordre public en matière d'indemnité se sont depuis assouplies puisqu'à l'exigence d'une indemnité juste et préalable a été substituée celle d'une indemnité « équitable et préalablement fixée ».

Dans le cadre de la protection diplomatique, les Etats occidentaux furent amenés à intervenir pour défendre les intérêts de leurs ressortissants et de nombreux traités d'indemnisation globale et forfaitaire furent conclus.

Le problème du respect de la propriété privée et d'une indemnisation équitable a perdu depuis plusieurs années de son acuité dans la mesure où, d'une part, beaucoup d'Etats se sont abstenus de toute nouvelle nationalisation et ont, au contraire, entamé une politique systématique de privatisation et, d'autre part, la plupart des pays émergents cherchent à attirer les investissements étrangers et, en conséquence, veillent à respecter la propriété privée, surtout celle des étrangers.

La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme a fait preuve de créativité en garantissant formellement le droit de propriété et surtout en complétant le droit de propriété pour y inclure le droit à indemnisation. - J. L.

Le juge international avait, avant la guerre de 1939, tracé la voie en procla-

est présidente de la Société internationale de défense sociale.

Ancien avocat général à la Cour européenne de justice (1981-1984) elle est devenue ensuite premier président de la Le Juge et l'Avocat Mr Paul Lombard

entendue équitablement et publiquement, par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, solt du bien-fondé de toute accesation en matière pénale dirigée contre elle. Procès équitable

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit

L'essence de l'article 10 était déjà et article pose le principe incluse dans l'ensemble de notre léde l'accès à la justice et des gislation reconnaissant la valeur de garanties d'une bonne jusla personnalité humaine. Devenu tice. Il concerne non seulel'article 6-1 de la Convention de saument le domaine pénal, où la référence aux droits de l'homme vegarde des droits de l'homme de 1950, ratifiée par la France seuleest\_plus habituelle, mais également ment en 1974, il a inspiré un certain celui des « droits et obligations ». nombre de textes législatifs et régle-La formulation, très générale, est mentaires, principalement au reheureuse, car elle englobe l'engard de la notion de procès équisemble des situations contentieuses qui peuvent affecter un individu table. C'est ainsi que le nouveau code de procédure civile (1975) non sculement dans la sphère purecomporte un chapitre consacré aux ment privée de sa vie familiale, des principes directeurs du procès droits moraux et patrimoniaux, des lusque-là implicitement contenus relations professionnelles ou dans les textes : contradiction et pucontractuelles, mais aussi dans ses blicité des débats, respect des droits rapports avec les autorités adminisde la défense, répartition des pou-L'intérêt essentiel de l'article 10 voirs entre le juge et les parties. Ces mêmes principes s'appliquent au est la référence à la notion de pénal. D'autres textes ont amélioré « procès équitable » jusqu'icl l'accès à la Justice, gratuité, élargisconnue surtout dans les pays anglo-

sement du domaine de l'aide Judisaxons: le fair trial. Il commande ciaire. Ceci pour mieux assurer la d'établir tout au long du procès un ensemble de règles de procédures pleine égalité requise. destinées à instaurer un équilibre On retrouve cette même inentre les parties au procès et de fluence dans le nouveau code pénal de 1992. L'essentiel des débats se mettre en place une organisation fonde sur le caractère équitable du propre à garantir l'indépendance et procès et l'indépendance des magisl'impartialité des juges. L'indépentrats. Les projets contemporains de dance suppose des dispositions caréforme de la justice tendent tous à pables d'assurer la liberté de décirenforcer ce caractère. sion du juge (conditions de nomination, de rétribution, de dé-

roulement de carrière, etc.). L'im-

partialité fait appel aux qualités

personnelles du juge, à sa rigueur

intellectuelle et morale : chargé

d'appliquer la loi, il doit souvent

l'interpréter non pas en fonction de ses valeurs personnelles, mais

avec une scrupuleuse neutralité

qui l'éloigne de tout militantisme et

le conduit à s'appuyer seulement

sur les éléments déterminants

Ayant une force supérieure à la loi française, l'article 6-1 de la Convention européenne des droits de l'homme est évoqué quotidiennement devant la Cour de cassation, y compris sur le délai « raisonnable » du procès, et la cour de Strasbourg s'attache à faire respecter ces dispositions générales. Les débats actuels dépassent largement nos frontières pour se situer à un niveau international où l'influence du droit comparé est importante. - S. R.

Loyrette

est avocat au barreau de Paris. associé de Gide. Loyrette, Nouel, depuis 1957. Outre les nombreux dossiers financiers qu'il a plaidés il a participé privatisations.

Il a notamment

publiė Les OPA

(Ed. Joly, 1971)

at Denationalise

(Dunod, 1986).

26 - LE MONDE - DROITS DE L'HOMME

du dossier.

la seconde guerre mondiale s'est ra-pidement évaporée dans les brumes La mémoire de la folle meurnère de de Nuremberg a vite tourné court. en 1998 ? L'expérience du tribunal principe vient d'ètre décidé à Rome of minelle internationale dont le ment de texte en faveur de la Cour également dans cet article un argumentales. Ne pourrait-on pas voir aux organisations non gouverne-(OSCE) qui s'est récemment ouverte curité et la coopération en Europé comme l'Organisation pour la séner des instances moins formelles vées. Il faudrait également mentioncontradictoire et des décisions motiavec des procédures d'enquêre, du fonctionnement quasi-judiciaire, nu stqobs mo – stiertidas notrarsb - comme le Groupe de travail sur la Phomme de PONU. Certains devant le Comité des droits de faire l'objet de procédures spéciales violations individuelles peuvent contrôle des droits de l'homme. Les tion n'est pas le seul mécanisme de Mais la plainte devant une luidic-

taines de millions de justiclables). monde puísqu'elle a plusieurs cenloin la plus grande juridiction du droits de l'homme de Strasbourg, de (comme la Cour européenne des permettant un recours individuel régionales des droits de l'homme plaintes. Ce sont d'abord les cours multiplices pour recueillir les les instances informelles se sont

connu une évolution spectaculaire; tants, Ces dernières années ont plus en plus », rétorquent les milrépondent les professeurs; « De tances supra-étatiques? \* Non », des voies de recours devant des insda, su consednence ene bent exercer mue un sujet de droit innemational et conclure que la personne est devedu sujet individuel. Faut-il en deux également débiteurs à l'égard veaux interne et international, tous L'article ne distingue pas les ni-

communauté internationale à son politiques peinent à arracher la guère des droits de l'homme, et les marché mondial ne se préoccupe L'ordre - ou le désordre - du grand cesse de l'appelet de ses vœux. économique, politique ou juridique, la communauté internationale ne est récurrente depuis 1948. Qu'il soit L'idée d'un nouvel ordre mondia

« puissent y trouver plein effet »). règne un ordre») et passive forme impersonnelle (« à ce que contournée - par le recours à la est ici tésolue - ou plus exactement liberté et l'égalité ? La contradiction condits entre deux droits, comme la sujets de droit? Qui tranchera les en effer, cet ordre qui garantira les droits énoncés, si ce n'est les mêmes qui assure les droits? Qui garantit, pas plutôt l'ordre social et mondial tout l'ordre juridique sur une créance individuelle. Ne serait-ce reposer, comme le suggère le texte, u est peut-être périlleux de faire

On passe du droit au politique. droit à ce qu'ils trouvent plein effet. ment l'homme a des droits, mais il a néralité de cet article. Non seule-Tautre, ce qui expáque la gefortement opposées l'une à droit - libérale et socialiste -, entre deux conceptions du a Déclaration a dú transiger

Ordre public

dans la présente Déclaration puissent y trouver plein ettet. plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncès Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience

par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 envi-

sageait la liberté de

pour ses opinions, même religieuses,

pourvu que leur manifestation ne

trouble pas l'ordre public établi par la

loi. » L'article 18 de la Déclaration

universelle des droits de l'homme

procède de manière affirmative et

positive : « Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de

Cette déclaration, simple résolu-

tion dépourvue à l'origine de toute

force obligatoire, se voit reconnaître

un statut de norme couturnière dans

l'ordre international. Elle se décline dans de multiples autres textes, lus-

qu'à la proclamation à l'unanimité.

par l'Assemblée générale des Na-

tions unies, le 25 novembre 1981, de

la Déclaration sur l'élimination de

toutes les formes d'intolérance et de

discrimination fondées sur la religion

ou la conviction. Aujourd'hui, la no-

tion de religion et de conviction est

conscience par la protection négative : « Nul ne doit être inquieté

ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé.

Liberté de pensée

et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion

'article 18 de la Déclaration viduelle, ni dans ses représentations imaginaires ni dans ses capacités de

ies faire partager. La société démocratique ne prétend pas recouvrir, à la différence des sociétés archaïques ou totalitaires, la totalité de l'univers des hommes qui la composent. Ceia explique que, par exemple, l'Arabie saoudite se soit abstenue lors du vote final de cette déclaration par l'Assemblée générale. Naturellement, il existe un revers à la médaille. Que faire des

La Cour européenne des droits de l'homme s'est penchée sur ce problème et a réussi à considérer que la conviction s'applique « à des vues atteignant un certoin degré de force, de sérieux, de cohérence et d'importance » (arrêt Campbell et Cosans c./ Royaume-Uni du 25 février 1982). Mais cette même Cour a été amenée à condamner la Grèce, le 25 mai 1993, dans son arrêt Kokkinakis, pour avoir infligé une sanction de trois mois de prison, convertie en sanction pécuniaire, à un témoin de Jéhovah qui tentait par la persuasion de convaincre ses concitoyens du bien-fondé de sa démarche religieuse. Le Sénat des Etats-Unis vient d'adopter, le 9 septembre, une « loi sur la liberté de la religion dans le monde ». Le président pourra à l'avenir imposer des sanctions contre tout pays convaincu de persécutions religieuses. Juste application pour les uns de l'article 18. Mais, pour les autres, injuste tentative impérialiste des intégristes chrétiens américains pour défendre exagérément leurs in-térêts dans l'ensemble des pays non chrétiens. C'est entre ces deux écueils que se creuse utilement le chemin de l'article 18. - D.S.L.

(1997 a 2090 a (Odile Jamb, 1996) et Bien doset stibO) agenous

ab lenánág enfatéroes Janobem 182 codered SciolnA

el ab moitsebèn sb stimos 19 डाघंटम् ह्य iuz zabutá zsovari seb intitati

juget, essai sur le rituel judicialre inge et la reitned at dilduq E II Thops Suver

temps perdu. - C. V. peut le relire. Ce ne sera pas du Ce message est en buit mots. On envers la communauté. » daration: \* L'individu a des devoirs pelle l'avant-dennier article de la Déd'en tirer une conclusion que rapavoir lu la liste de leurs droits, à eux comme frères. Mais aussi, après

égaux. A eux de se reconnaître de l'oppression, impensable entre de construire une société préservée A eux alors de savoir que tout por-teur de cette dignité est leur égal dans son identité d'homme. A eux हायानेट्याक इंड स्वायिक्याका हा स्वायं है। lité mais qu'il y reçolvent leur dignidans leur derceau la liberté et l'égapas que les hommes trouvent en tait mier. Que nous apprend-il? Non qui surabonde, relisons l'article premanque, accessoirement malgre ce Alors au principal contre ce qui

un témoignage de populatité. est vrai que cette dissémination est demeurer d'une majesté absolue. Il risque de banaliser ce qui devrait Déclaration particulière, on court le catégories ayant chacune droit à sa to mismuni oldmostro" recognicado Thomas tout objectif désirable, à ab arioto ab guer us ansuralizat qou pas sans inconvénients. A élever Peut-étre ce foisonnement n'est-il

eur foot officiellement révérence. trichent avec les droits de l'homme tice. Et même les gouvernants qui leur assurent les garanties de la jusposés en 1948. De plus en plus, ils ceuvre et complètent les principes pactes internationaux mettent en Constitutions nationales et les Au plan du droit positit, les

leffondrement de l'Empire commution, is disqualification du racisme, avancées historiques : la décolonisarain des faits, on ne peut nier les

terte en déduit. Toutefois, sur le terpremier et de celles que la suire du Status I sh examples was stoons seq abnogát an trasaire abnom al aup 19 décembre 1948 on peut déplorer Cinquante ans après le vote du

SMMOH'J 30 ZTIONG - 30MON BJ-8

STATE S PACEDIE

(CONTRACT) of 30

195507 19**9 191911**30

natural, start so

SD0905 (30 )3

NOTICE BE STALLED IN

Safignan

HOSHAL ET HERE

ant. Dignité est synonyme de noordinaites ne sonnent pas assez crime contre l'humanité, les mots de l'avilissement, de la torture, du et exorciser l'ignominie du mépris, sont d'abord en dignité. Pour fiétuir seulement égaux en droits; ils le Enfin les hommes ne sont pas

entre eux que d'égoistes voisins. libres et égaux pouraient n'être fraternité faute de quoi des hommes troduit dans le texte la chaleur de la mité. Et cette troisième retouche m--refect som ६ boppe स्वाहर अवस्था स्वार्डा Seaux en droits, les honnnes sont « Semblables » par ces dons,

his reconneitre une condition sans té de raison et de conscience pour suffit de savoir que l'houme est doson hypothétique créature. Mais il sence et ne peut justifier à coup sûr and as ab ubried a trababant abais ususcendant. L'Eue suprême du de tous les êtres vivants d'un statut quoi l'homme bénéficie au-dessus La seconde tend à expliquer pour-

l'on devine pourquoi (surtout al l'on 19 « earmond » & « enionand earls » La première substime les mots

que leur date explique. pelaient pourtant quatre retouches -qs estres arob est ertre entricitif p de l'homme. Cent soixante ans la Déclaration universelle des droits regaine à la même place par 129 (871 sb seisoner) notier sin, la première phrase du premier article de la Déclaous la plume de René Cas-

Libres et égaux

les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité

Detention

" anois ilimu

Wei Jingshen

Les policiers r

Lin'as aucun

Il ne faut pas croire que la Chine manque de lois. Au contraîre I La Chine ne cesse de se doter de lois et de règlements détaillés. Tous sont fonction des besoins de leurs auteurs. Et ceux-là ne cessent de perfectionner le système.

Quand, en 1994, les policiers m'ont arrêté à nouveau, ils n'ont pas en besoin de procéder à des démarches très compliquées. Ils me l'ont dit très ouvertement : ton acrestation n'est pas le fruit d'une procédure judiciaire; tu n'as donc aucun recours possible. Nous n'avons même pas besoin de t'anêter: il nous suffit de te mettre en détention. Voilà le progrès qu'ont réalisé les policiers chinois après avoir bénéficié de l'assistance financière des gouvernements européens et américain pour se former!

Wei Jingsheng

Cet ancien fonctionnaire chinois est né en 1950, et a longuement médité la notion d'arbitraire en prison. Pour avoir dénoncé les violations des droits de l'homme en Chine, il a été embastille de 1979 à 1993, puis libéré six mois, et à nouveau envoyé e prison pour sédition après avoir rencontré un haut fonctionnaire américain à Pékin. Il a lement été banni de son pays en 1997.

(Propos recueillis par Francis Deron)

DROITS DE L'HOMME - LE MONDE - 25

Larivière est avocat au barreau de Paris. Ancien membre du conseil de l'ordre et membre du (1992-1993). il a notammen oublie L'Avocature (Ramsay, 1983), Justice pour la 1990) et Grand soir pour la justice (Seuil,

imm Elle publ

de la Constitution

ce qui « constitue pour celui qui la professe un des éléments fondamentaux de sa conception de la vie ». L'intolérance religieuse se traduisant par des mesures de discrimination

constitue un acte illicite en droit international. Enfin, la liberté de changer de religion ou de conviction implique que les Etats laissent une certaine marge de manœuvre aux organisations religieuses en termes de prosélytisme. L'affirmation de ces principes marque bien ce que sont es sociétés démocratiques, tout à l'inverse des sociétés dites intégrées, dans lesquelles l'individu ne dispose

d'aucune marge de manœuvre indi-40 - LE MONDE - DROITS DE L'HOMME

Mary 19 - 2 - 2 - 21 --Street The Contract of

 $\widehat{\mathcal{P}}^{2}(\overline{\mathcal{A}}_{n}^{2}) = \{\{\omega_{n,n} \in \mathcal{B} \mid \chi_{n,n}\}$ 

the special contraction in

स्था कराव्य स्थान । जन्म स

Appears of the second

48 7 10 2

The said of the

berté, Fayard, 1995) Extrait du livre Un long chemin vers la li-

retrouvé en train de le faire sans pouvoir m'en mon peuple; à la place je me suis simplement jour particulier où j'aurais dit : à partu de main-tenant je vais me consacrer à la libération de emprisonnait mon peuple. Il n'y a pas eu de révolte, le désir de combattre le système qui oublés a créé en moi une colère, un esprit de de milliers d'humiliations, de milliers d'instants l'accumulation régulère de milliers d'affronts, de révélation, pas de moment de vérité, mais le n'ai pas connu d'instant exceptionnel, pas

liers de façons. était la réalité et on pouvait l'affronter de milracistes qui mutilent son développement, affai-blissent ses possibilités et étouffent sa vie. Telle vie est circonscrite par les lois et les règlements

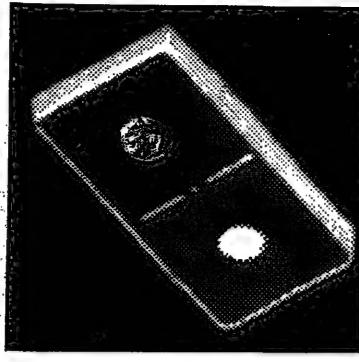
poss, et s'il ne peut pas, on le jette en prison. Sa la nuit pour lui donner l'ordre de présenter un l'arrêter à n'importe quelle heure du Jour ou de dans des trains réservés aux Africains et on peut dans un township réservé aux Africains, voyager emploi réservé aux Africains, louer une maison Quand il grandit, il ne peut occuper qu'un

Africains, si toutefois il va à l'école. Africains, et il va dans une école réservée aux aux Africains, il vit dans un quartier réservé aux Africains, il rentre chez lui dans un bus résetvé sance, qu'on le sache ou non. Un en-fant africain naît dans un hôpital réservé aux qu'on est politisé à l'instant de sa nais-

Africain en Afrique du Sud signifie rais ma vie à la lutte de libération. Etre le moment où j'ai su que je consacrele moment où je suis devenu politisé,

# « Des milliers d'humiliations » Nelson Mandela

not sb zno! susbsb li-Jievs les individus pourralent société libre dans laquelle € J'ai chèri l'idèal bisatnege" sp nit si sngit l'Afrique du Sud. Sa victoire





# Wei Jingsheng « Les policiers m'ont dit : "Tu n'as aucun recours" »

lors que l'étais en prison, un offi- mettrais en prison du jour où tu aurais le pouvoir ! » bien, cetal que nous avons arrêté, ce n'est pas l'ou- officier de police i Je lui demandal : « Et Liu Shaoqi vriet. C'est le contre-révolutionnaire. Les ouvriers, ce [l'ex-chef de l'Etat destitué par Mao en 1967] ? Il sont eux qui constituent la classe dirigeante du pays. était le vice-président de votre parti. En vertu de quel Nous n'allons pas arrêter un ouvrier! Ceux que nous texte l'avez-vous arrêté? » unétons, ce sont les contre-révolutionnaires. C'est ce que nous avons fait place Tianammen (lors d'émeutes «En oui l A ce moment-là, le président et le vice-

ou des intellectuels. A chaque la Chine ne cesse de se doter fois que nous sommes mobilisés pour intervenir, c'est bien de lois et de règlements ce qu'on nous dit: ici ou là. il détaillés, Tous sont fonction faut agir contre des contre-ré-

त्यको अञ्चलकान् ।

contre-révolutionnaire ? Si tu peux dire de moi que je vais élément et non pas en tant que président de la suis un contre-révolutionnaire, est-ce que je ne pourrais pas en dire autant de toi ? Au nom de quoi as-lu Vous en concluez que nous n'appliquons pas les lois. le droit de m'arrêter alors que, moi, je n'ai pas le droit 🛮 Erreur. »

Il m'expliqua: « Mais qu'est-ce que tu aurais comme arme pour m'arrêter? C'est écrit noir sur blanc dans la Constitution: en régime de dicature du de l'arrêter, toi un agent de l'oppression ? » protécuriat, tout le monde est placé sous la chefferie démocraties et celui des dictatures. Et, donc, entre du Parti communiste. Tu ne sais pas ce que ça veut la Chine actuelle et l'Occident, où certains sont dire, le mot dictature ? Cela signifie que le droit d'arrêter des gens, c'est moi qui le détiens. C'est moi qui respecter les droits de l'homme pour que la Chine teur un gara, c est mot qui le ucueras d est ma dire soit changée. Faire de la Chine un pays où ne s'apqui je dois arrêter? Vollà pourquoi il ne peut y avoir plique plus la loi du prince dans ces conditions est égalité de chacun devant la loi. Sinon, c'est toi qui me une utopie.

cier supérieur de police m'a tenu | Je n'avais aucune envie d'entrer dans une disun jour le raisonnement suivant : cussion avec lui sur la différence entre démocratie «Chaque Individu à plusieurs et dictature. On ne peut pas résumer de telles identités. Tol, par exemple. Tu es choses en trois phrases. C'est déjà une chose diffiun ouvrier, un intellectuel et un cile à expliquer pour des intellectuels occidentaux contre-révolutionnaire. (...) En vivant en démocratie. Alors mol, l'expliquer à un

anti-maoistes] en 1976. A l'époque, nous n'avons pas président n'étaient pas d'accord. Nous avons suivi le unrêté des ouvriers, des cadres président. La loi disait que le

peuple a le droit d'arrêter les mauvais éléments, mais pas qu'il a le droit d'arrêter le président de l'Etat. Nous volutionnaires qui font ceci ou des besoins de leurs auteurs. itons ou comité central du parti. Et c'est lui qui a pris la

Je lui lançai : « Un instant / Qui décide de qui est décision de faire arrêter Liu Shaoqi en tant que mau-

Je ne pus que reconnaître qu'à sa manière il était

24 - LE MONDE - DROITS DE L'HOMME

#### 26 - LE MONDE - DROITS DE L'HOMME

(Message publie dans Le Monde du 3 octo-Merci pour votre aide et votre solidarité.

vie, ce sera pour moi un grand réconfort. le pays quand le le voudrai afin de sauver ma judiciaires qui me vrsent et de me laisser quitter surer ma securité, d'abandonner les poursuites -sc'b deabelgned ub imamemevvog us inabnem gouvernements democratiques du monde demere malade, j'ai besoin de protection. Si les Dans cette situation désespérée, avec ma gouvernement ne me fait pas arrêtet et pendre. el le semem-zue teut em traiert de l'inp émilis longue marche, grève générale nationale. Ils ont a Sylhet, ils ont planifie d'autres actions : mort. Ils ont déja déclenché une greve généraje au ministère de l'intérieur et réclameront ma Le 4 octobre, les intégristes bioqueront l'accès

risques et périls. e voulais désespérément revoir ma tenter de négocier une caution, ce sera à mes

encore de me rendre au tribunal dans le but de suis arretée, je serai mise en prison. Si j'essaie verser de caution. Je me cache desormais. Si je et ordonné la saisie de mes biens. Je ne peux pas La cour a délivré un mandat d'arrêt contre moi tion de blesser le sentiment religieux des gens. mes recueils de chroniques, a resurgi (accusacieure d'il y a quetre ans, à propos de l'un de Sur ces entrefaites, une vieille affaire judinifestant contre moi.

par pendaison. Chaque jour ou presque, des milliers d'entre eux défilent dans les rues, masitôt commencé. Ils réclament mon execution tions des intégristes religieux ont aus-

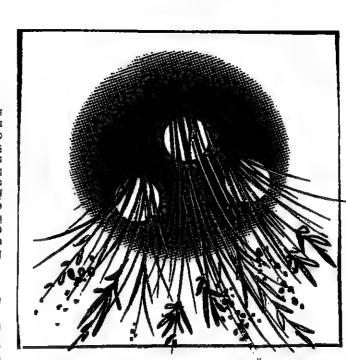
Peu de temps après mon atrivée, la nir au Bangladesh, i'y suis allee. -svsr sb tibratni tik'm tnamemavuog mère, qui est mourante. Bien que le

nouvelle s'est répandue. Les protesta-

### « Ils réclament ma mort » Taslima Nasreen

अधनावात यक्कामं स्थ Sens aucune protection de Sile y est revenue recemment le Bengladesh en août 1994. Soor se reingrer en Europe. quitte preopitamment indes insupportables. Elle a et son point de vue laic sont integristes, Son feminisme de mort par les islamistes La romancière est accusée

> culture sesueiss





### Liberté de pensée

600 prétres et séminaristes l'impossibilité d'exercer leur religion, ont dû fuir le Vietnam depuis 1975. En 1980, soit au pire moment de la persecution. 300 prêtres et religieux etalent en prison.

### Le Père Nguyen « Ils ont interdit la messe »

ci, à Ermont (Val-d'Oise), on m'appelle le Père 💮 saient-ils, l'homme peut changer les cailloux en riz » Nguyen. Je suis vietnamien, né il y a soixantequinze ans à Giadinh, près de Saigon. l'al été ordonné prêtre en 1952, à Dalat. Peu après la · libération », le 30 avril 1975, les communistes ont perquisitionné chez moi, à Vung Tau (ex-Cap Saint-Jacques), à plus de 100 kilomètres de Saïgon, et fouillé le centre d'accueil d'enfants de la rue que j'avais créé douze ans plus tot. Je comptais alors trois cents enfants que l'éduquais selon le principe : « Si tu fais bien les choses, je t'aime. Si tu les fais mal, je t'aime davantage. » Les communistes m'ont félicité: « Bravo, tu es notre frère aîne dans le socialisme. »

Au début, je fus donc libre de célébrer la messe ou d'enseigner le catéchisme, mais la situation s'est gâtée. Le « frère aine » devenait insensiblement un \* agent de la CIA - parce qu'il parlait aux enfants du Bon Dieu et non des vertus du régime... Ils ne voulaient plus de religion. Leur orgueil de l'homme était immense. « Avec ses deux mains, diCelul qui était pour la religion était contre

l'homme et contre le régime. Ils ont supprimé nos écoles et nos séminaires.

Espionné les sermons des curés. Interdit la messe, le catéchisme, les baptèmes, les mariages religieux. Je disais ma messe à 4 heures du matin pour ne pas inquiéter les fidèles. La liberté de croyance figurait dans la Constitution, mais c'était pour le cœur, jamais pour l'extérieur. Ne disaient-ils pas que « la révolution n'a pas une paire d'yeux, mais des millions de paires d'yeux »?

Je devais être « rééduqué », donc arrêté. Le 2 février 1978, la police a de nouveau investi mon centre d'enfants. Mais elle avait oublié que mon « supérieur » à la CIA est au ciel, pas sur la terre. l'ai pu échapper à mes ravisseurs. Le 4 février, des amis m'embarquaient sur un bateau. Après quatre jours et quatre muits de mer, l'échouais, en Malaisie, au camp de réfugiés de Pulau Tangah.

(Propos recueillis par Henri Tincq)

gendaire opiniatreté de René biée générale n'est due qu'à la léadoption in extremis par l'assemsans doute plus large mais son tures». La formule retenue est reconnu par les générations iude toute ceurre soit connu et surtout l'auteur car « il est juste que le père saire protection du droit moral de avait toujours insisté sur la nécesceuvres de l'esprit. René Cassin et matériels des créateurs des xustom etfrithm est eightorq eism 1948, article 13), se trouvent désorarent) emmod'l ab eriovab ta stiorb de la Déclaration américaine des Thomme (article 27-2), A l'instar d'auteur au sein des droits de lieu, c'est l'intégration du droit Ce qu'il faut relever en second et de ses applications.

Denemals ou progres scientifica floritons due chacun a le droit de dèles culturels qui lui convientent tennine aux cadres, valeurs ou mode chaque homme et de chaque cipe est celul de la libre adhésion nal comme international, Le princriture plurielle, sur le plan nadoest libre de façonner à sa guise une culture de la majorité, comme il barrière ni discrimination, la I'y cantonner. Il peut choisir, sans tout l'Etat ne peuvent l'y obliger ni minorité, mais ni le groupe ni surétre sauvegardée - au sein d'une une culture propre - et qui doit national, il est libre de maintenir son identité culturelle. Sur le plan vidu détermine sans contrainte extérieures ». En vérité, tout Indibont s,obboset snx « inunences nauté » ne peut servir de prétexte de frontières, et le mot « commu-Cela dit, la vie culturelle n'a pas

bliques Pobligation positive de le ties a la charge des personnes puanx moyens de diminaton, ce qui scrivité créatrice, et d'avoir accès dque culturelle, de se livrer à une ticiper à la définition de la polifui revient, si elle le désire, de pard'un droit individuel complexe: il aucune discrimination, est investie De la sorte, toute personne, sans

Particle 27 de la Déclaration unidanger que l'Assemblée a adopté C'est pour faire face à un tel

temment avec Sakharov du Soljeture stalinienne n'a pas agi diffèimpius on des dissidents. La dictad'une manière ou d'une autre, des ucielle qui aboutit a l'exclusion, culturel et ordonne une culture ofil remet en cause le pluralisme (ou integriste) veut imposer sa loi, rial ou un mouvement fascisant chaque fois qu'un régime dictato-On constate d'ailleurs que

sésion, mais qui le dépasse très c'est un problème qui présente des liens avec celui de la liberté d'exėtė poussė au suicide. Finalemėnt, A giaws ariets oup to stratistical ces mesures que Freud étuigra en se souvenir que c'est à la suite de \* dégénéré » (3 mai 1938). On doit confiscation des œuvres d'art (12 novembre 1938) et à celle sur la tions de la culture allemande -erealinem xua radicineq ab sliul de Goebbels qui interdissit aux adirecte à l'ordonnance alinéa, est une réponse sin, l'article 27, premier let établi par René Casomme le montre le pro-

Sciences et culture

de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur. 2. - Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression ; ce qui

informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

Liberté d'expression

e préambule de la Déclaration

universelle donne une ambi-

tion à l'humanité en présen-

tant comme la plus haute as-

piration de l'homme

« l'avènement d'un monde où les

hommes seraient libres de parler et de

croire, libérés de la terreur et de la misère ». En quelque mots, l'essentiel est

dit : la liberté de conscience et la liber-

té d'expression sont à la base même

du régime de droit que les nations

veulent mettre en place. Un régime de

droit laïque et civique. Laïque, puisque

la diversité des croyances, des idéolo-

gies qui opposent les peuples et les in-

dividus ne font pas obstacle à l'univer-

alisme des droits. Civique, puisque la

libre expression des opinions et des

idées constitue la condition indispen-

sable à l'exercice des droits du citoyen.

n'énonce pas les limites de la liberté

qu'elle proclame, c'est que l'article 19

exige qu'elles soient fixées par une loi nécessaire dans une société démocra-

tique pour protéger certaines valeurs

limitativement énumérées. Ce sont

ces principes qu'énonceront avec plus

de précision les articles 19 du pacte in-

ternational relatif aux droits civils et

politiques et 10 de la Convention eu-

ropéenne des droits de l'homme. La

cour de Strasbourg, dans une

quable, précisera que cette liberté.

« chien de garde de la démocratie »,

vaut non seulement pour les idées et

les informations accueillies avec fa-

veur ou considérées comme inoffen-

sives mais aussi pour celles qui

heurtent, choquent l'Etat ou une frac-

L'article 19, qui lie la liberté d'opi-

nion et la liberté d'expression, ajoute

un élément primordial : celui de pou-

tion quelconque de la population.

construction jurisprudentielle remar-

Si la Déclaration universelle

implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les

sans considérations de frontière, les

informations et les idées. Les rédac-

teurs avaient alors sans cesse présents

à l'espait ces « actes de barbarie qui ré-

voltent la conscience de l'humanité »

qui venaient de se dérouler et l'igno-

rance dans laquelle le monde avait été

tenu. Ce droit concerne tout autant

celui qui recherche et transmet l'infor-

mation que celul qui la reçoit... C'est

bien la démocratie qui est là en jeu

puisque pour agir il faut d'abord sa-

voir. Et les journalistes, à travers le

monde, paient un lourd tribut à la dé-

Là encore, ce n'est pas seulement à

la raison d'Etat que se heurte l'exer-

cice de la liberté, mais à une sorte de

raison économique. Le droit de don-

ner et de recevoir les informations est

accordé par l'article 19 à « tout indivi-

du ». Pourtant, ces informations qui

circulent aujourd'hui au-dessus des

frontières et en « temps réel » sont

devenues des produits marchands.

Elles ont un coût et peuvent être

sources de profit. Les chercher et les donner est réservé à ceux qui en ont

les movens financiers. Et, les recevoir.

aux privilégiés de la division du

Les techniques les plus modernes

ouvrent de nouveaux espaces. Cha-

cun, muni de son clavier et de son

écran, peut communiquer avec le

monde. Mais ne s'agit-il pas d'une illu-

sion? Combien d'hommes disposent-

ils des instruments matériels et intel-

léctuels permettant d'accéder à ces

nouvelles formes de communica-

tion? L'égalité apparemment

conquise ne renforce-t-elle pas l'iné-

galité ? L'isolement des individus ne fait-il pas obstacle à l'exercice de la ci-

toyenneté? Décidément, le champ

ouvert par l'article 19 est toujours à

fonce de cette liberté.

monde

culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au I. - Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie

ziono zab ansqu's Aspects 6 li "gracodzerda eb horb eb ethnosi hound ammor? 9b ziot noiszimmos al 96 SYOTHER! JE SESSE -nosrimed Il-zine drizravinu'i 6 pionb est professeur de nedienol brerst



d'aujourd'hui. Au conunencement colonisés d'hier, comme les exclus Eité des droits de tous les hommes, les n'en finita jamais de proclamer l'égaqu'elle est universelle, la Déclaration son second alinéa vient-il dépasser le cadre territorial des Etats, Parce cause, four au pius, l'article 2 dans ne la remet pas explicitement en C'est la colonisation I La Déclaration mouve an coeur meme de l'article 2 Mais la plus grosse lacune se niol sten facinos el brage tes é'up mené en France sur le PACS monure

\* à raison [des] mœurs », le débat proscrit déjà toute distinction opérée seaselle ». Alors que le code pénal handicap, l'age ou l'orientation nu » inemioritant da anotranimico eib an ellemidist statī sī etelemo, s Le traité d'Amsterdam, pour sa part, Declaration comporte des omissions. gré toutes ses précautions de style, la Entin, énumérer, c'est oublier. Mal-

nalité de cette problématique. cais sur la « parité » traduit bien l'acce principe. Face à l'approche anglo-saxonne énumérant pêle-mêle les ca-tégories défavorisées, le débat fran-tégories défavorisées, le débat franmarquant le caractère fondateur de arons des hommes et des femmes » même dès le préambule « l'égoille de Nations ranks de 1945 a affirmé elleapproche catégorielle? La Charte des mination entre les sexes à une simple game. Peut-on réduire la non-dischmeration trapique une part d'arrai-

6.3 - - Silings)1 iists

Enuméres, c'est dasses. Toute énuprendre les formules du code pénal

sée » à une telle catégorie pour reoddns no sinik tantinatinaddo-uou a o no acupatioddol » ab mamanas itys's li'r aniaM Sader anu é adriar laire comnoné, qui passe per la réfé-Příque-t-elle de consacrer un vocabu--mi noiteniminzão si ennos ethat s.l être de nommer ce que l'on veux mier. Le danger le plus grave est peut-

énumération, avec son cortège de non-discrimination implique une thesse de l'article 2. L'idée même de -in al smoot tish tup notaminarical principal et l'expression de la non-Stilege's ab historic equating at entre C'est cette tension permanente

sotie sammod'i izois niubonini 81:41 sb Thomme désincarné, la Déclaration cline dans le catégoriel. A côté de abstrait, la non-discrimination se déthe is marbie o'un universalisme que l'égalité est gravée pour l'éternité des idéaux révolutionnaires, Alors des garanties concrètes au lytisme go-saxonne qui préfère l'emphisme wein wardon bar mue biagidne suprincipe de non-discrimination forte-Définée de la tradition trançaise, le L'article 2 vient ajoutet a cette egaine vise republicance. seau, l'égalité de la devant is joi scion Rousu commencement était l'égalité, l'égalité de-

11661 20 POL Apple . how side भिरंद्र काद्रेन ainu anoisidh eai 25010 200 el ab Ansaldque retrest - X and

A. J. Sugar



Non-discrimination

autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté. ressortissante, que ce pays ou territoire soit Indépendant, sous tutelle, non puridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, notistic ettre situs es de rossession et la contre autre situation. d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou

notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, prodamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune; Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertès



Nul ne peut-être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé.

#### Détention arbitraire

'article 9 s'applique à toutes les formes de privation arbi-traire de liberté ou d'éloignement du territoire. La loi pénale française fait une distinction selon que l'auteur de la privation arbitraire de liberté est un agent de l'Etat agissant dans l'exercice de ses fonctions on une personne privée. Dans le premier cas, le code pénal punit l'auteur direct (trente ans de réclusion criminelle et trois millions de francs d'amende) mais aussi tout fonctionpaire qui, ayant connaissance de cas avérés ou d'allégations de privation arbitraire de liberté, s'abstient, alors qu'il en a le pouvoir, d'y mettre fin ou de procéder aux vérifications nécessaires ou de saisir les autorités compétentes (trois ans et 300 000 francs ou un an et 100 000 francs, selon le cas). Commise par une personne privée, elle est qualifiée de séquestration par le nouveau code pénal (vingt ans d'emprisonnement). Cette peine est ramenée à cinq ans si la victime est libérée avant le sep-

tième jour mais portée à trente ans s'il s'agit d'une prise d'otage. En droft international, tous les grands traités protégeant les droits de l'homme comportent un article directement inspiré de l'article 9 de la Déclaration universelle. L'ONU a créé une commission composée de cinq experts indépendants chargés de mener des investigations sur les cas de privation arbitraire de liberté qui se commettent dans le monde. Ce groupe de travail enquête notamment dans les prisons, les camps de rééducation et tous autres lieux d'incarcération ou internement. Il considère comme arbitraire les cas entrant dans l'une des trois catégories suivantes :

1. - absence totale de base légale : par exemple une personne maintenue en prison alors qu'elle a exécuté sa peine :

2. - les prisonniers d'opinion incarcérés pour avoir exercé, pacifiquement et sans incitation ou apologie de la violence, leur droit à la

liberté d'opinion et d'expression ; 3. - les personnes jugées dans des conditions comportant des manquements au droit à un procès équitable d'une gravité telle que non seulement ces manquements constituent une violation du droit à un juste procès mais conferent à la privation de liberté un caractère arbitraire. C'estle plus souvent le cas des sentences prononcées par les juridictions d'exception, spécialement les tribunaux militaires en raison de leur insuffi-

sante indépendance. De 1991 à 1997, le groupe a déclaré arbitraire la détention de 1131 personnes et non arbitraire celle de 19 autres, 335 plaintes ayant par ailieurs été classées compte tenu de la libération des intéressés avant l'examen de leur cas. Ces cas concernent une soixantaine de pays à travers le monde. Pour prévenir ou lutter contre ces pratiques, l'ONU s'efforce notamment d'inciter les gouvernements à prohiber les lieux secrets de détention.

Street State Street

L'exil, autre situation visée par l'article 9, concerne les mesures d'éloignement quelle que soit leur dénomination: expulsion, refoulement, reconduite à la frontière, bannissement ainsi que l'extradition. Ces mesures revêtent un caractère arbitraire lorsqu'elles sont prises en violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression ou lorsqu'elles ne sont pas préalablement entourées des garanties de l'article 10 de la Déclaration universelle. L'assignation à résidence est assimilée à une forme de privation de liberté dès lors qu'elle s'effectue dans un lieu clos, notarrment « à domicile ». - L. J.

Joinet avocat général à la Cour de cassation et membre de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU dont il a été président. Il fut charge du suivi des justice à l'hôtel Matignon puis à l'Elysée durant les années 80 et le début des

publ de qı (PUF,

Henri Leclerc est avocat au barreau de Paris et president de la Lique des droits de l'homme. des droits de

été membre de Delmas-Marty qui a préconisé, en 1990, une profonde réforme de la procédure publié Un combat pour la justice (La Découverte,

voir chercher, recevoir et répandre, 42 - LE MONDE - DROITS DE L'HOMME

THE STATE OF STATE OF

the Carry

DESIGN OF SERVICE "一个这个事情

With the State of the State of

The state of the state of 李禄 海中 美工年之

Fifth STATE OF LAND IN

We will be the state of

B 3544 . 2551 5 .

the state of the

事にある 公司をできる

Spiral profession in the

HARAGE AND A CO

THE RESERVE

SETTING CO.

Service of Marine

H STREET A COL

张 告告本心之子

The second of the second

Broke to the Act

The state of the state

The state of the s

क्राक्षा कर जिल्लाहरू होता है।

Kelly Spring

FAR SEL LANG.

Manager and the second

Stigated in the comment

持有 4.4 (1.2.12)

HASSID-LION

THE PERSON OF THE PROPERTY OF THE PERSONS

DEEL REC GOLD ON OUR CONTROL

Appearance to the second of the second

100 Bull 1995 Bull 1995

Marchaell of all all all appropries

the section are the analysis and

Manager of the Section of

Catholica state parsion

Gatur Seut se principie se f

35 F

Sec. 17.

 $g \to -g \omega^*$ 

 $(v_{\mathcal{F}}) = V(u_{\mathcal{F}}(\mathcal{F}))^{-1}$ 

Effective of

. . .

A ....

TOTAL TIME

1-75 A 1 55

SHALL P.

(966t 'linas)

alseit al save

un livre de

souvenirs, Danse

eildug e Anstaisen

മഥലർ പുലാല

(1660-1664). Cet

noitergátníl ab

Tusk ub endmem

29 (2861-<u>28</u>81)

lausivoibus'l ab

el ab andmam

Jassau

Stéphane

Haute Autorité de

SEE PLEASURE DE SEE

liszno)

gislateux – G. G. protection on juge que sous celle du sûreté, il est tout autant sous la Quant au droit à la liberté et à la dates la futte contre la criminalité. pour le respect de la vie humaine et part une action de tous les instants en temps de paix et nécessire de sa constitue le premier devoir de l'Etat menacé en cas de conflit atmé, il vie ne saurait souffrir de dérogation : sences y som application. Le droit à la -esoèn ausnoitsur et nationaux nécesninée indépendamment des textes la portée exacte ne peut être détertemes très généraux des droits dont Au total, l'article 3 proclame en

privation de liberté. tant de statuer sur le bien-fondé de la droit d'introduire un recours permettention provisoire. Il suppose aussi le durée de la garde à vue et de la déplique à son tour une limitation de la protection d'un Juge. Ce demier imcause de l'améstation et le droit à la al ab amoni sust d'êne informé de la née. Ces garanties recouvrent génémoyens de mettre un tenne à une ai-restation ou à une détention injustipersonnes afin de leur donner les pose dans les garanties offettes aux En matière de sûreté, l'essentiel re-

société démocratique. cube not bises centrale dans toure et détention arbitraires. Ce droit oc-Is personne contre toute arrestation tend à protéger la liberté physique de proclamé, hui aussi, par l'article 3, Le droit à la liberté et à la sûreté,

ans et ne pent être exécutée contre commis par des moins de dix-huit peut être imposée pour des crimes disposer qu'une sentence dé mort ne pas la peine de mort. Il se bome à les droits civils et politiques n'exclut contaît des limitations. Le pacte sur rogé au droit à la vie, ce dérnier Fufin, bien qu'il ne paisse être dé-

à un melleur niveau de vie. CONTORIATE diroit à la vie et aspiration cente ». Il convient donc de ne pas ne peut subjectivement qualifier de déle droit à une vie que l'individu conceruou sa auust np paren suas no anbis/yd cassation belge, que « le droit à la vie reprendre la formule de la Cour de droit à la vie s'arrête là : il n'est, pour protection de la vie des citoyens. Le Criminels les mesures nécessaires à la dolvent en outre prendre contre les la vie, selon les tennes du pacte. Ils « arbitrairement » une personne de pective, les États ne sautaient priver-« protégé par la la ». Dans cette perssur les divoits civils et politiques, être pour reprendre la formule du pacte Le droit à la vie ainsi délimité doit,

tion du moment où s'achève l'exismoins en ce qui concerne la définiplan international. Il l'est encore noure pays, mais il ne l'est pas au Le débat juridique est ainsi clos dans cortent pas atteinte au droit à la vie. ezong sb snitstnotov nobqur -ratraff rute 6<6f f35 et 1979 sur l'antercomme le Conseil d'Etat, a estimé France, le Conseil constitutionnel, verses. Toutefols, dans le cas' de la repropersion out but des positions digrande prudence et les junidictions tions sussbourgeoises out été d'une CUIDE DETINITION DE 19 VIC.; LES INSTITUconventionnels ne fournissent aution. En revanche, les autres textes Thomane retient cette demikre solu-Convention américaine des droits de In traissence ou des la conception. La celle-d dolf eur protegée à partir de vie et, en particulier, à se demander si ment à s'interroger sur ce qu'est la ce droit conduit donc tout naturelleade l'ère humain », Affunet tions unies, « le droit suprême droits de Phomme des Nae droit à la vie est, selon l'ex,zanágnavá zariellís zəb snátzirim us TELETO TOTALOS Gilbert



(Le Seuil, 1994).

storib of 19



Droit à la vie et sûreté

et à la sûreté de sa personne. Tout individu a droit à la vie à la liberté

.H .2 - .iud'bruot gence avec la realité d'aud'être confrontée sans indulle maintien de la parx qui exigerait activités des Nations unies pour de favoriser le développement des et des libertes rondamentales et du respect des droits de l'homme mission de viser au renforcement bien pleine. Mais c'est surrout la ere une tete bien faite à une tête la formule de Montaigne, qui pré-La Déclaration est plus proche de tion de connaissances techniques. ment personnel qu'à l'accumula--essinonadèl à sonthoqmi emem que l'école attache partout la préconisée. Il n'est pas évident tions de demain dans la direction gnement dispensé aux générapartout dans le monde, l'enseibeaucoup à faire pour orienter, Cinquante ans après, il reste

mais seulement prioritaire. parental n'est donc pas exclusif, fonction de socialisation. Le choix régimes qui ôteraient à l'école sa es diversités de méthodes et de Janduniu sed au 12 sagmons sou i midne responsabilité des contetalitaire qui donnerait à l'Etat fois resister à l'embrigadement toles Etats membres. Il fallait à la rendre le texte acceptable à tous contraints, puisqu'il s'agissait de

teurs de la Declaration se vovaient compromis auxquels les redacleurs enfants, il marque l'un des sir le genre d'éducation à donner à rents, par priorite, le droit de choisieme alinea, qui contere aux paleur enseignement. Quant au troiondément le contenu mème de -ord rauptem marquer prodonnent aux éducateurs des obe xuaigilar et religieux e tolérance », « l'amitae entre tous les de la personnalité humaine », « la mules comme « l'épanouissment teurs de la Déclatation; des forcentrale des ambitions des rédacdeuxieme alinéa exprime la plus mentaire et fondamental. Le moins pour l'enseignement éléree la gratuité des études, au du monde. Donc devait être assuscolarisation de tous les enfants devait plus etre un obstacle à la neu l'insufficance de ressources ne et à toutes les nations. En premier, salquaq sal suot à tiesoqorq noites à cet idéal commun que l'organidésastre l'accès, dès leur enfance, no seevus suonerenes seuvees du s'agissait, en 1948, de donner aux ■ guītė le contenu exact. Il retines depourtus d'ambineral, mais en dennit en

-as adouted un ruamenas 'article 26 n'arfirme pas

Droit à l'éducation

3. - Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner

activités des Nations unies pour le maintien de la paix. nations et tous les groupes racisux ou religieux, ainsi que le développement des Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Z. – L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement

au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et 1. - Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite,

Régis de

**Gouttes** 

est avocat cénéra

près la Cour de

cassation et

membre de la

consultative des

droits de l'homme.

Ancien président

auropéen pour les

études sur le droit

international.

nationale

du comité

directeur

du Conseil de

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui fui sont reconnus par la Constitution ou par la loi.

#### Droit à un juge

d'exercer un recours en cas de violation d'un droit fondamental, c'est-à-dire le « droit d'accès à un juge ». Très cer devant une « juridiction natiosimple en apparence, cet article s'est naie ». Il faut entendre par là, selon révélé en réalité porteur de grandes la Cour européenne de Strasbourg, potentialités, puisqu'il s'est propagé ensuite, par ondes successives, à de nombreuses conventions internationales universelles ou régionales, ainsi qu'à la plupart des droits nationaux. Citons notamment le Pacte des Nations unies relatif aux droits civils et politiques (article 2-3), la Convention européenne des droits de l'homme (articles 13 et 6-1) et son septième protocole (articles 1 et 2).

Schématiquement, la règle du recours effectif se décompose en trois elements:

- Le droit de recours doit d'abord être « effectif », en ce sens qu'il doit être adéquat, utile, et accessible à jourd'hui les droits reconnus par l'intéressé. Selon la Cour européenne de Strasbourg, l'efficacité du recours n'implique cependant traités ratifiés, qui ont une autorité pas la « certitude d'un résultat favo-

Le droit à un recours effectif peut être violé, par exemple, par un «obstacle juridique»: ainsi la Cour européenne de Strasbourg a condamné la France parce que la Cour de cassation a déclaré irrecevable le pourvoi en cassation formé par l'avoué d'un condamné en fuite refusant de déférer au mandat de

Le droit à un recours effectif peut péenne a même considéré que l'ab- sentir. - R. de G.

'article 8 proclame le droit sence d'enquête suffisamment apélémentaire de chacun profondie par un procureur avait privé les victimes de voies de recours effectives;

- le recours doit, ensuite, s'exertoute autorité nationale compétente, à caractère juridictionnel ou quasi-juridictionnel, dès lors qu'elle est « composée de membres impartiaux, jouissant des garanties d'indépendance et procédurales »;

-le droit de recours peut s'exercer, enfin, contre tout « acte violant les droits fondamentaux », qu'U s'agisse de droits civils, politiques, économiques, sociaux ou culturels. L'article 8 de la Déclaration universelle porte cependant la marque de son temps car il ne vise que les droits « reconnus par la Constitution ou par la lol ». Il faudrait ajouter au-« les traités internationaux en vigueur », afin de tenir compte des supérieure à celle des lois (article 55

de la Constitution française). Par ailleurs, le droit à un recours effectif est un droit « autonome », qui n'est pas subordonné à la constatation préalable d'une violation d'un droit fondamental. Il doit être reconnu à quiconque « ailègue » une violation de ses droits et libertés, pour autant que cette allégation soit « défendable », selon la Cour européenne de Strasbourg.

En conclusion, en proclamant le aussi être violé par un « obstacle de droit à un recours effectif, l'article 8 fait », tel que le coût élevé de la pro- de la Déclaration universelle des cédure ou l'impossibilité d'obtenir droits de l'homme a posé un prinune assistance judiciaire gratuite ef- cipe simple dont l'effet de propagafective. Par deux arrêts récents tion a été considérable et n'a sans concernant la Turquie, la Cour euro-doute pas fini de se faire



Liberté d'expression

Dix ans de solitude. Dix ans permanence. Salman Rushdie. ne à Bombay dans une famille musulmane, ecrivain de langue anglaise vivant en Grande-Bretagne, vient de sortir d'une clandestinité forcée. L'Iran s'est dissocié, 1e 24 septembre, du décret religieux signé par l'imam Khomeiny le condamnant a mort pour avoir ecrit Les Versets sataniques.

## Salman Rushdie « Le crime, c'était la fatwa »

savez, absolument terrible. L'une des premières choses que le voudrais faire, c'est exprimer mes condoléances à la veuve de mon traducteur Japonais qui a été assassiné. Mon traducteur italien a été poignardé, mon éditeur norvégien a essuyé des tirs : heureusement ils ont survécu. J'ai aussi des remords terribles pour ces personnes qui sont mortes lors de manifestations qui ont été organisées contre mon livre.

Dès le départ, tout cela a été une affaire politique et les gens qui en sont devenus les innocentes victimes ne savaient, pour la plupart, rien de moi ni de mes écrits. Je pense que ce qui m'a beaucoup aidé pendant toutes ces années, c'est le soutien de nombreux intellectuels et d'écrivains musulmans. Par-dessus tout, ce que je ressentais, c'était la présence d'un terrible nuage

ela a été une période horrible vous d'incompréhension, de mensonges, et aussi la peur qui venait m'envelopper. J'ai essayé de dissiper cela pendant ces neuf ou dix dernières an-

> Le crime, ce n'était pas le livre. Le crime, c'était la fatwa. Il est parfaitement légitime d'écrire des textes polémiques, radicaux dans leur façon de réévaluer le monde. C'est la raison d'être des artistes. Il s'agissait d'un combat pour la liberté d'expression, pour la liberté d'imaginer, pour l'art d'écrire. Je pense que les gens ont bien compris toutes ces choses. La solution n'était pas de se retirer ou de présenter des excuses.

Nous avons mené une bataille et pas seulement une bataille contre le terrorisme, contre la terreur. C'était aussi une bataille positive pour défendre toutes les idées qui me sont si chères. C'est pourquoi il n'y a pas de triomphalisme auiourd'hui. (Déclaration sur CNN le 24 septembre 1998)

DROITS DE L'HOMME - LE MONDE - 43

du XXIº siècle. - Ph. T. mains, C'est l'un des dens majeurs -un estre des ort des êtres hu--mi sulq monse seruos af sb xuat pas pris en compre, tant que les mores on serviced suig see short ration universelle, tant que les lidarité que leur impose la Déclaconvainceout pas du devoir de sotant que l'ensemble des Etats ne se berés de la terreur et de la misère » Les hommes ne seront pas « li-

Thais tout aussi urgent? monde. C'est moins spectaculaire, santé de tous les enfants du nuement des sans-abh, et pour la solu contre la malnutrition, le dél'homme passe par le combat réde l'indivisibilité des droits de moins que la misère. La réalisation l'oppression des tyrans. Elle tue String 1914 at letter contra

sait d'augmenter. rt, le nombre de pauvres ne cesse développait à un tythme accèlèmème temps, alors que la richesse berte de pensée. Mais dans le la torture, à la promotion de la livils et politiques, à la lutte contre peu la conscience des peuples s'èveiller à la défense des droits cià usq uv tao samod'l sb stiorb de la Déclaration universelle des Les cinquante première années

preambule. si supovė'up « sninnnille hundille » s'ils ne falsaient pas partle de cette en soient tenus à l'écart, comme snismud estris'à insession sidmon ser, il n'est pas admissible qu'un mèdecine ne cessent de progresteurs? Alors que la science et la férent de millions de téléspectament sous le regan devenu indit--sinsi eniom uo eulq insngisis's temmes et ces entants qui de l'homme pour ces hommes, ces Peut-on encore parler de droits

ab ammod'i ab

ub thetluanco

2921/970MON

Centre des drots

AULUOD SUOISSAU

11 a participé à de

et expert à l'ONU.

ammon'l ab ztionb

SOLSUITATIVE DES

si ab andmam

Texier

eddijiyd

Cour de cassation,

est conseiller a la

pjeuogeu

.Stindulesni'l sneb n'ont pas l'eau potable et vivent d'un milliard et demi de personnes vais état de santé chronique. Plus de l'analphabétisme et d'un mauet de la malnutrition, du chômage, sans abri, elles souffrent de la faim conditions d'extrême pauvreté; isat de personnes vivent dans des chimies de l'ONU, plus d'un milset en permanence. Selon les une acuité qui devrait nous mobili-La violation de ces droits revêt

4 strating arust leurs a sericases rium de moyens économiques nê--laim ub esq inseogeib en iup eysg esb eneb sellenom non esibelem sh uo mist sh tristusm atretas'h pour la survie, lorsque des milliers ectif à court terme est la lutte bins banates jorsains jeur seul opment parler de vie digne pour les main pensant de l'animal. Et coml'homme sous le foug, et l'étre hudistingue l'homme libre de até qui est à la fois ce qui -धार्शक प्राप्तकात : ८६६६ वाहुताassurer la dignité de tout mod sidesnsqsibri mum

Santé et bien-être

-inim el tinnisb esxes e 🛊

mariage, jouissent de la même protection sociale. spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors 2. – La maternité et l'enfance ont droit à une side et à une assistance de circonstances indépendantes de sa volonté. dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou que pour les services sociaux nécessaires, elle a droit à la sécurité en cas

l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour 1. - Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer

manage noms. Voilà pourquoi le n'ai jamais pensé au sont ces enfants et il ne pourta pas donnér leurs prêt à m'épouser? La société lui demandera qui Je ne peux pas me marier. Quel homme serait prendre soin de mes enfants.

travail encore trente ans pour être capable de ne vois qu'un cilent. Je voudrais pouvoir faire ce 50 roupies (5 francs) l'une, mais quelquefois le née est bonne, le peux faire quatre passes, à 40par exemple, ma fille est malade. Quand la jourdame est gentille avec moi et elle m'aide quand, depenses sont à notre charge, Maintenant, la maison qui nous nourrit. Les vétements et autres

argent à la propriétaire de la a. Je donne la moitié de mon born, drije ne vojent pas cesinaine eor entem iismuog donner une pièce où l'on once us veulent pas nous chambre, Les pouvoirs pu-

Quand le travaille, mes compagnes s'occupent de mon bébé. Elles le prennent dans leur est dinelle puisse vivre avec respect.

après, je ne sais pas et ce n'est pas grave : l'essemiel éduquée dans cet environnement. Ce qu'elle fera mor, ce sera son choix, le ne voulais pas qu'elle soit quand elle sera grande, si elle ne veut pas vivre avec explique. Le temps que je pomati, je bui cacherai, et. que le tais et elle est trop leune pour que je le lui Dieu veillera sur elle. Ma fille ne sait pas encore ce la voir une fois par mois. Plus tard, l'espère que pensionnaire dans une institution scolaire et le vais sation non gouvernementale, na fille ainée est dont le ne connais pas le père. Crâce à une organi-I'al deux enfants: deux filles de cinq et un an

tiques aux miennes. toutes retromees la dans des circonstances idenmeme maison avec quinze aunes filles qui se sont all area survivor six at ... ini aire at surp are acro made: « To ne peus rien faire. I'ai payé pour toi, donc c'es mieux d'accepter la sinuation. » Cela fair f's compais, f'ai commence à plemer mais la dame elles étaient habillées et à leur façon de s'exprimer, te falles, venant de tous les Etats. A la manière dunt que quelque chose n'allait pas. Il y avait beaucoup uer populeux du vieux Delhi, l'ai tout de sulte vu Quand on est arrivees a la maison, dans un quar-

nous ne nous sommes samue demandé pourquoi. sfir, nous savions qu'elle avair, de l'argent, mals nous, mous ne savions pas ce qu'elle faisait. Bien Sup seally smant of area related used uses sale enveloppe à ma tante, que le n'ai phis jamais revue. partir, je ľai vu remetire une

dailer avec elle. Avant de parlait bien et j'ai accepté dame avait la peau claire; elle joindrait plus tard. Cette en me disant qu'elle nous re-

une ferrorie qui avoit quarante ou cinquante ans nous attendair. Ma tante m'a demandé de la suivre Jours de voyage, nous sommes amivés à Delhi. Là, T'al donc pris le train avec ma tante. Après deux Jiriyyə DO Seq Jirkes au,

son accord et m's dit d'y aller, alors même qu'elle mille, avec uit salaire correct. Ma mère lui a douné trouver un travail pour mos, dans une boune fainsvince, a explique à ma mérit qu'elle pouvait cun de nous n'a sporis à lire ou à écrire. Un jour, Des peu d'argent et nous n'allions pas à l'école. Aumais la vie était très difficile. Nous avions

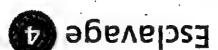
mes trois soeurs et de mes deux trères, la boutique pour pouvoir s'occuper de sud de l'Inde,, est mort. Ma mère a garde ub 1613) ubsM-limsT ub agalliv mu anab tenait une petite echoppe de véternents

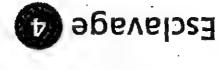
« ma vie est perdue... » Kakoli

S rect à m'épouser?

Puel homme serait

Je ne peux pas me marier.





1. - Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.

Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

#### Liberté d'association

'article 20 énonce deux droits qui sont distincts. La réunion a un caractère ponctuel : c'est un groupement momentané de personnes en vue d'échanger des idées ou de défendre des intérèts. L'association a un caractère permanent : c'est la trise en commun de connaissances ou d'activités dans un but non luctatif.

A première vue, réunion et association sont des libertés anodines. Quoi de plus inoffensif qu'une rencontre d'un candidat à des élections avec un public venu l'entendre exposer son programme, ou qu'une association de joueurs de boules ou de pêcheurs à la figne ? Et pourtant les régimes autoritaires se métient fortement de ces deux libertés, au contenu politique potentiellement explosif. La réunion et l'association sont des outils indispensables de toute opposition ; l'une et l'autre sont, comme la presse et les élections libres, des garants de la démocratie pluraliste. Qu'on se rappelle en France le rôle sous la Révolution des clubs, que le Directoire finira par interdire, ou l'hostilité de Napoléon aux associations. L'article 20 de la Déclaration se comprend donc mieux.

Il fallait proclamer deux droits voisins et concourant au même but, l'expression publique d'opinions. En droit français, ces deux libertés sont antérieures à la Déclaration de 1948. Actuellement, le droit d'association est beaucoup mieux protégé que le droit de réunion. Le premier a été considéré comme de valeur constitutionnelle par une célèbre décision de 1971 du Conseil constitutionnel. Le second n'a pas, ou n'a pas encore ce statut. En outre, en raison des menaces que les réunions peuvent faire peser sur l'ordre public, les maires peuvent les interdire dans certaines

En droit International, Il faut se souvenir de deux éléments. D'abord, la Déclaration universelle a pris soin de limiter ces droits en usant de l'adlectif « pacifiques ». Ainsi les participants aux réunions doivent être sans armes et l'association forcée est proscrite. Hitler et Mussolini, par exemple, embrigadaient les jeunes (et les autres) sans grand choix possible. Ensuite, si la déclaration a une valeur morale, d'autres textes, luridiquement contraignants, ont réaffirmé ces deux droits. Ainsi du Pacte relatif aux droits civils et politiques (articles 21 et 22), et de la Convention européenne des droits de l'homme (article 11).

Ces textes, au moins par l'interprétation que les organes compétents en ont donnée, vont plus loin dans le sens de la liberté que le droit français. C'est particulièrement vrai pour la manifestation sur la voie publique. Le droit français la distingue de la réunion, et la soumet à un régime plus sevère, à cause des risques plus graves de désordres et de la gêne à la circulation. Au contraire, la Cour européenne des droits de l'homme, notamment depuis un arrêt de 1988, assimile la manifestation à la réunion, et estime que l'Etat doit s'efforcer de rendre cette liberté effective.

Mais il ne suffit pas de réaffirmer ces droits pour assurer leur libre exercice. Dans beaucoup de pays encore, les réunions sont prohibées, les manifestations sont brutalement réprimées, les associations n'existent pas ou sont étroitement contrôlées par l'Etat. En réalité, comme beaucoup d'autres articles de la Déclaration, l'article 20 est une pierre de touche de la démocratie : au moins de la démocratie politique, car les droits écono-miques et sociaux ne sont pas moins importants: mais ceci est une autre histoire...~ J.-P. C.



Depuis, je n'ai plus de papiers et je multiplie les démarches pour que mes droits soient reconnus. Je n'ai plus de sécurité sociale et mon fils ainé, qui a quatorze ans, a besoin de papiers. Déjà, il n'a plus rien d'un enfant. Dans la rue, il risque d'être contrôlé à tout moment. Il risque une amende, il peut être battu, emprisonné, expulsé, que sais-je

Cette situation dure depuis des armées. J'ai forme de nombreux recours juridiques qui ont tous été rejetés. Aujourd'hui, mon dossier est devant la Cour supreme. Je ne veux pas quitter Jérusalem, c'est de Jérusalem que je suis, pas de Miami ni même de Ramallah, comme ils me le disent. (Propos recueillis par Georges Marion)

Kadia Mashni

Environ 200 000 habitants arabes et 400 000 habitants juits résident à Jensalem, et tous ne sont pas égaux devant la loi. Nadia Mashni fait partie des babitants arabes et se heurte à l'Etat d'Israél qui multiplie les difficultés à son encontre et la pousse au départ. Nombre d'habitants arabes se voient refuser toute délivrance d'un permis de

Egalité de

Mashni

our, ils m'e

DROITS DE L'HOMME - LE MONDE - 21



Costa est conse Cour europ de l'homme de Strasbourg. Ancien présiden de la commiss d'accès aux documents administratifs il a notan Les Libertés

le monde

(ed. STH, 1986).

àli

de (

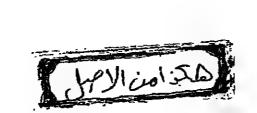
et d

de q. (PUF,

et La

34 - 1

d'Etat et juge à la publiques en France et dans



DROILS DE L'HOMME - LE MONDE - 13

MCS a labury . They was an ...

CANADA CANADA

المراجع فهاجلها

a nation of the second

· Marine

40 145 146 15 F

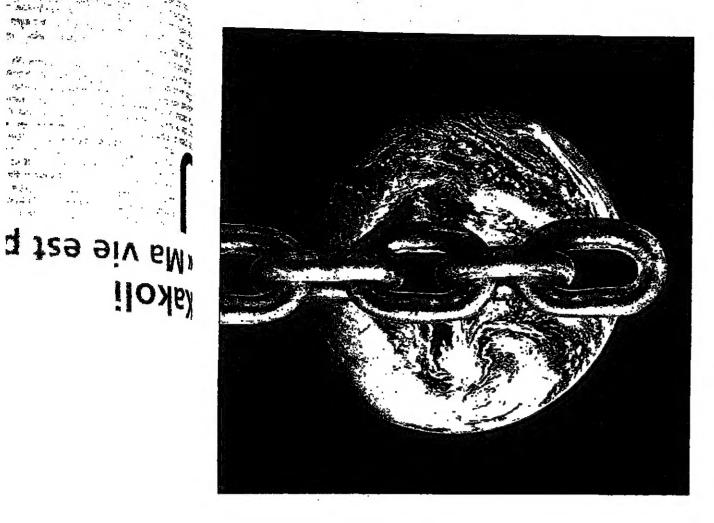
ACTION CONTRACTOR

fui laissent quasiment pas d'espoir. opprimée par des régles et des usages qui ne mille filtes. Récit d'une femme brisée, Delhi (Inde) ou séjoument quelque cinq quatre-vingt-deux maisons doses du vieux depuis lors, exploitée dans l'une des de Kakoli, vendue à l'âge de quinze ans et. Prostituée et esdave. Tel est le double statut

(Propos recueillis par Françoise Chipaux) le dois rester ici, le n'ai pas d'autre choix.

demandera une garantie et je n'en ai pas. un endroit où personne ne me connaît, on me viens, et qu'est-ce que je dirais ? Si je vais dans me demanderalent qui est mon père, d'où je jour ils apprendraient d'où je viens. Alors ils sceuts, Si l'essayais de travailler ailleurs, un te ne veux pas detruire celle de mes frères et Il faut comprendre que ma vie est perdue et

mal à ma famille. conter ce que le faisais à Delhi et cela fera du age, car il y aura toujours quelqu'un pour rasceuts. Je ne peux pas retourner dans mon vilnouvelles et je ne sais rien de mes frères et Je n'ai jamais revu ma mère, ni eu de ses



52 - LE MONDE - DROITS DE L'HOMME

la Republique.

Cour de justice de

el eb zatéuper zeb

neizzimmes ei ab

membre suppléant

de Cassation, il est

d'Etat et à la Cour

ligena) us faceve

avocat au darreau

report. Andlen

29b lenudit

no examem se

Waquet

9qqilidq

Cour de cassation

est conseiller à la

sing sins4 eb

sh encone esistessin laibnom nalq si prise en compte de ses exigences sur donc un texte important et actuel : la L'article 24 de la Déclaration reste

carisation des travailleurs. ment du secteur informel et de prèsévit un phénomène de développegrandes entreprises; partout ailleurs tion n'est appliquée que dans les Constitution. Mais cette réglementales congès payes sont prèvus par la nous etadques, au point qu'au bresu tous, pour leur part, des règlementa-Les Etats de l'Amérique du Sud ont Asie avec une exception: le Japon. ns syuodsi se nobsure smam &1

cessive, leur effectivité apparaît tion contre une durée de travail exstraint les travailleurs d'une protec-Russie, s'il existe quelques textes asd'étre admis en son sein. Quant à la l'Union européenne, dans l'espoir meture en ceuvre les principes de l'Europe de l'Est s'efforcent de gislations nationales. Les Etats de sous des formes diverses, dans les lèrale, l'article 24 trouve sa traduction, En Europe, d'une manière géné-

délicates et mal résolues. rejettavailleurs, pose des questions les salariés en mission extérieure, les tégories de travailleurs, les cadres, l'application de la loi à certaines caartisans, les agriculteurs. De plus, indépendants, les commerçants et rick et laisse de cieté les travailleurs ne concerne que les travailleurs salatravail. Il reste que cette législation concerne la limitation de la durée du tion, spécialement en ce qui commun » que souhaite la Déclara-La France tente d'appliquer l'a idéal Etats membres des Nations unies? en ceuvie dans les législations des Comment l'article 24 a-t-il été mis

ser, mais accéder à des activités de

-odar as anemelues non novuoq alob dievert ub seute al ob « sidnanos d, grâce à un cantonnement » raidort pas altener le travailleur. Celuitravall, reconnu comme un droil, ne l'homme, ce texte considère que le sh ationb ash nierrat of the trains des d'une autre vision : se plaçant exclude la Déclaration universelle procéde Or, il faut bien voir que l'article 24

.899f niuį šī ub iol buts, expressement proclame, de la partage du travail. C'est l'un des mage. Ce demier a favorisé l'idée du durée du travail : la montée du chôal sh notetimil and 6 iud'bwolue Une autre cause contribue encore inalement des hommes eux-mèmes. travail des enfants et des temmas, et suivi, qui ont peu à peu encadré le moins de huit ans. D'autres lois ont pemes ber tom et a l'interdire aux temps de travail des enfants à douze teur, en France, dès 1841, à réduire le leurs productifs a conduit le législasoldats en bonne santé et des travailmortalité; la nécessité d'avoir des leurs et de l'accroissement de leur ement physiologique des travailarmée, se sont inquietés de l'épuipouvoirs publics, et spécialement i numanisme, mais parce que les ap woulder juamaines sed isalu ac societes midustrielles au XIX siècle, sel enter amende ise liever ub sen

Si l'idée d'une limitation de la dude l'humanité un « droit au repos et texte qui reconnait pour l'ensemble catactère novateur, en 1948, d'un Al isules enion seq faut nein li sieM sujet de l'article 24 reste d'actualité. travail, permet de constater que le relative à la réduction du temps de d'orientation et d'incitation 8001 niui & ub iol al aispneñ a été votée par le Parlement claration l'année même où -9G al sb sniestsvirras'i refe

Droit au repos

limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une



Egalité devant la loi 🕖



## Nadia Mashni « Un jour, ils m'ont retiré ma carte d'identité »

e m'appelle Nadia Mashni. Je suis mariée, f'al quatre enfants, trois garçons et une fille, agés de cinq à quatorze ans. Et je suis palestinienne de Jérusalem. Ma famille est originaire d'un petit village si-tué aujourd'hui en territoire israelien, à une dizaine de kilomètres d'ici, sur la ronte de Tel-Aviv. En 1948, lorsque les troupes inives ont avancé, les miens ont fui et se sont finalement réfugiés, comme des milliers d'autres Palestiniens, à Jérusalem où je suis née, il y a trente-cinq ans, en 1963. Quatre ans plus tard, après la guerre de six jours, les Israéliens ont an-

J'ai toujours habité Jérusalem. C'est ici que j'ai passé toute mon enfance, que j'ai été à l'école, que l'ai étudié la littérature et l'anglais, que je me suis mariée avec Samir. Il vient d'un village des envi-

rons de Ramatlah, tout près de Jérusalem. Samir J'ai formé de nombreux recours

cher du travail aux Etats-Unis. Lorsque j'ai fait sa connaissance, il avait acquis la nationalité américaine et possédait un passeport américain qui lui permettait d'entrer et de sortir d'Israel avec un visa touristique. Il pouvait aller et venir à Jérusalem comme il voulait.

Nous nous sommes mariés en août 1983, à Jérusalem. Quelques mois plus tard, mon mari est reparti aux Etats-Unis pour y reprendre son travail de vendeur à Miami. Moi, je suis restée à Jérusalem car je n'avais pas encore les papiers qui m'autorisaient à le rejoindre. Comme tous les habitants arabes de Jérusalem, l'ai une carte d'idemité qui nous est propre, une sorte de permis de résidence délivré par Israël. Contrairement aux Palestiniens des territoires, cette carte nous donne certains avantages, comme, par exemple, la sécurité sociale obligatoire. Nous avons aussi plus de liberté

Mon premier enfant est né en juin 1984, à Jérusalem. Quelques mois plus tard, j'ai pu rejoindre mon mari en Amérique. Je n'aime pas ce pays, je ne m'y sens pas chez moi. Chez moi, c'est à Jérusalem, là où j'ai ma famille, mes amis, mes racines.

Pendant plusieurs années, j'ai fait l'aller et retour entre Miami et Jérusalem. Je passais quelques mois en Amérique, puis je revenais, restais quelques mois avant de repartir à nouveau. Entre-temps, nous avons eu plusieurs autres enfants. Je me suis toujours arrangée pour qu'ils naissent à Jérusalem. A l'époque, j'avais déposé une demande auprès

des autorités israéliennes pour que mon mari puisse devenir, comme moi, résident de Jérusalem.

Un jour, en revenant des Etats-Unis, les Israéliens m'ont retiré ma carte d'identité à l'aéroport. Ils m'ont dit qu'elle était périmée, qu'il fallait que j'aille en faire faire une nouvelle. Mais quand je me suis présentée pour demander la carte, ils m'ont répliqué que j'avais quitté le pays depuis trop longtemps, que je n'y avais plus de réelle activité, et que j'avais donc perdu mes droits à résider à Jérusalem. Malgré mes enfants nés dans la ville, scolarisés ici, malgré ma présence dans la ville interrompue seülement par mes voyages de quelques mois à l'étranger, ils n'ont rien voulu savoir : subitement je n'étais plus d'ici.

1. – Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.

Toute personne a droit à accèder, dans des conditions d'égalité,

aux fonctions publiques de son pays. 3. - La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes

qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

#### Suffrage universel

la liberté politique, qui peut être regardée comme la première des libertés. Le droit de participer à la détermination de la politique nationale, que sous-tend l'égalité devant le suffrage, se présente sous deux modalités, suivant que le peuple exerce lui-même sa souveraineté ou la délegue, entre deux consultations, à des élus. Au premier cas, il s'agit d'une démocratie directe, au second d'une démocratie représentative ou du gouvernement du peuple par ses élus symbolisé par un Parlement. Il s'agit en l'espèce du plus petit dénominateur commun aux régimes poli-

tiques. La confiance accordée à l'individu dans la pensée occidentale revet toute sa signification des lors que le sort de la société lui est confié au moyen de l'exercice du droit de vote. En obéissant au pouvoir, l'individu n'obéit, en fait, qu'à lui-même. Aussi le pouvoir a cessé d'être la propriété d'un individu ou d'une classe sociale pour devenir une fonction temporaire confiée

par les citoyens à une majorité. Il s'ensuit que l'élection peut se définir comme le procédé au moyen duquel les électeurs désignent et révoquent pacifiquement leurs dirigeants. Que faut-il entendre par élections honnêtes? Sans conteste, un scrutin sincère. ne dégénère en repli. - J. G.

e présent article proclame On parle, en l'espèce, d'élections disputées ou pluralistes mettant en lice des candidats différents, représentant des partis, voire des idéo-

logies, différents. Ainsi la compétition est inhérente à toute consultation électorale, à l'opposé des régimes marxistes et tiers-mondistes dans le cadre desquels le scrutin avait la signification d'une communion entre les citoyens et leur dirigeant

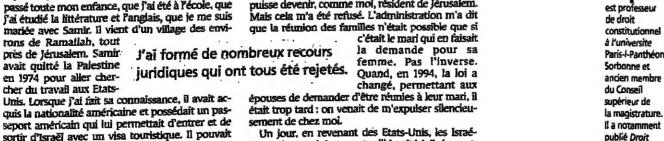
Les élections concurrentielles se déroulent au suffrage universel égal, tout d'abord. L'avènement du pouvoir de suffrage, allié à celui des partis politiques, représente la plus grande force des temps modernes. Au surplus, le traité de Maastricht a créé une citoyenneté

Les consultations doivent avoir lieu périodiquement, ensuite, car l'on ne saurait confondre l'exercice

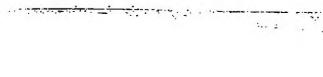
du pouvoir avec sa conquête. En dernière analyse, le vote doit être secret, de manière à en assurer la liberté: le passage par l'isoloir est symbolique de la culture démo-

cratique. Tout bien considéré, l'article 21 a posé les bases du droit politique et électoral à vocation universelle. Le degré d'application demeure sans doute inégal. il n'empêche que la dynamique des régimes occidentaux a permis d'éviter que le répit

DROITS DE L'HOMME - LE MONDE - 45



20 - LE MONDE - DROITS DE L'HOMME



constitutionne

et institutions

(Montchrestier

WARLS MICHT

qu'us ne nimone pas cans une cannonante de la cause des Malgré tout, ce que je crains le plus, à cause des plantations d'eucalyptus qui s'épuisent, c'est de me retrouver biennot au chômage. Obtenir un lorin de terre dans le cadre de la réforme agraire ser ra alors mon dernier espoir.

(Propos recueillis par Jean-Jacques Sévilla)

la couleur d'un billet de banque. A phanguy, c'est le gérant qui s'occupe de mes provisions. Il me fait signet des « bons » dont je ne comprends que les rombres qu'il inscrit. Je ne sais pas signet mais je sais « desainet » mon nont. Il y a deux ans, grâce à l'aide du syndicat des travailleurs ruraux, deux de très enfants, âgés de neuf et dix ans, ont obtenu cre qu'on appelle une « bourse de la citoyemeté ». Un bus les prend le main pour les anener à l'école. Pour compenser leur part de travail aux l'école. Pour compenser leur part de travail aux fécole. Pour compenser leur part de travail aux fécole. Pour compenser leur part de travail aux qu'ils me funitont pas dans une charbonnerie.



Suffrage universel 21

# Aung San Suu Kyi « Notre combat pour une société démocratique »

ne craignent pas de faire

avec des régimes répressifs.

des affaires

as plus tard que le mois dernier, il y a eu des manifestations d'étudiants au cours desquelles a été de nouveau réclamé le droit de former un syndicat. Les forces de sécurité ont usé de la violence pour disperser la foule, et un certain nombre de Jeunes gens de mon parti, la Ligue nationale pour la démocratie, ont été arrêtés pour avoir participé à l'organisation des manifestations.

l'ai été accusée d'avoir tenu des réunions avec les étudiants et d'avoir discuté avec eux. Un pays est en vérité dans un bien triste état quand les rencontres entre les dirigeants de mouvements politiques et les étudiants sont considérées comme des actes de subversion.

Mon parti n'a jamais caché ses sympathies pour les aspirations des étudiants. Nous travaillons à établir des liens étroits entre générations. Certaines firmes multinationales

étroits entre générations, afin qu'une continuité d'objectifs et d'actions puisse former la trame de notre nation. Quand nous luttons contre des forces infiniment supérieures,

infiniment supérieures, quand nous avons pour adversaire le pouvoir réuquand nous avons pour adversaire le pouvoir réuni de l'appareil d'Etat et des forces armées, il nous arrive de douter – au point de rejoindre ceux qui croient dans la permanence absolue de l'ordre

existant.

Le nombre est saisissant de ceux qui ont gardé la conviction que la sagesse consiste ni plus ni moins à accepter le statu quo. Nous croyons dans le pouvoir de changer ce qui doit être changé, mais nous n'avons pas d'illusion : le passage de la dictature à la démocratie libérale ne sera pas aisé; et un gouvernement démocratique ne mettra pas fin à tous nos problèmes.

Nous savons que le plus difficile est encore à venir et que notre combat pour une société démocratique et stable prendra bien davantage que la durée d'une vie.

La cause de la liberté et de la justice trouve des sympathies jusqu'aux extrémités de la terre. Partout, des gens qui pensent et qui sentent, quelles que soient la couleur de leur peau ou leur foi, comprennent ce besoin profondément ancré de donner à son existence un sens qui dépasse la simple satisfaction de désirs matériels.

Que ceux qui ont la chance de vivre dans une société qui leur accorde le plein usage de leurs droits politiques tendent la main vers leurs frères moins fortunés, dans nos régions troublées. Des femmes et des hommes jeunes, partis pour imprimer leur marque sur le monde, voudront peut-être porter leur regard au-delà des frontières, en direction de ces terres de

l'ombre, privées de droits.
Vous qui êtes ici, réunis
pour fêter votre entrée
dans une vie d'espoir et de
tous les possibles, peutêtre voudrez-vous lutter
pour qu'en Birmanie la

jeunesse ait, un jour, la joie de connaître l'espoir et tous les possibles. Notre combat consiste, entre autres, à faire savoir à la communauté internationale que nous sommes un pays pauvre non pas à cause de l'in-

voir à la communauté internationale que nous sommes un pays pauvre non pas à cause de l'insuffisance des ressources et de l'investissement, mais parce que nous sommes privés des institutions et des pratiques qui fondent un bon gouvernement.

Certaines firmes multinationales ne craignent

Certaines firmes muitinationales le chalgement pas de faire des affaires avec des régimes répressifs. Elles justifient leur engagement économique en Birmanie en prétendant que leur présence al-

H-IE MONDE - DECILE DE L'HOMME

9/6L POR

hone at siding

pement de l'esclavage dans le bue, sans aucum doutte, au dévelopnementales? La passivité contrivigilance au quotidien, comme dans les organisations non gouveraudouxi amou ap suns snou-sammos sans réserve à cette déclaration, droit interne, les engagentents inter-fractionaux auxquels ils out souscrit i rationaux auxquels ils out saint et quant à nous, citoyens adhérant presente de la constant et voté la Déclaration universelle n'incorporeraiem-ils pas dans leur qui tolèrent ou encouragent l'esclade sanctions à l'encontre des pays Vations unies ne pourrair-il décider Pourquoi le Conseil de sécurité des voir élargir sa compérence afin d'étre saisi des cas d'esclavage? Il-histutoq an aysH al ab lanohan -raini lement st ioupwod teamisiv risient être menées si on le décidair Bien des actions efficaces pour

éperdus que les sectes conditionnem partois jusqu'au suicide? Que dire de ces Jeunes domestiques illetruées et déracinées, courtaints à travailler sans identié, rémunération et liberté, au cœu rémunération et liberté, au cœu même des villes occidentales?

Allons plus loin, quelle différence y e-t-il entre les marchands d'esclaves poussant autrefois leurs troupeaux vers Gorée et les dealers de drogue qui, aujourd'hui, réduisent à la dépendance leurs dients pour un voyage vers la déchéance et la moit?

de force en Afrique, su Kosovo et

maniestent:

- celle des trois cents millions
d'enfants de cinq à quatorze ans asservis par le travail, la guerne ou la
prostitution, comme celle des
femmes victimes d'une traite qui
femmes victimes d'une traite qui
rest plus « blanche »;

- celle des populations déplacées

caste, aton en france.
L'aride premier de la convention d'un individu de 1926 définit l'esciavage comme « l'état ou la condition d'un individu droit de propriété ou certains d'entre eux ». On visair essentiellement, à l'époque, le « trafic négrier ». Le maître s'instituant propriétaire de maître s'instituant propriétaire de est aussi dounée par seule référence est aussi dounée par seule référence au droit de propriété. Ot, c'est sur le terrain de la violation de la liberté du consentiement que les formes consentiement que les formes du consentiement que les formes

nal : qu'est-ce que l'esclavage ? Inuille de rechercher dans la déclaration des droits de l'homme de 1789... l'esclavage n'était pas, à cette dare, aboit en France.

déclaration, ni le nouveau code pétielle à laquelle ne répondent, ni la elle, qu'à occulter la question essenseule force des mots ne servirsit, uité, parmi lesquels figure désor-nais la réduction en esdavage. La -smuril sumos esmito est simisquaq é silsnimiro noisotais al ab timo; inp nouvean code pénal un amide XIX-1 us instorrozni na akcide imembruit -roqqo s sispaent matelsigal al aup nation pour fait d'esclavage. C'est ce régré dans sa législation une incrimidroit interne de chaque pays ent inol sup eśrąc up syricalia rasmeniałą futte contre l'esclavage ne deviendra l'assemblée des Nations unies. La qu'une simple recommandation de certains, Il ne constitue Jour, bien décevante. Pour mise en cenvre s'avère, à ce al mob sidenimbs notist -injected est un texte d'inspi-

Esclavage

Mul ne sera tenu en esclavage, ni en servitude ; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

U

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provotation à une telle discrimination.

### Egalité devant la loi

roclamée dès l'article premier, l'égalité resurgit dans chacune des dispositions de la Déclaration. La référence initiale à « tous les êtres humains » devient ensuite « tout individu », « toute personne », ou, en la forme négative, « nul », autant de pseudonymes de l'universalité des êtres qui, se voyant individuellement recomaître le même droit, la même protection, accèdent ainsi à une absolue égalité.

Etait-il besoin alors de réaffirmer à l'article 7 ce qui résultait forcément de tous les autres? Oui, car s'ajoute une prohibition active, celle de toute discrimination.

L'inégalité est inévitable. Qu'estce qui la distingue de la discrimination? La volonté d'exclure. Que
dans un recrutement; par exemple,
le meilleur soit choisi plutôt que le
moins bon est affaire de constat,
objectif si possible, et peut aboutir
à une inégalité. Que, en revanche,
certains soient par avancé exclus
de la candidature ou des chances
de succès, et c'est une discrimination qu'il faut combattre. Elle peut
avoir les causes les plus variées
– origines; religion, opinions,
sexualité, etc. – qui, toutes, sont
perçues comme illégitimes par la
Déclaration elle-même.

En lui-mème, le principe est menacé par le nombre et la fréquence des préjugés qui le contrarient. Mais sa situation s'alourdit encore du poids de l'Histoire. Aux discriminations passées, il faut non seulement mettre fin, mais aussi compenser parfois les handicaps qu'elles avaient durablement créés. De là une revendication en

tives", qu'on ne saurait en toute justice écarter d'un revers négligent de la main. Des découpages de frontières hasardeux, en Europe et en Afrique surtout, ont coupé des populations de la communauté à laquelle elles avaient le sentiment d'appartenir. Devenues des minorités dans leur nation nouvelle, souvent malmenées, parfois martyrisées, faute de pouvoir remettre ces frontières en cause, au moins ont-elle demandé à ne plus être victimes de discriminations puis, bientôt, à être titulaires de droits qui les prémuniraient pour le présent et l'avenir

raient pour le present et l'avenir.
Ainsi naquirent les "minormés",
ethniques, religieuses ou linguistiques. Mais naquit du même coup
le paradoxe qui veut que l'on
opère des discriminations entre les
individus, selon qu'ils appartiennent ou non à un groupe, au
nom même d'une stricte observance du principe d'égalité!

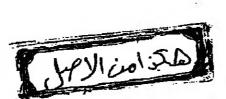
vance du principe d'égalité!
C'est d'ailleurs l'ONU qui a promu en 1966 le Pacte international
relatif aux droits civils et politiques, dont l'article 27 recomaît
les minorités en même temps qu'il
protège les droits de leurs
membres. Et c'est ce même article
que la Prance a refusé, tant il est
contraire à la tradition d'un peuple
indivisible, dont tous les citoyens
ont des droits strictement égaux.

Toutes les nations n'ont pas la même histoire. Il faut donc à la fois se résigner à ce que certaines d'entre elles recherchent dans le droit des minorités la garantie d'une égalité réelle, et se réjouir que la France n'en ait pas besoin. – G.C.

DROITS DE L'HOMME - LE MONDE - 19



Carcassonne
est professeur de
droit public à
l'université
Paris-X-Nanterre
et ancien
conseiller de
Michel Rocard. Un
temps spécialiste
des affaires
parlementaires à
l'hôtel Matignon,
il est considéré
comme l'un des
artisars de la
législation sur le
financement des
partis politiques. Il
a notamment
publié La
Constitution
(Seuil, « Points
essals », 1996).



The second of th

guês « physiques ou mentales ». Mais le problème essentiei reste

une douleur ou des southances ai-

acte infligeant intentionnellement

terme torture, qu'il désigne tout

confirme, dans sa définition du

la de la convention de 1984

consentement, tandis que l'article

sonne serait soumise sans son

scientifiques suxquelles une per-

1966 aux expériences médicales ou

étendue par l'article 7 du pacte de

lement la portée de l'interdiction,

de cas de torture et de mauvais trai-

préoccupée par le nombre alarmant

des Nations unies « gravement

commission des droits de l'homme

suite à une décision de 1985 de la

porteur spécial contre la torture,

contre la torture de 1984; le rap-

prévu par la convention spécifique

composé d'experts indépendants,

contre la torture, également

vils et politiques en 1966; le comité

tué par le pacte relatif aux droits ci-

des droits de l'homme, composé de personnalités indépendantes, insti-

mécanismes de contrôle : le comité

des textes successifs ont créé divers

tiques de torture sinsi proclamée,

fectivement l'interdiction des pra-

contre de tels actes « qui révoltent la conscience de l'humanité »,

tout être humain une protection

d'en éviter le retout, en accordant à

dans l'esprit de tous. Il s'agissait

suxquels fait référence le préam-bule de la Déclaration était présent

souvenir des « actes de barbarie» dans l'immédiat après-guerre, le

Lorsque ce texte fut rédigé

diction de la torture.

généraux et absolus l'inter-

universelle pose en termes

Pour tenter de faire respecter ef-

« chlongic vinama

Les mêmes textes ont précisé uti-

lance inlassable de mouvements

mécanismes de contrôle et la vigi-

un considérable renforcement des

son respect necessite tout à la fois

. Tion de l'article 5 fait apparaînre que

demi-siècle écoulé depuis la rédac-

par une autorité publique.

En conclusion, l'expérience du

personnes sont privées de liberté

d'inspection en tout lieu où des

Créé en 1987, avec de réels pouvoirs

stys s « strisbergeb no eniementri

torture et des peines ou traitements

européen pour la prévendon de la

cières). D'autre part, un « comité

contre France (brutalités poli-

(techniques d'interrogatoire par dé-sorientation sensorielle) ou Tomasi

faire Idande contre Royaume-Uni

ou dégradants, comme dans l'af-

dans diverses affaires, en précisant la notion de traitements inhumains

responsabilité des Etats eux-mêmes

des droits de l'homme a reconnu là

mécanismes de contrôle plus effi-

ont conduit à mettre en place des

sure, la convention interaméricaine

D'une part, la Cour européenne

.a A – .emetilim

THE PROPERTY OF STREET

THAN THE SECTION REPORT CHANGE \$ 16 MARTINE THE TANK

All Agentuses

THE PARTY NAMED IN

おお のないまでして

郷 世後はシャランニ

( 1 3 mm) か か か 3 mm)

Hardraft at 11 11 11

**期** 自教性的 中心。

情報であること。

Silver Transcription

第三· 木 一·

- #191 4 - · ·

W. September 19 . Sec.

AMAZINE TO THE OWNER.

Ent. Printer

F. Steelers Street

The same of the sa

But Million W.

William att the con-

of the said

東京 福州 一年 一方

en Se it derfen - gene.

The secretary The same of the

·特殊性 1. 1944 1. 154

'ಪರಿಕರ್' '' ಇತ್ತಾಕ್ಟ್

美國語 物化 增生化

大神を変える。

1940 to 1971

36tas, 253

🥌 ಹಾಗೂ ಚಾಲಕಿಯಾಗಿ ಎಂದಿಗಳುಗ

**実施的に表現しています。これでは、「169** 

· "是工作大多分"

The second of the second

1.0

2. 4. 4. 2. 1. 1. 1.

- 10 mm

1

4.00

**開発型 かいしょう** 

The same of the sa

3-12-54 1325

37.4 Will also ...

le peux offitr à ma famille. riz, haricots et farine de manioc ; c'est tout ce que Café très clair le matin, deux platées par jour de ciom of enab (constitution) derivations le mois de chomage force, le peux me tenir pour satisfait rarement. Mes congés se limitent à quelques jours te bois vient à manquer, ce qui n'arrive que très à la peau, le ne m'arrête de travailler que lorsque manence dans la suie et la fumée qui nous collent La chaleur est très dure à supporter. On vit en perd'une mauvaiss chute, se chargent de la corvée. ans, Renato, qui boite depuis deux ans à la suite lètres. Parfois, ma femme et mon fils aine de seize

La nuit, je suis oblige de faire des rondes réguqui s'échappe des fours et colmater les femes avec

tèt surveiller la fumée le bois, il faut sans artrop forte, qui brûlerait et de la boue. Pour évi-

d'eucalyptus, y mettre le feu, puis boucher la Des qu'un four est libre, il faut le remplir de billes Le travail de charbonnier ne laisse aucun répit.

livré, c'est la seule chose que le patron prenne en 150 real (7,50 francs) par mètre cube de charbon 500 francs) ne correspond à rien. Je suis payé mais le salaire indiqué (98 reals, soit environ do Rio Pardo, Ici, on m'a remis un livret de travail tanguy, à une quinzaine de kilomètres de Ribas m's confiè l'exploitation de trente-six fours à Fi-L'un des nouveaux gérants, Antonio Guilherme, ma femme a été revendue à un certain Mateus. En 1992, la charbonnerie où je travaillais avec

viors. On a vite regretté Montes Claros, mais il nous était interdit de rêver d'y retourner : notre le seul existant à l'endroit isolé où nous mous trouobligés d'acheter notre nourriture à son magasin, que nous pensions gratuit. Nous étions également a annoncé qu'on lui devait le prix du transport, d'eucalyptus. Dès le lendemain, le recruteur nous vingt dans un camion, jusqu'à une plantation tenter. Pendant trois jours, on a voyagé, entassés à Plusieurs familles de charbonniers se sont laissé

50 - LE MONDE - DROITS DE L'HOMME

genre de travail dans le Mato Grosso do Sul. tions qui nous ont semble intéressantes, le même de main-d'œuvre nous a proposé, dans des condienfants en bas âge. Et puis, en 1989, un recruteur ment, on s'en sortait à peu près, même avec trois avec de la boue. Comme on était payé au renderondis, construits en briques que l'on cimente fabriquait du charbon de bois dans des fours ar-Toute la journée, on

jours de chômage force. virons de Montes charbonnenes des en-Mes congés se limitent à quelques S (TRVAINET DAILS DES

NOUS EVORE COMMITTENCE travailleurs agricoles. Peu après notre mariage, sé Maria Valquiria, elle aussi fille d'une famille de de manioc. l'avais vingt-cinq ans quand l'ai époucouper de la canne à sucre et à sarcler des champs l'ai passé toute mon enfance et ma jeunesse à

grands exploitants agricoles. Comme mes trois frères, ie n'ai fréquente l'école que durant quelrents ont toujours travaille pour des pauvre du Minas Cerais, pas loin de la frontière avec l'Etat de Bahia. Mes paà Montes Clatos, dans une region nom de Zezao. Je suis né le 12 avril 1960 les gens d'ici me connaissent sous le sure m'appelle José Conçalves Dias, mais pale n'arrivait iamais à couvrir nos dettes.

### ne me laisse aucun répit » « Mon travail José Gonçalves Dias

Droit au repos 24

de la Com Trisbizanq sus & II avocats de Lyon, de l'ordre des Ancien bătonniei -Stanom-Trisup CITY HODEDOSSE! et president de Stienonori field to est conseiller Bouchet

(1661-1661)

de sécurité

ajeuoneu

noizzimmoJ 6

sb insbizang

19 (9661-6861)

de l'homme

pectate et, dans une moindre metique. Seules la convention euro-

propre à l'immense region asian'existe pas encore de convention la Déclaration universelle. Mais il des termes très proches de ceux de ment l'interdiction de la torture en caine (1981) repremient expresséteraméricaine (1969), la charte afri-Peenne de sauvegarde des droits de l'homme (1950), la convention innal. Certes la convention eurojeure se retrouve au miveau tegioresponsabilité. Cette difficulté malité de mettre en cause leur propre effectif et, a fortion, à toute possibi-Etats à tout contrôle international 'article 5 de la Déclaration celui de la résistance de nombreux

Torture

Nul ne sera socinis à la torture, ni à des peines ou traitéments oruels, inhumains ou dégradants.

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité judirique.

### Personnalité juridique

sieurs objectifs. D'abord la condamnation de l'esclavage, ainsi que de la d'auteur. « mort civile », qui correspondait à la suppression des droits civils à la suffit pour s'en convaincre, de suite d'une condamnation pénale et constater qu'une version du projet n'a disparu en France qu'en 1854; l'avait complété par la focuule suiégalement l'affirmation du droit à vante : « et jouit des droits civils fonune nationalité et l'attribution des damentaux ». Si celle-ci n'a pas été mêmes droits civils aux étrangers qu'aux nationaux, d'où l'expression « en tous lieux »; enfin la confirmation de l'égalité des sexes.

Déclaration, le raté de la famille ? On pent se demander si, au contraire, ce n'est pas une disposition essentielle, qui en résume en réalité beaucoup d'autres, dans un raccourci saisis-

La « personnaliné juridique » se définit, en effet, comme l'aptitude de tout être bumain à la qualité de sujet. de droit, et non pas de simple objet, et à la jouissance d'un certain nombre de droits qualifiés de « civils ». Ils se distinguent d'une part des droits « politiques », parfois aussi dénommés « civiques » parce qu'ils relèvent de la citoyenneté, tels que la liberté d'expression ou le droit de vote, et d'autre part des droits « économiques, sociaux et culturels » (éducation, travail, santé, sécurité sociale, par exemple).

Certains de ces droits civils sont traditionnels : le nom, l'identité, le l'homme, à condition toutefois domicile, la nationalité, la famille, le d'être mise en œuvre concrètement, mariage, le patrimoine, la passation de sorte que « chacum » ait, « en tous des contrats ou l'action en justice deinternationaux. D'auires sont plus garantit forment ainsi avec les droits récents ; groupés généralement sous politiques, économiques, sociaux le nom de « droits de la personnal- et culturels, un ensemble té », ils ne se confondent pas avec la indivisible. - G.B.

i l'on se reporte aux dis- notion de « personnalité juridique », cussions préparatoires de cet mais s'y rattachent nécessairement : article, on constate que ceux droits à l'intégrité physique, avec le qui l'ont adopté, dont René statut du corps humain, à l'intimité Cassin, avaient en tête phi- de la vie privée, à l'honneur, à l'image, à la voix, ou encore droits

Tel est bien le sens de l'article 6. Il retenue, ce n'est pas parce qu'elle dénaturait le sens de l'article, mais parce qu'elle ne paraissait pas avoir d'équivalent en anglais. Ces droits ci-Peu commu, obscur, inhabituel, l'ar-vils des individus recomms à tous et ticle 6 serait-il le parent pauvre de la partout constituent le fondement de l'égalité civile, liée à l'abolition des privilèges et à l'interdiction des discriminations.

Le droit à la reconnaissance de la personnalité juridique est donc une pièce essentielle de l'ensemble complexe des droits de l'homme. Il recouvre des libertés fondamentales, îl est à la base de l'égalité civile ; il se trouve ainsi au confluent de la liberté

Est-il imitile, comme l'out cru les rédacteurs de la convention européenne des droits de l'honune, qui ne Font pas repris? Certes non, à une époque où se multiplient les exclus: sans-papiers, sans domicile fixe, sans travail, sans ressources, sans famille, et demain, peut-être, sans droits. La « personnalité juridique » ne

doit pas être une abstraction. Elle fait partie du « noyau dur » des droits de l'homme, à condition toutefois vant les tribunaux nationaux, voire réellement. Les droits civils qu'elle



dera en fait le processus de démocratisation. Un investissement qui ne sert qu'à enrichir une élite déjà prospère, tout entière occupée à monopoliser le pouvoir à la fois économique et politique, ne peut contribuer à l'avènement de l'égalité et de la justice, fondements d'une saine démocratie.

Je voudrais en appeler à ceux qui sont prêts à utiliser leurs talents pour promouvoir la liberté intellectuelle et les idéaux humanitaires, afin que, sur le principe, ils prennent position contre les entreprises qui font des affaires avec le régime mili-

Que votre liberté puisse servir la nôtre. (Texte rédigé en janvier 1997, traduit de l'anglais par Sylvette Gleize)

Aung San Suu Kyi Prix Nobel de la paix 1991 et chef de

l'opposition en Birmanie, eile vit en résidence surveillée depuis de nombreuses années. Elle continue néanmoins son combat pour obtenir le rétablissement des libertés bafouées par l'armée depuis quatre décennies. Nous publions ici des extraits d'un de ses textes que son mari, universitaire britannique, a lu devant des étudiants aux Etats-Unis.

18 - LE MONDE - DROITS DE L'HOMME

est président du

de droit public

et vice président

de la commission

de codification.

du rapport et des

notamment oublié

Les Grands Arrêts

la jurisprudence

len collaboration.

Dalloz).

Groupe européen

tion, il offre un titre légitime pour l'action – A. L.-C. syndicales, là le cynisme de la gesbudgétaires, ou des organisation contre, ici la faiblesse des moyens méconnaître les résistances qu'il rendique a. Sans qu'il soit possible de tacles à sa « consommation jurinéralité ne constituent pas des obsque d'autres : sa générosité et sa gé-In ne faut cependant pas se trom-per, Ce texte n'est pas pius impariait

vés de l'article 23. du respect de certains principes déritemational de la mise en œuvre et esquisse néanmoins un contrôle invall, n'a pas l'ambition de 1948. Elle cipes et droits tondamentaux au traclaration de 1998, relative aux prinordres nationaux, elle aussi, peine dans cette entreprise. Sa récente dècation historique à faire descendre les idéaux de l'article 25 dans les TIONAIS du travail, enceinte ayant voticle 23 dans leurs promesses parvenus à intégrer pleinement l'arpuis l'Union européenne ne sont pas son influence n'est pas aisé. Les pays qui ont constitué la Communauté nérosité? Apprécier ce qu'a pu être conservé que le lustre pais de sa gétoulours une actualité ou n'a-t-il

Cinquante ans après, ce texte a-t-il dans le travail et l'activité syndicale. personne et de ménager sa libérté legitimité de l'action publique dans la l'article 23 prend soin d'erradiner la social et non pas un état total, car Ces orientations évoquent un Etat

sions, la création de syndicats et bent syndicale dans deux dimen-- enfin est affirmé le droit à la li-

Insmerient so shings! I s none at segal

Orientation. Dans cette voie est sousatisfaisantes trace une deuxième rs aldeniups noirenaumen su ta lisv - Fe droif à des conditions de tra-; xioda sh shiedil se shiennoasm ense a is protection contre le chômage, droft de toute personne au travau et - la première doit donner corps au

: anotisates trois orientations : tervention publique, dont l'article 23 Cette libération passe par une indiaven of reveil per le travail. logie; un projet aussi, celui d'une liticle 23 consacre donc une anthropoet d'y accèder en toute liberté. L'ardroits: celui d'y accéder, avant tout,

en soit ainsi, il faut lui attacher des condition humaine. Mais pour qu'il most prochaine: le travail définit la surtout de bombeur, Nulle dénonciasource de toutes les richesses, mais Paccent de la douleur, le travail est une culture du travail : dépouillé de personne en société. Il s'inscrit dans a l'épanouissement de toute indispensables à la dignité et déclaration à proposer une 'article 23 est le premier de la

international et suropéen (Dalloz, ll a notamment publié Droit social Pars-La Délense. ab fenotismatni huttan! et président de Paris-X-Variene Lyon-Caen est professeur à l'université de



Droit du travail

et de s'affiller à des syndicars pour la déferse de ses intérêts. A - Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyèns de protection sociale. site estate en conforme a famille, une existence conforme à la dignité humaine atricziałstas to oldstiupo notranomon onu 6 tronb a ollisvoti ouppopiyo ... 8 pour un travail égal.

> Lets ont droft, sans aucune distrimination, à un salaire égal et à la protection contre le chômage.

vert ab eatnesististises ta saidatiupa anoitibrios sab is Jisvet noz se xiorb sidil us Jisvet us tiote s annoziag sijuot 1

connu à l'étranger; contrauniques avec l'extérieur et mon non était pourtant la réputation d'être un bourreau, à si je mepnisals le suicide. Ils com arrêté. Ils avaient peur car j'avais rêusti, grâce à un capitaine qui avait des visauires, il m'injectait des nemoleptiques, le leur ai dit que s'ils continualent, a'ils voulaient faire de moi un morceau de bois, le me suiciderai, même Une seule fois, l'ai senti qu'au fieu de m'injecter

40 degrés et rendent chaque mouvement de sulfazine, qui élèvent la température à plus de administrées à titre de punition, comme les piqures doses d'éléphant qui rendalent les gens complère-ment amorphes l'Certaines piquies étalent souvent

sux autres prisonniers. Des roleptique qu'ils faissient droit sux injections de neuadolescence, je n'ai pas eu eté très malade dans mon fai en une chance: ayant

au milieu de sept cents autres m'ant configué ce bout de a nous rendre fous. Ils

ligne écrite, pas un mot, cela aussi devait contribuer économiser la lecture. Le fait de ne pas voir une bien! je lisais une ligne par iour, pas plus, pour temps, des jours qui passaient. J'avais réussi à dérober un petit bout de journal, sans intérêt. Els des majades. Nous n'avions plus aucune nodon du écrire, nous non, car nous étions considérés comme est total. Le plus grand criminel pouvait au moins souvent d'anciens criminels, des violeurs. Le secret cents autres « maladas ». Les « infirmiers » étalent

Nous étions douze dissidents, au milleu de sept picaux psychiatriques normaux.

syndromes porrmologues exprimés dans des discours idéologiques ». Le 31 janvier 1969, je fus placé dans la cinnque psychiatrique spéciale de Léningrad, rue trique et là, ils m'ont reconnu « schiophiring, arre passer ensuite devant une commission psychiahiel s'm nO . stieut \* naid » sts is y'l .ovorotal ane. Le 25 soul, j'ai donc été d'abord conduit à la pri-

ver en prison. » le répondais : « En prison, je serai munitate pas, me dispient mes sinis, bi vos tr retroulement indigné ! Je ne savais quoi faire. « Surtout ne entrées dans Prague, l'étais tellement en colère, tel-Le 21 aout, lorsque les troupes soviétiques sont

pays: la BBC, Voice of America. pour satoir ce qui se passait réellement dans mon

cialiste! J'ai commence à pays independent, mais soen Palestine pour en faire un Adolescent, je voulais partir « malades.». Les « infirmiers » une reagion, au maixisme. Metique, je croyais, comme à -or noinU as sancinaistins

Nous étions douze dissidents, vernent en Hongrie. Jusque-18, bien que viciime de-puis ma tendre enfance de - Favais vingt-cinq ans - avec l'écrasement du mou-3261 sb snab sunger at save surregun steinmeng als.

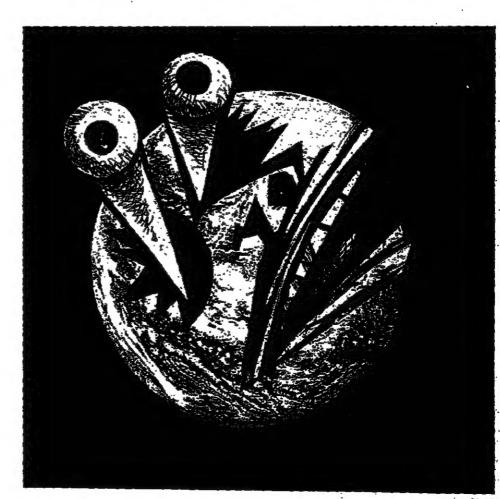
le prison Lefortovo de Moscou. figure et me cassa phusieurs dents. Je fus enunené à sur nous en nous traitant de «soles juifs». Un homme en civil me donna des coups de pied dans la

ment spécial du KCB se sont précipités Nous venions tout juste de déployer une banderole quand des hommes du régitroupes soviétiques en Tchécoslovaquie. sept, assis par terre sur la place Rouge, pour manifester contre l'entrée des 'si été arrêté le 25 sour 1968. Nous étions sept, assis par terre sur la place Rouge, pire que les camps de travail. Pire aussi que les bô-

# c'est pire que la prison » « La clinique psychiatrique, Viktor Fainberg

Ciminels, des violeurs.

étaient souvent d'anciens



Les malades étaient battus à tout bout de champ. Autre punition: le malade est enroulé dans des draps mouillés, les draps sèchent et le malade est écrasé comme dans un étau. J'ai fait trois grèves de la faim. La deuxième a été très dure. Ils me nourtissalent artificiellement. Tous les matins, ils tombaient sur moi à quatre on cinq et m'attachaient totalement sur mon lit. Je ne pouvais plus bouger, ils me mettaient des tuyaux dans le nez. Après, l'étais anéanti, je rejoignais ma cellule pour m'écrouler et

Je voulais mourir fort. Je n'ai jamais pensé que je serais libéré car c'était très dangereux de penser comme cela. Plus tard, on m'a appris la devise des camps : « Ne crains rien, ne crois rien, n'espère rien. » (Propos recuellis par José-Alain Fralon)

Viktor Fainberg

C'est l'un des plus célèbres dis soviétiques. Lors de son arrestation, à la fin des années 60, l'Union soviétique consti un monde à part, fermé, Viktor Fainberg, réputé frondeur, fut placé dans l'asile psychiatrique spécial de Leningrad en 1968. Là, il découvre l'isolement, éprouve la perte tes repères temporels. Libéré en 1974, il vit

Toute personne, en tant que membre de la société, a le droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

#### Sécurité sociale

lus jamais cela... C'est la raison d'être de la Déclaration dans son ensemble, que les peuples signent pour se préserver des borreurs de la guerre et des doctrines aberrantes qui y ont conduit. Ainsi en est-il tout autant de l'article 22. Il exprimait, pour ceux qui à l'époque parlaient au nom de notre pays, l'attachement de la population dans sa masse et de ceux que l'on appelaît les travailleurs à cette forme de solidarité achevée. Les engagements pris étaient bien enracinés dans la réalité. Il y a lieu de le rappeler à ceux auxquels la sécurité sociale a tant apporté et qui semblent ignorer qu'il fut un temps où il n'y avait pas de sécurité sociale...

Pourtant, le scepticisme domine quand nos contemporains évoquent la portée et l'impact de cette partie de la Déclaration. Trois thèmes s'expri-ment : ces droits-là sont, quoique l'on en dise, des droits de second rang, car l'individu qui les revendique ne peut vraiment se faire rendre justice; on lui opposera toujours la limite des moyens ; les pays qui souhaitaient différer la mise en œuvre des droits garantissant la démocratie ont bien souvent mis en avant une priorité pour les droits économiques et sociaux, elle même subordonnée au développement; enfin, ces droits sont illusoires dans un monde traversé par le fossé entre pays riches et pays pauvres. Pour les premiers existe le piège de l'augmentation des prélève-ments obligatoires et des déficits publics... Pour les derniers, l'Illusion est trompeuse alors que leur sort dépend de leur capacité à concurrencer les pays riches au rabais.

L'article 22 n'est pas dans le vent. Pourtant la Déclaration a été suivie et explicitée par un pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels, lancé en parallèle avec le pacte sur les droits civils et politiques. Ce texte, aujourd'hui ratifié par de nombreux Etats, invite œux-ci à faire rapport sur les mesures qu'ils auront adoptées. Ayant ratifié ce traité, la Prance a reconnu le droit de toute personne à la sécurité sociale, y compris aux assurances sociales, et ce texte s'impose à nous avec valeur supérieure à nos lois. Mais, surtout, l'application internationale repose sur l'œuvre considérable de l'Organisation internationale du travail: une toile de conventions de sécurité sociale lie un très grand nombre de pays.

Ce résultat permet de relativiser des échecs, certes hautement symboliques, comme le fait que ce pacte-là n'est pas ratifié par les Etats-Unis. L'article 22, où les idées qui s'en inspirent continuent à sentir le sourre auprès de bien des tenants de la démocratie à l'occidentale.

Le cinquantenaire doit être mis à profit pour convaincre de son utilité. Le concept de droit international qui fonde le droit de toute personne à des prestations demeure une réponse forte à l'incompréhension et à l'ignorance qui, plus que l'insuffisance des ressources, pourraient mequi évoquent les effets d'une mondialisation aveugle, il rappelle que les nations se sont engagées à ce que chacun dispose de ce minimum sans lequel la dignité n'est pas atteinte. Il condamne juridiquement et internationalement le dumpingsocial. - N.Q.

Nicole

Questiaux au Conseil d'Etat de la Commissio consultative des droits de l'homme. Elle a été ministre de la solidarité (1981-1982). avec Jacques un Traité du social (Dalloz, 1976).

et p du ( d'in

**619** 

de qu (PUF,

34 - 1

